

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	N°207	
--	--------------	--

JUN 2002		
-----------------	--	--

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

SOMMAIRE :

- STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR AVOIR « VIOLÉ LE DROIT À DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES LIBRES EN PRONONÇANT LA DÉCHÉANCE DE 13 DÉPUTÉS KURDES »
- DIYARBAKIR : 25 ENFANTS POURSUIVIS POUR AVOIR DEMANDÉ L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE KURDE ET DES PARENTS POUR DES PRÉNOMS KURDES DE LEURS ENFANTS
- TENTATIVE DE DESTABILISATION AU KURDISTAN IRAKIEN
- BRUXELLES : L'UNION EUROPÉENNE REFUSE DE FIXER UN CALENDRIER À LA TURQUIE
- LA VISITE DU PRÉSIDENT TURC EN IRAN
- ANKARA : BULENT ECEVIT, MALADE, AFFRONTÉ UNE VASTE OPPOSITION OFFENSIVE QUI DEMANDE SA DÉMISSION
- AINSI QUE...
- PUBLICATIONS RECENTES

STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR AVOIR « VIOLÉ LE DROIT À DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES LIBRES EN PRONONÇANT LA DÉCHÉANCE DE 13 DÉPUTÉS KURDES »

Dans l'affaire des 13 députés kurdes du parti de la démocratie (DEP) dont Leyla Zana, la Cour européenne des Droits de l'Homme a, le 12 juin, condamné à l'unanimité la Turquie pour la violation de l'article 3 du Protocole n° 1 (droit à des élections libres). En application de l'article 41 (satisfaction équitable) de la Convention, la Cour a

alloué à chacun des requérants 50 000 euros toutes causes de préjudice confondues, ainsi que 10 500 EUR globalement à sept d'entre eux, et 9 000 EUR globalement aux six autres requérants, pour frais et dépens. Les 13 députés kurdes du parti de la démocratie (DEP) se plaignaient d'avoir été déchus de leur mandat parlementaire à la suite de la dissolution du DEP et alléguaient la violation des

articles 7 (pas de peine sans loi), 9 (liberté de pensée), 10 (liberté d'expression) et 14 (interdiction de la discrimination) de la Convention européenne des Droits de l'Homme. Ils dénonçaient également une atteinte à leur droit à la liberté d'association garantie par l'article 11, et soutenaient que la privation de leurs émoluments parlementaires a porté atteinte à leur droit de propriété en violation de l'article 1 du Protocole n° 1. Enfin, invoquant l'article 6§ 1, ils se plaignaient de n'avoir pas bénéficié d'un procès équitable.

Les requêtes ont été introduites devant la Commission européenne des Droits de l'Homme les 23 août et 16 décembre 1994. Elles ont été jointes le 22 mai 1995 et transmises à la Cour le 1^{er} novembre 1998. Par une décision du 30 mai 2000, la Cour a déclaré les requêtes recevables, à l'exception de la requête n°25144/94 qu'elle a déclaré partiellement irrecevable pour autant qu'elle concerne l'article 5 (droit à la liberté et à la sûreté) de la Convention. Par une décision du 6 janvier 2000, la Cour a décidé que les requêtes devaient aussi être examinées au regard de l'article 3 du Protocole n° 1 à la Convention. L'arrêt a été rendu par une chambre composée de sept juges dont un juge turc.

Ainsi, la Cour rappelle que " l'article 3 du Protocole n° 1 consacre un principe caractéristique d'un régime politique véritablement démocratique, et qu'il revêt dans le système de la Convention une importance capitale ". Elle relève qu'en l'espèce, les requérants furent déchus automatiquement de leur mandat parlementaire à la suite de la dissolution du DEP, et que cette dissolution fut prononcée par la Cour constitutionnelle en raison de discours tenus à l'étranger par l'ancien président du parti, et d'une déclaration écrite émanant de son comité central. " Cette déchéance est indépendante des activités politiques individuelles des requérants et n'est que la conséquence de la dissolution du parti dont les requérants étaient

membres ". La Cour note également que depuis un amendement constitutionnel de 1995, seul le mandat du député dont les propos ou actes ont entraîné la dissolution du parti prend fin. " Elle estime que la mesure prise en l'espèce, à savoir la dissolution immédiate et définitive du DEP ainsi que l'interdiction faite aux membres du parti d'exercer leur mandat et activités politiques revêt un caractère d'une extrême sévérité ".

La Cour considère que " la sanction infligée aux requérants ne saurait passer pour proportionnée à tout but légitime invoqué par la Turquie ", que cette mesure est " incompatible avec la substance même du droit d'être élu et d'exercer un mandat, et qu'elle a porté atteinte au pouvoir souverain de l'électorat qui a élu les requérants ". Elle conclut par conséquent à la violation de l'article 3 du Protocole n° 1 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit " la libre expression de l'opinion du peuple sur le choix du corps législatif ". En revanche, la cour, estimant suffisant de reconnaître la violation " d'un principe caractéristique d'un régime politique véritablement démocratique ", a refusé " d'examiner séparément " les accusations de violations de sept autres articles (7, 9, 10, 11 et 14 et 6§1) de la Convention européenne et de son Protocole numéro 1.

Par ailleurs, le 18 juin, cette même cour a condamné la Turquie pour la destruction d'un village kurde

par des soldats et pour la disparition de trois villageois.

Le 6 mai 1994, des soldats avaient rassemblé les habitants de Debovoyu en leur donnant une heure pour évacuer leurs maisons. Ils mirent ensuite le feu aux habitations. Le lendemain, les villageois se rendirent dans la ville kurde de Kulp pour se plaindre auprès du commandant de la gendarmerie du district. Ils reçurent l'autorisation de revenir au village pour faire les récoltes. Le 24 mai, les soldats revinrent au village et emmenèrent trois hommes de la famille Orhan pour leur servir de guides. Ils ont été revus un peu plus tard dans un village voisin, puis ont disparu à jamais.

La Cour européenne a estimé que l'Etat turc avait violé le droit à la vie de la famille Orhan ainsi que l'interdiction de la torture et les droits à la liberté, au respect de la vie privée et familiale, à la propriété, au recours effectif et au recours individuel des requérants. La Turquie n'a mené que des enquêtes superficielles et tardives sur la disparition des trois hommes, selon les juges. En outre, la destruction délibérée des biens de cette famille constitue des faits " particulièrement graves et injustifiés " pour les requérants, ont-ils dit.

Ankara devra verser plus de 150.000 euros de dédommagement matériel et moral à une famille kurde qui a perdu trois de ses membres et dont les maisons et certains biens ont été délibérément incendiés et détruits.

DIYARBAKIR : 25 ENFANTS POURSUIVIS POUR AVOIR DEMANDÉ L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE KURDE ET DES PARENTS POUR DES PRÉNOMS KURDES DE LEURS ENFANTS

Vingt-cinq enfants et adolescents, âgés de 11 à 17 ans, ont comparu le 11 juin devant la cour de sûreté de Diyarbakir (DEP) qui les accuse d'avoir " soutenu le séparatisme en reprenant des slogans en faveur de l'enseignement en langue kurde ". L'accusation souligne que " les enfants et les adolescents avaient scandé des slogans réclamant l'instruction en kurde lors d'un rassemblement en décembre dernier " alors qu'il est interdit d'enseigner ou de diffuser des programmes dans cette langue. Les autorités turques affirment que " le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se cache derrière cette campagne appelant à un enseignement en langue kurde dans les écoles et les universités ".

Lors de l'audition, les mineurs, qui encourent une peine de trois ans de prison, ont nié avoir scandé de tels slogans lors du rassemblement. La cour a prévu de nouvelles auditions en septembre.

Depuis plusieurs mois, les autorités turques sont

extrêmement nerveuses. Elles essayent d'étouffer par la répression toute forme de revendication de droits culturels des Kurdes, en n'hésitant pas à poursuivre des familles ayant donné des prénoms kurdes à leurs enfants. Ainsi, En donnant à son bébé le prénom de Berivan (trapeuse), sa chanteuse préférée, Tufan Akcan, père de famille turc d'Ardahan (nord-est) originaire de la Géorgie voisine, ne se doutait pas qu'il allait se retrouver poursuivi par la justice pour " tentative de sabotage de l'Etat ". C'est pourtant le titre d'une série télévisée très populaire où l'une des grandes stars de la chanson turque, Sibel Can, incarne une jeune Kurde prénommée Berivan. Mais un procureur a décelé dans ce nom kurde " un symbole anti-turc " et Akcan a soudain été soupçonné de " terrorisme et soutien aux séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ". Le procureur s'est appuyé dans la procédure engagée contre Akcan sur les lois anti-terroristes draconiennes adoptées pour lutter contre le

PKK. Également sur la sellette : les employés de la municipalité qui avaient accepté le " sulfureux prénom ".

Tufan Akcan n'est cependant pas le seul à avoir eu ce genre de problèmes récemment. À Ardahan, un autre père a été convoqué par le procureur pour avoir prénommé ses enfants Rojin (ensoleillé) et Rohjan (coucher de soleil). À Izmir (ouest), la police a fait irruption en pleine nuit chez 11 familles qui avaient donné des prénoms kurdes à leurs enfants. Une procédure a été ouverte contre 9 parents soupçonnés de " propagande pour une organisation terroriste ". Mais les tribunaux turcs ne suivent pas systématiquement les procureurs. Le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Erzurum a refusé de donner suite à la procédure contre Akcan et l'autre père de famille d'Ardahan. Un tribunal de Dicle a lui aussi refusé les procédures ouvertes contre 7 familles ayant en tout 23 enfants aux prénoms kurdes. Une affaire qui a d'autant plus attiré l'attention que la juge elle-même se prénommait Sirvan, un prénom kurde qui veut dire " laitière ".

TENTATIVE DE DÉSTABILISATION AU KURDISTAN IRAKIEN : ATTENTATS À LA BOMBE DANS PLUSIEURS VILLES KURDES

Alors que pour la première fois depuis des années les principaux mouvements kurdes sont en paix et que le Kurdistan irakien connaît une période de liberté et de relative prospérité des

groupes liés à des services spéciaux irakiens ou iraniens tentent de déstabiliser la région par des attentats terroristes. Ainsi, selon le quotidien kurde *Kurdistani Nuwe* du 29 juin, les forces de sécurité kurdes ont procédé la veille à l'arrestation d'un homme

en train d'installer un dispositif explosif dans un marché très fréquenté de la ville de Halabja. Le département de sécurité de Halabja a déclaré qu' " en une semaine, c'est la troisième tentative de ce genre dans ce marché ".

Par ailleurs, le quotidien kurde Brayati (Fraternité) rapporte dans son édition du 27 juin que vingt personnes, principalement des

femmes et des enfants, ont été blessées après un attentat à la bombe perpétré dans un restaurant à Erbil. De plus, deux villégiatures, Gali Ali Beg et Shaqlawa, ont également été le théâtre d'attentats à l'explosif début juin. Le quotidien kurde Kurdistan Newline daté du 17 juin, rapporte pour sa part que les forces de l'ordre de L'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avaient procédé à l'arrestation d'un membre d'un groupe armé islamique kurde, soupçonné de préparer un attentat suicide contre

le centre de commandement militaire de l'UPK. La police suspecte des membres du groupe armé islamique kurde, Ansar al-Islam ou Supporters d'Islam, AIK, pour ces récentes attaques. Le parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont vivement condamné les attaques et les deux principaux partis ont conjointement fondé " un centre de commandement d'opération anti-terreur " pour combattre les attentats terroristes dans la région du Kurdistan.

LA VISITE DU PRÉSIDENT TURC EN IRAN

Le président turc Ahmet Necdet Sezer a commencé, le 17 juin, une difficile visite officielle de deux jours en Iran, accompagné d'une délégation forte de 120 hommes d'affaires et de 20 journalistes. Il a été reçu par son homologue iranien Mohammad Khatami au cours d'une cérémonie haute en couleurs au palais de Saadabad, dans le nord de la capitale, suivie de deux heures d'entretiens privés, sur lesquels aucun détail n'a filtré.

La Turquie est politiquement opposée à l'Iran sur nombre de questions régionales. De ce fait, les rencontres sont difficiles alors que les relations économiques s'améliorent. Ankara s'est inquiété de l'essai iranien d'un missile balistique capable d'atteindre la Turquie. Téhéran de son côté proteste contre l'étroite relation militaire et sécuritaire de la Turquie avec Israël, son ennemi juré. La Turquie laïque et l'Iran islamique s'accusent fréquemment de tous les maux, Ankara reprochant à Téhéran de soutenir le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et l'Iran à la Turquie d'héberger l'opposition iranienne des Moudjahidine du peuple. L'alliance turco-israélienne est " l'un des principaux obstacles " aux relations bilatérales, soulignait le quotidien modéré en anglais "Iran News" le 17 juin.

Malgré ces querelles politiques, les relations commerciales ont progressé, s'élevant à 1,4 milliards de dollars l'année dernière. Et, surtout, en janvier 2002, l'Iran a commencé à exporter du gaz naturel vers la Turquie via un gazoduc de plus de 2.500 km de long, dans le cadre d'un accord s'élevant à 30 milliards de dollars.

BRUXELLES : L'UNION EUROPÉENNE REFUSE DE FIXER UN CALENDRIER À LA TURQUIE

Alors que le Danemark prend le 1er juillet le relais de la présidence semestrielle de l'Union européenne qui doit conclure impérativement un accord sur les conditions d'élargissement de l'UE au sommet de Copenhague, en décembre 2002, le commissaire européen chargé de l'élargissement, Gunter Verheugen, a déclaré au quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung, qu'aucun calendrier ne pourrait être fixé à la Turquie pour son adhésion à l'UE.

En recevant à Copenhague le président de la Commission européenne, Romano Prodi, et tous les commissaires, M. Rasmussen a " émis l'espoir que tous les dix pays candidats seront prêts pour entrer dans l'UE ". [ndlr

: la Turquie est onzième candidat à l'UE] M. Rasmussen a mis une nouvelle fois en garde " contre tout petit retard dans les négociations d'adhésion qui résulterait en un report de plusieurs années de cet élargissement ", faisant référence à l'agenda très chargé de l'UE dans les années à venir. Il a indiqué que " l'Union européenne présentera au tout début novembre sa position commune aux pays candidats, et qu'il restera à mener des négociations intenses avec ces pays jusqu'au sommet de Copenhague " des 12 et 13 décembre. Ce sommet pourrait même être prolongé d'un ou deux jours, au besoin, a-t-il ajouté. Malgré des promesses réitérées de réformes, le régime turc n'a encore fait aucun pas sérieux dans la direction de satisfaction des critères de Copenhague.

ANKARA : BULENT ECEVIT, MALADE, AFFRONTÉ UNE VASTE OPPOSITION OFFENSIVE QUI DEMANDE SA DÉMISSION

Le Premier ministre turc Bulent Ecevit, a semé la plus grande confusion le 27 juin en admettant pour la première fois la probabilité d'élections législatives anticipées avant de revenir peu après sur ses propos en affirmant avoir été " mal compris ". " Je crois avoir été mal compris. Il est hors de question d'organiser des élections anticipées avant 2004, j'y suis catégoriquement opposé ", a-t-il déclaré à la presse devant son domicile où il est en repos médical assisté. " Quand j'ai évoqué des élections, c'étaient les prochaines, en 2004 ", a-t-il dit.

Un peu plus d'une heure auparavant, M. Ecevit avait pourtant indiqué devant le groupe parlementaire de son parti de la Gauche démocratique (DSP), première réunion politique à laquelle il participait depuis près de deux mois, que des " élections se profilent à l'horizon ", tout en s'affirmant opposé à une telle éventualité. Il avait même demandé aux 128 députés de sa formation de se rendre dans leurs circonscriptions respectives afin de préparer le terrain à un scrutin.

Pourtant M. Ecevit avait accru les doutes sur sa capacité à gouverner en renonçant, le 7 juin, pour raisons de santé à participer à une réunion cruciale sur les réformes à entreprendre afin d'intégrer la Turquie à l'Union européenne (UE). Ce sommet convoqué par le président Ahmet Necdet Sezer pour tenter de dynamiser le processus de réformes pour intégrer l'UE avait réuni les dirigeants des 5 partis politiques représentés au Parlement, dont les trois au gouvernement et les deux partis islamistes. Le chef du parti d'opposition de la Juste Voie (DYP) Tansu Ciller a annulé sa participation au sommet en déclarant : " Il y a un vide de gouvernement. Si le Premier ministre n'est pas là, cela veut dire qu'il n'y a pas de gouvernement. S'il n'y a pas de solution au problème du gouvernement, la solution à d'autres problèmes ne peut être trouvée ".

Le sommet avait également mis en outre au jour les profondes divergences des trois partenaires gouvernementaux concernant les réformes –l'abolition complète de la peine de mort, et une télévision

ainsi qu'un enseignement en kurde– auxquelles s'opposent les ultranationalistes du MHP de M. Devlet Bahçeli. Ce dernier a même menacé à l'issue du sommet de démissionner si ses partenaires s'appuyaient " trop fréquemment " au Parlement sur l'opposition pour faire passer ces réformes, notamment l'octroi de droits culturels aux Kurdes.

M. Ecevit dirige depuis 1999 une coalition tripartite, mais sa mauvaise santé et les divisions de son gouvernement sur les réformes à mener font planer une lourde incertitude sur la vie politique du pays, avec des répercussions sur son économie en crise. Ses propos ont ainsi provoqué une onde de choc sur les marchés financiers volatils, la livre turque (TL) perdant du terrain contre le dollar (1,64 million de TL), avant de se redresser pour revenir à son niveau de la veille (1,60 million TL). La Bourse d'Istanbul, qui était tombée la veille à son niveau le plus bas de l'année, chutant de 5,1 % à la clôture, s'est toutefois reprise le 27 juin, en hausse de 4,4 %, à 9.009 points, un phénomène lié, selon les analystes, à la reprise – même très partielle – des activités politiques de M. Ecevit ce jour.

AINSI QUE...

• BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU KURDISTAN DE TURQUIE POUR LES MOIS D'AVRIL ET DE MAI.

La section de Diyarbakir de l'Association turque des droits de l'homme (IHD) a rendu public le 11 juin le bilan des violations des droits

de l'homme dans la région kurde pour les mois d'avril et de mai 2002.

Voici de larges extraits de ce bilan :

- Nombre de meurtres non élucidés ou d'exécutions extrajudiciaires : 5 morts et 1 blessé en avril et 5 morts en mai.

- Nombre de personnes torturées ou ayant subi des sévices : 16 en avril et 25 en mai

- Nombre de personnes placées en garde-à-vue : 224 en avril et 352 en mai

- Nombre d'arrestations : 66 en avril et 72 en mai

- Nombre de publications interdites dans la région sous état d'urgence (OHAL) : 29 en avril et 29 en mai

- Nombre d'associations interdites : 1 en avril

• **ITALIE : QUATRE KURDES JETÉS À L'EAU PAR DES PASSEURS SANS SCRUPULES.**

Quatre immigrés kurdes, âgés approximativement de 25 et 40 ans, ont trouvé la mort et deux autres ont été blessés après que des passeurs eurent contraint une quarantaine de clandestins kurdes à se jeter à l'eau à proximité de la côte italienne, dans la région des Pouilles (sud de l'Italie), a annoncé la police italienne le 8 juin.

Selon la reconstitution effectuée par les policiers et les carabinieri, plusieurs clandestins se sont rebellés lorsqu'on leur a ordonné de quitter le navire à l'aube et deux d'entre eux ont été blessés à coups de couteau. Les immigrés kurdes ont alors obtempéré aux injonctions des passeurs et ont plongé. D'après les premiers éléments de l'enquête, trois de ces hommes se sont noyés. Les passeurs, deux Albanais, ont réussi à s'enfuir et les forces de l'ordre, qui ont retrouvé 39 immigrés clandestins, ont transféré ces derniers dans un centre d'accueil dans la région de Lecce.

Les Etats-Unis avaient récemment mis en garde la Turquie contre des mesures de rétorsions économiques qui pourraient être prises contre elle si elle ne luttait pas sérieusement contre le trafic d'êtres humains sur son sol. C'est une nouvelle fois l'armée turque qui a réagi par la voie du général Aytac Yalman, commandant de la gendarmerie, qui a déclaré le 12 juin que "pour la question de l'immigration, on est injuste avec la Turquie qui héberge un million de clandestins" et que "l'année dernière 92 000 clandestins ont été arrêtés" dans le pays.

• **LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE À NOUVEAU LA TURQUIE POUR VIOLATION DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION.**

La Turquie a été condamnée le 4 juin par la Cour européenne des droits de l'Homme pour "violation de la liberté d'expression" d'un ressortissant turc accusé par les autorités turques d'avoir prononcé un discours favorable au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Esber Yagmurdereli, avocat de formation, écrivain et docteur en philosophie, avait été condamné à la prison à perpétuité en 1985 pour "tentative de renversement de l'ordre constitutionnel". Remis en liberté conditionnelle en 1991, il avait été à nouveau condamné pour "propagande séparatiste" après avoir prononcé un discours dans lequel il utilisait le terme de "Kurdistan" et parlait de "la lutte pour la démocratie et la liberté" du PKK. Il était finalement élargi en janvier 2001. La Cour européenne a estimé que "les propos du requérant avaient la forme d'un discours politique et que survenant lors d'un débat public portant sur une nouvelle loi relative au terrorisme, ils revêtaient le caractère d'une question d'intérêt général". Les juges, considérant que ces propos n'étaient pas une "incitation à attiser la haine et la violence entre citoyens", ont rejeté l'argument de la Turquie qui mettait en avant la nécessité de protéger la sécurité nationale et l'intégrité territoriale.

La Turquie a ainsi été condamnée pour violation de l'article 10 (liberté d'expression). Elle a également été condamnée pour

violation de l'article 6-1 (droit à un procès équitable) car un juge militaire siégeait dans la cour de sûreté de l'Etat qui avait condamné le requérant.

• **UNE MAISON DE PRODUCTION DE MUSIQUE INTERDITE POUR PROPAGANDE KURDE.**

Le ministère turc de la culture a, le 5 juin, décidé d'interdire Kalan Muzik, une maison de production réputée pour, entre autres, avoir produit la cassette de poèmes du Premier ministre Bulent Ecevit. Le ministère reproche à Kalan Muzik d'avoir produit en 1993 un album dont une des chansons, vieilles de 82 ans, contient le mot Kurdistan. En Turquie, il appartient au ministère de la culture de contrôler tout album en langue kurde, laz ou arménienne, exception faite de ce qui est fait en anglais, allemand, français ou encore en toutes autres langues d'Afrique. Leur traduction en turc devrait être envoyée au ministère de la culture... Ne sachant pas le kurde c'est le groupe produit qui s'est chargé de la traduction. "Je n'ai pas fait attention" déclare Hasan Saltik, au quotidien Hurriyet le 6 juin qui sous le titre de "fermeture de la maison de production d'Ecevit pour propagande kurde" publie une photo de B. Ecevit accompagné de Hasan Saltik, copyright Husamettin Ozkan [ndlr : ministre d'Etat bras droit de Bulent Ecevit]. "Quand nous arriverons au pouvoir tous ces interdits vont cesser" avait pourtant promis H. Ozkan à l'époque du cliché au producteur qui est qualifié d'"archéologue de la musique" par la presse turque.

• **FESTIVAL CULTUREL DE DIYARBAKIR : ARRESTATION D'UN GROUPE DE CHANTEUSES ACCUSÉES D'AVOIR CHANTÉ EN KURDE ET DE PORTER DES COSTUMES KURDES.** Le festival culturel de Diyarbakir organisé du 25 mai au 2 juin par la municipalité kurde s'est clos dans le tourment avec l'intervention musclée de la police turque et l'arrestation de Koma Asmin, un groupe amateur de 11 jeunes filles du centre culturel de Mésopotamie d'Istanbul, dont le seul crime fut de chanter en kurde une chanson très populaire du folklore kurde.

La cour de sûreté de l'état de Diyarbakir (DGM) qui a remis le 3 juin en liberté provisoire les membres du groupe, reproche à Koma Asmin d'avoir chanté en kurde mais également de provoquer les autorités en s'habillant avec des costumes traditionnels kurdes. De son côté, Feridun Çelik, maire de Diyarbakir, devait déposer une plainte contre le Directeur de la Sûreté.

• **L'ÉCRIVAIN TURC FIKRET BASKAYA LIBÉRÉ.** L'écrivain, universitaire et journaliste turc de gauche, Fikret Baskaya, a été libéré de prison le 27 juin après avoir purgé une peine d'un an pour un article sur le problème kurde. M. Baskaya, 62 ans, a été accueilli par des défenseurs des droits de l'Homme à la sortie de sa prison de Kalecik, près d'Ankara.

M. Baskaya, un universitaire spécialiste de l'économie, qui a purgé dans le passé vingt mois de

prison entre 1993 à 1995 pour sa défense des droits des Kurdes, avait été condamné à 16 mois de prison pour "propagande séparatiste" par une Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour un article publié en 1999 dans le journal *Ozgur Bakis* qui a cessé de paraître depuis.

• **UN ÉCONOMISTE TURC POURSUIVI POUR AVOIR APPELÉ "MONSIEUR" ABDULLAH OCALAN.** Un économiste turc réputé risque un procès pour avoir appelé Abdullah Ocalan, "Monsieur Ocalan", au cours d'un colloque à Istanbul le 8 juin. Un procureur a ouvert une enquête le 10 juin contre Atilla Yesilada, commentateur à la télévision et éditorialiste de la presse écrite, qui a fait scandale en appelant à plusieurs reprises Abdullah Ocalan "Monsieur Ocalan", utilisant le terme "sayin" qui comporte une nuance de respect et d'estime.

Le ministre du Commerce extérieur Tunca Toskay, du parti ultranationaliste MHP, a claqué la porte de la conférence pour protester. " Nous ne resterons pas à une réunion où un individu qui a le sang de 30.000 personnes sur les mains est appelé "Monsieur" ", a-t-il déclaré.

Dans une lettre envoyée par e-mail aux organisateurs de la conférence, M. Yesilada s'est défendu en affirmant : "Je n'ai jamais eu le moindre respect pour le PKK et le lâche qui le dirige (...) J'ai toujours défendu la juste lutte de la Turquie contre le PKK. Mais je suis un défenseur des droits de l'homme jusqu'au bout".

• **LE CONSEIL NATIONAL DE SÉCURITÉ DONNE SON FEU VERT POUR CERTAINES RÉFORMES : VERS LA LEVÉE DU RÉGIME D'EXCEPTION DANS DEUX PROVINCES KURDES.** Le Conseil national de sécurité turc (MGK) a décidé 30 mai de recommander au parlement de mettre fin à partir du 30 juillet à l'état d'urgence en vigueur depuis 14 ans dans deux provinces kurdes, celles de Hakkari et de Tunceli (Dersim). Servant de chambre d'enregistrement des décisions prises par le MGK, le Parlement turc a ensuite adopté le 19 juin la levée de l'état d'urgence.

Le MGK, organe dominé par l'armée et qui réunit chaque mois les plus hauts responsables civils et militaires pour tracer les grandes lignes de conduite du pays, a décidé en outre de recommander la prolongation à partir du 30 juillet "pour la dernière fois" pour quatre mois de l'état d'urgence dans les deux autres provinces où cette pratique reste en vigueur, celles de Sirnak et Diyarbakir, souligne un communiqué publié à l'issue de la réunion de mai.

La levée de l'état d'urgence dans les provinces kurdes fait partie des mesures politiques réclamées à "moyen terme" à la Turquie par l'Union européenne (UE) pour ouvrir des négociations d'adhésion. Le gouvernement turc s'était engagé à le lever, mais sans donner de date, dans son "programme national", vaste catalogue de mesures devant mettre la Turquie en conformité avec les normes européennes en matière de politique et d'économie, adopté en 2001.

La réunion du MGK, à laquelle le Premier ministre Bulent Ecevit qui vient de fêter ses 77 ans et actuellement en convalescence - n'assistait pas, a par ailleurs demandé l'accélération des réformes pour l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE. Le MGK a aussi appelé les Quinze à fixer avant la fin de l'année une date pour ces négociations, réclamée avec insistance par Ankara.

Le gouvernement tripartite de M. Ecevit est divisé sur ces réformes, dont l'abolition complète de la peine capitale la création d'une chaîne de télévision ainsi qu'un système d'éducation en kurde. Son partenaire ultra nationaliste, le

MHP de Devlet Bahçeli, les freinant ouvertement

La Commission européenne a salué le 31 mai les recommandations avancées par le MGK. Un porte-parole à Bruxelles s'est également félicité qu'un organe dominé par l'armée, ait recommandé la suppression de la peine de mort, ainsi que "l'éducation et la diffusion de programmes audiovisuels en langues autres que le turc". "Ce sont là des signaux positifs qui vont dans la bonne direction", a souligné le porte-parole. "Nous encourageons maintenant la Turquie à traduire ces recommandations en actes concrets le plus vite possible, au

bénéfice de tous les citoyens turcs", a poursuivi le porte-parole. "Une mise en œuvre concrète, a-t-il averti, est d'autant plus urgente et importante qu'elle déterminera la teneur et la tonalité du rapport régulier" que la Commission européenne publiera en octobre sur les treize pays candidats à l'Union. Le porte-parole a enfin invité Ankara à poursuivre ses réformes de façon à pouvoir répondre à "tous les critères politiques" d'adhésion à l'Union européenne (UE). "Des progrès sont encore à effectuer dans les domaines du droit d'expression, de celui d'association et du droit à la liberté de la presse", a-t-il conclu.

Publications nouvelles

Les collaborateurs de L'Institut Kurde viennent de publier les livres suivants :

■ **Etudes Kurdes – No. 4**
Revue semestrielle de recherches de l'Institut Kurde de Paris
Publiée aux Editions l'Harmattan,
Paris, juin 2002.
126 pages, 12 €

Trois longs articles dans ce nouveau numéro de la revue de recherche de l'Institut Kurde.

Le premier, rédigé par Jean-François Pérouse traite des enjeux et du rôle de la « société civile » au Kurdistan. Le chercheur traite des déterminants géopolitiques et géo-économiques, des conditions d'émergence d'une initiative collective telle que celle de la société civile qui échappe à l'emprise des Etats.

Le second article, de Joost Jongerden, se penche sur l'évacuation forcée et sur la déportation de la population civile kurde en Turquie dans les années 1990 et analyse le concept récent de réintégration de ces populations vers leur région d'origine, notamment la reconstruction des villages.

Le troisième article rédigé par Kendal Nezan analyse l'expérience d'auto-détermination kurde en Irak qui entre bientôt dans sa douzième année. Entité sans statut juridique reconnu, objet hors normes sans équivalent en droit international, le quasi-Etat kurde connaît pourtant un essor politique, institutionnel, social et économique. Mais son avenir dépend d'une intervention militaire américaine visant à renverser la dictature de Saddam Hussein.

La rubrique Archives continue

une présentation de la correspondance des frères Bedir-Khan et Pierre Rondot. Dans ce numéro, la correspondance, qui avait été confiée à Hamit Bozarslan par le Général Rondot, et qui est adressée par Djeladet A. Bedir Khan au lieutenant Rondot, est publiée. Elle concerne pour l'essentiel la revue Hawar.

Dans la section comptes-rendus, Joyce Blau présente deux dictionnaires récents, Kurdistan de G. Mukriyani et Sharezoor de S. Qazzaz.

Ce numéro se termine, comme de coutume, par une chronologie des événements, établie par Rusen Werdi.

■ **Serdemî Klasîk le meju da.**
La période classique dans l'histoire (Haydn, Mozart, Beethoven).
Barzan Yassin.
Editions Avesta, Istanbul, 2002.
En langue kurde sorani.
Avec le soutien de l'Institut.
286 pages, 15 €

L'homme enrichit toujours sa vie de ses propres expériences. Celles-ci sont devenues un grand patrimoine qui s'est édifié sur l'existence de chacun de nous et qui fait progresser la vie de tous. Pour cela, souvent, dans divers sociétés, des personnages apparaissent, qui se placent à l'avant-garde d'un domaine, et deviennent guide, maître et lumière pour toute l'humanité. Pour cette raison, le récit de vie de ces trois grands prodiges de la musique (Haydn, Mozart, Beethoven) mérite d'être connu parce que cela développe nos

idées, enrichisse nos réflexions et renforce nos arguments. Ce qui a poussé l'auteur à s'intéresser à ce thème historique, c'est l'insuffisance des bibliothèques kurdes, en ce qui concerne la musique en général, et plus particulièrement l'histoire de la musique européenne. Cette œuvre raconte leur vie, leur personnalité, l'exemple de leurs travaux, la situation sociale, économique et politique de cette époque. Ainsi, elle raconte les formes de la musique qui étaient en usage à l'époque, et comment elles se sont développées.

■ **Şerha Dîwana Ehmedê Xanî, Felsefe û Jiyana Wî**
Abdurrahman Durre
Collection Keskesor Edebiyat
Editions Avesta, Istanbul, 2002
En langue kurde kurmandîji
Avec le soutien de l'Institut.
568 pages, 20 €

Interprétation du divan classique du célèbre poète kurde du 17^e siècle auteur, entre autres de Mem û Zîn, sa vie, sa philosophie.

■ **Les chroniqueurs syriaques**
Ephrem-Isa Yousif
Editions l'Harmattan, Paris, 2002.
467 pages, 38 €

L'auteur nous raconte l'épopée des chroniqueurs syriaques, qui du 3^e au 14^e siècle, nous retracèrent l'histoire des événements civils et religieux de l'Orient. Ils réalisèrent des annales, des histoires locales, des chroniques, des chronographies.

Ils furent les contemporains des grands moments de civilisation et nous laissent des documents de première importance. Ils jetèrent sur l'univers un autre regard que les historiens latins, grecs, arabes, mongols. Sans leurs onze chroniques, nous aurions une vue incomplète de l'Histoire.

■ Réfugiés kurdes en France

Modes de vie et intégration

Chirine Mohseni

Editions l'Harmattan, Paris, 2002.

Avec le soutien de l'Institut.

207 pages, 18,30 €

En août et en septembre 1988, fuyant les bombardements à l'arme chimique de l'aviation irakienne, des dizaines de milliers de Kurdes se réfugient en Turquie. Ces Kurdes vont être transférés par le gouvernement turc dans des camps proches de la frontière irakienne. A la suite de la visite de Mme Mitterrand dans ces camps en avril 1989, la France, pour la première fois, décide d'accueillir collectivement des familles kurdes sur son sol et de

leur donner le droit d'asile. Ainsi dans le cadre d'un programme d'accueil, entre août 1989 et avril 1991, environ 76 familles arrivent en France et sont dirigées successivement vers Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme) et Piriac-sur-Mer (Loire-Atlantique)... L'auteur analyse minutieusement l'évolution des modes de vie de ces familles à travers leurs pratiques quotidiennes de l'habitation, de l'alimentation et surtout de l'habillement.

■ Olüm Lobisi

Batı Irak'ı nasıl silahlandırdı ?

(Le lobby de la mort, comment l'occident a armé l'Irak)

Kenneth R. Timmermann

Traduit en turc par : Ibrahim Bingol.

Préface de Kendal Nezan.

La version française de cet ouvrage de référence est également disponible à l'Institut.

Editions Avesta, Istanbul, 2002

Avec le soutien de l'Institut.

583 pages, 15 €

Plusieurs années après l'opération Tempête du désert il demeure dans les esprits, les questions

suivantes : quel est le pouvoir militaire de l'Irak ? Où Saddam Hussein s'est-il procuré les armes qui lui ont permis de commencer la guerre du Golf ? Combien d'armes a-t-il obtenu ? Et combien d'armes reste-t-il encore à sa disposition ? *Le lobby de la mort* est le premier livre qui raconte en détails comment l'Occident a armé l'Irak. Ce livre est écrit comme un roman d'espionnage dont chaque chapitre narre l'histoire véridique des hommes, des entreprises et des gouvernements qui ont aidé un petit pays pétrolier à devenir la poudrière de la planète. Kenneth R. Timmermann a voyagé à maintes reprises en Irak et est le seul journaliste occidental à avoir approché les plus hauts responsables du programme militaire irakien. La conspiration du silence à Washington, Paris, Londres, Bonn, alors que les intentions de Saddam Hussein avaient été plusieurs fois explicitées et délibérément ignorées, n'est jamais apparue aussi clairement.

Les Kurdes de Turquie attendent des réformes

MULTICULTURALISME Si elle veut entrer dans l'Union européenne, la Turquie devra permettre un usage important de la langue kurde sur son sol, un enjeu qui provoque un conflit politique à Ankara

DIYARBAKIR

Correspondance spéciale

Diyarbakir, ville ceinturée de murs noirs, domine le Tigre légendaire, dans le sud-est de la Turquie. Capitale des Kurdes de cette région, elle sort convalescente d'une guerre inavouée de vingt ans entre forces de sécurité et guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Il y a dix jours, s'est déroulé le Festival de Diyarbakir. Depuis deux ans, cette manifestation propose aux habitants des conférences et forums, des lectures de poèmes et des concerts. Pour Vedat Cetin, un des organisateurs, un concert a pris une signification particulière : dans cette ville de deux millions d'habitants, c'était la première manifestation de rue depuis longtemps à être organisée sans autorisation.

Lors du concert inaugural, un chœur d'enfants a chanté des chants en kurde, des poèmes ont été récités dans cette langue. Le lendemain, les forums de discussion intitulés « Multiculturalisme » et « Le poids de l'histoire » se sont déroulés avec la participation d'intellectuels venus d'Europe et d'Istanbul, devant une foule compacte. Selon l'écrivain Muhsin Kizilkaya, ce succès témoignait de la faim d'écoute et de parole, accumulée aux cours des deux dernières décennies.

Certes, dans cette région où l'état d'urgence perdure depuis vingt-trois ans, l'heure n'est pas encore au relâchement des mesures de sécurité.

Mais si le Conseil de sécurité qui réunit le président de la République, des représentants du gouvernement et des généraux, tient ses promesses, cette camisole légale devrait être levée en novembre.

Il est toujours interdit de donner un prénom kurde à un enfant

Pour l'instant, la préfecture continue d'interdire le théâtre en kurde et elle a supprimé trois des spectacles du Festival. Dans un autre registre, les procureurs des tribunaux de sûreté de l'État continuent d'engager des procès contre les familles ayant donné des prénoms kurdes à leurs enfants et contre les fonctionnaires de l'état-civil les ayant enregistrés.

Feridun Celik, le maire Démocratie du peuple, un parti pro-kurde, élu il y a trois ans avec 62,5 % des voix, explique pourtant que le kurde est une réalité indéniable. « C'est parce que nous sommes partisans de l'unité du pays que nous faisons ce festival sur le thème du multiculturalisme », affirme-t-il. Le professeur Ahmet Insel, enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université francophone Galatasaray d'Istanbul, insiste sur le rôle des festivals pour métisser les cultures.

De telles initiatives restent toutefois très précaires. Au sein du gouvernement, le Parti du mouvement national, ultra-nationaliste, mène la résistance au changement au nom d'une identité turque une et indivisible. À ses yeux, le « problème kurde » doit être résorbé par des mesures policières.

La donne a certes changé en trois ans : le chef du PKK, Abdullah Öcalan, a été condamné à mort pour trahison et séparatisme, et se trouve en prison. Le PKK s'est transformé en parti politique. La Turquie a été reconnue par l'Union européenne comme candidate officielle à l'adhésion, mais les négociations ne commenceront que lorsque le pays aura rempli les critères dits de Copenhague, qui prévoient notamment l'abolition de la peine de mort et le respect des droits des minorités. Pour avancer, le Parlement turc devra donc abolir la peine capitale et permettre l'enseignement et des programmes télévisés en langue kurde.

La tension ne cesse de croître ces derniers jours, le président de la République, Necdet Sezer, ayant décidé de réunir demain les leaders de tous les partis représentés au Parlement pour les presser de voter ces réformes. Or, le chef du MHP et vice-premier ministre, Devlet Bahçeli, a clamé avant-hier son refus. Il avait fait campagne aux législatives de 1999 sur le slogan : « Pendez Öcalan ». Il a aussi réaffirmé sa résistance à l'octroi de droits culturels pour les Kurdes.

La situation est rendue très confuse par l'état de santé du premier ministre, Bülent Ecevit, absent de son bureau depuis un mois. Ses médecins n'ont jusqu'ici reconnu qu'une côte cassée, une thrombophlébite et une infection intestinale, mais de nombreux observateurs estiment que son état est très grave et qu'il ne reste au pouvoir que pour éviter des élections anticipées où sa formation serait sans doute balayée.

Nükte V. BOUVARD

La Cour européenne condamne Ankara

■ La Turquie a été condamnée mardi par la Cour européenne des droits de l'homme pour violation de la liberté d'expression. Esber Yagnurdereli, un juriste malvoiant, écrivain et docteur en philosophie, avait été condamné en 1991 pour « propagande séparatiste » après avoir prononcé un discours dans lequel il utilisait le terme de « Kurdistan » et parlait de « lutte pour la démocratie et la liberté » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste). Il était sorti de prison en janvier 2001. La Cour a estimé que « les propos du requérant avaient la forme d'un discours politique et que, survenant lors d'un débat public portant sur une nouvelle loi relative au terrorisme, ils revêtaient le caractère d'une question d'intérêt général ».

En attendant l'opération américaine...

IRAK

LES PRISONNIERS DE SADDAM

« Ici, tout est interdit. Tout le monde s'espionne et se dénonce. Je me méfie de mes amis. Et même de mes frères », confie un habitant de Bagdad. Et dans la capitale, la population supporte de plus en plus mal des sanctions internationales qui affament le pays tout en faisant la fortune du dictateur et des dignitaires du régime

De notre envoyée spéciale, Sara Daniel

Que se passe-t-il à Bagdad ? La lassitude d'un peuple résigné aurait-elle eu raison de la terreur ? Les rumeurs de fin de règne seraient-elles cette fois prises au sérieux par les Irakiens eux-mêmes ? Après tant d'années de spontanéité patriotique obligatoire, voici que les habitants de la capitale osent désertier le Théâtre national qui affiche une pièce écrite par Saddam Hussein. Et voici, chose impensable jusqu'à présent, que le peuple vaque à ses occupations le jour de l'anniversaire du président. Tout se passe comme si, au lieu de mobiliser le peuple derrière le raïs, les menaces américaines autorisaient les Irakiens à prendre quelques libertés vis-à-vis d'un régime qui les étouffe.

C'est le mois dernier à Tikrit que cet épuisement du peuple irakien était le plus visible. De

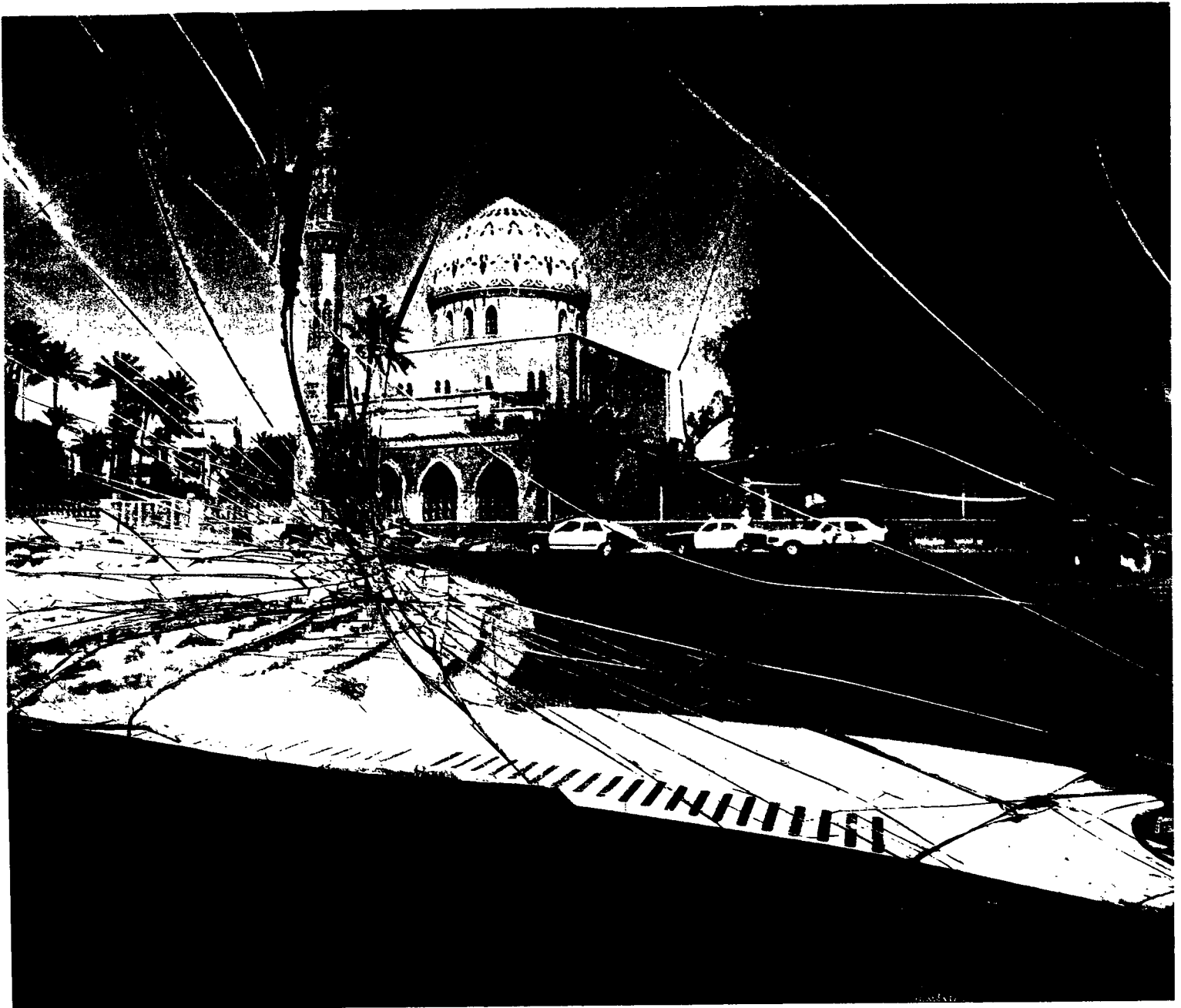
mémoire de diplomate, on n'avait jamais vu une aussi triste cérémonie d'anniversaire dans la ville natale du président. Des enfants déguisés en kamikazes palestiniens défilant, le regard morne. Des slogans scandés sans conviction. Une foule fatiguée. Et un président absent. Car l'homme qui a reçu ce jour-là les acclamations de la foule n'était pas Saddam Hussein. Il lui ressemblait. Il avait sa silhouette, ses gestes. Par le passé, il lui a même souvent servi de doublure. Ce « faux Saddam » était le cousin du vrai : Ali Hassan al-Majid. Celui qu'on surnomme « Ali le chimiste » depuis qu'il a supervisé al-Anfal, l'offensive de 1988 contre les Kurdes irakiens, où les bombardements aux gaz de combat ont fait près de 200 000 morts autour de Halabja.

Saddam, lui, ne s'expose pas aux coups des Américains. Selon ses porte-parole, il a fêté son anniversaire « en famille », à l'abri dans un de



Reportage photo : Liliène Habib

Bagdad vu à travers les vitres étoilées d'un taxi



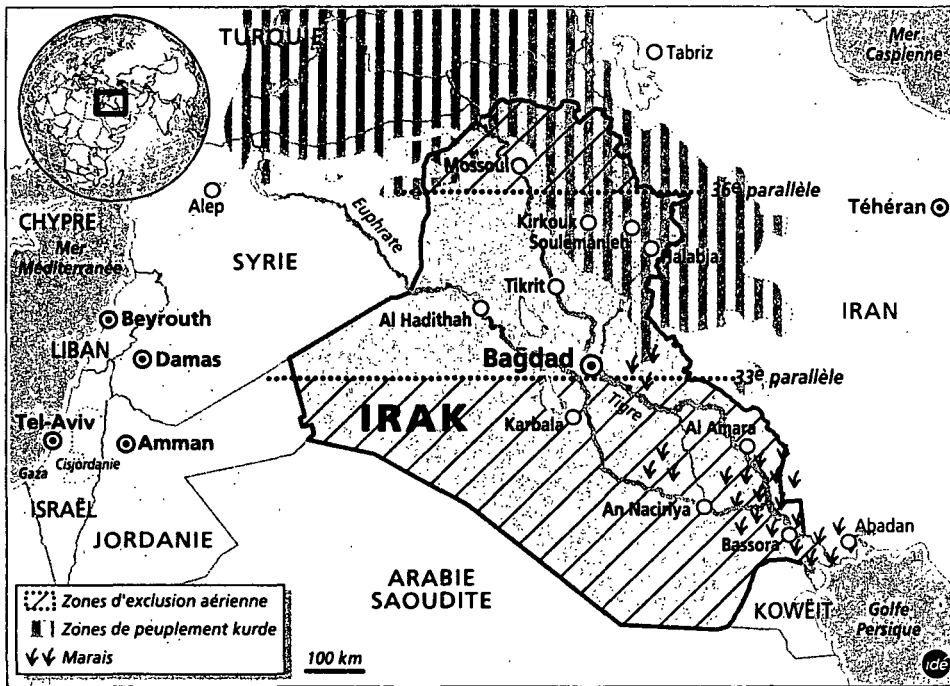
ses nombreux palais. Et sous la protection de la garde présidentielle, qu'il a fait renforcer depuis les nouvelles menaces de Washington. Déçus de ne pas l'apercevoir, les ambassadeurs présents se sont consolés en mangeant une part du gâteau à la crème de 100 kilos offert par le président à ses invités. Un gâteau en forme de fleur parce que Saddam est « le printemps de l'Irak ». Les photographes, eux, immortalisaient le cadeau d'anniversaire du « président » : une sculpture d'or et d'argent de 67 kilos représentant le président à cheval dressé sur un tank, avec à ses pieds un palais, une mosquée, un missile Scud et un chasseur bombardier. Dans le ciel, le ballet des avions de combat et des hélicoptères vendus par la Russie et la France pendant la guerre avec l'Iran rapelaient que la nation était sur ses gardes.

Appelons-le Ali. Autrefois ingénieur, Ali est devenu, depuis l'embargo, chauffeur de taxi à

Bagdad. Il est perclus de courbatures. Le jour de l'anniversaire, il a défilé plus de cinq heures dans les rues de la capitale irakienne les bras en l'air. Ali n'avait pas le choix. Les hommes du parti Baas sont venus le chercher à l'aube. Comme nombre de ses compatriotes, Ali n'ose pas avouer qu'il a peur des bombardements américains : un Irakien ne doit avoir peur de rien. Il procède donc par allusions. Une gymnastique à laquelle on s'habitue vite en Irak. Ali raconte ainsi longuement les heures que sa femme et ses filles passaient, cachées sous leur lit, pendant les frappes américaines en 1991. Il parle de leurs mâchoires qui s'entrechoquaient, des masques protecteurs en tissu qu'ils avaient confectionnés.

A l'abri des oreilles indiscrètes, au volant de son taxi, il va jusqu'à murmurer, dans un bref sursaut de confiance : « De toutes les façons, nous passons notre vie à trembler. Alors un peu plus, un

peu moins ! La semaine dernière, je me suis fait tabasser parce que j'avais mis un pare-soleil en plastique dans ma voiture. La police m'a demandé pour qui je me prenais... Ici, tout est interdit. Tout le monde s'espionne et se dénonce. Je me méfie de mes amis. Et même de mes frères. Alors, si les Américains veulent venir finir le travail commencé... » Ali se tait. Comme s'il en avait trop dit. Comme s'il avait révélé un rêve secret. Un rêve auquel il ne croit pas vraiment. En réalité, il doute beaucoup de la détermination des Etats-Unis : « Ils viendront lâcher quelques bombes, peut-être. Mais renverser Saddam ? Jamais. Plusieurs fois, ils ont eu l'occasion de le faire. Mais pourquoi s'en prendre à un homme qui leur garantit la stabilité à l'intérieur de l'Irak et dans la région en terrorisant tout le monde ? Ils donnent de la voix. Mais la vérité, c'est que Saddam, c'est le pit-bull des Américains au Moyen-Orient ! » Tandis qu'Ali se confie, on passe devant les



innombrables monuments érigés par Saddam pour célébrer les combattants et les martyrs irakiens. Il y a le monument aux martyrs, un immense dôme de mosquée bleue, coupé en deux, sous lequel sont écrits des milliers de noms de soldats irakiens morts pendant la guerre contre l'Iran. Il y a aussi l'abri antinucléaire d'Amariya, où 400 personnes ont péri carbonisées, dans la fournaise allumée par un missile américain lors de l'opération Tempête du Désert.

Omniprésence de la guerre et des morts. Pour évacuer un peu de cette pesanteur, les habitants de Bagdad plaisantent, affublent les hauts lieux de l'histoire nationale de surnoms. Le monument aux martyrs est « l'œuf de Saddam ». Quant à la statue du président, le bras levé, devant la tour de Bagdad, c'est « Saddam qui appelle un taxi ». « Vous savez pourquoi personne ne s'arrête ? demande Ali. Parce que Saddam ne paie jamais ce qu'il doit ! »

Jusqu'à la guerre du Golfe, Ali était membre du parti Baas. Il croyait à l'unité du monde arabe, dont Saddam serait le champion. Et puis la carte du parti, c'était la garantie d'une place à l'université et d'un bon salaire. Lorsque

● Aujourd'hui, les organisations islamistes se substituent au parti pour aider les plus pauvres.

Saddam a envahi le Koweït, l'ingénieur informaticien a quitté le Baas. Un jour, son père, qui avait été jeté en prison sous la monarchie par le Premier ministre Nouri Saïd, lui a demandé pourquoi les jeunes Irakiens ne se soulevaient pas contre le régime de Saddam. « Je lui ai répondu que lorsqu'il résistait, il ne risquait que la prison. Moi, ce serait la vie de mes enfants que je mettrais en péril. Mais il a raison. Jour après jour je perds mon humanité. J'étais un homme cultivé, j'adorais lire. Depuis la guerre, je ne vis plus que pour nourrir ma famille. L'embargo, cette malédiction que nous ont envoyée les Américains, sert de prétexte au régime pour affamer le peuple. »

Difficile, pourtant, à Bagdad, de s'apercevoir

que le pays est soumis à un blocus. Chaque jour, des avions atterrissent à l'aéroport Saddam en provenance d'Istanbul, Moscou, Damas ou Amman. Sur le boulevard 14 Ramadan, dans le quartier Al Mansour, les échoppes regorgent de toutes sortes de marchandises. Et les marchés, même dans le quartier populaire de Saddam City, croulent sous les fruits et les légumes. Ici, on trouve tout. Et le reste, on le commande, en Jordanie ou ailleurs. Mais seule une poignée de dignitaires peut s'offrir ces biens. Avec un salaire quotidien de 4 000 dinars irakiens (environ 2 euros), Ali ne peut rien s'acheter de tout cela. « Hier, ma fille de 4 ans m'a demandé de lui offrir un œuf. Je n'avais même pas de quoi le lui payer. ... »

L'étalage de ce luxe inaccessible accroît la rancœur des Irakiens contre un régime qui permet à certains de prospérer grâce à l'embargo tandis que d'autres en meurent. Car pendant que les autorités invitent les journalistes à assister à l'agonie d'enfants leucémiques privés de médicaments dans les hôpitaux publics, les plus riches s'offrent les meilleurs soins dans des cliniques privées. De l'Etat-providence instauré hier par le Baas, il ne reste que quelques vestiges. Comme ces mariages de groupe organisés par Oudaï, un des fils de Saddam, à l'hôtel al-Sadeer, nuit de noces comprise. Aujourd'hui, ce sont les organisations caritatives islamistes qui se substituent au parti pour aider les plus pauvres. Pour tenter de les contrôler ou de les contenir, Saddam fait construire de gigantesques mosquées aux quatre coins de la ville. Mais même lorsqu'il bâtit des lieux de prière, le président irakien ne peut cacher ses obsessions militaristes : l'une des dernières mosquées érigées a été baptisée « Mère de toute les victoires » et ses minarets sont en forme de Scuds : les missiles envoyés sur Israël pendant la guerre du Golfe...

Dans le quartier cossu d'al-Djadria, où les propriétés sont protégées par des haies taillées en pyramides, des Mercedes et des BMW aux vitres fumées sont garées devant les luxueux restaurants de la rue Arasat. Ici, les additions peuvent atteindre jusqu'à 50 dollars, soit un an de salaire d'un chirurgien ou d'un professeur du secondaire. C'est là que dînent les dignitaires du parti, la garde rapprochée de Saddam et surtout cette nouvelle classe aisée qui s'est enrichie du commerce illicite du pétrole. ●

Les armes secrètes de « Docteur Germe »

Depuis le départ des inspecteurs de la Commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement de l'Irak (Unscm), en décembre 1998, les spéculations sur les stocks d'armes dont dispose Saddam vont bon train. Les photos satellites dont dispose l'ONU montrent que les Irakiens auraient reconstruit d'anciennes fabriques d'armes mais on ignore si elles sont en activité et ce qu'elles produisent. On sait, en revanche, qu'en 1998, l'Agence interna-

tionale de l'Energie atomique avait démantelé 40 complexes de recherche nucléaire, dont trois sites utilisant ou produisant de l'uranium enrichi. En fait, il est difficile de dire aujourd'hui si l'Irak a pu reprendre sa course à l'arme atomique, comme les Américains le redoutent. L'équipe de l'Unscm a pu neutraliser, avant son départ, 38 500 munitions chimiques et des centaines de tonnes d'agents chimiques et de matériel servant à les produire, mais les Irakiens n'ont jamais

voulu fournir de précisions sur les centaines de milliers d'armes chimiques produites pendant la guerre avec l'Iran. On peut donc craindre que des milliers d'entre elles, remplies de gaz moutarde ou de VX, soient encore dissimulés en Irak. Autre préoccupation des Etats-Unis : avec Rihab Taha, surnommé « Docteur Germe » par les inspecteurs de l'ONU, l'Irak dispose de l'un des meilleurs spécialistes en armes chimiques de la région. ■ S. D.

Saddam : des sanctions... qui rapportent

Depuis la guerre du Golfe, tous les produits destinés à l'Irak étaient soumis à l'approbation d'un « Comité des sanctions » des Nations unies. A partir du 1^{er} juin, seuls les produits à usage militaire ou ceux qui figurent sur une liste de produits licites – que le Conseil de Sécurité a mis cinq mois à élaborer – seront astreints à ce contrôle. Cette nouvelle résolution devrait simplifier l'importation en Irak de produits civils. « Avant, on interdisait tout, sauf ce qui était autorisé. Désormais, on peut tout importer, sauf ce qui est interdit », résume un diplomate.

Depuis l'adoption de la résolution « contrôle contre nourriture » en décembre 1996, l'ONU a révisé tous les six mois les exportations de pétrole irakien. Aujourd'hui l'Irak a quasiment retrouvé sa production d'avant l'embargo. Mais la majorité des fonds qui proviennent des exportations légales de pé-



Le souk al-Chorja

trole doivent transiter sur un compte à New York géré par la BNP pour l'ONU, avant d'être débloqués par le comité des sanctions pour l'achat de biens « civils ». Actuellement, 30 % du montant des ventes de brut irakien servent à payer les dommages de la guerre au Koweït et les frais de fonctionnement du régime des sanctions.

Il y a quatre ans, Saddam Hussein, à court de liquidités, a imposé un dessous de table de 25 à 35 cents par baril aux importateurs. L'ONU a interdit aux grandes compagnies de verser cette « taxe » et, depuis, l'Irak est le paradis des « intermédiaires ». Plus de 900 entreprises pétrolières travaillent avec Saddam Hussein en toute illégalité. D'obscures compagnies, mais aussi de grands pétroliers comme Shell. L'ONU et Washington - 70% de ce pétrole est consommé aux Etats-Unis – ferment les yeux sur ce trafic qui représente une manne providentielle pour des Etats comme la Syrie et la Jordanie que Washington ne souhaite pas voir déstabilisés. Quant à Saddam, qui touche un pourcentage sur chaque transaction, il semble bénéficier largement du système : selon le magazine « Forbes », la fortune du dictateur irakien et de sa famille s'élèverait à près de 7 milliards de dollars. ■ S. D.

Chaque jour, près de 600 000 barils échappent ainsi au contrôle de l'ONU, soit un quart des exportations irakiennes. Ainsi s'explique, selon un spécialiste des affaires pétrolières, que le troisième partenaire commercial de l'Irak soit désormais tantôt la Suisse, tantôt le Liechtenstein...

Pour le rang de premier partenaire, la compé-

● Chaque jour
600 000 barils de pétrole
échappent au
contrôle de l'ONU.
.....

tion est féroce. Parmi les candidats, Saddam a pris l'habitude de récompenser ceux qui savent plaider sa cause auprès de l'ONU. Et de punir les autres. Cette année, la Russie vient de détrôner la France. A l'origine de cette récente « disgrâce » le soutien apporté par Paris à l'idée des « sanctions intelligentes » au sein du Conseil de Sécurité. Les Irakiens n'ont pas apprécié que, sous prétexte d'un allègement des sanctions, on cherche à leur imposer un contrôle des frontières qui entraverait le marché noir. « Les Etats-Unis rêvent d'un axe proaméricain qui passerait par Israël, la Jordanie, l'Irak, le Pakistan : un "axe du bien" qui renouerait avec le pacte de Bagdad signé en 1955, confie un diplomate russe qui juge les stratégies de Washington bien optimistes. Saddam s'est largement inspiré du modèle soviétique. Grâce au parti, omniprésent, il tient bien le pays. Il a su mater les chiïtes dans le sud. Je doute que les Américains réussissent à l'écarter aisément. Et puis pour le remplacer par qui ? » « Il n'y a personne, dit un commerçant. Ceux de Londres sont trop coupés des réalités du pays. Et les généraux en exil sont trop compromis avec le régime. » Et Qoussaï, le fils de Saddam qui dirige les services secrets et qui a supplanté son frère aîné, Oudaï, jugé trop violent ? Certains diplomates occidentaux évoquent la « bonne influence » qu'il exercerait sur son père. C'est lui qui l'aurait convaincu de faire preuve de bonne volonté face à un éventuel retour des inspecteurs de l'ONU.

A l'évocation de son nom, Ali le chauffeur de taxi frissonne. A-t-il peur de Qoussaï ? A cette question, il répond par une autre question. « Et vous, est-ce que vous avez peur de la mort ? C'est cela mon pays. Avec ou sans Saddam, nous n'avons plus d'espoir. Je vous ai dit la vérité. Que Dieu me vienne en aide ! »

SARA DANIEL

L'après-Saddam

Pour conduire la rébellion en Irak et succéder à Saddam, les Américains n'ont encore trouvé, comme en Afghanistan, ni leur Alliance du Nord ni leur Hamid Karzai.

Ahmed Chalabi, le chef de file de l'opposition irakienne à Londres et l'homme des Etats-Unis, a quitté l'Irak depuis 1958. De multiples scandales financiers ont entaché sa réputation. Et le Congrès national irakien – la fédération de mouvements d'opposition qu'il représente – n'a aucune influence en Irak. En outre Chalabi, qui est chiïte, est très mal vu des Saoudiens. Riyad comme Ankara jugent les chiïtes irakiens peu sûrs. D'ailleurs, l'ayatollah Hakim, chef de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak et principal opposant chiïte, qui dispose en Iran de 20 000 hommes, a déjà assuré qu'en cas d'attaque américaine, son parti ne collaborerait ni avec les Américains ni avec Saddam.

Les Kurdes, qui disposent d'une force de 85 000 hommes, sont déchirés par des querelles fratricides. Divisés entre l'Union

patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani, ils redoutent, en s'engageant dans un conflit, de perdre leur indépendance et la manne que leur procure la contrebande de pétrole avec la Turquie.

Le Mouvement des Officiers libres, qui rassemble d'anciens officiers supérieurs de l'armée de Saddam, pour la plupart en exil, pourrait prendre la tête d'une opposition hétéroclite. Mais son représentant le plus autorisé, le général Nizar al-Khazraji, l'un des seuls hommes à avoir osé tenir tête à Saddam Hussein, est aussi accusé d'avoir participé à l'attaque chimique contre les Kurdes.

Qoussaï et Oudaï Hussein, les deux fils de Saddam pourraient avoir la tentation de renverser leur père. A 34 ans, le premier dirige déjà le contre-espionnage, le renseignement, et place ses amis aux postes influents – à la grande fureur de son frère aîné, qu'il a évincé. En cas de disparition du raïs, la lutte fratricide entre les deux hommes pourrait dégénérer en conflit armé. ■ S. D.

Le MHP affirme son opposition aux réformes nécessaires pour intégrer l'UE



ANKARA, 4 juin (AFP) - 12h05 - Le vice-Premier ministre ultranationaliste turc Devlet Bahçeli a réaffirmé mardi l'opposition de son parti de l'Action nationaliste (MHP) à certaines réformes clés nécessaires pour pouvoir ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Union européenne (UE).

Devant le groupe parlementaire de son parti, M. Bahçeli a estimé que la Turquie ne devait pas prendre des décisions "hâtives" menaçant ses intérêts et son unité nationale pour intégrer l'UE, et a critiqué dans ce contexte l'attitude de son partenaire gouvernemental, le parti de la Mère patrie (centre-droit) de Mesut Yılmaz, un pro-européen.

Il a estimé que le dossier du chef rebelle kurde Abdullah Öcalan, condamné à mort en 1999 en Turquie pour "trahison et séparatisme" devrait être envoyé au parlement pour qu'il décide ou non de son exécution, une fois que la Cour européenne des droits de l'Homme, saisie de l'affaire, aura rendu son arrêt, et quelle qu'en soit la teneur.

M. Bahçeli a également demandé que soit mis fin au "traitement spécial" réservé à Öcalan, détenu dans l'île-prison d'İmralı (nord-ouest) dont il est le seul occupant.

La Turquie, qui observe un moratoire sur les exécutions depuis 1984, a accepté de surseoir à celle du chef kurde jusqu'à l'arrêt de la Cour européenne, attendu après l'été.

M. Bahçeli s'est également opposé à un enseignement et une télévision en kurde, droits culturels pour les Kurdes que préconise l'UE dans le cadre des critères de Copenhague sur les droits de l'Homme.

"La Turquie doit réfléchir à trois fois sur cette affaire", a-t-il souligné.

Il s'est défendu des critiques contre sa formation, accusée de freiner au sein de la coalition gouvernementale les réformes nécessaires pour adhérer à l'UE, soulignant qu'une politique "réaliste et nationale ne peut être qualifiée d'opposition à l'UE".

Il a affirmé que la Turquie respectait ses engagements vis-à-vis des Quinze et avait fait des "pas concrets et importants" dans ce domaine, mais accusé l'UE de ne pas avoir fait de même.

Le gouvernement de coalition tripartite du Premier ministre Bülent Ecevit est ainsi divisé sur les réformes réclamées par l'UE.

Devant ce blocage, le président Ahmet Necdet Sezer est intervenu pour convoquer vendredi un sommet des dirigeants des partis représentés au parlement afin d'accélérer la mise en oeuvre des réformes.

La Turquie condamnée pour atteinte à la liberté d'expression d'un pro-kurde



STRASBOURG, 4 juin (AFP) - 15h28 - La Turquie a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'Homme pour violation de la liberté d'expression d'un ressortissant turc qui avait prononcé un discours favorable au parti indépendantiste kurde PKK (parti des travailleurs du Kurdistan, rebaptisé, a indiqué la Cour dans un arrêt publié mardi).

Esber Yagmurdereli, un juriste mal-voyant, écrivain et docteur en philosophie, avait été condamné à la prison à perpétuité en 1985 pour "tentative de renversement de l'ordre constitutionnel".

Remis en liberté conditionnelle en 1991, il avait été à nouveau condamné pour "propagande séparatiste" après avoir prononcé un discours dans lequel il utilisait le terme de "Kurdistan" et parlait de "lutte pour la démocratie et la liberté" du PKK. Il était finalement sorti de prison en janvier 2001.

La Cour européenne a estimé que "les propos du requérant avaient la forme d'un discours politique et que survenant lors d'un débat public portant sur une nouvelle loi relative au terrorisme, ils revêtaient le caractère d'une question d'intérêt général".

Les juges, considérant que ces propos n'étaient pas une "incitation à attiser la haine et la violence entre citoyens", ont rejeté l'argument de la Turquie qui mettait en avant la nécessité de protéger la sécurité nationale et l'intégrité territoriale.

La Turquie a ainsi été condamnée pour violation de l'article 10 (liberté d'expression). Elle a également été condamnée pour violation de l'article 6-1 (droit à un procès équitable) car un juge militaire siégeait dans la cour de sûreté de l'Etat qui avait condamné le requérant.

Une Turquie musulmane en Europe ?

Voici de larges extraits d'une lettre de l'Ambassadeur Anton Smitsendonk, ancien Ambassadeur des Pays Bas, au Professeur Metin Heper (Université d'Ankara) et à l'Ambassadeur Aktan, orateurs turcs à un récent colloque du CERI*.

*(CERI = Centre d'Etudes et de Recherches Internationales)

Cher Professeur,

Vous savez déjà de notre brève conversation que – en dépit de ma grande sympathie pour la Turquie – je ne peux pas vous suivre et les autres orateurs du colloque tenu au CERI, dans leur plaidoyer pour une accession de la Turquie à l'Union européenne.

La Turquie est pour l'Europe une nation honorable et très importante. Elle mérite un véritable effort de partenariat dans tous les domaines.

Ce dessein pourtant a été mal servi par nos hommes politiques qui n'ont pas montré une capacité d'envisager une forme "sui-generis" pour tel lien et qui se sont laissé aller dans l'unique voie d'une "admission à l'Union".

Ces politiciens pourraient invoquer une excuse, notamment l'insistance presque obsessionnelle des hommes politiques turcs pour une admission dans l'Union, ne permettant jamais une diversion de la discussion vers d'autres types de coopération.

Tous les arguments invoqués pour une telle admission sont, à mon avis, d'une extrême légèreté. Les raisons invoquées ne peuvent, à mon sens, justifier l'entrée de la Turquie dans l'Union.

Il est inutile de les énumérer encore une fois ici. Je voudrais plutôt citer une raison pour laquelle l'Union européenne a un empêchement dans l'admission d'un nouveau membre comme la Turquie.

La raison principale est que l'Europe dans sa culture et dans sa société est actuellement dans une période de **faiblesse** et de fragilité *dangereuses*. L'âme et le corps de l'Europe sont **depuis la Révolution** dite française dans un état malsain, peut-être même de maladie.

Un tel état exige une grande prudence. Quand une personne se trouve malade, le question du dosage en aliments et en médicaments est de grande importance. Une "overdose" peut facilement devenir fatale. La maladie européenne est d'une telle gravité qu'une absorption de la Turquie serait une overdose mortelle. Aucun avantage géopolitique ou économique ne pourrait jamais compenser cela.

Peut-être vous a-t-il échappé à quel degré les banlieues des grandes villes de l'Europe sont dans une situation alarmante.

Durant ces quatre dernières décennies on a mal géré, ou plutôt pas du tout géré l'immigration. Avec une pose facile de "mains propres" (clean-hands), nos hommes politiques ont négligé une véritable maîtrise des flux migratoires.

Dans certaines banlieues, la police n'ose plus entrer. **Elles pourront devenir le centre de nouveaux territoires de type "Kosovo", au cœur même de l'Europe.**

Ma ligne d'argumentation avec vous n'est donc nullement une prétendue supériorité de l'Europe que j'invoque mais, par contre, une faiblesse européenne qui ne permet pas une admission massive comme celle de la Turquie. Ces difficultés seront de plus en plus vives. On peut prévoir que même les critères dits de Copenhague ne seront plus reconnus et que les gouvernements qui les ont adoptés seront rejetés.

Certainement, dans un tel état de choses, nous devons nous préparer à inventer avec nos amis Turcs d'autres formes de coopération concernant le territoire européen, mais également les territoires de la mer Méditerranée, du Moyen Orient et de l'Asie Centrale, où la Turquie a une position bien reconnue.

Comme vous me l'avez dit, une telle responsabilité pour la stabilité géopolitique dans un sens large ne peut pas être laissée aux seuls Etats-Unis. L'Europe doit remplir sa propre vocation.

Plus tard dans ce colloque, vous avez lancé la question : « Un refus européen n'aura-t-il pas une influence démoralisante sur les autres pays islamiques ? Est-ce que avec un sentiment d'avoir été rejetés, ils ne se lanceront pas dans une direction "fondamentaliste" ?

Voici ma réponse :

Ne poursuivez plus de manière obsessionnelle une admission dans l'Union Européenne. Un refus d'admission n'est pas un rejet. Les adaptations constitutionnelles et institutionnelles que la Turquie a faites ces dernières années ne sont pas "des sacrifices turcs sur l'autel de l'Europe", qui ont besoin d'une récompense sous la forme d'une admission.

Votre pays a fait ces adaptations parce qu'elles sont bonnes, indépendamment d'une admission possible dans l'Union.

Il pourrait être prudent pour la Turquie de ne pas donner envers les pays islamiques trop de relief à sa candidature européenne, afin d'éviter de perdre éventuellement la face, en cas d'échec.

Comme vous voyez, je blâme profondément nos hommes politiques et nos diplomates européennes des dernières décennies, leur manque de courage, de créativité, en somme leur "masque diplomatique" dans leurs conversations avec leurs collègues turcs.

Je pourrais seulement trouver une seule excuse, seule et partielle : ils ne furent pas à la hauteur de vos diplomates qui sont, dans la Turquie, un corps d'élite de grande efficacité.

Il nous faudra trouver des formes nouvelles qui feront justice de la vraie situation de nos sociétés.

Chaleureusement vôtre

Anton Smitsendonk

Aux lecteurs de La Voix des Français :

Comme vous voyez, M. l'Ambassadeur Anton Smitsendonk a participé à un colloque du CERI sur la Turquie et ses relations avec l'Europe. Il ajoute que dans le colloque on a constaté que la discussion sur les "Frontières de l'Europe" qui était en vogue il y a deux ans s'est calmée.

Les orateurs s'en sont félicités. Pour vous, chers lecteurs, cela devrait être plutôt motif d'angoisse. Demain le Maroc, l'Ukraine? Les décisions sur la Turquie sont pourtant imminentes et établiront le modèle. Qu'est-ce que nous pouvons proposer ?

Si vous nous envoyez vos réactions contre l'admission de la Turquie et pour l'amendement des critères de Copenhague, nous pourrions les présenter aux dirigeants politiques en France et dans d'autres pays de l'Union européenne.

Bahman Ghobadi, la frontière et la musique

Sophie Latil

Les deux tiers de son temps, Bahman Ghobadi, passionné par la photographie, parcourt le Kurdistan. « Rester chez soi donne l'esprit étroit, explique-t-il. Voyager permet de réfléchir. Il y a des rencontres exceptionnelles, des lieux étourdissants, des atmosphères uniques que l'on ne peut trouver ni dans les livres ni dans les films et qu'il faut vivre absolument. C'est ce qui nourrit mon imagination. »

Les Chants du pays de ma mère est « un prétexte » pour arriver jusqu'au Kurdistan irakien. C'est aussi un hymne à l'amour et à la vie. L'histoire raconte le voyage d'un vieux chanteur kurde iranien, accompagné de ses fils musiciens, qui

part à la recherche de son ex-femme, Hanareh. Celle-ci, chanteuse également, a fui l'Iran pour pouvoir travailler dans le Kurdistan irakien. En vain. Arrivée là-bas, elle se rend compte qu'elle s'était fait une fausse idée de cette région bombardée par le pouvoir central. Le film, dans lequel la musique joue un rôle prépondérant, est

tiré d'une histoire réelle. Il mêle les souvenirs de cette famille de musiciens et ceux du réalisateur.

« Je livre une image de l'Irak d'aujourd'hui, souligne Bahman Ghobadi. On ne rencontre pas une famille qui n'ait pas perdu un des siens. Ce peuple est tellement habitué à la guerre qu'il la vit désormais comme un jeu. Elle est devenue totalement banale. Le monde entier doit savoir ce qui se



Les Chants du pays de ma mère», un hymne à l'amour et à la vie. (DR.)

« passe dans la réalité. »

En 2000, le cinéaste avait reçu le prix de la caméra d'or pour *Un temps pour l'ivresse des chevaux*, son premier long métrage. Dans les premiers temps, soutenu financièrement par sa famille, il a réalisé une trentaine de courts métrages, « un exercice pour apprendre le cinéma », précise-t-il. Il filme

son entourage proche, la vie quotidienne de son pays. Un projet lui tient à cœur aujourd'hui : l'histoire de son père et sa relation avec lui.

UN CERTAIN REGARD :
« LES CHANTS DU PAYS DE MA MÈRE »,
de Bahman Ghobadi (Iran), date de sortie en salles indéterminée

LE FIGARO
JEUDI 23 MAI 2002

IRAN Premières statistiques

Téhéran fait tomber le tabou du sida

Téhéran : Serge Michel

Après les tabous de la prostitution et de la drogue, l'Iran s'attaque à celui du sida. La maladie a fait l'objet des « Journées médicales franco-iraniennes », qui ont rassemblé à Téhéran les 18 et 19 mai des médecins des deux pays. Il s'agissait pour la première fois de rendre publiques des statistiques : il y aurait dans le pays 18 000 personnes séropositives, selon le vice-ministre iranien de la Santé, Hossein Malek-Afzali, un chiffre obtenu par extrapolation à partir des 3 680 cas constatés.

« C'est un chiffre très bas, mais le problème c'est maintenant le maintenir au plancher », estime François Bricaire, professeur à l'université Paris-VI. Le vice-ministre Hossein Malek-Afzali attribue à la culture islamique prévalant en Iran les faibles dégâts dus au sida, mais admet une croissance des cas de 25 % par an et reconnaît qu'une « vaste campagne de prévention » serait nécessaire. Officiellement, les moyens de lutte restent le « renforcement de la culture islamique » et une politique visant à marier les jeunes plus tôt.

Depuis son apparition, la maladie aurait fait 364 morts

confirmés, dont une centaine en raison de transfusions par des produits sanguins contaminés livrés par la France dans les années 80. Premier médecin en Iran à avoir ouvertement parlé du sida, la doctoresse Minou Mohraz, spécialiste des maladies infectieuses à l'université de Téhéran, admet pourtant que de nombreux décès ont pu intervenir sans être attribués au sida, notamment dans les prisons, où la maladie frappe de façon foudroyante. La doctoresse mentionne l'exemple de la prison de Kermanshah, proche de la frontière irakienne : un centre de désintoxication y a été aménagé où beaucoup de détenus ont partagé la même seringue.

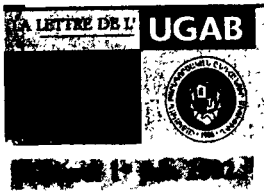
La voie intraveineuse est ainsi la principale cause de transmission du sida en Iran. Viennent ensuite les rapports hétérosexuels, notamment avec des prostituées. Quant à l'homosexualité, officiellement, elle n'existe pas en République isla-

mique. De façon générale, ce sont les provinces frontalières qui inquiètent le plus les autorités médicales. Sans oublier la ville sainte de Machhad, que visitent chaque année 14 millions de pèlerins chiïtes, proche à la fois des frontières turkmène et afghane. D'Afghanistan provient de l'héroïne très bon marché alors que des républiques ex-soviétiques d'Asie centrale viennent des femmes faisant commerce de textiles ou d'équipements russes, mais aussi de leur corps.

« Nos jeunes gens ne sont pas du tout informés sur les risques de la maladie, regrette la doctoresse Mohraz, qui dénonce également un phénomène du tourisme sexuel des Iraniens vers les républiques ex-soviétiques. « Beaucoup reviennent contaminés », dit-elle. Pour l'heure, le gouvernement n'a entrepris aucune campagne d'information dans ces zones à risque.

COOPÉRATION

Erévan a accueilli les 27 et 28 mai la deuxième conférence Arménie-Diaspora



Trois ans après le premier Forum panarménien des 22 et 23 septembre 1999 à Erévan, l'Arménie a de nouveau organisé, les 27 et 28 mai, la deuxième conférence Arménie-Diaspora. Quelque 3 000 délégués d'Arménie, du Karabagh et de Diaspora (ces derniers étaient 1 600 à eux seuls), venus de 48 pays au total (1), s'étaient donné rendez-vous à Erévan, pour explorer les moyens d'accroître l'efficacité de la coopération entre les différents pôles de la nation arménienne.

La conférence a débuté lundi 27 mai par une session plénière, présidée par le ministre arménien des Affaires étrangères Vartan Oskanian. Le président Robert Kotcharian a été le premier à prendre la parole, pour dresser un état des lieux sur les grands dossiers de politiques étrangère, intérieure et économique. Il a estimé que la deuxième conférence Arménie-Diaspora différait de la première par deux aspects : un format d'organisation correctement choisi et des discussions plus concrètes, nourries de projets plus pragmatiques.

Lui succédèrent le président du Haut-Karabagh Arkady Ghoukassian, le Catholico de tous les Arméniens Sa Sainteté Karekine II, le Catholico de la Grande Maison de Cilicie Sa Sainteté Aram I^{er}, puis les leaders des Eglises catholique et évangélique arméniennes, ainsi que les représentants de partis politiques traditionnels (FRA, ADL et Hentchak) de Diaspora et des différentes organisations internationales arméniennes.

Au terme de la session plénière, les participants ont commencé à se répartir en fonction de leurs domaines de compétences. Quatre commissions avaient été formées pour traiter des thèmes suivants : "Relations politiques et questions organisationnelles dans les rapports Arménie-Diaspora", "Information et médias", "Développement économique et social" et "Education, culture et science".

Les débats consacrés aux questions économiques se sont déroulés lundi 27 mai, avec pour modérateur de la session le vice-ministre arménien du Commerce et du Développement économique, Tigran Davtian. Le gouvernement arménien suggère la création d'un réseau composé de représentants de l'Agence arménienne pour le développement (AAD) dans les pays étrangers. De l'avis de M. Davtian, ce réseau soutiendrait notamment les investisseurs de Diaspora, qui pourraient ainsi résoudre leurs problèmes concernant les transferts d'argent ou toute autre opération, sans avoir besoin de se rendre en Arménie. Les autorités d'Erévan proposent également de créer un réseau arménien *online* dans le domaine économique, dans lequel les structures économiques et commerciales d'Arménie et de Diaspora seraient représentées.

Du côté de la Diaspora, on observe une aspiration à mettre en œuvre le repeuplement du Karabagh : selon les estimations actuelles, 350 millions de dollars (380 millions d'euros) d'investissements seraient nécessaires pour peupler le Karabagh de 250 000 personnes.

James Tufenkian, industriel américain d'origine arménienne, a souligné qu'à la tête de la Tufenkian Company, il construisait actuellement une chaîne de petits hôtels en Arménie, car il est convaincu que le pays a tout pour attirer davantage de touristes.

Le directeur général de l'usine de joaillerie d'Erévan, Emile Grigorian, a mis en valeur le potentiel de l'Arménie dans ce domaine. Si l'Arménie a produit en 2001 pour 110 millions de

dollars (120 millions d'euros), elle en est déjà à 45 millions de dollars (49 millions d'euros) après le premier trimestre de cette année. Or, souligne M. Grigorian, des investissements d'une valeur de 60 millions de dollars porteraient le volume annuel de la production à 500 millions de dollars (540 millions d'euros).

Tony Moroyan, directeur de la société Viasphere, basée à Erévan et spécialisée dans les technologies de l'information, a estimé que l'Arménie était le pays de la CEI le plus en pointe dans ce secteur.

Quant à Michel Pazoumian, l'industriel français d'origine arménienne, il a indiqué que l'Arménie ne pouvait s'appuyer sur ses grands complexes industriels pour son développement. L'effort doit être porté à ses yeux sur les petites et moyennes entreprises. Parmi les secteurs les plus prometteurs de l'économie arménienne, il a cité l'industrie alimentaire, le tourisme et l'industrie légère.

Lors de la deuxième journée de la conférence Arménie-Diaspora, les délégués ont continué de se répartir en différents groupes de travail, chargés de plancher sur des thèmes spécialisés. L'atelier "Information et médias" a permis d'explorer les moyens susceptibles d'améliorer la coopération entre l'Arménie et la Diaspora dans ce domaine. Plusieurs personnalités du monde de la presse se sont ensuite exprimées, à la tribune, sur toutes ces questions : notons entre autres Kiro Manoyan, du bureau d'Erévan du Parti Dachnak, Vicken Cheterian, journaliste arménien de Suisse, Hagop Avedikian, rédacteur en chef du quotidien Azg d'Arménie, Robert Haddedjian, directeur du quotidien *Marmara* d'Istanbul, ou Gaguik Mkrtchian, directeur du quotidien *Hayots Achkhar* d'Arménie.

Hagop Avedikian a souligné que les 70% du contenu des journaux arméniens d'Arménie et de Diaspora traitaient des problèmes de l'Arménie, négligeant quelque peu, par-là même, la vie et les problèmes de la Diaspora. Robert Haddedjian a estimé que les informations arméniennes étaient difficilement accessibles aux Arméniens de la Diaspora, dans la mesure où elles n'étaient pas rédigées en arménien occidental. Pour Gaguik Mkrtchian, l'Arménie a subi des revers, à l'étranger, sur le terrain de la propagande. Il a suggéré la création d'une agence spécialisée auprès du président ou du ministre des Affaires étrangères, qui serait chargée de rectifier le tir lorsque des diplomates perdraient le sens des intérêts nationaux dans leur approche des problèmes.

Parmi les questions abordées : la création d'un réseau Internet au Karabagh, la liberté de la presse, l'adoption d'une grammaire commune à l'Arménie et à la Diaspora, l'émission de programmes en arménien occidental (à l'intention de la Diaspora) à la radio et à la télévision arméniennes, les relations dans le secteur des médias entre les différentes communautés de la Diaspora.

Le lobbying était également au cœur des préoccupations des délégués. On notera à cet égard, lors d'une

Brèves

■ BERNARD LEWIS REÇOIT LE PRIX ATATÜRK : selon le journal turc *Cumhuriyet*, l'historien et islamologue Bernard Lewis a reçu dimanche 26 mai, à l'ambassade de Turquie à Washington, le Prix Atatürk, pour sa contribution à la promotion de la culture turque au sein de la communauté internationale. Professeur émérite à l'Université de Princeton, M. Lewis a reçu sa distinction des mains de Richard Perle, ancien secrétaire adjoint à la Défense et aujourd'hui consultant au Pentagone, lors d'une cérémonie organisée par la Société Atatürk des Etats-Unis. Son président, Metin Camcigil, a déclaré que Bernard Lewis connaissait fort bien la Turquie et la culture turque, et a ajouté que le point de vue de l'islamologue sur les relations entre les mondes islamique et occidental était semblable à celui d'Atatürk. L'historien Bernard Lewis avait été condamné le 21 juin 1995 par la première chambre du Tribunal civil de Paris, dans le procès intenté par le Forum des associations arméniennes de France, pour négation du génocide arménien (cf. *La Lettre de l'UGAB* n° 86).

session consacrée aux problèmes politiques, l'intervention du politologue russe d'origine arménienne Andranik Mihranian, qui a notamment souligné que l'Union des Arméniens de Russie (UAR) menait une intense activité dans ce domaine. Deux tâches attendent les Arméniens en Russie : la première consiste à « briser le stéréotype du ressortissant caucasien », que l'UAR a commencé à malmenier dans l'esprit du président Poutine et de son administration, témoin la rencontre organisée entre le chef du Kremlin et le président de l'UAR pour prévenir des tensions semblables à celles survenues à Krasnodar ; la deuxième est d'essayer d'empêcher certains milieux politiques russes de basculer du côté de l'Azerbaïdjan.

LES DÉCISIONS PRISES

Dans son projet de déclaration finale, la conférence souligne que « la libération » du Haut-Karabagh est « l'acquis le plus significatif » obtenu par les Arméniens dans leur histoire contemporaine ; elle s'engage à soutenir à fond le processus d'autodétermination du Karabagh ainsi que son développement économique et social. La déclaration considère en outre que la reconnaissance du génocide arménien figure au rang des « toutes premières priorités », et remercie à ce titre tous les pays qui ont qualifié la tragédie de 1915 de génocide. Enfin, la déclaration note que de nouveaux défis attendent les Arméniens du monde entier, après les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

Les délégués condamnent vigoureusement le terrorisme international, considéré comme « l'une des plus sérieuses menaces » qui pèsent sur l'humanité.

Dans le détail, la conférence a décidé d'informatiser 1 600 écoles secondaires d'Arménie et du Karabagh, de créer un Centre panarménien sur le génocide arménien, ou encore d'installer un programme d'études arméniennes sur Internet. Une banque de données sur environ 50 000 étudiants d'Arménie, du Karabagh et de Diaspora sera créée, en vue de former un réseau reliant les potentialités arméniennes dans le domaine scientifique. Un Centre médical régional moderne devrait être créé en Arménie, et un Musée de la Diaspora devrait s'ouvrir à Erévan dans les prochaines années. Tous ces projets sont censés être mis en œuvre d'ici à l'horizon 2005. Par ailleurs, la conférence a décidé de créer un Fonds scientifique panarménien, ainsi qu'un « Conseil national » chargé de coordonner les relations entre l'Arménie et la Diaspora.

Lors de la cérémonie de clôture, Robert Kotcharian s'est engagé sur un thème cher aux Arméniens de la Diaspora, en promettant que le référendum constitutionnel prévu pour le printemps 2003 lèvera les obstacles à l'instauration de la double citoyenneté.

A l'issue de la conférence, les dirigeants arméniens et les délégués du monde entier se sont rassemblés au mémorial de Sardarapat, où ils ont célébré l'anniversaire de l'indépendance du 28 mai 1918, date de proclamation de la première République arménienne.

Il incombera au gouvernement arménien de fixer la date de la troisième conférence Arménie-Diaspora, sur proposition du président Robert Kotcharian. Mais l'on sait d'ores et déjà que le prochain Forum Arménie-Diaspora aura lieu, en principe, dans un délai maximum de trois ans. ●

(1) La première conférence Arménie-Diaspora avait réuni 1 200 personnes venues de 70 pays, Arménie et Karabagh compris.

POLITIQUE

L'Iran accuse les USA de vouloir « contrôler » les relations arméno-iraniennes

Les démentis succèdent aux démentis, dans l'affaire de la vente par une entreprise arménienne à l'Iran d'équipements sensibles utilisés pour la fabrication d'armes de destruction massive (cf. n° 409 et 410). Selon le quotidien arménien *Haykakan Jamanak* (22-05), le directeur du département des Douanes d'Arménie, Armen Avetissian, a rejeté les accusations de l'administration américaine, au motif que ses services douaniers n'ont décelé aucun produit destiné à l'exportation susceptible d'aider l'Iran à fabriquer des armes de destruction massive. Il a ajouté que les Etats-Unis manquent de preuves pour justifier les sanctions prises contre la compagnie Lizin et l'homme d'affaires arménien Armen Sarkisian. « Je ne sais pas ce qu'ils veulent dire, mais j'exclus qu'une telle technologie ait pu être exportée », a-t-il déclaré. De mon point de vue, si les Américains disposaient d'éléments concrets, ils les auraient rendus publics, au lieu de s'en tenir à une déclaration générale. »

Un démenti relayé par l'entreprise Lizin elle-même, qui a donné selon *Associated Press* des détails sur ses exportations vers l'Iran. Selon Kegham Manoukian, le directeur de l'entreprise arménienne, la seule transaction conclue par l'usine avec l'Iran fut la vente en octobre 2001 de 70 tonnes de sa principale

production, un acide aminé utilisé pour accélérer la croissance du bétail.

Côté diplomatique, l'Iran a également réagi vigoureusement à cette affaire, par l'entremise de son ambassadeur en Arménie, Mohammad Koleini, qui a rejeté lundi 27 mai les accusations américaines. Le diplomate iranien a accusé au contraire l'administration américaine de tenter de « contrôler » les relations arméno-iraniennes, en exerçant une « pression psychologique » sur les deux partenaires. Il a estimé à cet égard que « certains diplomates devraient être très prudents avant de faire des déclarations guère constructives », faisant allusion au souhait exprimé le 2 mai dernier, par l'ambassadeur américain en Arménie John Ordway, de voir Erévan relayer les accusations américaines sur le soutien apporté par l'Iran au terrorisme (cf. n° 408, p. 1). D'autant que l'accord de coopération militaire arméno-iranien signé le 5 mars dernier à Erévan ne couvre que le domaine civil. « La coopération militaire n'est pas à l'ordre du jour pour le moment », a déclaré M. Koleini.

L'ambassadeur iranien à Erévan demeure malgré tout confiant quant à l'avenir des relations arméno-iraniennes. « Je pense que l'Iran et l'Arménie développent leurs relations dans le respect des lois internatio-

nales, et je crois que notre coopération va encore se renforcer », a affirmé M. Koleini, ajoutant qu'« aucune force n'a le droit de s'ingérer dans les relations arméno-iraniennes ». Il a emboîté le pas au ministre arménien des Affaires étrangères Vartan Oskanian, qui avait affirmé samedi 18 mai qu'il ne voyait « aucune raison de modifier » la politique d'Erévan au sujet de ses relations avec la République islamique d'Iran (cf. n° 410, p. 2, col. 1), qui « se sont maintenues à un haut niveau depuis 1991 ».

Un avis partagé en Arménie par Vahan Chirkhonian, l'ancien vice-ministre de la Défense de feu Vazken Sarkisian, qui a estimé mercredi 22 mai à la télévision arménienne que « le développement et le renforcement des relations avec l'Iran est une question de la plus haute importance dans la politique étrangère de l'Arménie ». Pour lui, les accusations américaines sont « un mensonge sans fondement, visant à affaiblir les relations fructueuses » entre Erévan et Téhéran.

M. Chirkhonian a appelé Erévan à mettre en œuvre une politique « équilibrée », qui « préserve » les relations arméno-iraniennes de toute attaque extérieure, et a pressé les dirigeants arméniens d'élargir la coopération bilatérale à un maximum de domaines. ●

Private Plane Took Barzani and Talabani to Washington to Discuss 'Anticipated Strike' on Saddam

Al-Sharq al-Awsat June 1, 2002
by Kamal Qubaysi

Reliable Iraqi Kurdish sources have disclosed that a private US aircraft carried in total secrecy the two Iraqi Kurdish leaders Mas'ud Barzani and Jalal Talabani to Washington in mid-May for an expanded meeting with US administration security and military officials. They said the talks centered on any possible role for the Kurds in the supposedly US plan for toppling Iraqi President Saddam Husayn.

The sources, which spoke to Al-Sharq al-Awsat from Geneva, London, and Washington, said the plane took Barzani and Talabani from Frankfurt in Germany to a place in Virginia State and then brought them back to Frankfurt in total secrecy. They added that the two Kurdish leaders' sons Masrur Barzani and Bafil Talabani; Barham Salih, head of the local government run by Jalal Talabani; and Hushyar Zibari, member of Barzani political party's political bureau in charge of international relations, took part in the meeting. On the US side, an assistant to Central Intelligence Agency (CIA) Director George Tenet; three experts from the Defense Ministry's (Pentagon) foreign operations department, among them an adviser to Defense Secretary Donald Rumsfeld; a senior aide for Iraqi and terrorism affairs to National Security Adviser Condoleezza Rice; in addition to what one of the sources called "a senior US general" attended the meeting.

The sources said Barzani and Talabani demanded guarantees in return for their forces' participation in the launch of a strike against Saddam Husayn. The guarantees they demanded included "continued international protection for Iraq's Kurds, whether the strike against Saddam is carried out or not and regardless of whether it succeeds or fails", according to one of the sources. The source explained that another guarantee they asked for was "to confront any possible operation by Saddam in which he uses weapons of mass destruction he has to exact revenge from the Kurds during the US military operations against him."

The two Kurdish leaders also asked for securing a democratic regime in Baghdad after Saddam that guarantees protection for the Kurds under a federal system in Iraq. They also demanded guarantees that Turkey and Iran would not exploit the conditions created by the strike and send their forces into Iraq's Kurdistan, thus making its population the victims of a possible war between these two countries. According to the source, "the Americans admitted that they understood these demands and were sympathetic to them and promised to meet them."

Barzani and Talabani met in Frankfurt in the presence of other US officials. The meeting discussed the possibility of uniting the two parties' military efforts "with the aim of establishing a unified military force", merging their two governments, and reaching agreement on holding parliamentary elections for a single program in preparation for participating in an expanded meeting for the Iraqi opposition.

* * * *

Report on Iraqi Kurdish Leaders' Meeting With US Officials

Al-Hayat June 2, 2002

Al-Hayat learned that leaders of the two major Kurdish parties held meetings in the United States last month, including meetings with US Secretary of Defense Donald Rumsfeld and senior advisers to President George Bush and Vice President Dick Cheney. Kurdish sources refused to elaborate on these meetings, but said that Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan, and Mas'ud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party, held a meeting with senior US officials, including representatives of the American Central Intelligence Agency, CIA, to coordinate political and military moves against the regime of President Saddam Hussein.

The sources added that the meeting between the two Kurdish leaders and a number of senior officials in the administration of President Bush, which followed a previous meeting that was held in Germany on 20 April, was designed to dispel Iraqi Kurds' fears about their situation should Washington carry out a massive military action against Baghdad.

The meeting was also aimed at clearing the air with the Turkish Government, especially the military wing of that government, which is skeptical about the Kurds' future intentions, the sources continued.

The Kurdish sources pointed out that there has been a radical shift in the US stand toward preparations for a US move on the Iraqi front. Thus, the sources added, the current US discussions with the opposition parties shifted from the consultation phase to the phase of working out specific scenarios of action that will achieve the US interests on the one hand and fulfill the Iraqi opposition forces' demands on the other.

Meanwhile, US sources specialized in Iraqi affairs said the US Administration expressed its displeasure with information leaked to the press by various wings in the administration and added that such information harms Bush's policy. The same sources said they believe that the surprise visit to Irbil by the Turkish army deputy chief of staff two weeks ago during which the latter met with Barzani, was part of efforts to lessen the disagreements between Ankara and Barzani, as Washington desires.

The sources disclosed that at their meeting with the Kurdish leaders at the CIA headquarters in (Langly), the US officials called for reopening two CIA stations in Iraqi Kurdistan many years after they were closed following sharp disagreements between Barzani and Talbani in 1996. But, according to the same sources, the Kurdish side asked for US guarantees to protect the region in anticipation of an Iraqi retaliatory action.

* * * *

Turkish state mobilizes against Kurdish names

AFP 4 June 2002 by Thomas Seibert

When Tufan Akcan, a Turkish father from Ardahan in north-eastern Turkey, named his baby after his favorite singer, little did he expect that he could be charged with attempting sabotage against the state.

What Akcan, a 26-year-old construction worker, had done wrong in the eyes of the state was to choose a Kurdish name for his daughter: Berivan, which means milkmaid. The name also happens to be the name of a very popular television serial in which one of the great stars of Turkish music, Sibel Can, plays the role of a young Kurdish woman.

Like millions of other Turks, Tufan Akcan and his wife are Sibel Can fans, never missing an episode of Berivan. Therefore they thought nothing of it when they went to register their daughter with this name in the mayor's office.

A state prosecutor, however, sensed an anti-Turkish message in this Kurdish name and Akcan suddenly found himself suspected of terrorism and support for the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK). In his charges against Akcan, the state prosecutor based his arguments on the draconian anti-terror law that was adopted to fight against the PKK, that led an armed struggle for 15 years for Kurdish autonomy in southeastern Anatolia.

Akcan's fate is a sign that for many months now, the Turkish authorities have been nervous: they believe that the PKK has encouraged its sympathizers to come out and defy the state by giving their kids Kurdish names. Ankara suspects the PKK, which has rebaptised itself as Congress for Freedom and Democracy to Kurdistan (KADEK), would lead such a campaign for freedom of expression and recognition of cultural rights to the Kurds.

The politicization of first names has put the Turkish authorities in a delicate situation. If they do not do anything, they will give an upper hand to the PKK. If it uses its anti-terror law to the full they risk making themselves look ridiculous. As a case in point Berivan's father does not speak a word of Kurdish and his family comes from neighboring Georgia. He was thus puzzled when he was charged by the prosecutor.

"I would never think that such a thing could happen", he told the Hurriyet daily newspaper. He asked the judge how millions of Turks could watch the television serial if the name Berivan was prohibited. Even the Turkish public radio plays songs from the soundtrack of the serial, sung by Sibel Can, titled Berivan. The director of the serial, which is broadcast by the private TV channel Kanal-D, a channel which has come under no suspicion for its political leanings, is lost for an explanation.

Akcan is not the only one to find himself in trouble recently. In Ardahan, another parent was convicted by the state prosecutor for having named his kids Rojin (sunny) et Rohjan (sunset).

In Izmir in western Turkey, Kurdish sources say, police conducted night raids in the homes of 11 families that had given their children Kurdish names. An investigation was initiated against nine of the parents, on suspicion of conducting propaganda for a terrorist organization.

However, the Turkish courts do not systematically pursue the allegations. The state security court of Erzurum, competent in cases of political crime, has refused to follow up the case against Akcan and the other parent from Ardahan. A court in Dicle, in the Kurdish south-east of the country, has also refused to follow up charges against seven families who had in total 23 kids holding Kurdish first names. The case has attracted all the more attention as the judge herself had a Kurdish first name: Sirvan, a name which, according to Turkish authorities, is a nom de guerre for PKK members.

* * * *

Turkish military intervenes in EU debate

Reuters June 4, 2002 by Ralph Boulton

Turkey's powerful military appears to be bringing a gloved hand gently to bear on government as disarray over Turkey's European destiny grows with Prime Minister Bulent Ecevit's illness.

"The military wouldn't want the uncertainty of elections and they don't want to see the coalition tear itself apart on the European issue," said one experienced Ankara diplomat. "They seem to be softening on the EU, putting pressure on the right." Generals seen widely as a counterweight to weak political leaders dealt a slap last week to rightist vice-premier Devlet Bahçeli when the military-civilian National Security Council (MGK) urged swift reforms to qualify for European Union membership talks.

Media leaks suggested the army might accept some Kurdish language education, outside the state curriculum, and agree under conditions to full abolition of capital punishment, which would allow jailed Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan to escape the death penalty. The MGK, meeting in Bahçeli's absence, proposed lifting a state of emergency in the mainly Kurdish southeast this year.

All these are steps urgently advocated by pro-Europe forces seeking a nod on membership talks from an EU summit in December. Nationalists stepped up opposition last month as Ecevit ailed, his hold on government waned and calls for his resignation rose. The debate assumed an almost comic character last week with Bahçeli proclaiming his feelings from China, where he was on an official visit. Such liberalisation now, he said, could reignite Kurdish "terrorism" which had cost 30,000 lives.

"The MHP (the rightist Nationalist Action Party) has put forth its views on the issue of EU (membership). Some may agree, some disagree, that's normal," he said. He then added, with a forthrightness bordering on impudence in a country where the army cannot be contradicted lightly:

"We respect the views of military authorities. We say what we think." He also recalled the MGK was an advisory body. The statement is true, but that advice carries military weight.

Army scepticism of EU

The MHP is the second biggest party in the three-party coalition after Ecevit's Democratic Left Party (DSP). Bahçeli could take over as interim premier if Ecevit were forced to step down and if the coalition held together. It might not. The coalition is riven on the EU, with the MHP at odds with Ecevit's party and the conservative Motherland Party, the third party in the ruling coalition.

Ecevit, whose ailments appear to mount from week to week, argues there would be chaos if he left. Markets drift down, fearing government instability could undermine a multi-billion dollar crisis plan. The army's world view may overlap in some areas with Bahçeli's MHP. In broad terms, both instinctively prize the state over the individual and view the world outside with a little suspicion.

A top general attacked the EU recently, saying Ankara might do better to seek friends, besides Washington, in Tehran and Moscow. Top commander Huseyin Kivrikoglu is also sceptical. But for all their reservations, the General Staff would flinch at the "anti-EU" label. They see NATO member Turkey's economic and political destiny, one way or another, in Europe. Generals may covet the power they have used four times since 1960 to unseat governments deemed a threat to secular democracy. But they know open political intervention can divide their ranks and even undermine the great popular esteem they enjoy.

These days, there is no talk of coups.

One general described an MGK-led political pressure campaign which brought the resignation of Islamist premier Necmettin Erbakan in 1997 as the "fine tuning of democracy".

Generals intervene more gently behind the scenes, through the MGK, media or messages passed by trusted politicians. There is little or no social contact. The military hand is gloved. The General Staff has made its views clear to the MHP. It remains to be seen now how Bahçeli reacts when coalition leaders meet on Friday for a special summit under President Ahmet Necdet Sezer to discuss Turkey's drive for EU reforms.

Ecevit, 77, who missed last week's eventful MGK meeting because of illness, has said he will be present. The military, not present, will be looking for signs of reconciliation. Diplomats say the military, like markets, are conservative, seeking stability and continuity whether or not Ecevit stays.

The outcome of elections would be very uncertain. The present coalition parties might fail to reach the 10 percent threshold necessary for parliamentary representation. Worse still for the military, the opposition AK Party, which they view with such suspicion because of its roots in political Islam, could well emerge as the largest party.

If, indeed, the military helps bring the MHP to heel over Europe and calm the coalition, there will be an element of irony. One of the chief concerns among EU countries over Turkey is the influence the generals wield in politics.

* * * *

Turkey Voices Concern at Iran Missile Program

Reuters June 5, 2002

ANKARA - Turkey said Wednesday it had received reports that its neighbor, Iran, had test fired a long-range missile and had expressed its concerns about the missile to authorities in Tehran.

"It has been expressed in recent days that Iran has carried out a test of the Shahab-3 missile ... which has a range of 1,300 km (800 miles)," Foreign Ministry spokesman Huseyin Dirioz said in response to a question at a weekly press briefing. "We have drawn Iran's attention on different occasions to our sensitivities on this issue," Dirioz said.

"We think it's important to recall that efforts to increase the spread of such missiles and ranges do not ensure regional and global security and stability." There were reports in late May that Iran had carried out a new test of its Shahab-3 missile. Tehran did not directly comment on the reports but said it was working to improve its existing missiles and did not have plans to develop new ones.

Iran's Defense Minister Ali Shamkhani said at the end of May Iran had no plans to develop a Shahab-4 missile, but had successfully increased the accuracy and load of the Shahab-3. Iranian officials were not immediately available to comment Wednesday, a holiday in Iran.

Israel and the United States have voiced concern over Iran's missile program and urged countries such as Russia and China to stop arms cooperation with the Islamic Republic. At a summit between the United States and Russia last month, Russian President Vladimir Putin denied U.S. charges that Russian help to Iran to build a nuclear power reactor at Bushehr would help Iran secure weapons of mass destruction.

President Bush has repeatedly called Iran part of an "axis of evil" with Iraq and North Korea for its alleged support of "terrorism" and efforts to acquire weapons of mass destruction. Turkish President Ahmet Necdet Sezer is expected to make an official visit to Iran later this month.

Iraqi Exile Groups Wary of U.S., Each Other

By Daniel Williams

Washington Post June 2, 2002

LONDON -- Ahmed Chalabi, the perennially beleaguered Iraqi exile leader, put down the phone after a recent call from Washington, happily informed that State Department money would flow again to Liberty TV, the station he runs to beam propaganda to his homeland.

"Another episode in the Battle of Washington," he said, sighing. "That battle has to finish before the battle against Saddam Hussein begins."

Chalabi runs the Iraqi National Congress (INC), nominally the umbrella organization of Iraqi groups opposed to Hussein's rule and long expected to play a prominent role in toppling the Baghdad government. But recent disputes suggest that the issue of his organization's role is far from settled.

That's not Chalabi's only problem. A trip through London, the base for many Iraqi dissidents, suggests that the INC is an umbrella that covers hardly anyone. Groups that have operated under its shelter come and go with the changeable winds of U.S. and Iraqi exile politics. The disarray is testimony to the decade-long failure of the United States to forge a united front against Hussein. That failure is now more urgent as the Bush administration turns up its rhetoric about the need for "regime change" in Iraq -- although it has reportedly put off any invasion until at least next year.

What role will dissident groups and their followers in Iraq play in any battle? Who will replace Hussein if there is a war? Among Iraqi exile leaders, neither question has been resolved.

The exiles' experience with the United States makes them wary of signing on to a new project.

They believe they have been betrayed twice by the United States since 1991: first, when President George H.W. Bush encouraged the Iraqi people to rise up after the Persian Gulf War but withheld military support; and in 1996, when the Clinton administration abandoned a CIA plan to support an invasion of central Iraq by Kurds in the north. Hussein's forces then invaded Kurdish areas with impunity.

Chalabi, who has been an opposition figure for three decades, concurs with reports from Washington that the Bush administration is divided on what to do. The State Department and the CIA are trying to marginalize him, he and others said, against the wishes of the Pentagon and allies in Congress. The latest example, in Chalabi's view, is the flap over television money. In January, the State Department suspended many of its grants to the INC, alleging widespread accounting problems, including lack of documentation for almost \$578,800 in cash payments. The INC acknowledged a need to strengthen internal financial controls but denied that any U.S. government funds were improperly used.

For several months, Liberty TV had been operating under monthly grants of \$1.3 million while the INC negotiated new, longer-term funding with the State Department. Chalabi attributes the cutoff to "personal animus" and old disagreements on how to topple Hussein. Chalabi has spoken out against proposals to back a coup led by Hussein's own military. "The roots are decades of American foreign policy," he asserted.

A State Department official in Washington said that talks are underway with the INC over funding. "We're almost there on negotiating a grant," the official said. Chalabi aides perceive a further move to sideline the INC in a recent meeting between administration officials and top representatives of two Kurdish components of the INC, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP). The Americans approached the two Kurdish groups about setting up CIA offices in northern Iraq, where they command separate territories under the threatening barrels of Hussein's tanks.

Although both groups are ostensibly aligned with the INC, the Kurdistan Democratic Party openly expresses discontent. "We still belong to the INC, but we are not active in it. I'm not sure the INC is an effective tool for change," said Hoshiyar Zebari, the Kurdish group's international relations director.

Yet another exile grouping, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), has dropped out of the INC altogether. The council represents elements of the restive Shiite population located throughout southern

Iraq and parts of central Iraq. Hamid Bayati, a member of the council's central committee, complained that the INC was overly dependent on U.S. money. "It's not an Iraqi opposition force, it's an employee of the Americans," Bayati said. The council is headquartered in Iran and takes a dim view of an U.S.-dominated liberation of Iraq. Officially, it wants the Americans to operate under the aegis of the United Nations. Nonetheless, it has been in contact with U.S. officials.

Now a contest over who collectively represents the anti-Hussein opposition seems to be shaping up, a continuation of a long game of musical chairs. The KDP, PUK, SCIRI and a Shiite-based organization with strong CIA connections, the Iraqi National Accord, have created yet another alliance, called the Group of Four. (In Chalabi's office, the arrangement is called the Gang of Four.)

Bayati said the Group of Four represents the "core" resistance against Hussein. The INC, he added, is just "one of many groups."

"No one accepts being represented by the INC," he added.

Missing from the lineup is any significant representation from Iraq's third ethnic group, the Sunni Muslims. The Sunnis, who make up about 20 percent of the population, are the traditional governmental elite in Iraq. Many Sunnis fear being overwhelmed if Hussein, himself a Sunni, is ousted. At least half of Iraqi citizens are Shiites.

Despite the divisions, the Iraqi exiles concur on several deep concerns. One is that even the smallest sign of new cooperation between the Kurds and Washington might provoke Hussein into military action. In the past 10 years, northern Iraq has achieved a level of stability through creation of a quasi-independent Kurdish state. The PUK and KDP, while wary of each other, permit movement between their enclaves and cooperate on the delivery of humanitarian goods.

"We fear losing what we have achieved. This worry is always at the back of our minds," said Zibari. "If we sign up with the Americans, it would be the point of no return." The Iraqis share suspicions that the United States eventually would be content to impose a new dictatorship, rather than a democratic alternative to Hussein. "A new dictatorship can't be installed," Chalabi advised.

Bayati, the Shiite representative, warned that his community opposed a continuation of Sunni domination in Iraqi life. "A new Sunni dictatorship is not what we want," he said. Bayati and others are especially worried that the United States might opt to replace Hussein with an officer from the Iraqi military. "No more generals!" said Chalabi. "We need a new slate, not a repeat Saddam."

* * * *

Iraq's Wary Kurds Wonder What Washington Has in Mind

By AMBERIN ZAMAN

Los Angeles Times June 3, 2002

IRBIL, Iraq -- Long before terrorist-piloted passenger jets slammed into the World Trade Center, Sept. 11 was a tragic watershed for Iraq's rebellious Kurds.

On the same day in 1961, Iraqi air force jets began raining bombs across northern Iraq, flattening thousands of Kurdish villages and killing many more Iraqi Kurds in a campaign of brutal repression that lasted with few pauses until President Saddam Hussein's defeat in the 1991 Persian Gulf War.

Today, amid speculation that America's post-Sept. 11 war on terrorism will target Hussein next, Iraqi Kurdish leaders see both opportunities and dangers for their people. "We are going through a crucial period in our history," said Massoud Barzani, leader of the stronger of the two rival Kurdish factions that have controlled northern Iraq for more than a decade.

With 50,000 men in arms and control of an area roughly 16,000 square miles, the Iraqi Kurds are the strongest opposition group in the country. U.S. officials acknowledge that the group would be likely to play a substantial role in any effort to overthrow Hussein's regime. Kurdish leaders say their support would come at a price.

"We will not drag our people into any operation that does not guarantee their rights as equal citizens within a fede-

rally administered, democratic Iraq," Barzani said in a recent interview at his sprawling, hilltop headquarters overlooking this Kurdish-controlled city. Barzani had just returned from secret talks with U.S. officials in Germany, where he was joined by his archrival, Kurdish warlord Jalal Talabani, who controls the eastern section of the Kurdish enclave, to discuss the Kurds' potential role.

Barzani declined to give details of the talks. Faced with traditionally hostile neighbors--Turkey, Syria and Iran, all of which have restive Kurdish minorities--and with Hussein's tanks positioned at strategic points around the Kurdish enclave, Barzani would say only that he and about 3.6 million Kurds remain vulnerable and are wary of U.S. intentions.

Recent reports from Washington claiming that the Bush administration has shelved plans to overthrow the Iraqi leader have only served to deepen the Kurds' misgivings. "We were being served attack scenarios for breakfast, lunch and dinner, and now this," said Sami Abdurrahman, a senior Barzani aide. "It is not clear what the U.S. wants."

Memories of the time that Washington encouraged them to rise up against Hussein at the end of the Gulf War, and the United States' failure to intervene when the Iraqi leader's remaining forces retaliated, haunt many Kurds.

Fleeing Iraqi troops, more than 1.5 million Iraqi Kurds massed along the bitterly cold mountains separating Iraq from Turkey and Iran. Television images of their plight prompted an international outcry. Soon after, the U.S. and allies Britain and France declared a "no-fly" zone over the Kurdish north.

"At the end of the Gulf War, the Kurds stuck their heads above the parapet and got it shot off," said a Western diplomat who watches the Kurds closely and spoke on condition of anonymity.

Few Iraqi Kurds conceal their bitterness over the fact that they have come to the world's attention again "only because the Americans need us," as Jano Rojbeiani, a Kurdish American film director, put it. Rojbeiani was in Irbil to promote his new film about the effects of a 1988 chemical attack by Iraqi forces against Kurdish civilians in the town of Halabjah, which killed more than 4,000 people. At the time, he said, "Saddam was not a demon but an American ally against Iran. Nobody cared about the Kurds then."

Yet most Iraqi Kurds readily acknowledge that they owe their unprecedented security of the last decade to allied air protection. Under that shield, and with their share of funds from the United Nations' Iraqi oil-for-food program, the Kurds have been steadily rebuilding their war-shattered region.

They have freedoms unseen elsewhere across Middle Eastern dictatorships, albeit under firm, one-party rule. Ethnic and religious minorities can set up their own parties, radio and television channels, and publish newspapers and run schools. "Nobody forces me to do military service here. I'm all in favor of Kurdish independence," said Hasan Krani Fettah, a 19-year-old English-language student at the local university, airing a sentiment that is shared by many Iraqi Kurds but dismissed as unrealistic by their leaders.

Kurdish leaders have been expanding contacts with the majority Shiite and Sunni Iraqi opposition groups in a bid to present a united front in their talks with the Bush administration.

Representatives from these groups are set to travel to Washington this month for meetings at which Kurdish leaders say they will discuss possible blueprints for a future Iraqi regime.

The administration, however, is unlikely to support Kurdish demands for an independent government loosely linked with Baghdad.

"Yes, we do support regime change, but the Kurds need to work out details with their fellow Iraqis," said a U.S. official who spoke on condition of anonymity. Another reason is that Turkey, a strategic U.S. ally that has long fought a Kurdish insurgency, has threatened to intervene militarily should the Iraqi Kurds show any signs of breaking away from Baghdad.

U.S. and British warplanes enforcing the Kurdish no-fly zone take off from the Incirlik base in southern Turkey. Allied aircraft used Incirlik as a launching pad during bombing raids against Iraqi targets during the Gulf War. The United States sees Turkey's cooperation as vital to any military effort to topple Hussein.

Nechirvan Barzani, who is in charge of running the slice of Iraqi Kurdistan controlled by his uncle Massoud Barzani, said: "The longer the Americans are talking about overthrowing Saddam and not doing it, the greater the likelihood of Saddam attacking us Kurds first. That is the greatest risk of all."

Lesson of Iraq's Mass Murder

Washington Post

By Christine Gosden and Mike Amitay, June 2, 2002

The Sept. 11 attacks and anthrax aftermath have forced Americans to confront the terrible reality that we are vulnerable to chemical, biological or radiological weapons. Enormous resources are being allocated to help law enforcement, health officials and local communities devise effective responses to unprecedented threats. Public health vigilance and responses to threats from infectious agents have advanced, but chemical agents, radiological weapons and biological toxins pose different threats and can cause severe long-term effects, such as cancer. We should be better prepared for threats these weapons pose, especially since we are not the first people terrorized by such weapons of mass destruction.

President Bush and his advisers repeatedly remind us that Saddam Hussein used chemical weapons against the people of Iraq. Indeed, from April 1987 to October 1988 the Iraqi regime attacked 4 million people in Iraqi Kurdistan (northern Iraq) by using combinations of nerve agents, mustard gas and possibly biological and radiological weapons on scores of Kurdish towns and villages. The attacks aimed to subjugate and punish those who supported Iran during the Iran-Iraq war. In the most publicized attack, the town of Halabja was bombarded with mustard gas and nerve agents, killing 5,000 people immediately and severely injuring tens of thousands of others.

Today, 14 years later, the attacks continue to exert long-term effects through cancers, congenital malformations and infant deaths. Yet not only have the United States and the international community failed to address the humanitarian and environmental consequences of the attacks, they have also failed to consider the implications for their own domestic preparedness. Four fundamental questions should have been answered following these tragic exposures to weapons of mass destruction (WMD): What agents were used? What are the most effective means of monitoring environment and people to remove threats from persistent weapons agents? What are the most effective means of researching immediate and long-term effects of different agents? What are the most effective means of developing effective therapies for victims? Only when these questions are answered can we respond effectively to WMD threats.

A first priority is to establish which agents may have been used in Iraq. Although this seems a fundamental step, in practice it is more complex. The keystone of the U.N. system is respect for the sovereignty of governments, and international agencies charged with testing must await requests from governments to investigate possible WMD use. Since the government of Iraq has not requested an investigation into attacks in Iraqi Kurdistan, there is only fragmentary forensic evidence, rather than systematic test results.

A small U.N. team examined sites along the Iran-Iraq border, and Physicians for Human Rights gathered samples from a single site near the Turkish border. These confirmed the presence of mustard gas and the nerve agents sarin and tabun. But for Halabja, the site of one of the world's largest WMD attacks, there has still been no systematic testing.

A second step is to monitor attack sites and surrounding areas to determine persistence of any weapons agents in the environment. All told, some 250,000 civilians may have been directly exposed during attacks and many more affected by contamination of the environment and water table and by lasting effects on animals and food chains. Many others may have been exposed at varying levels during the Iran-Iraq war and in punitive attacks against dissident groups in southern Iraq. The attacks occurred as the Iraqi military was testing, weaponizing and stockpiling a wide range of agents, including anthrax, smallpox, plague, botulinum toxin, aflatoxin, mustard gas and nerve gases such as sarin and VX. Some chemical weapons and biological toxins, such as nuclear and radiological weapons, damage the human genome, causing cancers in those exposed and birth defects and cancers in children born years later. Severe health problems reported throughout Iraq and in neighboring countries suggest environmental damage may be widespread. Yet there is an appalling lack of detailed scientific information on damage to people and their environment.

A third priority is to identify the short- and long-term medical problems associated with each weapon. The terrible long-term effects of mustard gas have been observed in World War I victims, World War II poison gas factory workers, U.S. military test chamber volunteers and Iranian soldiers exposed during the Iran-Iraq war. Long-term effects include laryngeal, pharyngeal and lung cancers, corneal burns causing blindness, severe skin burns predisposing to skin cancer, neurological and psychiatric disorders, infertility and birth defects. A significant proportion of survivors of nerve gas (sarin) attacks on the Tokyo subway suffer from long-term neurological disorders. Immediate deaths from WMD are the tip of a lethal iceberg; the 90 percent or so who survive, face slow and lingering deaths or severe disability.

The fourth lesson, vital to overcoming threats, is to develop effective methods for treating victims. Civilian populations, as the Kurds exemplify, are extremely vulnerable to WMD attacks, lacking gas masks, other protections and effective methods for personal and environmental decontamination. The major contrast between Iraqi Kurds and potential survivors of WMD in the United States is that in Kurdistan, the survivors are currently dying from cancers without benefit of chemotherapy, radiotherapy or pain relief in terminal stages, whereas in the United States such treatment would likely be available. Yet even if treatment responses were available, it is unclear whether conventional approaches are effective in exposed populations, as few evidence-based studies have been conducted among civilians exposed to WMD.

Before the answers to these important questions can be found, adequate medical and humanitarian assistance must be extended to survivors, without which it would be unethical to conduct studies, environmental assessments and medical research necessary to learn from this tragedy. The experience of people in Iraqi Kurdistan is a terrifying example of what happens when a civilian population is unprepared for a chemical weapons attack. The people there continue to live in terror of Iraqi unconventional weapons attacks, just as they live with death and disease resulting from their previous exposures. Now is the time not simply to cite them as victims but also to question the wisdom of our own shortsightedness and lack of compassion, because to aid their survival is to benefit all those at risk from threats of WMD. Christine Gosden is a professor of medical genetics at the University of Liverpool who works at Liverpool Women's Hospital. Mike Amitay is executive director of the Washington Kurdish Institute.

* * * *

IRANIAN CARROTS AND STICKS IN IRAQI KURDISTAN?

RFE/RL IRAQ REPORT
Vol. 5, No. 17, 7 June 2002

Officials in the Islamic Republic of Iran are taking contradictory approaches toward Iranian relations with Iraqi Kurdistan. According to the Islamic Republic News Agency on 1 June, Ahmad Torknejad, governor of Iran's Kermanshah province, called for the bolstering of Iranian-Iraqi Kurdistan trade. Speaking before an export-promotion committee, Torknejad said, "By making proper use of its potential, Kermanshah can serve as a transit route to link Sulaymaniyah in Iraq to the Central Asian and the Persian Gulf states." Meanwhile, the 28 May "Brayati" reported that the air link between Duesseldorf, Germany, and Iraqi Kurdistan via the Iranian town of Urumiyeh continues apace. Total travel time between Duesseldorf airport and the Iraqi Kurdistan regional capital of Irbil is 10 hours, including coach service from Urumiyeh via the KDP-controlled border town of Hajji Umran. Medes Air is owned by Iran's former president and current Expediency Council chairman 'Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, according to a report in the 28 May "Wall Street Journal Europe."

Meanwhile, the Islamic Republic of Iran sent a military delegation to meet Mulla Ali Bapir, leader of the Kurdistan Islamic Group, according to the 30 May "Komal" newspaper. One of the Iranian delegation members was listed as "Commander Foruzandeh." This may refer to Mohammad Foruzandeh, former commander of the Islamic Revolutionary Guard Corps and current head of the \$12 billion Foundation of the Oppressed and Disabled (Bonyad-i Mostazafan va Janbazan). The Kurdistan Islamic Group is the latest incarnation of 'Ali Bapir's Islamist militia and political party. According to the December 2001 "Middle East Intelligence Bulletin," Bapir broke away from the Islamic Unity Movement in August 2000, because of personal differences with rivals Mullah Abdul Aziz and Mullah Sidiq.

As the PUK cracked down on the Iranian and Al-Qaeda-supported Jund al-Islam in September 2001, Ali Bapir became the leader of the more moderate Islamist opposition. While not as militant or radical as the Jund al-Islam (subsequently renamed Ansar al-Islam and then Pistiwanani Islami la Kurdistan), Iranian attempts to co-opt the Kurdistan Islamic Group could spell trouble for Jalal Talebani's secular and pro-Western Patriotic Union of Kurdistan.

The Islamic Republic has armed and financed radical Islamist groups in recent years, as well as the secular but fiercely anti-Turkish Kurdistan Workers' Party (PKK) (See "RFE/RL Iraq Report," 12 April and 26 April 2002). On 27 May, the PUK's Kurdish-language daily "Hawlati" reported warnings of terrorist attacks in Sulaymaniyah by Pistiwanani Islami la Kurdistan. Officials discovered and diffused a magnetic TNT bomb in the garden of the Shaykh Muhyi al-Din Social and Cultural Center in Sulaymaniyah, according to "Hawlati." (Michael Rubin)

* * * *

Turkey To Buy 4 AWACS Planes From Boeing; Project Worth \$1.1 Billion

Anatolia June 2, 2002

WASHINGTON D.C. - The contract on an airborne warning and control system AWACS aircraft project was signed on Tuesday.

The project is worth of 1.1 billion U.S. dollars.

Sources told A.A correspondent that Defense Industry Undersecretary officials and representatives of U.S. Boeing company signed the contract. Under the contract, Turkey will purchase four 737 type AWACS aircraft from Boeing.

Turkey will have the option to increase the number of aircraft to be purchased to six.

Patrick Gill, the deputy chairman of Boeing company responsible for AWACS, told A.A corespondent that they expected the contract to be ratified by the U.S. congress and take effect till fall. AWACS project will be financed by Defense Industry Promotion Fund and thus, it will not cause any burden on Turkey's national budget and economic programme.

The aircraft are expected to be delivered to Turkey within two or three years.

Turkish Aerospace Industries Inc. (TAI) and Havelsan will take part in production of aircraft.

* * * *

L'opposition pour un renversement du régime à Bagdad avec l'aide US



DUBAI, 7 juin (AFP) - 17h27 - L'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) a affirmé vendredi à l'AFP que l'opposition irakienne était favorable à un renversement du régime du président Saddam Hussein, avec le soutien des Etats-Unis.

"L'opposition irakienne, y compris les kurdes, est favorable au renversement du régime dictatorial à Bagdad, même avec une aide étrangère, y compris celle des Etats-Unis", a déclaré M. Latif Rachid, un porte-parole de l'UPK, de Jalal Talabani.

"Ce que nous voulons c'est un changement radical pour instaurer un régime démocratique, pacifique, qui reconnaît les droits du peuple irakien", a ajouté M. Rachid, en plaidant en faveur de "l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Irak".

M. Rachid a affirmé que M. Talabani et M. Massoud Barzani, le chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), avaient évoqué récemment en Allemagne "les moyens de poursuivre la mise en application l'accord de Washington" conclu entre les deux factions rivales en 1998, sous l'égide des Etats-Unis, après plusieurs années d'affrontements sanglants pour le contrôle du Kurdistan irakien, qui avaient fait plus de 3.000 tués.

M. Rachid a par ailleurs catégoriquement démenti des informations de presse faisant état de "visite secrète" la semaine dernière à Washington de MM. Talabani et Barzani. Selon ces informations, les deux hommes auraient demandé aux Américains de leur accorder la région de Kirkouk, riche en pétrole, en contrepartie de leur soutien au renversement de Saddam Hussein.

Les Etats-Unis ont multiplié les contacts avec les groupes d'opposition irakiens dans le but de renverser le régime du président Saddam Hussein, a affirmé récemment le quotidien Washington Post.

Washington accuse le régime irakien de développer des armes de destruction massive.

Putin is in a bind ■ By Stephen Sestanovich

Russia can't please Iran, Iraq and America

WASHINGTON
Iran and Iraq have created problems in Russian-American relations for years. In the last decade both have had good relations with Russia while the United States has considered them enemies. U.S. officials have long complained that Russian diplomats shield Iraq from pressure in the United Nations. George Tenet recently told Congress that Iran still gets "significant" Russian help on long-range missiles and nuclear weapons.

The new amity between Moscow and Washington, which Vladimir Putin surely wants to preserve, gives him reason to help George W. Bush.

So Putin is repositioning himself — but only a little. Russian diplomats, who last year blocked revisions to the international sanctions imposed on Iraq, have joined with the United States to put a revised program in place. Where they used to say Iraq needs assurances that sanctions would be lifted if Iraq met international demands, the Russians now emphasize Iraq's obligation to show that it has no weapons of mass destruction.

Russia's handling of Iran also hints at change. After Bush's "axis of evil" speech in January, Putin quickly canceled a visit to Moscow by the Iranian foreign minister. Recently he broke with Tehran on territorial control of the Caspian Sea, siding for the first time with other energy-producing states in the region. And in Moscow, Putin offered what Bush called "comforting" assurances about safeguards for the nuclear reactor that Russia is building in the Iranian city of Bushehr.

These steps are a start, but they do not wrest control from Russian domestic interests that benefit most from keeping Russian policy on Iran and Iraq as it is.

Russian companies have by far the largest share of Iraqi trade under the United Nations' oil-for-food program, and Iraqi officials admit that this favoritism has only one purpose: to buy Russian support. Saddam Hussein has also offered Russian companies the rights to vast future energy development projects — worth, Russians boast, as much as \$60 billion.

That is why Russian oil and gas companies and major exporters to Iraq want Putin to maintain Iraq's favor by making sure that inspections do not threaten Saddam. Meanwhile, the Russian nuclear power industry wants him to keep Iran's favor by making sure that restrictions at Bushehr do not block covert nuclear cooperation. So far both groups are getting what they want.

Russian officials tell Americans they are ready to discuss ways to ensure that the Bushehr reactor does not help Iran's nuclear weapons program. But the offer is irrelevant as long as Russia provides Iran dangerous nuclear assistance outside of the Bushehr project — and denies it. The Bush administration may not be willing to put up with double-dealing on this issue for very long.

Putin can't be happy with the box he is in. If he yields to pressure from Bush, he gives an opening to critics who say he lets Washington push him around. But rejecting U.S. concerns, which some of his advisers clearly favor, takes the shine off a relationship that is now the

centerpiece of Russian foreign policy.

There is a way to ease Putin's predicament that could help him avert a clash with Washington without seeming to embrace American policy outright: He can close the gap between Russian actions and Russian rhetoric.

If Russian diplomats became unyielding advocates of an exhaustive and unconditional inspections regime in Iraq — and showed they meant it — they would not be doing Washington's bidding but carrying out their own stated policy. And if Putin stopped letting the nuclear power establishment provide dangerous technology to Iran — something he says he opposes — he would be enforcing official Russian policy.

Neither Tehran nor Baghdad will like Russian policies that mean what they say. Saddam may retaliate by ending the favoritism that Russian companies now enjoy. The Iranians may say that if the flow of illicit technology is cut off they will cut back their legitimate trade with Russia, too.

Standing up to Russian business interests will carry political costs for Putin. But by doing so, he can enhance American confidence in the new partnership with Russia — perhaps enough to get Washington to discuss how Russia's economic sacrifices should be recognized.

The writer is a senior fellow at the Council on Foreign Relations and professor of international diplomacy at Columbia. He contributed this comment to The New York Times.

The decision is Bush's ■ By Fred Hiatt

Keep on letting Saddam have his way?

WASHINGTON
On a Sunday morning talk show, the defense secretary was blunt about the danger posed by Saddam Hussein and his possession of anthrax, a five-pound bag of which could destroy, he said, half the population of Washington.

"Days may go by without posing a threat immediately, but weeks or months, and then he's able to reconstitute his capacity to develop large amounts of chemical and biological weapons," the Pentagon chief said. "We're well aware of the ticking of the clock."

Donald Rumsfeld, speaking yesterday? Not quite. The warning came from President Bill Clinton's defense secretary, William Cohen, in November 1997 — some 236 weeks ago.

It has been that long since United Nations weapons inspectors were able to do their job effectively. (Since December 1998 they have not been in Iraq at all.) Saddam has been free to seek nuclear weapons and add to his stock of chemical and biological arms.

David Albright and Kevin O'Neill, nonproliferation experts, said in a paper last June: "The lack of in-

spectations and monitoring in Iraq makes it extremely difficult, if not impossible, to detect, let alone assess, Iraqi efforts to reconstitute its nuclear weapons program and other WMD programs. Given Saddam Hussein's long-standing commitment to obtain nuclear weapons, it is likely that Iraq continues this quest."

In 1998 there seemed to be consensus about the danger of leaving Saddam unchecked in this way. National security adviser Sandy Berger noted that, unlike any other living dictator, Iraq's leader had used chemical weapons repeatedly.

Clinton agreed that the United States could not stand by. "If we fail to respond today, Saddam Hussein and all those who would follow in his footsteps will be emboldened tomorrow by the knowledge that they can act with impunity," Clinton said.

Since then Saddam has acted with impunity; the United States has suffered an unsolved attack by anthrax; the president has eloquently explained why Iraq belongs to the axis of evil — and yet the only change in Iraq is that it is selling more and more oil.

The problem is that doing something about Sad-

dam and his anthrax is difficult. It was difficult for Clinton, which is why he stopped pushing after 1998; and it is difficult for George W. Bush today.

It is unlikely that UN inspectors could uncover what Saddam has had three and a half years to hide. In any case, Iraq refuses to let inspectors in. Economic sanctions have not changed his behavior. Which leaves force, with all its risks and uncertainties.

The U.S. Joint Chiefs of Staff are reluctant. Institutionally, they are designed to worry about present dangers. Many people might die in a war. Allies might not cooperate. Saddam might use his weapons

of mass destruction. Iraq could fracture, or find itself ruled by someone just as odious. U.S. forces would be stretched and vulnerable in other parts of the world.

It is the president's unenviable job to think further ahead — to balance all those dangers against the prodigious risk of allowing a known war criminal and sponsor of terrorism to continue to accumulate these fearsome weapons.

It is possible that Saddam already has attacked with anthrax, and will do so again, more lethally, and we will not know the source. As far back as 1997, the ever playful Tariq Aziz, Saddam's deputy prime minister, told Time magazine that his government did not engage in terror attacks but that others did, and that as a result of U.S. attacks on Iraq "more people would be in that mood."

So it is a quandary. If Bush continues to do nothing, and Saddam dies quietly in his sleep, to be succeeded by a peace-loving and democratic government, the reluctant generals will be proved right. If Bush acts to unseat Saddam, we will never know whether the resulting casualties and disruptions prevented something worse.

And if Saddam slips some germs or toxins out of Iraq in a diplomatic pouch to loosely allied terrorists who distribute them over Washington, hawks may never be sure enough to say "I told you so."

The Washington Post

OTHER COMMENT ■ Ask about germ weapons

President Bush and his advisers repeatedly remind us that Saddam Hussein used chemical weapons against the people of Iraq. Indeed, from April 1987 to October 1988 the Iraqi regime attacked 4 million people in Iraqi Kurdistan by using combinations of nerve agents, mustard gas and possibly biological and radiological weapons on scores of towns and villages. The aim was to subjugate and punish those who supported Iran during the Iran-Iraq war.

In the most publicized attack, the town of Halabja was bombarded with mustard gas and nerve agents, killing 5,000 people immediately and severely injuring tens of thousands of others.

Today, 14 years later, the attacks continue to exert long-term effects through cancers, congenital malformations and infant deaths. Not only have the United States and the international

community failed to address the humanitarian and environmental consequences of the attacks, they have also failed to consider the implications for their own domestic preparedness.

Four fundamental questions should have been answered following these tragic exposures to weapons of mass destruction. What agents were used? What are the most effective means of monitoring environment and people to remove threats from persistent weapons agents? What are the most effective means of researching immediate and long-term effects of different agents? What are the most effective means of developing effective therapies for victims? Only when these questions are answered can we respond effectively to WMD threats.

— Christine Gosden and Mike Amitay, commenting in The Washington Post.

■ ANKARA

Ecevit alone can decide his future, deputy says

The Turkish deputy prime minister, Devlet Bahçeli, said Tuesday that the ailing prime minister, Bulent Ecevit, must decide for himself if and when the time is right to step down.

The comments by Bahçeli, whose Nationalist Action Party is second to Ecevit's Democratic Left Party in the governing three-party coalition, were the first from a senior government figure on the matter.

Under most interpretations of the constitution and coalition agreements, if Ecevit stepped down, Bahçeli would take over until the prime minister's party could elect a new leader. (Reuters)

Iraq increases attacks on air patrols

By Thom Shanker

The New York Times

BRUSSELS: After a significant lull in Iraq's efforts to shoot down U.S. and British warplanes patrolling two no-flight zones over its territory after Sept. 11, those efforts have increased again to worrisome levels in recent weeks, according to the British defense secretary, Geoff Hoon.

"Immediately after September the 11th, there was quite a fall-off in the incidents over the no-fly zones," said Hoon, who spoke Wednesday to reporters aboard Secretary of Defense Donald Rumsfeld's plane to a NATO defense ministers' meeting here.

"Indeed, we judged that the regime in Iraq seemed to have got the message, that military action would follow if they were not very, very careful," Hoon said.

But he added that recently "there has been an increase in the number of attacks on aircraft" flown by British and

U.S. pilots over the northern and southern no-flight zones set up a decade ago by the United Nations.

Hoon declined to say whether the attempts to shoot down allied warplanes were being matched by any other kind of war footing in Iraq, in particular in its program to acquire weapons of mass destruction.

"But clearly, they are feeling a little more confident than they have in the recent past, and that's obviously a concern for our people, for the very important job that they're doing," Hoon said, referring to the British and U.S. pilots.

After a day of talks in London, Rumsfeld and Hoon emphasized that no decisions had been made on military action to topple President Saddam Hussein.

But Hoon said, "We both believe that Iraq would be a much better place" if Hussein were no longer ruling.

Hoon emphasized the importance of allowing UN weapons inspectors back into Iraq with the freedom to roam the nation.

"Unless and until we have UN-mandated inspectors on the ground, freely going where they want to in Iraq, we can only be deeply suspicious as to what is happening there," he said. "We obviously have to take appropriate action to deal with that threat."

Rumsfeld, however, has expressed skepticism about the ability of international arms monitors to puncture what he has described as disinformation, deceptions and denials from Hussein.

Rumsfeld said Wednesday that "the Saddam Hussein regime in Iraq has had a sizable appetite for weapons of mass destruction. Every month that goes by, their programs mature."

That, he said, "is not something that is a happy prospect for that region."

Rumsfeld was in London and then Brussels on Wednesday, opening a 10-day tour that will also take him to Estonia, for a meeting with Nordic and Baltic defense ministers, and to three Gulf states before visits to India and Pakistan.

L'Autriche veut contraindre ses étrangers à apprendre la langue allemande

L'opposition dénonce le projet de « contrat d'intégration » soumis au Parlement

VIENNE

de notre correspondant

Parkings paisibles, pelouses au cordeau, façades vierges de graffiti : ce lotissement de Simmering, un quartier populaire à la périphérie de Vienne, ne ressemble guère à l'image qu'on se fait, en France, d'une cité HLM. « En Autriche, les étrangers n'ont pas le droit d'habiter des logements subventionnés », rappelle Ozden Oksüz. Mais le jeune homme, devenu technicien du son après un CAP de plombier, vit à Vienne depuis l'âge de 12 ans et a acquis la nationalité autrichienne, tout comme ses parents, arrivés de Turquie dans les années 1980.

Habillée à l'occidentale, sa mère travaille comme femme de ménage dans une école, le père a pris une retraite anticipée, pour raisons de santé, après une série de modestes emplois dans des entreprises de nettoyage. « J'aurais bien aimé faire autre chose, regrette-t-il, mais je butais toujours sur le problème de la langue ». Malgré les années passées à Vienne et les cours glanés de temps à autre auprès de la municipalité, lui et sa femme parlent encore un allemand approximatif. Dans le séjour trône la télévision, branchée en permanence sur les nombreuses chaînes turques : « Ça nous donne des nouvelles du pays, et puis nous avons trop de mal à suivre les programmes autrichiens ou allemands », explique le père.

La famille Oksüz n'est pas concernée par le nouveau projet de loi sur les étrangers, adopté mardi 4 juin par le gouvernement autrichien, qui doit être approuvé en juillet par le Parlement à majorité noir-bleu, les couleurs du Parti du peuple (chrétien conservateur, ÖVP) et de ses alliés populistes du FPÖ (Parti libéral d'Autriche) : à dater de janvier 2003, les nouveaux immigrés,

et les étrangers extérieurs à l'Union européenne vivant depuis moins de cinq ans en Autriche, devront souscrire un « contrat d'intégration » qui les oblige à apprendre la langue et à se familiariser avec les « usages » en vigueur dans le pays d'accueil. En sont dispensés tous ceux qui peuvent prouver une maîtrise suffisante de l'allemand, ainsi que les « cadres » ou techniciens spécialisés dont les compétences sont précieuses pour l'économie autrichienne (leurs conjoints, en revanche, y seront soumis).

privés d'allocation-chômage pendant six à huit semaines s'ils rechignent à suivre ces cours.

« DÉSINTÉGRATION »

Les ténors conservateurs ont beau souligner que la loi, annoncée par la droite populiste dès l'été 2001, ne vise ni les vieillards ni les enfants d'âge scolaire, et qu'il s'agit d'inculquer des rudiments de base, et non pas « l'allemand parlé à la cour impériale », cette innovation du gouvernement noir-bleu suscite un concert de critiques. L'opposi-

intention », commente Michael Chalupka, directeur de la diaconie catholique.

Les organisations de soutien aux immigrés déplorent que le gouvernement n'ait pas tenu compte des remarques formulées par les experts, et n'ait retenu du « modèle néerlandais » dont il prétend s'inspirer (le programme WIN, ou *Wet Inburgering Nieuwkomers*, instauré en 1998) « que les sanctions », en évitant soigneusement de donner de nouveaux droits aux étrangers. Ceux-ci restent exclus de l'aide au logement et des aides sociales dans sept Länder sur neuf, n'ont pas de droit de vote passif aux élections professionnelles, ni celui de participer aux scrutins communaux (sauf quand ils sont originaires de l'UE).

Bien que la réglementation européenne lui en fasse obligation, l'Autriche ne s'est toujours pas dotée d'une loi antidiscrimination, et il reste possible pour des employeurs ou des propriétaires de logements de passer des annonces réservées explicitement aux « nationaux ».

Unique concession : les membres de la famille d'un travailleur immigré auront enfin accès au marché du travail après cinq ans de séjour légal en Autriche. Dans la foulée, l'ÖVP a arraché à ses alliés populistes, champions de l'« immigration zéro », un assouplissement de la réglementation sur les travailleurs saisonniers, que réclamait depuis longtemps le patronat. De son côté, le FPÖ a dû renoncer aux aspects les plus répressifs de son projet initial, par exemple la suppression de l'allocation chômage pour les récalcitrants, qui seraient en contradiction trop flagrante avec les conventions de l'UE.

Joëlle Stolz

En Italie, empreintes digitales et expulsions

Après un débat houleux, mardi 4 juin, la Chambre des députés a approuvé, par 279 voix contre 203, un projet de loi sur l'immigration permettant de durcir considérablement les conditions d'entrée et de séjour des immigrés en Italie. Cette loi est dénoncée comme « raciste » par l'opposition qui estime qu'elle ne fera qu'augmenter l'immigration illégale. Les mesures les plus contestées sont les empreintes digitales exigées de tous les étrangers non originaires de l'Union européenne au moment de la demande ou du renouvellement du permis de séjour ; l'emploi des navires de la marine militaire pour lutter contre les débarquements de clandestins ; l'octroi du permis de séjour lié désormais au contrat de travail ; l'accélération des procédures d'expulsion ; les regroupements familiaux plus difficiles. Par ailleurs, il n'y aura pas de régularisation généralisée des immigrés travaillant au noir comme le demandaient les centristes.

Cette loi avait été une des conditions de l'accord électoral passé entre le président du conseil, Silvio Berlusconi, et la Ligue du Nord d'Umberto Bossi.

Le ministère de l'intérieur estime que cette nouvelle disposition touchera entre 18 000 et 30 000 personnes. Les coûts des 200 heures d'enseignement obligatoire seront assumés pour moitié par l'immigré, l'autre partie étant couverte par l'Etat fédéral, qui restreindra ou même supprimera toute contribution financière en cas de manque d'assiduité, la sanction ultime pouvant aller jusqu'au refus de prolonger le permis de séjour. Les chômeurs étrangers de longue durée, en principe non expulsables, seront

tion socialiste et écologiste dénonce un « contrat de désintégration » qui porte « la signature xénophobe du FPÖ », selon la députée Terezija Stoisits, porte-parole des Verts pour les questions d'immigration.

Dès que le contenu du projet a été révélé, en mars, le président de Caritas à Vienne - le Secours catholique -, Michael Landau, y a vu un « diktat et une aberration pédagogique ». « Si le gouvernement voulait vraiment enseigner la langue, il offrirait au moins 600 heures d'enseignement, mais telle n'est pas sa véritable

Sc.Monde JEUDI 6 JUIN 2002

Le Danemark durcit sa politique d'immigration

Le pays qui présidera l'Union au 1^{er} juillet se veut un « exemple » pour les autres Etats

LE PREMIER MINISTRE danois, Anders Fogh Rasmussen, ne cache pas sa satisfaction après avoir fait voter, le 31 mai, au Parlement de Copenhague une loi visant à durcir radicalement la politique

d'immigration du pays. Au point que celui-ci déclare, à moins d'un mois du début de la présidence danoise des Quinze, le 1^{er} juillet, que « le Danemark pourra servir d'exemple à d'autres pays ». Et d'avancer :

« J'ai pu remarquer qu'une tendance règne en Europe pour renforcer les réglementations concernant l'asile politique, et beaucoup de pays sont intéressés par une politique d'intégration raisonnable. »

Cette loi, adoptée par 59 voix des partis du gouvernement libéral-conservateur du premier ministre et du Parti du peuple danois (DF, nationaliste populiste), contre 48 de l'opposition de centre-gauche, et qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet, vise trois points essentiels : rendre plus difficiles le regroupement familial, l'obtention

de la nationalité danoise et du statut de demandeur d'asile. Le ministre chargé de l'immigration et de l'intégration, Bertel Haarder, espère ainsi réduire de moitié le nombre de réfugiés au Danemark. « Plusieurs milliers d'étrangers en moins », renchérit la chef de file xénophobe du DF, Pia Kjaersgaard.

Dans le détail, les mesures prévoient la suppression du statut de réfugié accordé de facto, réservant ainsi le droit d'asile aux réfugiés relevant des conventions internationales. Les déserteurs étrangers, par exemple, n'obtiendront plus l'asile

au Danemark. La loi précise, en outre, que les réfugiés pourront être rapatriés lorsque la situation du pays d'origine le permettra.

Le regroupement familial ne sera accordé qu'aux personnes ayant déposés une somme de 7 000 euros sur un compte bancaire, être capables de subvenir aux besoins financiers du nouveau-venu et disposer d'un logement suffisant. Le droit au regroupement familial accordé aux personnes âgées de plus de 60 ans est supprimé.

La loi fixe à 24 ans, y compris pour les Danois, l'âge minimum du mariage avec un partenaire étranger souhaitant venir s'installer dans ce petit pays de 5,5 millions d'habitants. En plus, la ou le prétendant au mariage devra prouver que ses « liens » avec le Danemark sont plus forts que ceux avec son pays d'origine. Une Danoise d'origine turque aura ainsi toutes les peines du monde à faire venir au Danemark son fiancé turc et sera probablement invitée par les autorités à s'installer en Turquie.

CONTRÔLES FRONTIÈRES

Le délai d'obtention d'un titre de séjour permanent est rallongé, passant de trois à sept ans, et à dix ans si le demandeur a été condamné entre-temps à une peine de prison. Il sera refusé si celui-ci a contracté des dettes. Le titre de séjour permanent ne sera obtenu qu'après un examen portant sur la pratique de la langue, la culture et l'histoire du royaume. Les nouvelles mesures prévoient encore la réduction de l'aide aux immigrés durant les sept

premières années de leur séjour.

Cette crispation de la politique danoise a encore été illustrée la semaine dernière, lorsque la ministre de la justice, Lena Espersen, a décidé de provisoirement « réintroduire, lors de la présidence de l'UE, le contrôle frontalier [disparu avec l'entrée du Danemark dans l'espace Schengen le 25 mars 2001] afin de maintenir la loi et l'ordre ».

Nicolas Bourcier

The Economist June 8th 2002

Denmark's immigration law

We're full up too

COPENHAGEN

The Danes say other Europeans may copy their immigration rules. Really?

THE centre-right government of Anders Fogh Rasmussen repeated its "three fundamental considerations" when it forced through controversial new rules on immigration last week. First, it would honour Denmark's commitments to international conventions on refugees and people who have been persecuted. Second, it was determined to stem the flow of incoming foreigners and make state welfare for them less generous. Third, it would promote new ways to assimilate foreigners already in Denmark. The package takes effect on July 1st, the day that Denmark takes up the EU's six-month presidency.

The second consideration is the most controversial. Only long-time residents will have full access to Danish state welfare. Newcomers, whether asylum-seekers or other kinds of migrants, will have to wait seven years before getting permanent-residency permits to entitle them to full unemployment benefit. This means, for example, that an out-of-work couple with four children will see its monthly cash benefits nearly halved from DKr21,044 (\$2,660) to DKr10,578 during that seven-year period.

Another novelty is that Denmark will consider granting asylum only if the application is made in Denmark itself; embassies and consulates abroad will no longer serve as conduits. And under the new laws, the definition of a refugee will become more rigorous. The Danes will henceforth consider taking in people only if, as the Geneva Convention puts it, they have a well-founded fear of persecution on grounds of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion. Conscientious objectors or people fleeing war or famine will have no legal right to be deemed refugees, though the government may in exceptional cases grant them a lesser "protection status".

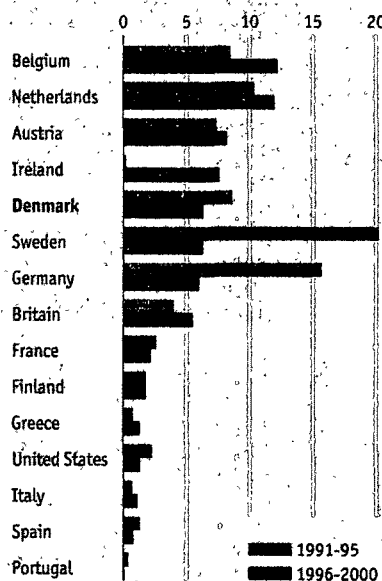
The government policy also places curbs on people seeking to live in Den-

mark in order to join family members already there. Bertel Haarder, Denmark's minister for refugee, immigration and integration affairs (who is also his government's Europe minister) says that many of those given residence permits in the past are young people in forced or arranged marriages. Now couples under the age of 24 will no longer be able to get residence permits; those who are older will have to meet conditions concerning the size of their homes and their incomes. Even indigenous Danes will find it hard to bring in foreign spouses.

Mr Fogh Rasmussen's coalition government is a minority one. To get his package through, he needed the votes of the anti-immigration Danish People's Party, which holds the balance of power in parliament—and says the new measures are just a first dainty step.

Who takes most?

Five-year total of asylum-seekers per 1,000 population



Source: OECD

CLANDESTINS ■ Un passeur kurde abattu dans un affrontement Coups de feu sur Sangatte

CALAIS
De notre correspondante

Il est un peu plus de 21 heures mercredi soir lorsque plusieurs appels parviennent au centre de secours de Calais. Les témoins font état d'un nouvel affrontement entre une trentaine de personnes « vraisemblablement du centre de réfugiés de Sangatte ». Elles mentionnent l'échange de plusieurs coups de feu.

Les secours arrivent rapidement sur place rue Marcel-Doret, dans une petite zone artisanale non loin du port de Calais. Mais il est trop tard. Sous le pont d'une bretelle de la rocade est menant au terminal des ferries à destination de l'Angleterre gît un jeune Kurde mortellement blessé d'une balle en pleine tête. Il s'agit d'un réfugié âgé d'un peu plus de 25 ans. Son identité n'a pas été révélée.

Les policiers de Calais et leurs collègues de l'air et des frontières arrivent en renfort. Sur les lieux du drame, les représentants de l'ordre retrouvent au moins deux armes blanches dont un couteau de cuisine. On parle aussi d'une bombe lacrymogène.

En avril, déjà, un jeune clandestin hébergé dans le centre était mort de plusieurs coups de couteau lors d'un règlement de comptes.

D'importantes traces de sang font penser à l'existence d'un ou de plusieurs autres blessés. Les recherches sont aussitôt lancées...

Deux groupes de personnes sont arrêtés à quelques encablures du lieu du drame. Au total, ce sont dix individus qui sont interpellés et placés en garde à vue au commissariat de Calais. Une



Selon les premiers éléments de l'instruction, la victime, un réfugié âgé d'un peu plus de 25 ans, était un passeur, et la rixe aurait opposé des bandes rivales. Photo François Lo Presti/AFP

Les caïds kurdes à la solde des mafias

CHAQUE RIXE OU RÈGLEMENT DE COMPTES à Sangatte dresse l'une contre l'autre les communautés kurde et afghane. À l'origine, il n'y aurait pourtant pas d'antagonismes entre ces deux peuples.

« Ces violences sont directement engendrées par le hangar de la Croix-Rouge qui ne devait être que provisoire, précise Rusen Werdi, responsable des droits de l'homme à l'Institut kurde de Paris. Prévu pour 800 personnes, il en accueille actuellement le double. Ces conditions extrêmes entraînent inévitablement des mésententes ponctuelles. »

De la même manière, ces faits divers placent invariablement les Kurdes en première ligne. « La majorité des clandestins sont des Kurdes d'Irak qui viennent d'une zone autonome, poursuit Rusen Werdi. On ne peut pas les expulser, en raison de l'embargo aérien. Mais pour eux, la France n'est plus une terre d'accueil. Ils préfèrent tenter le coup en Grande-Bretagne. »

Ces derniers sont davantage des réfugiés politiques que des réfugiés économiques. Leur niveau de vie au Kurdistan irakien est, en effet, dix fois supérieur à celui des habitants de Bagdad. Ils bénéficient, en outre, d'un Parlement élu et d'infrastructures bien meilleures que celles de leurs voisins.

« Ces gens fuient, parce qu'ils ont peur des représailles de Saddam Hussein, note la responsable des droits de l'homme. Après la guerre du Golfe, l'Irak a déplacé près de deux millions de Kurdes. Alors ils sont prêts à dépenser beaucoup d'argent pour partir. »

Enfin leur nombre, leur relative assise financière et la difficulté de traverser la Manche font des passeurs kurdes de véritables petits caïds locaux. « Il s'agit de laissés pour compte qui profitent de la situation. Mais ils ne sont que les derniers maillons de la chaîne, à la solde des mafias turque et albanaise. »

enquête judiciaire est ouverte. Selon les premiers éléments de l'instruction, la victime était un passeur et la dispute aurait opposé des bandes rivales. C'est souvent le cas. En avril déjà, un jeune clandestin hébergé à Sangatte était mort de plusieurs coups de couteau lors d'un règlement de comptes. Mais c'est la première fois que les rivaux utilisent une arme à feu...

Hier, les recherches ont repris autour de la zone d'activité où s'était déroulée la dispute meurtrière. L'enquête devrait apporter la lumière sur ce nouveau drame qui relance la douloureuse question de l'avenir du centre de la Croix-Rouge. Prévu pour accueillir 600 personnes, il dispense soins, nourriture et hébergement à près de 1.600 Kurdes, irakiens et Afghans.

Barbara Six

Laurence Ubrich

L'Etat turc se mobilise contre les prénoms kurdes



ISTANBUL, 7 juin (AFP) - 12h27 - En donnant à son bébé le prénom de sa chanteuse préférée, Tufan Akcan, père de famille turc d'Ardahan (nord-est) ne se doutait pas qu'il allait se retrouver poursuivi par la justice pour tentative de sabotage de l'Etat.

Akcan, 26 ans, employé dans le bâtiment, a eu le tort de choisir un nom kurde, Berivan (laitière). C'est pourtant le titre d'une série télévisée très populaire où l'une des grandes stars de la chanson turque, Sibel Can, incarne une jeune Kurde prénommée Berivan.

Comme des millions de Turcs, Tufan Akcan et sa femme sont des fans de Sibel Can et ne ratent pas un épisode de Berivan. Ils sont donc allés enregistrer leur petite fille sous ce nom à la mairie.

Mais un procureur a décelé dans ce nom kurde un symbole anti-turc et Akcan a soudain été soupçonné de terrorisme et soutien aux séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le procureur s'est appuyé dans la procédure engagée contre Akcan sur les loi anti-terroristes draconiennes adoptées pour lutter contre le PKK, qui a mené pendant 15 ans une lutte armée pour une autonomie kurde dans le sud-est anatolien.

Egalement sur la sellette: les employés de la municipalité qui avaient accepté le sulfureux prénom.

Depuis plusieurs mois, les autorités turques sont nerveuses: elles pensent que le PKK a donné pour consigne à ses sympathisants d'annoncer la couleur et de défier l'Etat en donnant des prénoms kurdes à leurs enfants.

Le PKK, entre-temps rebaptisé Congrès pour la liberté et la démocratie au Kurdistan (KADEK), mène ainsi campagne pour la liberté d'expression et la reconnaissance de droits culturels pour les Kurdes, soupçonne Ankara.

La politisation des prénoms met l'Etat turc dans une situation délicate. S'il ne fait rien, il laisse le champ libre au PKK. S'il sanctionne avec toute la force des lois anti-terroristes, il se ridiculise.

Pourtant, le père de Berivan ne parle pas un mot de kurde, sa famille est originaire de la Géorgie voisine. Il est donc tombé des nues quand il a été convoqué par le procureur.

"Je n'aurais jamais cru qu'une chose pareille pourrait arriver", a-t-il expliqué au quotidien Hurriyet. Il a demandé au magistrat comment des millions de Turcs pouvaient suivre la série télévisée si le prénom de Berivan était interdit.

Même la radio officielle turque passe la chanson du générique de l'émission, interprétée par Sibel Can et intitulée Berivan. Et le metteur en scène de la série, diffusée par la chaîne privée politiquement insoupçonnée Kanal-D, a manifesté son incompréhension.

Akcan n'est pas le seul à avoir eu ce genre de problème récemment. A Ardahan, un autre père a été convoqué par le procureur pour avoir prénommé ses enfants Rojin (ensoleillé) et Rohjan (coucher de soleil).

A Izmir (ouest), la police a fait irruption en pleine nuit, d'après des sources kurdes, chez 11 familles qui avaient donné des prénoms kurdes à leurs enfants. Une procédure a été ouverte contre 9 parents soupçonnés de propagande pour une organisation terroriste.

Mais les tribunaux turcs ne suivent pas systématiquement les procureurs. Le parquet de la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Erzurum, compétente pour les crimes politiques, a refusé de donner suite à la procédure contre Akcan et l'autre père de famille d'Ardahan.

Un tribunal de Dicle, dans le sud-est kurde, a lui aussi refusé les procédures ouvertes contre 7 familles ayant en tout 23 enfants aux prénoms kurdes. Une affaire qui a d'autant plus attiré l'attention que la juge elle-même se prénommait Sirvan, un prénom kurde qui, d'après les forces de sécurité turques, est un nom de guerre de membres du PKK.

Role of the opposition in the process or democratisation in Iraq

KurdishMedia.com By Fuad Hussein
07 June 2002

In recent years, democracy has become the main aim of the majority of, if not all, Iraqi opposition groups and parties. It is obvious to have democracy, there must be democratic, social and political forces. In order to have these forces a democratic culture is needed, for which in turn a democratic elite is necessary. The question is: Does Iraqi society possess democratic forces? If so, what kind? Is there a democratic culture in Iraq? What is the role of the elite in relation to this cause. Is there a process of democratisation in Iraqi society? What force or forces guide this process? Is democracy a solution or is it the beginning of a new problem in Iraq?

These questions and many others need serious attention and discussion, so that one can reach some conclusions. I shall try, very briefly, to deal with some of these topics and hope that others will deal with the rest.

Since the Ba'ath Party came to power in 1968, Iraqi society has gone through a process of radical reforms on the basis of the ideology of the Ba'ath Party and the ideas of Saddam Hussein. After that, Iraq has passed through the following stages:

- Centralization of power in the hands of one party and later on in the hands of one family and then one person;
- Domination of the ideology of the Ba'ath Party and the ideas of Saddam; Militarization of the Iraqi society.
- Nationalization of all important economic sectors and government control of all important economic power;
- Demolition of all social and religious centres;
- Glorification of the culture of violence;
- Long internal and external wars enhanced the culture of surviving in groups or as individuals, thus becoming part of the mentality of Iraqi society;

Fear and lack of trust have become strong traits in Iraqi society and even among Iraqis in exile.

These aspects show that there are no democratic values within the present political structure in Iraq.

Let me try to point out the aspects related to the opposition movement and to find if a democratic culture is rooted there. Talking about opposition in Iraq, one must bear in mind that we are not discussing a situation where parties were founded in a democratic atmosphere and have functioned in a parliament. The Iraqi opposition parties were usually founded secretly and their political activities were underground. The secret character of the opposition parties resulted in a very centralistic organization and the main principle is first: 'carry out the order, and then discuss it!' Giving orders has become part of the mentality of the leadership of many parties and obeying these orders has become part of the political culture of the members of the parties. The opposition, being persecuted by the Iraqi regime, developed not only a secret character but also a military discipline. The main opposition groups were and still are involved in military activities next to political ones. They have little space for developing an open and transparent culture, which is necessary for developing a democratic political life. The members of the opposition groups have been either killed and liquidated by the Iraq secret services or are in hiding in Iraq, developing their secret and

important activities, or they have been jailed, or they have gone into exile. Having said that, one must keep in mind that a new situation has emerged since 1991. The power of the regime and its intelligence have been weakened. This gives the various opposition groups the opportunity to move easily, compared to the situation before the Second Gulf War of 1991. The most important change in this field is the existence of the safe haven since 1991, far away from the control of the Iraqi regime. In this area, under the power of the Kurdish parties in Iraqi Kurdistan, a variety of cultural, social, religious and political ideologies has emerged. This new phenomenon in both Kurdish and Iraqi political life has resulted in a radical change in the character of the Kurdish political parties and the entire society in Kurdistan. The Kurdish political parties, especially the two largest ones, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), were resistance parties, fighting for a long time a defensive struggle against the aggression of the Iraqi regime in Kurdistan. Because of years of involvement in the resistance in the mountains, the military character of these organisations was tangible.

The creation of the safe haven has had two important consequences, namely that the leaders and their resistance fighters came back to the towns and that they came to power. Having authority to take care of the lives of more than 3 million people brought a huge responsibility. Dealing with the diversity of the Kurdish society and the existence of many parties have led to a culture of dialogue and of recognition of the other. Although the new situation brought new challenges and many problems and conflicts among the parties, it was possible for the Kurds to

found a system which is incomparable to that in Baghdad. The process of democratisation of any society, but especially societies in which fear and violence have become part of the culture, is an extremely difficult job, complicated by the fact that different regional powers are not very eager to have a democratic process in Kurdistan or in Iraq as a whole.

One can argue that if the Iraqi people get the chance to be free from the regime in Baghdad, they will easily be able to begin with the democratic process like the Kurds have done. Perhaps a better and more developed Kurdistan can function as a model for the future system of Iraq. On the other hand one can also argue that a sick society, such as the one in Iraq, which has neither a democratic culture nor democratic organisations, cannot start building an open system. A key role in Iraq for the Kurds means among other things that a system of coalition must emerge so that one can speak of a large representation of the Iraqi people but also about a stable, sustainable political system in Iraq. In other words, Iraq needs:

- a government with wide representations - a stable, sustainable political system.

The Kurds can play an important, perhaps the most important, part in guaranteeing these two issues. If these two elements will be realised in Iraq, a process of democratisation can start. However, establishing such a system will be very difficult without help from the outside world, especially from the Western democratic countries. It is obvious that many regional countries will be ready to intervene in Iraqi internal affairs and to put obstacles in the way of any political developments in that country. Without the help from the Western countries, they will succeed to reach some of their aims, which are not in the benefit of a democracy in Iraq.

Fuad Hussein is the director of Middle East Bureau in Amsterdam (Holland). This paper was presented in Washington at a Two Day Seminar on the Prospects for Democratic Change in Iraq on 24 May 2002.

* * * *

Musicians Detained at Diyarbakir Festival for Singing Kurdish Song

Ozgur Politika June 4, 2002

The security forces were not able to tolerate the Kurdish songs sung by the Koma Asmin group on the last night of the Diyarbakir Second Culture and Art Festival, whose main theme was "multi-culture." Conducting a raid on the concert hall, the security forces detained the group. Three plays were banned on the first day of the festival on grounds that they were in the Kurdish language. Furthermore, the security forces also raided a slide show and detained photograph artist Yucel Tunca.

On the last day of the festival, which began on 25 May, a street concern was given by the Kamkarlar, an Iranian Kurdish music group; the opening of the bust of Ahmet Arif, a famous poet from Diyarbakir, was conducted and prizes were distributed in memory of Arif; a panel entitled "Third Teacher Ahmede Xani" was held; and writers signed books. During the performance of the Koma Asmin music group, the enthusiasm reached its peak. The members of the Koma Asmin group, which performed on the last night of the festival and which conducts activities within the framework of the Mesopotamia Culture Center, were detained for singing songs in the Kurdish language. Performing on the last night of the festival, the Koma Asmin group sang the "Herne Pes" song at the request of the masses. As a result, the police raided the concert hall and detained eight female members of the group. The detained Koma Asmin members were taken to the DGM yesterday afternoon. Detained group members Besime Yagi, Kadriye Senses, Gulbahar Kavcu, Serap Sonmez, Nurcan Degirmenci, Yesim Coskun, Arife Duztas, Zelal Gokce, Kader Bastas, Ruken Gokce, and Selda Sezgin were taken to the DGM Public Prosecutor's Office today in the afternoon. The Koma Asmin group members were still being questioned when our newspaper was published.

* * * *

IRAN

Reprendre des relations avec les Etats-Unis ? Hum !

Du fait des événements du 11 septembre et du rôle renforcé des Etats-Unis dans la région, l'Iran se retrouve isolé. Les réformateurs voudraient renouer le dialogue avec Washington, au grand dam des conservateurs. L'ancien président Hachemi Rafsandjani ouvre une porte...

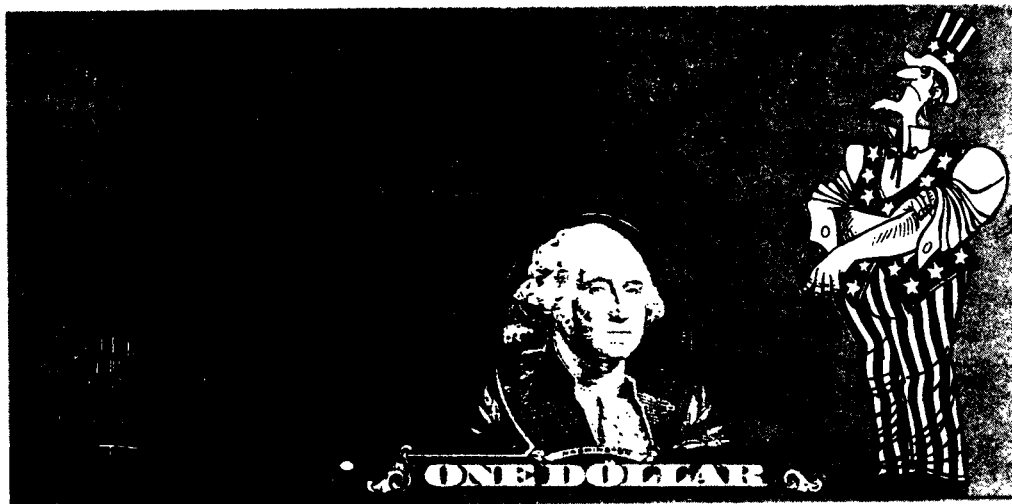
GOZARECH (extraits)

Téhéran

La rumeur concernant la tenue de discussions secrètes entre l'Iran et les Etats-Unis se répand depuis quelques mois. Elle a tout d'abord commencé avec l'information selon laquelle Hassan Rouhani [secrétaire du Conseil national de sécurité] aurait été désigné pour diriger une délégation chargée d'entamer des pourparlers avec les Etats-Unis. La nouvelle a été rapidement démentie par ce même Conseil national de sécurité. Cette information a été suivie par une autre évoquant la réunion de 45 députés proches d'Hachemi Rafsandjani [qui préside actuellement le Conseil de discernement des intérêts supérieurs du régime, institution d'arbitrage aux mains des conservateurs] qui aurait eu pour but de témoigner de l'ouverture des institutions civiles (y compris le Parlement) à l'idée de pourparlers irano-américains. Enfin, l'information – non confirmée – d'une rencontre secrète entre une petite délégation de diplomates iraniens et des émissaires américains à Chypre a renforcé cette rumeur et provoqué la réaction des députés du Majlis [Parlement iranien], qui ont demandé des comptes à ce sujet au ministre des Affaires étrangères, Kamal Kharazi. Les réformateurs proches du président Khatami ont participé à cette effervescence en proposant un cadre de discussion pour la reprise des relations avec les Etats-Unis.

Les responsables iraniens semblent donc être arrivés à la conclusion qu'il fallait d'urgence réévaluer leur politique étrangère et réorganiser leur manière d'appréhender leurs relations avec Washington. Cette réflexion s'inscrit dans une situation de tension mondiale où l'Iran se voit de plus en plus marginalisé par rapport à tous les événements qui bouleversent la région. C'est sans doute ce qui explique pourquoi le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hamid Reza Assefi, vient de déclarer que "si les intérêts du pays le justifient nous établirons des relations avec les Etats-Unis".

Tout le monde sait que la question des relations avec les Etats-Unis dans un pays comme l'Iran relève du tabou, même si celui-ci a été trans-



▲ Sur le panneau : Régime iranien. Dessin d'Habib Haddad paru dans Al Hayat, Londres.

■ Rappel à l'ordre

Le Guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, a violemment critiqué les partisans d'une reprise du dialogue avec les Etats-Unis. Lui emboitant le pas, la justice iranienne, contrôlée par les conservateurs, a adressé une sévère mise en garde à la presse et à tout individu qui défendrait publiquement la nécessité d'un débat

sur la reprise des relations avec les Etats-Unis. Désormais considéré comme un crime, le débat sur le rétablissement des relations irano-américaines a ainsi disparu des pages des quotidiens réformateurs où sont toutefois publiées des critiques argumentées de cette décision judiciaire.

gressé par certaines institutions gouvernementales et par des personnalités comme Hachemi Rafsandjani. Le défi reste toutefois entier pour ceux qui vont s'aventurer dans la mise en œuvre de nouvelles orientations politiques.

Aujourd'hui, les conservateurs sont les seuls à se battre avec acharnement pour empêcher tout débat ou toute initiative pouvant conduire à

l'ouverture de discussions entre les deux pays. Hamid Reza Jalaipour, responsable de plusieurs quotidiens réformateurs interdits et actuellement journaliste indépendant, pense que les conservateurs et la droite extrémiste, dont la survie dépend de la richesse du bazar et des rentes du pouvoir, "ne veulent pas que le gouvernement Khatami soit celui qui puisse se targuer d'avoir réussi le pari de la normalisation des relations avec les Etats-Unis. D'ailleurs, si celui-ci n'était pas au pouvoir, il est fort probable que ces mêmes conservateurs auraient été les premiers à agir en faveur d'un rétablissement des relations entre les deux pays, au besoin en utilisant des arguments religieux."

NOUER DES CONTACTS, MAIS PAS AU NIVEAU DU GOUVERNEMENT

Beaucoup ont été surpris par les déclarations d'Hachemi Rafsandjani lorsqu'il a reçu une délégation de 45 députés proches du Parti des reconstructeurs, formation dont l'ancien président de la République peut être considéré comme le "père spiri-

tuel". Rafsandjani a en effet alors déclaré : "Aucun responsable du gouvernement ne devrait négocier avec les Américains. Néanmoins, les parlementaires et les instances non gouvernementales ont tout à fait le droit de s'entretenir avec eux, tout en respectant les principes de l'indépendance de l'Iran et en refusant les pressions américaines."

Par "responsable du gouvernement", Rafsandjani fait référence à deux groupes : le pouvoir exécutif et une partie du législatif. Toutefois, il est difficile de déterminer si, dans ce cas, Rafsandjani parle comme un simple citoyen ou bien s'il le fait en tant que

chef du Conseil de discernement des intérêts supérieurs du régime. Ce qui est clair, en revanche, c'est qu'il essaie de se situer comme un intermédiaire entre la droite et les réformateurs. Il a ainsi récemment ajouté que "le gouvernement iranien n'avait jamais interdit l'établissement de relations économiques, techniques ou scientifiques entre des citoyens iraniens et les Etats-Unis, dès lors que ces citoyens ne représentaient pas d'institutions officielles". Il est donc difficile de cerner la position de Rafsandjani, qui avait contribué, dans le passé, à la déchéance de personnalités américaines de renom, telles que Robert

McFarlane et Oliver North (scandale de l'Irangate) en dévoilant les négociations secrètes entre les deux pays.

Sa présence active aujourd'hui sur ce terrain est plutôt révélatrice de sa compréhension des problèmes fondamentaux auxquels font face les courants politiques du pays en manque de stratégie à l'égard de la reprise des relations et des négociations avec les Américains. Ces différents courants n'ont ni le potentiel ni la force décisionnelle pour diriger la machine diplomatique dans une mission aussi délicate.

Mohammad Esmail Amini

The Economist June 8th 2002

Turkey's drifting government

What next?

ANKARA

The prime minister is too ill to run the country. But the alternatives are all iffy

LAST week was a busy one for Turkey's powerful National Security Council, where the top generals and politicians discussed such big questions as the abolition of the death penalty, easing bans on broadcasting in Kurdish, and ways to break the impasse over the divided island of Cyprus, all matters needing resolution if Turkey's progress towards joining the European Union is to continue. But Bulent Ecevit, the country's 77-year-old prime minister, was nowhere to be seen. He has a spinal disorder, Parkinson's disease, a cracked rib and an intestinal problem. Can he stay in office much longer?

Commentators in the mainstream media and leading industrialists are among those calling for him to step down. But severe risks attach to just about all the alternatives. Some suggest that a deputy prime minister, Husamettin Ozkan, who belongs to Mr Ecevit's Democratic Left, should take over as caretaker, letting the same government carry on with the economic reforms being overseen by the IMF in exchange for its promised loan of \$16 billion.

But one of the main figures in Turkey's ruling three-party coalition, Devlet Bahçeli, strongly hinted that he would resign if anybody other than Mr Ecevit were prime minister (except, presumably, himself). Mr Bahçeli heads an ultra-nationalist (some call it neo-fascist) party whose forebear, in the 1970s and 1980s, was engaged in street violence and racketeering.

Mr Ecevit says that if he were to step down (and his protective wife Rahsan is still discounting that possibility), the president would ask the leader of the party with most seats in parliament to form a new government. At last count, Mr Ecevit's was ahead of Mr Bahçeli's by just one seat. But Mr Bahçeli is trying to persuade MPs

from other parties on the right to join his, so making himself the front runner to take the top job.

If Turkey's non-executive president, Necdet Sezer, asked Mr Bahçeli to head a new coalition, the IMF and the EU would both be appalled. Though he is much less ferocious than he was, Mr Bahçeli's politics and economics are still pretty hairy. He is firmly against lifting the death penalty and still wants the captured Kurdish rebel leader, Abdullah Ocalan, hanged. He inveighs against easing bans on Kurdish-language education and broadcasting. And he is inclined to make populist promises that

would scupper the IMF's efforts to put Turkey's budget back into shape.

Or, if parliament fails to find a new government, the president could call a general election. This, however, would bother a lot of secular-minded Turks, especially the country's influential generals. For opinion polls suggest that Recep Tayyip Erdogan, an Islamist former mayor of Istanbul, would sail to victory at the head of his Ak, or White, party. The United States, too, twitches at the prospect of Mr Erdogan taking over, lest he be loth to co-operate against terrorism and ends Turkey's cosy military relationship with Israel. Moreover, Mr Erdogan might be reluctant to endorse the IMF's proposals.

The man the West would like to see in charge is Kemal Dervis, who was brought over last year from the World Bank to deal with the country's mangled finances. So far he has excelled. But he too has drawbacks. For one thing, he has no political party. For another, he has an American wife and a German mother, which might make the conservative rural masses think him too foreign. So western diplomats are touting a next-best option, with Turkey's

urbane foreign minister, Ismail Cem, a member of Ecevit's party, taking the helm and Mr Dervis still running the economy.

But even this has snags. Mr Cem would find it difficult to secure the backing of a majority of MPs. And if there were a general election, pollsters say that neither his party nor the other two in the government coalition would even cross the threshold of 10% of the national vote to get seats in parliament. It is hard to see how Mr Erdogan's lot can be kept out of power in the longer run (a general election is due by April 2004 at the latest) unless parliament passed a bill to lower the threshold to let other parties in. But the generals might not like that either, because one of their boogies, the pro-Kurdish People's Democracy Party would then probably get seats.

Every way you look, the upshot is untidily fluid. But Turkey, a strategic pivot between Europe and the turbulent Middle East, needs a fit prime minister. Many Turks now think that rules out Mr Ecevit. ■



Ecevit isn't giving up yet

Compte-tenu des réticences de ses alliés, le président américain a mis en sourdine ses menaces contre l'Irak, au risque de désorienter l'opinion

L'Amérique en mal de stratégie

Washington :
de notre correspondant
Jean-Jacques Mével

Le nom d'Oussama ben Laden a disparu du répertoire de la Maison-Blanche cet hiver, lorsque l'évidence s'est imposée que le chef d'Al Qaida ne serait finalement pas pris « mort ou vif » au bout de l'offensive des Forces spéciales en Afghanistan. Si Saddam Hussein est attentif à ce qui se dit à Washington, il peut se frotter les mains : son nom revient de moins en moins souvent dans le discours du président américain.

George W. Bush est-il en train de flancher face au maître de Bagdad, ennemi quasi héréditaire ? La question, bien sûr dérangeante pour le fils du vainqueur de la guerre du Golfe, vient d'être posée ouvertement dans le *Washington Times*, un quotidien conservateur qui d'ordinaire ne ménage pas son soutien au président républicain.

Jeudi soir, l'inventeur de

« l'axe du Mal » n'a fait aucune allusion à l'Irak lorsqu'il a décliné sur les grandes chaînes de télévision les derniers détails d'« une lutte titanessque contre la terreur ». Le nom de Saddam Hussein avait été pareillement esquivé il y a quelques jours, devant la prestigieuse école militaire de West Point, quand George W. Bush a menacé d'attaques « préventives » tous ceux qui braqueraient leur arsenal de mort contre les États-Unis.

Par comparaison, d'autres responsables américains ne prennent pas de gants. Le vice-président Dick Cheney n'hésite pas à mettre en garde le « dictateur » irakien contre « une réplique décisive de la part des États-Unis et de leurs alliés ». Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, de passage à Bruxelles, presse l'Otan et les Européens « de ne pas attendre des preuves irréfutables pour passer à l'action » contre Bagdad. Pour les « faucons » de l'équipe Bush, la punition exemplaire infligée aux mollahs de

Kaboul n'est pas qu'un modèle. C'était aussi une répétition.

George W. Bush a de bonnes raisons d'être plus mesuré. L'élimination de Saddam Hussein – ou le « changement de régime à Bagdad », comme le dit la Maison-Blanche – est une mission pour laquelle le chef de l'exécutif n'a pas le droit à l'erreur. L'échec, sous l'œil des 70 % d'Américains qui se disent favorables à une attaque contre l'Irak, risquerait tout simplement de naufrager la présidence.

Dans cette réserve, il y a peut-être un peu plus que de la prudence. George W. Bush semble aujourd'hui moins pressé de faire avancer la cause. C'était perceptible lors de sa récente tournée en Europe et en Russie. Le dossier irakien, souvent présenté comme une pomme de discorde, n'a pas fait la moindre vague transatlantique : le président, tout en soulignant que la menace est réelle, a répété partout qu'il n'a « pas de plan de guerre dans son tiroir ». A Washington, les tenants de la ligne

dures ont crié au lâchage, parlant d'« *appeasement* », comme au temps regrettable de Munich.

Vis-à-vis du Congrès et de l'opinion publique, le président tarde aussi à expliquer pourquoi les États-Unis devraient en revenir aux armes contre l'Irak. Sondages obligent, républicains et démocrates font preuve du même enthousiasme patriotique pour en découdre avec Saddam Hussein. Mais la presse et quelques élus alignent leurs doutes en filigrane. Ne serait-il pas raisonnable de laisser à l'ONU une dernière chance ? La campagne d'Irak sera-t-elle vraiment une promenade de santé ? Une fois Saddam Hussein liquidé, qui prendra sa place ? Que faut-il attendre des voisins, la Turquie, l'Arabie Saoudite ou l'Iran ?

Dans le camp républicain, l'influent sénateur Chuck Hagel pose même une question taboue : « Où est l'urgence ? » La crise israélo-palestinienne, le bras de fer indo-pakistanaïse et les cafouillages anti-terroristes



Parmi les opposants au régime irakien, les Kurdes sont les seuls à disposer de combattants aguerris, les pechmergas, regroupés dans leur zone autonome du nord de l'Irak protégée par les États-Unis depuis 1991. (Photo Kevin Mc Kiernan.)

du FBI comme de la CIA remettent l'intrigue irakienne à sa place. George W. Bush, à la différence de son père, ne peut pas invoquer une provocation pour sonner la charge. Saddam Hussein lui-même se tient à peu près tranquille depuis plusieurs mois. Ceux qui croyaient avoir trouvé sa marque dans le carnage du 11 septembre se sont apparemment embarqués sur une fausse piste.

En attendant que George W. Bush vienne expliquer le pourquoi, ce sont les moyens qui agitent le débat aux États-Unis. Le scénario d'une guerre par procuration, sur le modèle afghan, semble *a priori* exclu du fait des divisions intestines et de la faiblesse militaire des opposants à Saddam Hussein (*voir ci-dessous*). Les états-majors retiennent plutôt l'hypothèse d'une offensive de grande envergure,

une invasion de l'Irak sur le modèle de la guerre du Golfe.

Pour les généraux du Pentagone, c'est aussi une manière de retarder l'échéance, voire de remettre discrètement en cause toute l'opération. A en croire le *New York Times*, le général Tommy Franks, cerveau de la guerre d'Afghanistan, évalue les besoins à 200 000 hommes, avec la Grande-Bretagne comme seul force d'appoint. Au

mieux, ce corps expéditionnaire essentiellement américain ne monterait en ligne qu'au début de l'année prochaine.

George W. Bush, lui, se retrouverait confronté à deux risques que son père avait réussi à éviter : la perspective d'un assaut meurtrier sur Bagdad et celle, plus redoutable encore, d'un Saddam Hussein qui puiserait dans ses armes interdites parce qu'il n'aura plus rien à perdre.

Courtisés par Washington, les mouvements anti-Saddam restent divisés et ne semblent pas en mesure d'apporter une alternative au régime

Les exilés irakiens, une opposition de salon

Londres :
de notre envoyé spécial
Luc de Barochez

L'opposition irakienne en exil est une planche pourrie. Si l'Administration Bush n'a pas encore mis à exécution ses menaces contre l'Irak, c'est en partie la faute du manque d'alternative à Saddam Hussein. L'opposition est morcelée. Pas moins de 76 mouvements ont été recensés. Aucun ne constitue une force politico-militaire représentative. Aucun n'a su faire émerger un dirigeant susceptible de prétendre à la succession du maître de Bagdad.

Depuis onze ans et demi que l'armée de Saddam a été boutée hors du Koweït par une coalition internationale emmenée par les États-Unis, les progrès sont inexistantes. Les mouvements d'opposition semblent plus actifs à Londres, où ils sont presque tous représentés, qu'en Irak. Entre la ruche bourdonnante du quartier général du Congrès national irakien (CNI) dans le quartier huppé de Knightsbridge, près de Hyde Park, ou l'immeuble soigneusement banalisé de l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (Asrii), les complots se trament, les plans d'attaque s'échafaudent et les stratégies se discutent avec passion. Mais de concret, point.

Même les États-Unis mesurent leur soutien. Ils ont coupé les vivres en avril à la télévision Hurriyah (« Liberté » en arabe) lancée par le CNI l'été dernier et

dont le budget s'élevait à 200 000 dollars par mois. Le Département d'État a évoqué un « manque de transparence » des comptes du CNI, un organisme parapluie dont ils avaient encouragé la naissance en 1992 pour essayer de regrouper l'opposition. Le CNI affirme que les financements vont reprendre incessamment.

Dans la constellation de l'opposition, les Kurdes sont les seuls à disposer de combattants aguerris, les pechmergas, dans leur zone autonome du nord de l'Irak protégée par les États-Unis depuis 1991. Peuvent-ils être le fer de lance d'une offensive terrestre en Irak, comme les Tadjiks de l'Alliance du Nord l'ont été en Afghanistan ? C'est peu probable.

Les divisions sont profondes entre le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique kurde (UPK), de Jalal Talabani. Les États-Unis essaient de les faire travailler de concert. Mais, pour s'engager, les Kurdes réclament des garanties. « Pour nous, l'essentiel est qu'en cas d'action militaire américaine contre l'Irak nous soyons protégés contre une riposte de Bagdad », explique Dilshad Miran, représentant du KDP à Londres.

Lâchés à trois reprises par les Américains en un quart de siècle, les pechmergas sont devenus méfiants. La dernière mésaventure eut lieu en 1996 lorsque, à la faveur d'affrontements interkurdes, le PDK fit appel à l'armée de Bagdad contre ses rivaux de l'UPK soutenus par

l'Iran. La Garde républicaine irakienne intervint, captura et exécuta plusieurs centaines de militants du CNI. La CIA démonta en catastrophe son opération. Elle exfiltra ses propres agents, mais pas les Irakiens qui travaillaient pour elle. Et les Américains bombardèrent les troupes gouvernementales irakiennes... dans le sud de l'Irak.

Les Kurdes ne manifestent aucun enthousiasme à s'enrôler dans la lutte anti-Saddam, car ils profitent du statu quo. Dans les zones autonomes du nord de l'Irak, ils sont les maîtres chez eux. Ils prélèvent leur dîme sur la contrebande entre l'Irak et la Turquie. « Depuis onze ans, nous avons obtenu des acquis, explique Miran. Nous avons une vraie démocratie, la liberté d'expression, des droits pour les minorités. En dépit des difficultés, nous sommes mieux lotis que le reste de l'Irak. Nous avons nos institutions. Nous préférons construire sur ces bases plutôt que de risquer de tout perdre. » Le programme « pétrole contre nourriture » administré par l'ONU réserve à la minorité kurde 13 % des revenus d'exportation de brut. Elle ne peut pas espérer plus d'un pouvoir central irakien.

Dans le rôle du chef d'orchestre, les États-Unis sont engagés à un changement de régime à Bagdad. L'Iraq Liberation Act, une loi de novembre 1998, autorise le déblocage de 97 millions de dollars pour « soutenir la transition vers la démocratie » en Irak. Mais à qui distribuer l'argent ?

Seuls quelques millions ont été dépensés. Des diplomates disent que l'administration américaine est « profondément divisée » sur l'attitude à adopter vis-à-vis des groupes irakiens.

Le Département d'État a proposé cet hiver l'organisation d'une conférence de l'opposition, en Europe, pour accorder les violons des différents groupes. La réunion, initialement prévue en mai, a été reportée sine die, notamment parce que Washington n'est pas disposé à accorder au CNI la place éminente que ce dernier réclame.

Le CNI, présidé par un ancien banquier chiite qui a eu des en-

« Chacun des groupes principaux d'opposition représente les intérêts d'un des pays voisins »

nuis avec la justice jordanienne, Ahmed Chalabi, s'estime toujours au centre du dispositif anti-Saddam. « Nous œuvrons avec acharnement pour faire chuter Saddam », affirme Chalabi. Mais les Kurdes ont pris leurs distances avec lui et les chiïtes l'ont lâché.

Les opposants chiïtes soutenus par l'Iran de l'Asrii et les dissidents baassistes de l'Accord national irakien (ANI) ont quitté le CNI, qui ressemble de plus en plus à une coquille vide.

Chalabi compte sur les Américains. « Les Irakiens sont prêts à faire ce qu'on attend d'eux,

mais ils ne peuvent pas renverser Saddam tout seuls. Ils ont besoin d'aide. » Il conteste l'accusation américaine de manque de transparence. Selon lui, les États-Unis sont coupables de vouloir tout régenter. « Nous insistons pour que les affaires de l'opposition irakienne restent entre des mains irakiennes », plaide-t-il. Chez les chiïtes de l'Asrii, le représentant à Londres, Hamid al-Bayati, formule des reproches analogues. « Nous avons quitté le CNI car ils étaient financés et manipulés par les Américains. Nous voulons être indépendants. »

Face au déclin du CNI, le Groupe des quatre prend de l'importance. Les délégués des deux partis kurdes, de l'Asrii et de l'Accord national irakien se réunissent régulièrement à Londres, de façon informelle. Une délégation se trouve ces jours-ci à Washington pour rencontrer des responsables de l'administration américaine. « Le Groupe des quatre forme le cœur de l'opposition. Ce sont des gens efficaces, qui

ont vraiment des forces sur le terrain », explique Bayati. Pour le Kurde Miran, « le CNI subsistera comme plate-forme politique. Mais ce ne sera pas le véhicule du changement en Irak. » Lui préférerait un Groupe des quatre élargi à des personnalités sunnites.

L'opposition est handicapée par son manque de bases près de l'Irak. Si l'on excepte l'Iran qui patronne des groupes chiïtes, les pays voisins regardent les opposants avec suspicion, voire hostilité. L'Arabie Saoudite, la Jordanie, la Turquie et Israël partagent un même cauchemar : l'installation d'un gouvernement chiïte pro-Iraniens à Bagdad. Les chiïtes, qui composent la majorité de la population irakienne, s'en défendent. « Dans les années 80, nous avons combattu dans l'armée irakienne contre les Iraniens », se souvient Bayati.

En fait, « chacun des groupes principaux représente les intérêts d'un des pays voisins, explique un responsable religieux chiïte sous couvert d'anonymat. C'est pourquoi il est si difficile d'unifier l'opposition. Saddam est faible, mais l'opposition

aussi est faible. Tous les groupes œuvrent l'un contre l'autre. Saddam se joue de nous ».

Les tentatives de Washington de trouver l'homme providentiel parmi les anciens officiers irakiens piétinent. Plusieurs généraux ont fait défection ces dernières années. Mais beaucoup ont un passé peu recommandable, ce qui interdit aux Américains de les mettre sur le devant de la scène.

Ainsi Nizar al-Khazraji, 64 ans, ancien chef d'état-major de l'armée irakienne réfugié au Danemark depuis 1996, fait l'objet d'une enquête pour crimes de guerre de la part du gouvernement de Copenhague. Il aurait pu participer au gazage des Kurdes à Halabja en 1988.

C'est aussi le cas de Wafik al-Samarrai, l'ancien chef des renseignements militaires, réfugié à Londres depuis 1994. Le général Fawzi al-Chemmari, réfugié aux États-Unis, aurait, lui, employé des armes chimiques contre l'armée iranienne pendant la guerre Iran-Irak.

Le général Najib al-Salehi, ancien général du corps d'élite de la Garde républicaine, réfugié

aux États-Unis, semble plus présentable. Mais des experts doutent de la réalité du « Mouvement des officiers libres » qu'il affirme diriger clandestinement en Irak.

Un analyste irakien, Moustapha Alani, qui travaille comme consultant auprès de l'Institut royal pour les études de défense (Rusi) de Londres, ne nourrit aucune illusion quant à l'efficacité des opposants : « Depuis douze ans, ils ont été incapables de monter le moindre coup d'État, ni même un mouvement de désobéissance civile. Nous ne disposons d'aucune indication qui pourrait laisser croire qu'ils sont capables de déstabiliser le régime, voire simplement d'agir contre lui. »

Selon lui, « si jamais les Américains pensent susciter une alternative politique, elle n'inclura sans doute pas les opposants en exil ».

L'Administration Bush, contrairement à celle qui l'a précédée, « œuvre sérieusement à un changement de régime, dit-il. Mais elle part de zéro. Monter une opération aussi complexe va prendre beaucoup de temps ».

IRAK Donald Rumsfeld propose des « actions militaires préventives » contre des Etats possédant des armes de destruction massive

Contre Bagdad, Bush veut l'appui de l'Otan

Bruxelles :
de notre correspondant
Pierre Bocevo

Sans trop le dire, les États-Unis comptent sur le soutien de l'Otan dans l'hypothèse d'une attaque contre l'Irak. Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense qui vient d'assis-

ter à une réunion avec ses collègues de l'Alliance à Bruxelles, leur a expliqué, en termes généraux, qu'il y avait « nécessité de passer à l'offensive ».

L'Irak n'a pas été singularisé, il a été évoqué avec les autres pays qui, pour Washington, constituent « l'axe du mal ». Mais le patron du Pentagone a explicitement fait

état d'une discussion sur « la prolifération des armes de destruction massive parmi les Etats terroristes. Ce danger, insiste-t-il, n'est pas théorique, il est réel ».

Interrogé spécifiquement sur la question de savoir s'il attendait de l'Otan qu'elle fût prête à lancer une « action militaire préventive » contre de tels « Etats terroristes », le secrétaire à la Défense a d'emblée affirmé qu'il répondrait « légèrement à côté » de la question. Après une série de circonlocutions, il n'en a pas moins expliqué que « la seule défense consiste à faire l'effort de rechercher ces réseaux (terroristes) globaux et de s'en occuper comme les Etats-Unis l'ont fait en Afghanistan ».

Si l'Irak a donc bel et bien

été au menu des ministres, un haut responsable du Pentagone a pris soin de préciser, sous couvert d'anonymat, qu'il n'y avait eu « aucune discussion spécifique sur la manière de traiter des pays précis ». Personne n'a parlé, selon cette source, d'éventuelles « actions préventives ».

La tonalité n'en est pas moins claire. Le moment venu, il faudra agir. Et sans doute à titre préventif puisque, pour Don Rumsfeld, « la preuve absolue ne peut pas être une condition préalable à l'action ». Et, dans le cas de l'Otan qui est une alliance de défense, il faudra « calibrer la définition de défensif ».

Exprimant sans doute la position des Européens ainsi interpellés, Michèle Alliot-Marie

convient de ce que « l'Alliance a un rôle à jouer en matière de lutte contre le terrorisme ainsi que les nouvelles menaces biologiques, chimiques et bactériologiques ». Le secrétaire général de l'Otan, George Robertson, confirme que « la boîte à outils doit être plus grande que par le passé ». Mais sur l'Irak, personne n'en dira plus.

Ecevit says he won't leave post

From news reports

ANKARA: Prime Minister Bülent Ecevit of Turkey said Sunday that he would rest for two or three more weeks at home to recover from a new back injury but that he had no intention of resigning.

Ecevit, 77, missed two important meetings this month because of poor health, raising concerns over the government's ability to push through changes needed for the country's campaign to join the European Union and prompting calls for him to resign.

"I am carrying out my governmental duties by working at home night and day," Ecevit said during a news conference in the garden of his office. "I have no intention or the right of withdrawing from my governmental duties."

Stocks have fallen and interest rates have risen since early May, when Ecevit was admitted to hospital for the first of two stays.

The news conference Sunday was Ecevit's first public appearance in more than a week. The prime minister was hospitalized twice in May, the last time because of a broken rib and circulatory problems in his leg.

Ecevit said that those problems had eased but that doctors had now detected an injury in his spine.

"The doctors have found an injury in the vertebra, they are now taking care of that," Ecevit said. "They have advised a two to three weeks' rest." He appeared to be in better health, speaking strongly and walking at a faster pace than he had in weeks.

Newspapers have speculated that Ecevit also has Parkinson's disease and myasthenia gravis, a nerve disease characterized by weakness and muscle fatigue.

But Ecevit denied he had Parkinson's and other illnesses.

"Allegations which have nothing to do with the truth are being circulated," Ecevit said. "For instance, they say my hands shake and that I have Parkin-

son's. These are exaggerated allegations."

Opposition parties and some members of Ecevit's three-party coalition have called for him to step down.

The EU changes are already creating tensions in the coalition and there are fears that without Ecevit, who has held the coalition together, the government could fall.

On Friday, Deputy Prime Minister Devlet Bahçeli, the head of a nationalist party and a key coalition ally, warned that his party would leave the government before accepting EU demands to abolish the death penalty and permit the Kurds to broadcast and teach in their native language. (AP, Reuters)

M. Ecevit dit vouloir se maintenir au pouvoir en Turquie

Le premier ministre tente de mettre fin aux spéculations sur un prochain départ pour raisons de santé

ISTANBUL

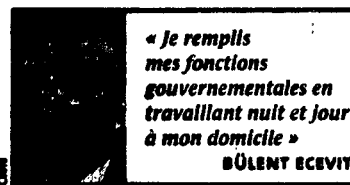
de notre correspondante

Le premier ministre turc, Bülent Ecevit, qui avait été hospitalisé à deux reprises en mai et poursuit actuellement sa convalescence à son domicile, est apparu en public pour une brève conférence de presse, dimanche 9 juin, après une absence de douze jours. Il a rejeté la possibilité d'une démission pour raisons de santé. « Je remplis mes fonctions gouvernementales en travaillant nuit et jour à mon domicile, a expliqué le chef du gouvernement turc. Je n'ai ni l'intention ni le droit de démissionner de mes devoirs gouvernementaux. »

M. Ecevit, qui est âgé de 77 ans, avait été soigné pour une infection intestinale, une côte cassée et des troubles circulatoires. Le premier ministre turc a déclaré, dimanche, qu'il devrait se reposer encore deux ou trois semaines en raison d'une blessure à une vertèbre, mais il a en revanche démenti les allégations des médias turcs selon lesquelles il souffrirait de la maladie de Parkinson et de problèmes musculaires.

La réapparition du premier ministre ne mettra vraisemblablement pas fin aux spéculations sur

l'avenir de la coalition au pouvoir à Ankara. Vendredi 7 juin, la Bourse avait chuté de plus de 3 % après l'annonce que M. Ecevit, qui avait déjà manqué la réunion mensuelle du Conseil national de sécurité, ne participerait pas à un sommet des dirigeants de partis, organisé par le président Ahmet Necdet Sezer pour tenter d'obtenir un consensus sur les réformes démocratiques à adopter en vue de l'adhésion à l'Union européenne.



« Je remplis mes fonctions gouvernementales en travaillant nuit et jour à mon domicile »

BÜLENT ECEVIT

Son absence prolongée avait poussé Tuncay Ozilhan, qui préside la Tussad - l'équivalent turc du Medef - à déclarer que la santé du premier ministre n'était désormais plus un problème personnel, mais une affaire d'État. « L'ordre du jour en Turquie nécessite des décisions rapides et le pays ne peut pas se permettre de perdre du temps », a déclaré M. Ozilhan.

La Turquie traverse une période

délicate, qui nécessite un gouvernement solide : profitant du soutien financier du FMI, avec lequel elle a signé un nouvel accord portant sur un crédit de 16 milliards de dollars en février, la coalition met actuellement en place un programme de réformes structurelles pour assainir le système financier du pays et remettre l'économie sur les rails après une contraction de 8,5 % en 2001.

Le départ de M. Ecevit, s'il se révélait nécessaire, risquerait de provoquer la chute de la coalition et la tenue d'élections anticipées qui pourraient retarder la restructuration de l'économie. Le ministre en charge du programme, Kemal Derviş, a cependant déclaré à plusieurs reprises que les réformes sont désormais suffisamment avancées pour ne pas souffrir de la tenue éventuelle d'un scrutin.

L'incertitude politique qui règne depuis la première hospitalisation de M. Ecevit, le 4 mai, maintient les taux d'intérêt à un niveau élevé et fait monter le coût des emprunts du gouvernement. Les trois partis de la coalition, dont la popularité a été érodée par la tourmente financière de 2001, ne souhaitent pas la tenue d'élections avant la fin de la

législature, au printemps 2004. D'autant que la plupart des sondages placent les islamistes modérés du parti Justice et développement largement en tête. Mais la coalition est désormais profondément divisée sur le sujet des réformes à adopter pour l'adhésion à l'UE.

UN RÔLE DE MÉDIATEUR

Jusqu'à présent, Bülent Ecevit jouait un rôle de médiateur entre la faction de la Mère Patrie (ANAP), qui se veut pro-européenne, et le Parti d'action nationaliste (MHP), qui refuse d'approuver l'abolition de la peine de mort tant que le dossier du dirigeant du PKK, Abdullah Öcalan, n'aura pas été soumis au Parlement, et qui rejette également le droit à l'éducation et à la diffusion d'émissions en langue kurde.

C'est pour surmonter cet obstacle que le président Ahmet Necdet Sezer avait organisé la réunion du 7 juin, qui s'est cependant tenue sans le premier ministre et sans Tansu Ciller, du Parti de la juste voie. Cette dernière a refusé d'y participer en affirmant que le pays est actuellement sans gouvernement.

Nicole Pope



NUHAD BEZIR-AP

STACKED SHELVES: The Kurds have benefited from U.N. oil deals and no-fly zone protection

\$7 billion it has earned.) Road and bridge construction is underway at a frantic pace, and city shops are crammed with DVDs and smuggled electronics.

This is still Iraq, of course. Saddam's spies are everywhere, bandits roam the hills, and the Iraqi army looms on the horizon. A particularly unsavory group of Islamic extremists known as Ansar al-Islam, many of whose members trained with al-Qaeda in Afghanistan, has occupied 10 villages along the Iranian border and is launching attacks on Kurdish military positions. In April they barely missed assassinating the prime minister of eastern Kurdistan. To protect themselves, Kurdish officials now travel in convoys of heavily-armed pickup trucks, some mounted with antitank cannons. Still, compared to their ethnic kin in Turkey or Iran, or tribesmen in Afghanistan, Iraq's Kurds have it good—and they know it.

They also know that it could all go up in smoke if they join an effort to topple Saddam that the U.S. is unwilling to finish, as happened in 1991. The resulting lack of enthusiasm is one reason Pentagon planners have backed away from the Afghanistan model and upped projections for the number of American troops required for a ground war (200,000, by latest estimate). Kurdish officials also recognize that if the U.S. wants to use their territory to launch an assault, they can't exactly object. In exchange, they are trying to obtain security guarantees as well as the promise of a central role in any post-Saddam government. Such negotiations are taking place in private, however. When your adversary is one of the few world leaders to have already used chemical weapons, it's best not to make too much noise. ■

LETTER FROM KURDISTAN

Andrew Purvis/Sulaimaniya

In the Line of Fire

Iraqi Kurds fear that a U.S. campaign to take out Saddam could rebound on them

DR. FOUAD BABAN HAS spent much of the past 14 years documenting the effects of Saddam Hussein's 1988 gas attacks on the Kurdish people. He has traveled to 200 villages, spoken with hundreds of survivors and examined the sharply increased rates of lung cancer, birth defects and kidney disease. But the voluble doctor considers himself a specialist not just in diseases of the body. As a Kurd, he has also made a study of the mind of Saddam Hussein. "We know the patient, and we know what he is capable of," Baban told me one afternoon in his ranch-style home in Sulaimaniya, in eastern Kurdistan. "He would not hesitate to do it again."

Europeans and Americans may argue over the wisdom of attacking Saddam as the next stage in the war on terror. But in Iraq itself, the Kurds have

more concrete concerns. Their worry is not whether George W. Bush is going to act (most believe he will) but how the Iraqi dictator will respond. Most Kurds believe that if cornered and given the chance, Saddam would retaliate—probably against them. "We are in a precarious position," said Hoshyar Zebari, international relations chief of the Kurdistan Democratic Party (KDP). "If anything goes wrong, we would be the first to suffer."

But now those reservations have put a kink in U.S. planning. The military success in Afghanistan relied on the former opposition, the Northern Alliance, to do most of the ground fighting. In Iraq, as one Kurdish official said, "the historical parallel is not very useful." Saddam Hussein is not only a tougher foe, but Kurds have much more to lose should things go wrong.

Many of the 85,000 *peshmerga*, or local fighters, have been battling Baghdad on and off for 40 years. "Saddam was afraid of us before he was afraid of the Americans," boasted Hamid Afandi, director of *peshmerga* affairs in western Kurdistan. But the fighting has been localized. Now, with Iraqi tanks dug in less than 20 km from the commander's office, Afandi and other Kurdish officials are eager to distinguish between self-defense, which he insists Kurds can handle, and provoking Saddam by leading the charge on Baghdad. Analysts also point out that the Kurds lack heavy artillery and would be powerless against an Iraqi counterattack.

Moreover, despite being situated at the crossroads of Bush's "axis of evil," life has not been so bad lately. Thanks to a no-fly zone imposed by U.S. and British fighter planes after the Gulf War, they have been enjoying a quiet renaissance outside the control of Baghdad. Oil smuggling and the U.N. "oil for food" program have brought billions of dollars into local coffers. (The U.N. program in Kurdistan has actually spent less than half of the

“If anything goes wrong, we would be the first to suffer.”—Hoshyar Zebari, KDP

TURQUIE Handicapé par des problèmes de santé, le premier ministre reparait en public

Bülent Ecevit exclut de démissionner

Istanbul :
de notre correspondant
Éric Biegala

« Je n'ai aucune intention de quitter les affaires du gouvernement. Je n'en ai pas le droit », a déclaré hier le premier ministre Bülent Ecevit. C'était la première fois que le chef du gouvernement apparaissait en public depuis 10 jours. Sa santé chancelante et son absence récente de plusieurs sommets politiques pour raison de santé avaient entraîné de multiples appels à la démission. Ce vide apparent à la tête de l'exécutif est d'autant plus gênant que les réformes démocratiques nécessaires pour une future intégration à l'Europe sont en panne. Pour autant, l'après-Ecevit semble difficile à dessiner.

Vendredi le chef de l'État, Ahmet Necdet Sezer avait convoqué les présidents des groupes parlementaires turcs pour essayer de relancer le train des réformes européennes. Bülent Ecevit n'y avait pas participé sur le conseil de ses médecins. C'était la seconde fois en 10 jours que le chef du gouvernement manquait une réunion importante. Le 30 mai il n'avait pu assister au Conseil de sécurité nationale, l'instance au sein de laquelle l'état-major a pris l'habitude de peser sur la politique du pays. Bülent Ecevit n'a pratiquement pas quitté la chambre depuis le début mai.

Traité pour une myasthénie (une maladie caractérisée par une faiblesse musculaire aiguë) depuis un an, Bülent Ecevit a également eu recours aux médecins pour une côte cassée, une thrombophlébite et un problème sur une vertèbre, au cours des quatre dernières semaines. C'est à l'hôpital que le chef du gouvernement vient de fêter son 77^e anniversaire.

Mais si Ecevit ne veut pas partir, son gouvernement pourrait tout aussi bien tomber du fait de ses partenaires. Inter-



Le chef du gouvernement Bülent Ecevit est traité, depuis un an, pour une myasthénie (faiblesse musculaire aiguë). Ses absences récentes de plusieurs sommets politiques avaient entraîné de multiples appels à la démission. (Photo EPA/AGH/AFP.)

rogé sur la chaîne d'information NTV samedi, Mesut Yilmaz (ANAP centre-droit), l'un des trois partenaires de la coalition, a estimé qu'il « est arithmétiquement possible de former un nouveau gouvernement ».

Vendredi, c'était Devlet Bahçeli (MHP, extrême droite) qui, au sortir du sommet présidentiel consacré à l'Europe réitérait son opposition claire aux réformes : abolition de la peine de mort, possibilité d'utiliser les langues locales (le Kurde en particulier) à la télévision ou de les apprendre à l'école. Le chef de la troisième composante

gouvernementale a en revanche proposé que ces réformes soient votées avec l'appui de l'opposition tout en précisant que si cette pratique « devenait une habitude », il serait alors temps de changer de gouvernement.

La suggestion, pour le moins acrobatique, traduit une situation de blocage mais aussi la volonté de demeurer aux affaires le plus longtemps possible. Qu'il s'agisse de Bülent Ecevit, de Mesut Yilmaz ou de Devlet Bahçeli, chacun sait en effet qu'en cas d'élection leurs chances de revenir au pouvoir

seront minimales. Les sondages l'affirment : leurs trois partis ne passeraient même pas la barre des 10 %, indispensable pour siéger au Parlement.

En face, l'opposition a profité de ce désamour. La cote de popularité de Tansu Çiller frémait mais celui que toutes les enquêtes d'opinion donnent gagnant c'est Recep Tayyip Erdoğan. Sauf que l'armée ne veut pas en entendre parler...

L'ancien maire d'Istanbul, aujourd'hui à la tête du Parti du développement et de la justice (AKP), jure qu'il a renoncé à l'islamisme mais n'arrive guère

à convaincre. Il faut dire qu'Erdoğan n'a pas hésité à suggérer de soumettre la question de la consommation d'alcool à référendum. Il n'en demeure pas moins le favori des sondages. Le régime que les Turcs ont surnommé l'« État profond » multiplie donc les procédures judiciaires à son encontre, avant d'éventuelles élections.

La logique voudrait pourtant qu'à la droite islamisante d'Erdoğan s'opposent les sociaux-démocrates et notamment le Parti de la gauche démocratique (DSP) de Bülent Ecevit. Mais le chef du gouvernement est à l'évidence incapable de conduire une campagne et n'a pas de dauphin désigné. Dirigé de façon autoritaire par le couple Ecevit (l'épouse du premier ministre est le fondateur du DSP), le parti dispose pourtant de quelques candidats potentiels.

Il y a d'abord Hüsametin Özkan. Vice-premier ministre du gouvernement, c'est un fidèle du couple Ecevit. Homme d'appareil disposant de bons contacts avec l'armée et l'administration, mais il n'est pas populaire.

Il y a ensuite Ismail Cem. Moderne, l'actuel ministre des Affaires étrangères bénéficie d'une bonne image mais un doute subsiste quant à sa capacité à utiliser les rouages du parti en lieu et place du couple Ecevit. Le même doute vaut pour Kemal Dervis.

Le ministre de l'Économie, débauché de la banque mondiale l'année dernière pour sortir le pays de la crise a vu sa cote de popularité s'éroder mais elle demeure encore bien au-delà de la plupart des autres hommes politiques. Son programme de réformes concocté avec le FMI commence à porter ses fruits et l'économie semble sur le point de repartir. A priori, il devrait pouvoir réunir la plupart des pro-européens sur son nom, de même que l'influent patronat. Seul problème : Kemal Dervis n'est pas sûr lui-même de vouloir entrer en politique. Il l'a encore répété il y a dix jours.

LE GRAND DOSSIER



Les images des boat people qui tentent de gagner Gibraltar, les Canaries ou les Pouilles, les reportages sur les Kurdes et les Afghans qui s'entassent à Sangatte (photo ci-dessus), ont vite fait d'enflammer les esprits et de donner le sentiment que tout le malheur du monde se presse aux portes de l'Europe.

L'IMMIGRATION EN EUROPE

A

quoi songe-t-on lorsque, dans les moments de fièvre électorale, on agite « le problème de l'immigration » ? A qui fait-on ainsi implicitement référence ? Le plus souvent à des gens qui pour beaucoup sont nés en France (donc pas des immigrés) et qui, pour une grande part aussi, sont français (donc pas des étrangers). A des gens qui n'ont pas pour problème l'obtention d'un titre de séjour, mais l'inégali-

té des chances et ce qui peut en résulter.

Parler de l'immigration, c'est entrer dans un champ où règnent la confusion des termes, la subjectivité et les sous-entendus ; dans un débat brouillé.

On confond, comme disent les statisticiens dans leur jargon, « les flux » et les « stocks » ; on confond la question de l'immigration au sens propre (le nombre des étrangers entrant annuellement en France) avec la question de l'insertion sociale de groupes de population qui n'ont pas forcément migré, ni même leurs parents, et

qu'une certaine retenue empêche de désigner autrement : par leur origine ethnique ou la couleur de leur peau, notamment.

Catherine de Wenden, spécialiste de l'étude des migrations, explique, dans l'entretien qu'elle nous a accordé, qu'« il y a de moins en moins de liens entre la question des flux migratoires et celle de l'intégration », si l'on en juge par certaines études sur les « nouvelles mobilités » en Europe. Le cas des Etats-Unis montre d'autre part que cet amalgame courant dans les opinions publiques européennes n'est pas inéluctable : dans la

société américaine, qui n'est pas dépourvue de tensions intercommunautaires, l'immigration n'est pas mise en cause et les partisans d'y mettre des freins ne se font guère entendre.

Les mouvements populistes et xénophobes en Europe véhiculent tous le fantasme de l'invasion. Les statistiques – auxquelles, il est vrai, l'opinion n'est guère sensible dans un débat aussi passionnel – apportent cependant un correctif radical à l'idée d'une vague submergeante. Même si l'Europe est devenue le premier continent d'immigration du monde, les

étrangers ne représentent que 5,1 % de sa population ; si on défalque de cette proportion les Européens de l'Union vivant dans un autre pays membre que le leur, ils ne sont plus que 3,5 %, soit 13 millions de personnes sur près de 380 millions d'habitants.

Ces chiffres laissent de côté les clandestins, par définition non recensés. Certains avancent à leur propos l'évaluation d'« au moins 3 millions », une estimation que contestent des statisticiens de l'OCDE, en soulignant les risques de surévaluation des méthodes retenues. Quoi qu'il en soit, là encore les images des boat people qui tentent de gagner Gibraltar, les Canaries ou les Pouilles, les reportages sur les Kurdes et les Afghans qui s'entassent à Sangatte, ont vite fait d'enflammer les esprits et de donner le sentiment que tout le malheur du monde se presse aux portes de l'Europe. Non ; les déshérités ne s'y pressent que lorsque existent des filières de passeurs, dont ils sont les premières victimes.

Les dirigeants européens, dans l'urgence actuelle, sont obligés de fournir une réponse simple à une question qu'en général ils savent

infiniment plus complexe que celle qu'imposent en ce moment les extrême droites européennes à propos de l'immigration. Ils n'ont donc à la bouche ces temps-ci que la lutte contre l'immigration clandestine et le contrôle des frontières, c'est-à-dire des sujets très réels, mais qui ne datent pas d'hier et que l'Union européenne n'a jamais négligés depuis l'abolition de ses frontières intérieures ; des sujets qui, de surcroît, donnent à nouveau de l'Union l'image d'une forteresse repliée sur elle-même et sur ses angoisses sécuritaires, ce qu'en réalité elle n'est pas.

Le temps où l'« immigration zéro » était un mot d'ordre en vogue en Europe, après le choc pétrolier des années 1970, et même le temps des années 1990, où la tendance générale était à freiner le nombre des entrées pour motifs économiques, ces temps-là n'ont plus cours. L'Europe a besoin de main-d'œuvre. Comme le note un autre spécialiste, Jean-Pierre Garson, « s'il y a du neuf », ce n'est pas que l'Europe se transforme en forteresse, c'est « qu'on note depuis deux

ans, en particulier en Europe, un renouveau de l'immigration pour l'emploi ».

Dans l'économie mondialisée du XXI^e siècle, l'Union européenne devrait réfléchir à ses besoins nouveaux en matière d'immigration, que soulignent les milieux patronaux, et si possible les organiser. Cela fait d'ailleurs partie du programme qu'elle s'était fixé il y a quelques années en se donnant pour objectif « une politique d'asile et d'immigration commune ». Mais la montée des populismes n'est guère un contexte favorable à une telle approche ouverte et rénovée de la question de l'immigration. Les gouvernants, soucieux de couper l'herbe sous le pied de ces mouvements, cèdent plus ou moins à la tentation du langage tout-sécuritaire. Ils savent aussi que si l'on s'y prend mal sur un sujet aussi sensible, si l'on donne l'impression que « Bruxelles » gère la question de l'immigration, l'Europe risque une fois de plus de faire les frais du sentiment diffus de « l'insécurité ».

Claire Tréan

L'Europe est devenue le premier continent d'immigration du monde, mais les étrangers ne représentent que 5,1 % de sa population

Les étrangers en France

► Les entrées d'étrangers

L'immigration à caractère permanent (personnes ayant reçu un premier titre de séjour d'une durée de plus d'un an) : elle a représenté, en l'an 2000, 119 000 personnes, contre 108 000 en 1999 et 139 500 en 1998. Ces chiffres incluent les arrivées depuis l'extérieur du territoire national légalement recensées, ainsi que les régularisations d'étrangers déjà présents en France mais qui n'avaient jamais été comptés, et les demandeurs d'asile qui ont obtenu le statut de réfugié.

Le chiffre élevé de 1998 (+ 30 % par rapport à l'année précédente) correspond à la prise en compte des régularisations de personnes en situation irrégulière décidées en 1997. Ce pic est suivi d'une décroissance en 1999 et d'un mouvement de reprise essentiellement dû à l'octroi de titres de séjour « vie privée et familiale ».

Ces 119 000 nouveaux immigrants permanents en France recensés en 2000 sont pour 26 000 des ressortissants de l'Espace économique européen (Union européenne, plus Lichtenstein, Norvège, Islande) et pour 93 000 des ressortissants de pays tiers.

Parmi les ressortissants de pays tiers, 59 % sont originaires de pays d'Afrique, 20 % d'Asie, les 20 % restants venant d'Amérique et de l'Europe non communautaire, y compris les Etats de la CEI.

Ces entrées ou régularisations ont pour une grosse majorité (près de 59 000 personnes) un motif familial. Le rapport de la direction de la population et des migrations souligne que « les membres de familles de Français sont aujourd'hui plus nombreux que les bénéficiaires du regroupement familial (respectivement 36 000 et 21 000) et la prise en compte des liens personnels et familiaux tissés en France

(7 500), des étudiants (36 140) et stagiaires (875), ainsi que des demandeurs d'asile (38 747).

A propos des demandeurs d'asile, parmi les 30 000 décisions prises en 2000 par l'OFPRA, 25 000 ont été négatives, soit un taux de rejet d'environ 83 %.

L'immigration saisonnière (personnes titulaires d'un contrat de travail d'une durée de moins de six

Mis à part les acquisitions sans formalités, estimées à 8 500, mais pour lesquelles il n'existe aucune information, les personnes ayant acquis la nationalité française sont pour près de la moitié des Maghrébins d'origine (dans l'ordre : Marocains, Algériens, Tunisiens), ainsi que des Turcs et des Portugais.

► Les départs d'étrangers

Il n'y a pas en France, en l'absence d'un registre de la population, de statistiques complètes sur les départs d'étrangers, note le rapport de la direction de la population et des migrations. Seuls sont connus les départs contraints et les départs assistés, pas les départs spontanés.

Les mesures d'éloignement du territoire (interdiction du territoire et décisions administratives de reconduite), au nombre de 42 500 en l'an 2000, ont retrouvé leur niveau de 1995. 8 800 ont été exécutées, ce qui marque une progression de 18 % en un an dans le taux d'exécution. 10 500 décisions de « réadmission » (renvoi dans le pays de départ ou de transit) ont été prononcées en 2000, le taux d'exécution étant très élevé (97 %).

Les départs assistés n'ont concerné que 700 personnes.

★ Source : ministère de l'emploi et de la solidarité, rapport Lebon.

Parmi les ressortissants de pays tiers, 59 % sont originaires de pays d'Afrique, 20 % d'Asie, les 20 % restants venant d'Amérique et de l'Europe non communautaire

génère un flux d'importance comparable à la reconnaissance du statut de réfugié ou à l'exercice d'une activité salariée (entre 5 000 et 6 000 entrées pour chacun de ces motifs) ».

L'immigration temporaire (personnes ayant reçu un premier titre de séjour d'une durée comprise entre trois mois et un an)

Il s'agit des détenteurs d'une autorisation provisoire de travail

mois, qui vaut titre de séjour). Elle reste stable autour de 8000 personnes, à 90 % des Marocains et des Polonais.

► Les acquisitions de la nationalité française

Environ 150 000 étrangers ont acquis la nationalité française en 2000, en vertu d'une démarche volontaire ou de plein droit, selon les procédures définies par la loi du 16 mars 1998.

L'impossible harmonisation

Les avancées les plus notables concernent le contrôle des frontières

IL n'existe pas aujourd'hui de politique européenne d'immigration et d'asile, bien que l'Union se soit donné pour objectif, dans le traité d'Amsterdam, d'y parvenir d'ici à 2004. Il n'y a pas de définition au niveau européen du volume souhaitable des entrées d'étrangers dans l'Union et des secteurs économiques qui les réclament. Il n'y a pas de statut européen du travailleur étranger ni d'harmonisation des règles en matière de regroupement familial. Enfin, il n'y a pas vraiment de gestion commune du problème des demandeurs d'asile. Leur statut (conditions d'accès au travail, protection sociale, etc.) et la procédure d'examen de leur demande ne sont pas les mêmes d'un Etat à l'autre de l'Union. En témoigne l'exemple de Sangatte : si les Kurdes et les Afghans qui s'y entassent n'étaient pas convaincus de trouver en Grande-Bretagne un accès plus facile au travail, légal ou noir, et d'y être à l'abri de tout contrôle d'identité, s'obstineraient-ils à ce point à tenter la traversée du tunnel sous la Manche ?

Le domaine dans lequel l'Europe a le plus avancé ces dernières années est celui des contrôles aux frontières et de la lutte contre l'immigration

clandestine. Paradoxalement, c'est aussi le domaine sur lequel elle est actuellement le plus mise en cause, pour des raisons contradictoires : par ceux qui lui demandent d'en faire plus, de faire plus efficacement barrage aux clandestins, et, à l'inverse, par ceux qui lui reprochent de n'avoir qu'une approche « sécuritaire » du problème de l'immigration, ce qui n'est pas exact.

La priorité donnée à cette approche était induite par la décision, prise en 1985, d'abolir les frontières intérieures de l'Union, qui appelait l'exercice en commun du contrôle de ses frontières externes. Les accords de Schengen, signés la même année, ont donné le coup d'envoi d'une coopération policière étroite entre pays membres, dotée d'un système informatique d'échange des données (SIS), et qui n'allait cesser de se renforcer ; en 2003 s'y ajoutera un fichier central d'empreintes digitales des demandeurs d'asile (Eurodac).

En 1990, la convention de Dublin trace la première ébauche d'une politique européenne d'asile en édictant le principe selon lequel un demandeur débouté dans un pays membre de l'Union ne peut, sauf exception, demander l'asile dans un autre pays

membre.

L'effort pour contrôler les entrées clandestines s'étend au-delà des frontières externes de l'Union, au moyen notamment des « accords de réadmission » conclus à partir de 1991 avec les pays voisins, les engageant à reprendre les clandestins interceptés dans l'Union qui auraient transité par leur territoire ou en seraient originaires.

Au cours des années 1990, plusieurs pays de l'Union adoptent, sans souci d'harmonisation, de nouvelles législations, toutes restrictives. En 1997 pourtant, dans le traité d'Amsterdam, les quinze paraissent renoncer à gérer chacun pour soi la question de l'immigration. Ils adoptent un programme à mettre en œuvre sur cinq ans, de 1999 à 2004, au terme duquel la politique d'immigration devrait relever du domaine communautaire.

C'est de ce programme qu'il va être question au sommet de Séville le mois prochain, de son bilan depuis 1999. Une fois de plus, c'est sur le volet sécuritaire que l'on insistera. Il n'est cependant que l'un des trois volets qui sont systématiquement évoqués dans les instances européennes lorsqu'il est question d'immigration, les deux

autres étant la politique des entrées et l'intégration.

L'Europe, quoi qu'on dise, ne se veut plus, depuis la fin des années 1990, « Europe-forteresse », uniquement occupée à se barricader. L'idée d'« immigration zéro » est récusée par la plupart de ses dirigeants, qui lui opposent à la fois l'argument du droit (le regroupement familial, l'accueil des réfugiés sont des droits intangibles) et des arguments économiques : l'Union a besoin de flux nouveaux pour répondre à certaines pénuries sur son marché du travail. Au sommet européen de Tempere, en 1999, les quinze s'étaient donné pour tâche de définir une politique commune des entrées à partir d'une évaluation des besoins économiques de chaque pays. Sur ce terrain non plus les choses n'ont pas vraiment avancé.

La Commission a présenté, sur plusieurs questions liées à l'accueil des immigrants légaux, des propositions qui attendent une décision des gouvernements, lesquels ne paraissent pas pressés. Cela pour ne rien dire des politiques d'insertion sociale des étrangers, et encore moins des règles d'acquisition de la nationalité.

Claire Tréan

Terre d'asile, terre d'exil

Au tournant des années 1970, l'Europe est devenue le premier continent d'immigration du monde

A l'échelle de l'histoire, cette mutation-là a été menée tambour battant : un demi-siècle a suffi à changer la face de l'Europe des migrations. Un continent qui restait largement voué à l'émigration et aux exils en 1945 s'est mué, à l'orée du XXI^e siècle, en une terre d'immigration, potentiellement ouverte à tous les vents de la planète, à tous les métissages. Une prétendue terre de cocagne, dont chaque Etat désormais, même parmi ceux que les habitants fuyaient, voilà peu de temps encore, accueillait, de gré ou de force, une part des flux mondiaux d'hommes et de femmes en quête d'un avenir meilleur. Sur 380 millions d'habitants que compte l'Union européenne, 13 millions sont des étrangers à l'Union, soit 3,4 % de la population totale. Chiffres dérisoires en apparence, mais qui masquent de larges disparités : la Suisse accueille 19 % d'étrangers, l'Allemagne 8,9 %, la France 6,3 % et le Royaume-Uni 3,8 %. Encore ces chiffres sont-ils faussés par la diversité des lois permettant l'acquisition

de la nationalité : ils ne tiennent pas compte des millions de descendants de parents immigrés, Européens de passeport et de naissance, auxquels le continent doit ce qui lui reste de vitalité démographique, mais que leur visibilité physique désigne comme « différents » aux yeux du reste de la population.

Le contraste est total avec la situation qui prévalait au sortir de la seconde guerre mondiale. Les migrations européennes étaient alors d'abord internes au continent : des Irlandais travaillaient au Royaume-Uni, des Italiens et des Polonais en France, etc. Et, si le continent était ouvert sur le monde, c'est que lui-même essaimait largement : colonisations en Afrique et en Asie, de l'Algérie à l'Inde et des Guyanes aux îles Moluques ; migrations économiques et exils politiques vers les Amériques. Un seul pays contredisait ce tableau général de l'émigration, la France.

Depuis les années 1860, l'Hexagone s'était progressivement affirmé comme le seul pays d'immigration massive du continent, pour

cause de démographie défailante, de géographie avantageuse et de nécessité économique. Au recours à la main-d'œuvre des pays limitrophes avait succédé l'appel aux colons en 1914-1918, puis aux Polonais dans les années 1930. Mais, en dehors de la France, seules la Suisse et l'Allemagne, jusqu'à l'époque des travailleurs forcés du régime nazi, avaient alors l'expérience du recrutement de travailleurs hors de leurs frontières.

La période ouverte en 1945 amorça la généralisation du recours à l'immigration dans la plupart des pays de l'Europe du Nord. L'histoire coloniale de chaque Etat détermine largement les mouvements massifs qui débutent alors. Au Royaume-Uni comme en France, l'incorporation de colons dans les armées de libération amorça ces migrations : ressortissants du Commonwealth d'un côté, Maghrébins de l'autre, affluent d'autant que la liberté de circulation avec la « métropole » est alors la règle. C'est aussi le cas des Pays-Bas avec ses possessions asiatiques. Les indépendances, loin de stopper ces

arrivées, les multiplient, au moins pendant un temps. Paradoxe ? L'immigration algérienne vers la France atteint un pic au moment même où, en 1962, la colonie conquiert son indépendance. La décolonisation se traduit aussi par une vague de retours de colons européens. L'évolution de l'Allemagne est différente : l'absorption massive des minorités allemandes et des réfugiés des pays voisins (12 millions de personnes) ne suffit pas aux besoins de la reconstruction et de l'expansion dans l'immédiat après-guerre : des accords d'Etat à Etat sont signés (notamment avec la Turquie et la Grèce), prévoyant l'arrivée de contingents de *Gastarbeiter*, ces travailleurs ainsi qualifiés d'« invités » pour mieux souligner le caractère temporaire de leur séjour. Il faudra encore quarante ans pour que l'Allemagne admette qu'elle est devenue le plus grand pays d'immigration d'Europe.

Le continent lui-même ne deviendra globalement une terre d'accueil qu'au tournant des années 1970, lorsque les arrivées de l'extérieur

l'emporteront sur les départs. Jusque-là, les migrations internes à l'Europe alimentent l'augmentation rapide de la population étrangère (Européens compris) dans chaque Etat : de 4 millions de personnes en 1950, celle-ci atteint 11 millions en 1970 et dépasse 20 millions aujourd'hui. Au cours du dernier quart du XX^e siècle, le continent va être marqué par une double tendance : les migrants vont arriver de plus en plus loin et leur destination va inclure, à partir des années 1980, les pays du sud de l'Europe.

Le premier choc pétrolier coïncide avec la décision des principaux pays (Allemagne en 1973, France l'année suivante) de stopper l'immigration de travailleurs non qualifiés. Anticipation de la crise économique, mais aussi première perception d'une réalité qui domine encore aujourd'hui : l'immigration de travailleurs induit nécessairement l'installation de familles et donc l'intégration des générations suivantes. Le mythe du retour s'effondre : Pakistanais, Algériens et Turcs feront souche en Europe. De Brixton à Kreuzberg en passant par Vénissieux, cette réalité

devient explosive, et la gestion du « vivre ensemble » une priorité politique.

Mais l'« arrêt de l'immigration » est un autre mythe : l'Europe des droits de l'homme ne peut refuser aux travailleurs immigrés de faire venir femmes et enfants. De plus, en prétendant fermer la porte d'entrée, on a aussi bloqué la sortie : les migrants limitent leurs rotations et s'enracinent, de crainte de ne pouvoir ré-immigrer, d'autant que leurs pays d'origine ne décollent pas. Conséquences : les flux du regroupement familial deviennent dominants tandis que ceux de l'asile, la seule voie d'accès restée entrouverte, prennent leur envol. De 700 000 entrées par an dans les années 1980, l'Europe passe à largement plus d'un million au cours de la décennie suivante, dont près de la moitié en Allemagne. Sans oublier les clandestins, qui, de plus en plus nombreux, franchissent les frontières au prix de drames répétés (2 000 morts entre 1993 et 2000).

Trois phénomènes presque concomitants vont alors imposer la nécessité d'une politique européenne : la République fédérale absorbe l'essen-

tiel des migrations nées de l'implosion du bloc de l'Est en 1989, puis des convulsions balkaniques. Au même moment, les pays du sud de la communauté s'affirment comme de nouveaux pays d'immigration et doivent se doter de législations et de structures d'accueil. Enfin, la mondialisation de l'économie induit des mouvements de main-d'œuvre désormais indépendants des histoires diplomatiques ou coloniales. Des Marocains s'installent aux Pays-Bas, des Philippins en Espagne, des Iraniens en Suède, des Chinois en France...

Dans ce contexte, l'espace Schengen, conçu à l'origine (1985) comme un espace de libre circulation intérieure, va symboliser plutôt la mise en commun des moyens de lutte contre l'immigration irrégulière dans la « forteresse Europe ». D'ici à 2004, les membres de l'Union, qui font désormais face aux mêmes défis en matière d'intégration et de xénophobie, se sont engagés à bâtir une politique commune en matière d'immigration et d'asile. La nécessité de répondre aux opinions publiques les pousse à mettre en avant l'unification des systèmes juridiques

et policiers.

Le durcissement généralisé des politiques qui se dessine entre pourtant en contradiction non seulement avec la faiblesse démographique du continent, mais aussi avec la pénurie de main-d'œuvre dont souffrent certains secteurs. La réduction des tensions liées aux phénomènes migratoires suppose l'ébauche de solutions à plus long terme, notamment la définition du type de migrations souhaité en Europe, la prise en compte des liens économiques entre l'Union et les pays d'émigration, notamment dans les politiques d'aide au développement. Devant la réalité d'une Europe devenue en quelques décennies le premier continent d'immigration du monde, la nécessité de politiques communes s'est imposée. Elle conduit les citoyens de l'Union à interroger non seulement l'efficacité de leurs instruments répressifs, mais leur volonté d'ouverture sur le monde et leurs valeurs en matière de droits de l'homme, de gestion des différences et de place faite à « l'autre ».

Philippe Bernard

En France, une quête d'équilibre

LE cessez-le-feu n'aura duré que quatre ans. Avec le vote, le 11 mai 1998, de la loi Chevènement sur l'immigration, Lionel Jospin avait souhaité apaiser le débat sur l'immigration en France. « *Il faut sortir l'immigration du débat politique* », avait prévenu Jean-Pierre Chevènement. L'omniprésence de la question de l'insécurité pendant la campagne et la nouvelle percée du vote Front national lors de l'élection présidentielle ont braqué à nouveau les projecteurs sur ce dossier brûlant. Sans que la droite ait encore clairement affiché ses intentions.

En arrivant au ministère de l'intérieur en juin 1997, Jean-Pierre Chevènement s'était fixé pour objectif de parvenir à une politique d'immigration « *ferme et digne* ». Il imaginait alors une stratégie en deux temps : une opération de régularisation censée remettre les compteurs à zéro ; la mise en œuvre d'une loi nouvelle pour éviter la « fabrication » de nouveaux sans-papiers. La première phase est lancée en juin 1997 par une circulaire du ministère de l'intérieur. L'opération de régularisation - la première de cette ampleur depuis 1982 - va connaître un succès dépassant tous les pronostics : 143 000 demandes seront déposées en quelques mois. 70 000 étrangers obtiendront des papiers. Mais il y en aura autant, qui, déboutés, resteront dans l'ombre.

Le gouvernement fait ensuite voter, en mai 1998, une nouvelle loi sur l'entrée et le séjour. En cinq ans, cette loi avait déjà été modifiée à trois reprises, renforçant à chaque fois les mesures répressives. Pour M. Chevènement, il n'est plus question de bloquer l'immigration, mais d'organiser un flux limité et régulier nécessaire à l'économie. La nouvelle loi maintient la loi Pasqua, tant décriée par la gauche, tout en l'assouplissant. Ainsi les conditions de regroupement familial sont facilitées et les étrangers ayant des liens personnels et familiaux en France peuvent prétendre à un titre de séjour. La loi régularise également la situation des étrangers pouvant prouver leur présence depuis plus de dix ans sur le territoire. Elle supprime enfin le délai d'un an pour obtenir une carte de séjour pour les conjoints de Français.

Parallèlement, le ministère de la justice réforme le code de la nationalité en revenant à la législation antérieure à celle de la loi Pasqua. Elisabeth Guigou supprime ainsi une des dispositions les plus controversées introduites par la droite, la « manifestation de volonté ». Dorénavant, les enfants nés en France de parents étrangers deviennent français à leur majorité, sauf s'ils ne le souhaitent pas. Leurs parents retrouvent le droit d'obtenir la nationalité pour leur enfant à partir de treize ans. Dès la première année d'application, plus de 16 300 jeunes ont bénéficié de

l'acquisition de plein droit de la nationalité.

Après un relatif bon déroulement des procédures la première année de l'application, le dispositif se grippe : la suspicion à l'égard des étrangers a repris dans les préfectures, et le ministère ne parvient pas à obtenir une application uniforme de la loi. Le mouvement des sans-papiers tente de relancer la mobilisation, mais, divisé, il n'y parvient guère. La gauche et les syndicats se sont lassés ; la revendication des sans-papiers n'est plus portée que par les Verts et l'extrême gauche.

Les polémiques sur l'immigration se sont tues. Mais, dès le début de l'année 2000, le sujet revient régulièrement sur le devant de la scène. C'est sur le dossier du droit d'asile que le débat est relancé. Les associations ne cessent en effet de dénoncer les conditions d'accueil des étrangers non admis dans les zones d'attente de Roissy. Confrontés à un afflux croissant des demandeurs d'asile, les centres d'hébergement sont débordés et les étrangers à la rue sans cesse plus nombreux. Enfin, le centre de Sangatte, où 1 500 clandestins attendent un hypothétique passage en Angleterre, est devenu en quelques mois le point de fixation de la crispation du gouvernement britannique à l'égard des autorités françaises. Les socialistes laissent derrière eux une situation tendue.

Jacques Chirac s'est bien gardé

d'aborder le sujet lors de la campagne électorale. Son programme ne disait mot tant sur les sans-papiers, que sur la réforme du droit d'asile, l'ouverture à la main-d'œuvre étrangère ou l'harmonisation des législations européennes. Tout juste s'est-il déclaré opposé à l'abrogation de la double peine et contre l'octroi du droit de vote aux résidents étrangers. Nicolas Sarkozy, le nouveau ministre de l'intérieur, s'est montré tout aussi prudent depuis sa nomination. Après une visite éclair au centre d'hébergement d'urgence de Sangatte le 23 mai, le ministre s'est prononcé pour sa fermeture, précisant que cette décision demeurerait un « *objectif et non pas un préalable* ». Comme pour mieux souligner l'impossibilité d'une telle mesure dans l'immédiat.

Lors du sommet de Rome, les 29 et 30 mai, M. Sarkozy n'a pas davantage levé le voile sur ses intentions réformatrices de la politique européenne d'asile. Tout juste a-t-il déclaré que l'Union avait besoin d'une politique « *intelligente et cohérente* ». « *Je n'ai jamais dit que j'étais favorable à une immigration zéro mais, entre la situation actuelle, inacceptable, et l'immigration régulée, il y a de la marge* », a-t-il précisé. Une marge qui laisse la porte ouverte tant à une politique plus répressive qu'à la continuation de la logique « *équilibrée* » de son prédécesseur.

Sylvia Zappi

L'augmentation des flux légaux

L'Allemagne est le pays qui compte le plus d'étrangers résidents (8,9 % de sa population). Elle est suivie par la France (5,6 %)

LE MONDE / DIMANCHE 9 - LUNDI 10 JUIN 2002

LES études les plus récentes sur les migrations légales dans l'Union européenne, qui portent sur l'année 2000, font apparaître plusieurs données

► Etrangers d'Europe et d'ailleurs

19 millions de non-nationaux vivent actuellement dans les quinze Etats membres de l'Union et représentent 5,1 % de la population totale. 30 % d'entre eux, soit environ 6 millions, sont des ressortissants d'autres Etats membres de l'Union ; ce chiffre est considéré par les analystes comme relativement faible, vu la liberté de circulation, d'installation et de travail dont disposent les citoyens européens dans l'Union. La part des Européens vivant dans un autre Etat membre que le leur n'a guère évolué au cours des deux dernières décennies, tandis que celle des ressortissants de pays tiers est en hausse (2,3 % de la population totale en 1985, près de 3,5 % en 2000).

► Les « stocks » d'étrangers dans l'Union

Répartition par pays d'accueil. L'Allemagne est le pays qui compte le plus d'étrangers résidents (plus de 7,3 millions en 1999, 8,9 % de sa population). Elle est suivie, assez loin derrière, par la France (près de 3,3 millions, 5,6 % de la population) et par le Royaume-Uni (2,2 millions, 3,8 % de la population), puis par l'Italie, la Grèce, la Belgique, l'Autriche, les Pays-Bas, la Suède, etc. En proportion de la population, le Luxembourg, qui accueille surtout des étrangers venant des autres pays de l'Union, arrive en tête avec plus de 30 %, l'Autriche, la Grèce, les Pays-Bas et l'Allemagne assez loin devant la France et surtout le Royaume-Uni.

Répartition selon la provenance. Sur la base des données d'Eurostat pour l'année 2000, les étrangers dans l'Union se répartissent approximativement comme suit en fonction de leur provenance :

Ressortissants des pays membres de l'UE, 6 millions ;

Ressortissants de pays candidats à l'UE, 3,5 millions, dont 2,7 millions de Turcs (la nationalité étrangère de loin la plus nombreuse dans l'Union, vivant pour les 3/4 en Allemagne), 450 000 Polonais, 160 000 Roumains ;

Ressortissants de l'ex-Yougosla-

vie, 1,9 million (près des 2/3 vivent en Allemagne, 18 % en Autriche) ;

Ressortissants d'autres pays européens, 500 000, les plus nombreux étant les Russes (établis surtout en Allemagne) et les Albanais (établis surtout en Grèce) ;

Ressortissants des pays d'Afrique du Nord, 2,3 millions, dont 1,2 million de Marocains, 700 000 Algériens, 300 000 Tunisiens. 90 % des Algériens et 70 % des Tunisiens résident en France ; les Marocains

en France (23 %), en Allemagne 15 % et au Portugal (9 %) ;

Ressortissants d'Asie, 2,2 millions, dont 25 000 Indiens, 185 000 pakistanais (les uns et les autres

surtout concentrés au Royaume-Uni), 170 000 Chinois ;

Ressortissants d'autres pays, moins de 1 million, dont 400 000 Latino-Américains (résidant pour sont répartis dans un plus grand nombre de pays ;

Ressortissants d'autres pays d'Afrique, 1 million, principalement concentrés au Royaume-Uni (27 %), un quart d'entre eux en Espagne), 420 000 Nord-Américains et 100 000 ressortissants de pays d'Océanie.

► Les tendances

L'ampleur des flux. De 1989 à 1993, l'immigration nette dans l'Union européenne a atteint un chiffre annuel compris entre 1 million et 1,5 million. A partir du milieu des années 1990, l'immigration nette s'est stabilisée ou a décliné dans tous les pays d'Europe, sous l'effet des politiques d'entrée plus restrictives. Le mouvement

s'est de nouveau inversé ces dernières années : on estime à environ 700 000 personnes le flux positif net d'entrées dans l'Union européenne en 1999 et en 2000, par rapport à 500 000 en 1997.

L'orientation des flux. De 1985 à 1994, l'immigration vers l'Allemagne a été de loin la principale composante de la migration européenne, et de loin supérieure aux flux de migrations net vers n'importe quel autre Etat membre de l'Union. Pendant cette période, quelques Etats membres (l'Irlande et le Portugal) ont connu un solde migratoire négatif, qui a progressivement diminué.

Dans la seconde moitié des années 1990, le solde migratoire a été positif dans tous les Etats membres. La part de l'Allemagne par rapport au total de l'UE a reculé. Le solde migratoire a fortement progressé au Royaume-Uni, ainsi qu'en Italie qui, comme d'autres pays d'Europe du Sud, était traditionnellement une terre d'émigration et qui est devenue récemment pays d'immigration.

L'origine des flux. L'ampleur des entrées et l'origine des entrants varient en fonction des événements politiques et de la situation économique de différentes régions du monde. A partir du milieu des années 1980, l'UE a enregistré des arrivées importantes en provenance d'Europe de l'Est. La guerre dans les pays de l'ex-Yougoslavie, la situation en Albanie, ont ensuite poussé vers l'Union des groupes très nombreux. La situation dans certains

pays du tiers-monde où l'absence de démocratie s'ajoute aux difficultés économiques est en outre à l'origine de l'augmentation du nombre des demandeurs d'asile à la fin des années 1970 et de la crise du système mis en place par la convention sur les réfugiés en 1951, c'est-à-dire à l'époque de la guerre froide, où il n'était destiné qu'à des dissidents ou des persécutés politiques. Les facteurs économiques et politiques n'expliquent pas seuls les mouvements migratoires : il faut que s'y ajoute l'existence de réseaux organisés de passeurs qui les exploitent.

L'évolution des motifs d'admission. Les pays où le nombre d'étrangers est le plus important sont ceux qui ont fait appel à la main-d'œuvre étrangère dans les années 1950 et jusqu'au début des années 1970. Depuis, ils ont eu tendance à se fermer aux travailleurs étrangers, hormis dans certains secteurs de l'économie recourant soit à une main-d'œuvre très qualifiée, soit à une main-d'œuvre saisonnière. Le regroupement familial est devenu dans ces pays le motif d'immigration le plus important, cela malgré l'intensification du flux des demandeurs d'asile.

Ce dernier a recommencé à croître à partir de 1997 sous l'effet de la multiplication des conflits, mais aussi des restrictions à l'entrée à des fins d'emploi dans l'Union. Entre 1999 et 2000, les demandes d'asile ont connu des évolutions très disparates selon les pays de l'Union. Le Royaume-Uni a enregistré 97 000 demandes en 2000, soit près de 20 000 de plus que l'Allemagne ; viennent ensuite les Pays-Bas et la Belgique, avec respectivement 43 900 et 42 700 demandes enregistrées en 2000, puis la France (38 600).

La confusion des statistiques

Les statisticiens sont toujours très prudents lorsqu'ils dressent des tableaux des mouvements migratoires. Les données sont en effet plus ou moins abondantes, ou plus ou moins fiables, d'un pays à l'autre. Une majorité de pays de l'Union (l'Allemagne, l'Italie, les pays nordiques notamment) disposent d'un registre de population où sont enregistrés naissances, décès, changements de lieu de résidence, etc. D'autres pays, dont la France et le Royaume-Uni, ne disposent pas d'un tel instrument de suivi et établissent leurs statistiques à partir de plusieurs sources : fichiers des permis de séjour et de travail, recensements, dossiers des demandeurs d'asile, etc. Les systèmes nationaux de recueil des données sont aussi liés à l'histoire propre de chaque pays, à ses lois sur l'acquisition de la nationalité, etc., et ne retiennent pas toujours les mêmes définitions d'un Etat à l'autre.

Certaines données sont en outre mal connues dans tous les pays européens. C'est le cas notamment des migrations intra-européennes, qui constituent une part importante des flux : l'ouverture d'un espace de libre circulation a fait disparaître une partie des données administratives. C'est le cas plus encore, par définition, de l'immigration clandestine, en dépit de diverses tentatives d'évaluation, que certains statisticiens contestent vivement.

Iraqi Kurds Seek To Include Kirkuk in Their Region

Milliyet June 10. 2002

Northern Iraqi Kurds have openly expressed their wish to include Kirkuk, which is rich in oil reserves, to their region. This demand--which was not made with a clear formula in order to avoid a likely Turkish reaction but was introduced in a covert manner--was put forward during a conference titled "The Iraqi Kurds: The Key to Stability in Iraq" organized in Washington by the Global Peace Center, which is affiliated with the American University, and Global Kurdish Studies, which is affiliated with Mustafa Barzani.

US House of Representatives International Relations Committee Advisor Alan Makovsky, who earlier worked as an expert on Turkey at the Washington Institute, asked the following question to the participants in the same conference: "Do you want the inclusion of Kirkuk in the Kurdish region within the structure of a federation that may be established in Iraq?"

The Iraqi Kurds taking part in the conference responded to Makovsky's question with a huge applause. This behavior was interpreted as the fact that the Iraqi Kurds are seeking to gain Kirkuk but are refraining from openly voicing this desire. KDP International Relations Committee Advisor Hosyar Zebari, for his part, said that they want a federation and not an independent Kurdish state in Iraq. When reminded that Turkey or Iran may intervene in the event that a military operation is mounted against Iraq, Zebari said: "A regional intervention must not be made into Iraq."

Iraqi Kurdish officials and Washington circles following the issue, for their part, said that Iraqi Kurds have been carrying out lobbying activities in the United States with the aim of including Kirkuk within the Kurdish region.

Allegations about the lobbying activities carried out and secret talks held by Iraqi Kurds in Washington regarding Kirkuk were also mentioned by international news agencies.

In remarks he made to AFP regarding the matter, PUK London representative Latif Rasit denied claims that PUK Leader Jalal Talabani and KDP Leader Mesut Barzani secretly visited Washington last week to request that Kirkuk be given to the Kurds in return for the support that the Kurds would extend to the United States for toppling Saddam Husayn. However, Shiite opposition spokesmen in Iraq indicated to AFP that these allegations are true.

The Musul and Kirkuk region, which was not given to Turkey during the Lauzanne Conference in spite of being included within the National Pact borders and which was thereafter linked to Iraq with the foot-dragging of the British, is rich in oil reserves. Should this region, which also shelters a Turkmen population, be given to the Kurds in the post-Saddam era, all of a sudden the Kurds will become "oil rich" people.

* * * *

Nechirvan Barzani Remarks at American University Conference,

June 8 Brayati (courtesy of Iraqi Kurdistan Dispatch) June 10, 2002

Text Prime Minister Nechirvan Barzani's speech at a conference on future of Iraq at American University on June 8, 2002:

Ladies and Gentlement

In the proceedings of this conference very important and diverse studies have been presented on the present and future state of Iraq. No doubt that any next effort in this respect will benefit from the studies which were presented today.

Iraq is composed of two main nations the Kurds and Arabs and other ethnic groups such as Turkomans, Assyrians and Chaldeans. Although Iraq is very rich in terms of human and natural resources, and has one of the oldest civilizations in the world, it has been suffering for a long time not just from internal problems and crises, but it has also been alienated from international community and has become a constant factor of instability.

The problem of Iraq from beginning has been the problem of governing system. Since the creation of Iraqi state in 1921, it has failed to produce an appropriate power system which reflects the plurality of Iraq's national, religious and social strata, and achieve a peaceful and happy life for its citizens. Always the minority has ruled the majority. Whenever an individual took the reins of power, he subjected all society to the campaign of personal tyranny. Thus in Iraq the individual has been deprived from individual personality and right to freedom.

All this has created the ground for the ongoing emergence of internal crises and external conflicts. As a result Iraq is viewed today as an outlaw defying international laws and customs and is suffering from severe economic sanctions.

Hence it is imperative that considerable changes in the type of relationship between people and power internally and the type of approach to the region and international community are achieved. A proper political system must be created which can live peacefully and safely first with itself and then with neighboring countries and international community. The future Iraq should fill in the huge gap between government and people and deal with the lack of feelings of belonging and alienation of many social classes and strata.

This lack of sense of belonging can be seen from the huge numbers of Iraqi exiles abroad and the migration of many of home experts and professionals to foreign countries. The severe wounds of inhuman and racist treatment of Kurds, Turkomans, Assyrians and Chaldeans must be healed. The main problem of Iraq from its very foundation has been the Kurdish question while injustice and unequal treatment have been practiced against other sections of Iraqi people.

Due to lack of a solution to Kurdish question, problems, war and political and social tensions have always existed in Iraq. Whenever Iraq faced a hard internal problem and difficulties, it has exported its crises and created conflict with neighboring countries.

The first and second Gulf wars are proofs of this fact. This means that in order Iraq could become stable and peaceful internally, it must resolve its principal problems which are the problem of government system and the Kurdish problem.

We find solution for these in the following:

1. The future Iraq should be a federal democratic parliamentary state. It must, instead of war and conflict, work for the development of the country and social progress and has as its cardinal aim the happiness and good standard of life for its people. It must allocate its resources fairly for the development of all areas of Iraq.
2. The people of Kurdistan should be represented in the central government in Iraq according to the ratio of its population and should play its deserved role in the protection of security and the reconstruction of the country. The new constitution of Iraq should guarantee a federal entity within the borders of the region with its own parliament, government and national institutions.

We support democratic solution of the Kurdish question on the basis of federalism within the framework of Iraq. In our view, the protection of the present experience of the people of Iraq and enhancing its achievements are the principal responsibilities of any future system in Iraq. The Kurdish people have struggled continuously and offered many sacrifices to achieve the state of freedom they enjoy today. They are very keen and ever ready to defend this. The future Iraq must not only be a country which is worthy of this freedom, but it must also undertake to protect it.

Those Kurdish areas whose national character is changed by the Iraqi government such as Kirkuk, Makhmur, Khanaqin, Shekhan, Sinjar, Zmar and Mandali should be reintegrated within the borders of the region and all the racist measures against Kurds, Turkomans and other ethnic groups will have to be abolished.

The Kurdish people who constitute more than 25 per cent of the overall population of Iraq can become a main factor of stability in the future Iraq.

The Kurdistan region's experience over the last ten years has clearly demonstrated the fact that if opportunity afforded to Kurdish people, they can play an effective role in ensuring stability, practising democracy and the reconstruction of the country.

Here I would like to mention a number of points:

1. The experience of the last ten years of the people of Kurdistan in areas of democracy, freedoms and progress has been achieved in spite of difficult circumstances, obstacles and various problems and as testified by internal and external observers considerable progress has been made.

2. The experience of Iraqi Kurdistan over the last ten years has proved that the Kurdish people can be an important factor for the protection of security and stability in the region.

3. In spite of many difficulties and obstacles created on our path, we have managed through continuous and huge efforts to create, within very difficult and extraordinary conditions, normal and to some extent good relationships on the basis of friendship, travel and other areas, with neighboring countries. Although Kurdistan region has a long border with neighboring countries we have tried to prevent trouble-making for them through the borders and we have never interfered in the internal affairs of our neighbors.

4. Despite a lot of anti-Kurd propaganda, we have managed to a good degree, to build and develop relationships with many Arab countries. Furthermore we have continuous strong friendship with a large number of organizations and cultural, social and religious personalities. In the light of the above facts we can say with certainty that the experience of Iraqi Kurdistan can be made a model for all Iraq. It can be a bridge between today's Iraq and future Iraq. This must be an Iraq which before anything else solves the question of the system of government and the Kurdish question.

We the people of Kurdistan have never violated other people's rights. But we ourselves have always been victims of tyranny, oppression and exploitation. If we are granted freedom and opportunity to take action, we may play a significant role in the making of future Iraq. In future Iraq we must talk to each other frankly, we must all read the previous book not with the purpose of revenge and building up hatred, but to learn lessons from them. We must not allow the repetition of tyranny, oppression, tragedy and inequality. A Kurd must be a complete Iraqi not a half-Iraqi or a second class Iraqi. This can only be achieved in a federal democratic Iraq.

We have established a number of educational, cultural and humanitarian principles and the spirit of forgiveness which we will adhere to. We find this new education as a necessity for all Iraq.

The new education which we want must prepare the way for respecting the opinions of others, the protection of rights and freedoms of individuals and groups. This education must be against terror and violence.

We demand that all weapons of mass destruction are eliminated and Iraq will be free from those weapons which in Halabja and tens of other places created death and tragedy for the people of Kurdistan. We wish that the problem of Iraq were resolved in a peaceful way and that Iraq would accept to implement all international resolutions and allow inspectors of weapons of mass destruction to go back to Iraq.

We believe that Iraqi Kurdistan can become the balance for a democratic, stable and progressive Iraq which will live in peace and harmony with all its neighbors and become an active member of the international community. Finally I see it as my duty to extend the infinite thanks of the people of Kurdistan to those countries that have helped the people of Kurdistan especially the US, Britain and Turkey. Thanks to all humanitarian organizations and NGOs that came to the aid of our people in the hard days following Kurdish uprising. Thanks to UN agencies that have undertaken the implementation of Resolution 986 in Kurdistan. Thanks to international media which have played a great role in familiarizing the Kurdish question with public opinion in general and official centers in the world.

* * * *

European court rules Turkey violated rights of pro-Kurdish lawmakers

Associated Press June 11, 2002

STRASBOURG, France - The European Court of Human Rights ordered Turkey to pay 50,000 euros (dlrs 47,000) each Tuesday to 13 legislators from a pro-Kurdish party who were stripped of their parliament seats in 1994. The court's panel of seven judges ruled unanimously that Turkey's action violated a protocol of the European Convention on Human Rights guaranteeing the right to free elections.

"The measure was incompatible with the very essence of the right to stand for election and to hold parliamentary office," the court said. Aside from the damages, the court ordered Turkey to pay costs and expenses totaling 127,500 euros (dhrs 120,000).

"The European Court of Human Rights has upheld democracy," Yusuf Alatas, a lawyer for the complainants, said in Ankara.

The 13 were members of the Democracy Party, or DEP, which was dissolved by the Supreme Court in 1994 after charges it was linked to rebels fighting for autonomy in the predominantly Kurdish southeast. Some of the group fled abroad after their parliamentary immunity was revoked, others were arrested.

Four were sentenced to 15 years in prison on charges they aided the rebel Kurdistan Workers Party, or PKK. They won a separate case last year when the European rights court ruled they were denied a fair trial, but remain in prison. Turkish prosecutors are trying to close a successor party_ the People's Democracy Party or HADEP_ on charges that it is a front for the rebels - an accusation that party denies.

The rebels announced a unilateral cease-fire in 1999, but Turkey rejected it saying all rebels must surrender. Some 37,000 people, mostly Kurdish rebels and civilians, have been killed as a result of the fighting.

* * * *

Bostancioglu supports punishment for Kurdish education demands

Turkish Daily News June 11, 2002

Education Minister Metin Bostancioglu said that the punishments given to those students supporting Kurdish language education at universities were appropriate. Those students who petitioned for Kurdish education were suspended from their schools for two semesters or were discarded.

Responding to the official question of ANAP deputy Abdalbaki Erdogmus, Bostancioglu stated that Kurdish demands were launched with the same type of petitions at 24 state universities, adding that most of the students withdrew their petitions after it was announced that the terrorist organization PKK was behind the campaign.

Bostancioglu said that those students, who did not withdraw their petitions, were punished. He said that the punishments were appropriate since the petitions were against the Constitution Article 42, which read that no languages other than Turkish could be taught to Turkish citizens as mother tongue at schools.

According to Bostancioglu, these demands were not innocent individual actions and were not related with the right for petitioning, but were separatist actions planned and organized by the PKK.

Touching on the headscarf ban at schools, Bostancioglu stated that allowing students to enter closed areas with headscarves would mean violating the Constitution, adding that all students obeying the laws and regulations of schools had the right to have education.

* * * *

Karayalcin hints at alliance with HADEP

Turkish Daily News 12 June 2002

Newly founded Social Democratic People's Party (SHP) leader Murat Karayalcin said that his party was willing to work in close cooperation with other social democratic parties, in line with the establishment and realization of democracy and social democracy in Turkey, signaling that the SHP might make an election alliance with Turkey's only pro-Kurdish party, the People's Democracy Party (HADEP). HADEP Chairman Murat Bozlak and an accompanying mission visited Karayalcin at his office at the SHP headquarters. Karayalcin, hinting at a possible election alliance, said that issue would be evaluated in further detail once the country came to the election stage.

Stressing that his party was critical of the Political Parties and Election laws, Karayalcin noted that during their visit to President Ahmet Necdet Sezer they had suggested a series of changes to these laws, which would enable election alliances among political parties. He stressed that parties might make election alliances if these amendments were put into effect and said that these alliances would bring justice and stability. "Thus, parties in Turkey that are close to each other, or parties that may come together to work on a project would be able to create election alliances," Karayalcin noted.

The SHP had, in the recent past, rejected the notion of an election alliance with HADEP, but gave the first signal of a possible alliance at the meeting. Meanwhile, HADEP leader Bozlak said at the meeting that Turkey's heavy economic, social and political problems should be overcome with all parties together, urging the completion of the democratization process. He added that they were ready for any cooperation between the two parties on these issues.

Un drone américain s'est écrasé fin mai dans l'ouest de l'Iran (presse)



TEHERAN, 12 juin (AFP) - 9h14 - Un drone américain s'est écrasé fin mai dans la province du Kurdistan, dans l'ouest de l'Iran, frontalière avec l'Irak, a rapporté mercredi le quotidien gouvernemental Iran.

"Un avion américain sans pilote s'est écrasé dans la province du Kurdistan en Iran", rapporte le journal citant une "source parlementaire" et précisant que l'incident a eu lieu à la fin du mois de mai.

"Cet avion s'est écrasé près de la localité de Qorve", ajoute la source, précisant qu'il était équipé d'"une caméra avec transmission d'images en temps réel".

De son côté, le journal Norouz, réformateur, rapporte mercredi qu'un avion sans pilote "étranger s'est écrasé il y a quatre jours dans le Kurdistan iranien".

Il ajoute que le drone s'est écrasé sur une montagne, et signale que "les responsables politiques et sécuritaires n'ont toujours pas commenté l'incident".

Un responsable de l'Organisation de l'aviation nationale iranienne, a déclaré à l'AFP, sous couvert de l'anonymat, qu'un "avion sans pilote" s'était écrasé dans le territoire iranien, mais n'a donné aucun détail supplémentaire.

Des avions américains qui patrouillent une zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak sont régulièrement pris pour cible par la DCA irakienne. Bagdad a, à plusieurs reprises, annoncé avoir abattu des avions d'espionnage sans pilote américains.

Des islamistes soupçonnés dans des explosions dans le nord de l'Irak



DUBAI, 14 juin (AFP) - 17h08 - Des "extrémistes islamistes" seraient responsables de deux explosions ayant fait deux blessés légers la semaine dernière dans le nord de l'Irak, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable kurde.

"Les bombes ont explosé vendredi dernier, faisant deux blessés légers dans les localités estivales de Chaklawa et de Challal Ali Bek" dans la province d'Erbil, contrôlée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani), a précisé le porte-parole du PDK à Londres Dilshad Miran.

L'enquête se poursuivait, mais les deux explosions sont similaires à de précédents incidents qui, d'après les investigations, étaient perpétrées par "des éléments islamistes extrémistes", a affirmé M. Miran.

Ces explosions avaient visé ces derniers mois notamment des établissements de vente de boissons alcoolisées et des salons de beauté, considérés comme illicites par les extrémistes islamistes, a précisé M. Miran.

Le Kurdistan irakien échappe au contrôle du régime de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991. Le PDK contrôle le secteur proche de la Turquie, alors que son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) contrôle la partie est de ce territoire, frontalier de l'Iran.

En mai dernier, un responsable de l'UPK avait indiqué à l'AFP que les deux factions coopéraient dans la lutte contre "quelques groupes extrémistes", notamment le mouvement "Ansar Al-Islam" (Partisans de l'islam).

"Ansar Al-Islam" est composé de groupuscules, dont "Jund Al-Islam" (Soldats de l'islam) qui compte quelque 200 à 300 membres et parmi lesquels "certains ont admis avoir eu des liens" avec le réseau Al-Qaïda du terroriste présumé Oussama ben Laden et une formation en Afghanistan, avait précisé le responsable kurde.

Le Monde
VENDREDI 14 JUIN 2002

IMMIGRATION

Une étude précise les parcours des étrangers de Sangatte

L'enquête du sociologue Smaïn Laacher constate que l'existence du centre d'hébergement ne constitue pas un « appel d'air migratoire ». Venus pour des raisons politiques, entièrement dépendants des passeurs, les réfugiés veulent passer en Angleterre en raison des meilleures conditions d'accueil

METTRE FIN aux « fausses vérités » qui circulent sur les étrangers de Sangatte (Pas-de-Calais). Le rapport, encore confidentiel, que vient de remettre le chercheur Smaïn Laacher à la Croix-Rouge, intitulé « Des étrangers en situation de "transit" au centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire de Sangatte », réhabilite en effet ces milliers d'étrangers accueillis par l'association depuis septembre 1999. Après six mois d'enquête approfondie sur leur parcours et les raisons de leur migration, à la demande du directeur du centre, Michel Derr, le sociologue, chercheur au Centre d'études des mouvements sociaux (EHESS-CNRS) à Paris, a pu retracer les itinéraires de ces « nouveaux migrants » et leur univers social. Un travail précieux, qui met fin à bien des idées reçues dans un contexte de forte polémique sur le rôle de « pompe aspirante » que jouerait le centre de Sangatte.

Le premier enseignement de cette étude est que les étrangers de Sangatte ne sont pas venus en Europe pour des raisons économiques. La majorité des 284 personnes interrogées – « des gens ordinaires, socialement insérés » – ont fait état, pour expliquer les raisons de leur départ, « d'insécurité quotidienne et d'absence de maîtrise de l'ordre du monde. » En clair, la réalité qu'ils fuient est celle d'une violence arbitraire et permanente.

« L'exil est une condition imposée par les circonstances historiques », insiste le chargé d'études. Rien d'étonnant quand on sait que près de 90 % des hébergés de Sangatte sont afghans ou kurdes. « A peine plus de 7 % » déclarent être partis parce qu'ils n'avaient pas de travail. Les Kurdes irakiens quittent leur

pays en raison des persécutions politiques tandis que les Afghans invoquent l'état de guerre et d'insécurité, insistant tous sur l'envie de vivre dans un pays où leur sécurité est assurée.

Le départ n'est cependant pas un acte individuel : « Partir est une "affaire de famille" », note le rapport. La décision est prise par la famille, qui organise le voyage (trouver un passeur, réunir l'argent) et « nomme celui qui doit par-



Le centre de Sangatte (ici photographié en avril 2001) accueille depuis plusieurs mois quelque 1 500 personnes dans des conditions précaires. Les plus chanceux sont logés dans des Algeco, les autres sous des tentes de l'UNHCR. Outre-Manche, les réfugiés trouvent des logements décents le jour de leur arrivée, avec des « chambres nettoyées tous les jours ».

tir ». La moitié des étrangers interrogés ont ainsi été « désignés ». C'est presque exclusivement des hommes, jeunes, en pleine capacité physique et sans responsabilités familiales. Le partant est chargé d'une « mission » qu'il doit réussir à tout prix, sauf à déshonorer la famille et le clan qui se sont sacrifiés financièrement. Cet investissement explique, aux yeux du sociologue, pourquoi ces hommes ne vont jamais renoncer au cours du voyage. « Nous sommes devant la "création" de nouvelles histoires d'émigration-immigration », remarque Smaïn Laacher.

GARANTIE DE RÉUSSITE

Ensuite, le candidat au départ se remet totalement entre les mains des passeurs. Cette dépendance, telle qu'elle est relatée, demeure frappante. Il s'agit d'un « monopole sans concession, souvent même exercé avec violence, des passeurs sur le moindre détail de l'organisation », souligne le chercheur. Par « consigne de sécurité professionnelle », les fuyards ne savent jamais où ils sont, ni par quels pays ils passeront. Les haltes, les endroits où dormir, le choix du transport et le nombre de compagnons de voyage, sont autant de « détails réglés dans le plus grand secret entre groupes de

passeurs ». Les seuls aspects négociés sont le coût du voyage et les clauses du contrat, incluant la garantie de réussite.

Deuxième enseignement majeur de l'étude : le but précis du voyage n'est jamais « prédéterminé ». La seule certitude est qu'il doit se trouver dans l'espace européen, terre d'accueil où « l'on pourrait de nouveau construire des projets personnels et familiaux ». Une petite minorité a bien choisi l'Angleterre comme point de chute parce qu'elle y a de la famille. Mais ce n'est pas le cas de la majorité des personnes interrogées. Contrairement aux idées reçues, il n'y a pas outre-Manche d'importantes communautés susceptibles de faciliter l'intégration des réfugiés : les Afghans et les Irakiens sont plus nombreux en Hollande et en Allemagne. Selon le HCR, les Afghans seraient 3 500 en Grande-Bretagne contre 16 600 en Allemagne. Idem pour les Irakiens, au nombre de 35 000 outre-Rhin, 24 000 en Suède et 22 900 en Hollande, contre 5 700 en Angleterre.

L'Angleterre ne devient « un projet collectif » qu'en France, insiste le rapport. C'est en effet sur le territoire national que les étrangers reçoivent les premières informations sur les conditions d'accueil respectives en France et en Grande-Bretagne.

Là, « se jugent et se jaugent, s'évaluent et se discutent les coûts et les profits possibles de la décision à prendre : rester en France ou "tenter" l'Angleterre ».

Avant de pénétrer sur le territoire, rares sont les étrangers qui connaissent Sangatte. Seules 30 personnes en avaient entendu parler dans leur pays d'origine. La plupart en a appris l'existence au cours du voyage, souvent en entrant en France, par la bouche des passeurs et... des policiers français. Dès lors, toute la polémique sur l'éventuel « appel d'air » que constitue le centre de Sangatte semble vaine à l'auteur du rapport. Le centre n'est pas une fin en soi, mais le lieu « de jugements et de stratégies comparatives » entre les conditions d'accueil à l'anglaise et celles qu'on connaît sur place.

L'auteur insiste ainsi sur le rôle de Sangatte : le « camp » est devenu au fil des mois « un espace de production et de circulation d'informations et de croyances collectives », note-t-il. Pour la majorité des étrangers, c'est à Sangatte que se forge le projet ultime du voyage : passer en Angleterre coûte que coûte. C'est « là », insiste M. Laacher, que « l'Angleterre qui n'était qu'un mot parmi d'autres dans la langue maternelle devient un mot sur toutes les langues ; une sorte de grammaire du monde, une destinée commune ».

Sylvia Zappi

Les mauvaises conditions d'accueil entretiennent la conviction que « c'est mieux en Angleterre »

Le rapport préconise de maintenir le camp et d'en exclure les passeurs

L'ÉTAT DU CENTRE de Sangatte et ses perspectives d'avenir sont abordées par le sociologue Smaïn Laacher dans un chapitre particulier de son rapport. Sans concession sur les conditions d'accueil réservées aux réfugiés, son étude démontre pourquoi ces derniers veulent fuir Sangatte et passer en Angleterre. Car avant même de songer à trouver un travail, avoir « un lit avec des draps propres » conditionne l'image que l'on a de soi et de son avenir.

Pour mener à bien son projet, M. Laacher s'est rendu dans la région du Kent, à Douvres et Ashford, deux villes où se retrouvent de nombreux étrangers venant de San-

gatte. *réunies dans le centre de Sangatte : les personnes accueillies y vivent dans des conditions profondément dégradées*, remarque M. Laacher.

INFORMATIONS PAR TÉLÉPHONE

Les informations sur ce qui attend les demandeurs d'asile de l'autre côté de la Manche parviennent quotidiennement aux réfugiés de Sangatte : tous les jours, ceux qui réussissent la traversée téléphonent au centre pour raconter. La conviction collective que « c'est mieux en Angleterre » est donc fondée sur une expérience « vérifiée et maintes fois renouvelée », remarque le rapport. L'auteur insiste sur cette donnée qui

ment à la défense du droit d'asile, protection spécifique qu'« en aucun cas », on ne doit amoindrir « pour des raisons d'Etat ».

La lutte contre l'immigration clandestine doit ainsi « criminaliser » les trafiquants d'êtres humains mais pas ceux qui en sont les victimes. Il rappelle ainsi que les migrants clandestins, sont des êtres sans protection : « Refuser ces biens premiers [que sont le logement, le travail et la protection sociale] n'a jamais arrêté leur volonté de vivre dans des sociétés capitalistes développées dans lesquelles ces biens sont normalement et légitimement accessibles », conclut M. Laacher.

Le sociologue met en garde contre toute tentative de fermeture du centre de Sangatte. Une telle mesure, selon lui, ne ferait pas disparaître les clandestins ; ceux-ci « réapparaîtraient encore plus dramatiquement qu'auparavant dans l'espace public ». Plus nombreux dehors, ces nouveaux sans-abri se déplaceraient alors vers d'autres ports et d'autres villes. Il faut au contraire, insiste le rapport, « prendre acte de l'existence et de la nécessité de Sangatte ». Avec des mesures urgentes à mettre en œuvre : la mise en place d'un entretien confidentiel avec les hébergés pour mieux cerner leurs problèmes ; l'amélioration « radicale » des conditions d'existence et d'hygiène au sein du centre ; la diffusion auprès des étrangers de leurs droits et devoirs.

Et surtout « exclure » les passeurs du centre. Ces derniers, en contrôlant et monnayant l'accès aux douches, les couvertures ou une place dans une cabine, imposent leur loi, « source d'exploitation, de domination et de violence ». Le sociologue insiste : la Croix-Rouge doit retrouver la « maîtrise totale de toutes les activités stratégiques » touchant à la vie quotidienne du centre.

S. Z.

Un document « serein et descriptif »

Le président de la Croix-Rouge française, Marc Gentilini, a déclaré au Monde, mercredi 12 juin, que le rapport « serein et descriptif » de M. Laacher sur le centre de Sangatte « confortait les impressions qu'il avait ». « Il n'y a rien d'explosif et nous n'allons pas en tirer de conclusions », a-t-il ajouté. « C'est un compte-rendu modeste de la situation de tous les jours dans un centre sur lequel on a raconté beaucoup de bêtises et sur le sort de gens dont on ne savait presque rien ». La Croix-Rouge a « cherché à connaître le parcours de ces étrangers et ce qu'ils cherchent. Nous voulions écouter ces gens qu'on n'écoute pas. Le résultat, ce sont des histoires et des projets intéressants mais qui dépassent de beaucoup le centre de Sangatte », a estimé M. Gentilini.

gatte. Les structures d'accueil visitées offrent ainsi pendant quelques semaines, un « logement décent » : le jour même de leur arrivée, les demandeurs d'asile se voient attribuer une place dans une chambre de deux ou trois lits, « nettoyée tous les jours avec des draps propres, de l'eau chaude et des douches collectives » ; ils sont accompagnés et informés de leurs droits par des ONG spécialisées. Ensuite, les étrangers sont affectés dans des logements - petit studio pour les célibataires et appartement pour les familles - pendant tout le temps que dure la procédure d'examen de leur demande d'asile (six mois en général). « Ces conditions générales ne sont, ni de près ni de loin,

lui paraît essentielle : le logement est pour ces étrangers « le premier support de l'indépendance après avoir connu et vécu des mois durant un état de dépendance et de sujétion ».

Or dès leur arrivée sur le territoire français, ces étrangers sont confrontés à des conditions d'accueil qui « signent à elles seules et quasi immédiatement le refus explicite des pouvoirs publics de les accueillir ». Leur acharnement à passer en Angleterre est une tentative pour se mettre à l'abri de l'arbitraire et se « reposséder ».

Smaïn Laacher a tiré quelques « leçons » et plusieurs propositions de son travail d'enquête. L'auteur rappelle en premier lieu son attachement

Des hommes jeunes et plutôt instruits

Le chercheur Smaïn Laacher a interrogé 284 personnes réfugiées à Sangatte par questionnaire et mené une cinquantaine d'entretiens d'octobre 2001 à mars 2002.

● **Nationalité.** Deux groupes dominants sont accueillis au centre de Sangatte, les Kurdes d'Irak et les Tadjiks et Pachtoues d'Afghanistan. Il s'agit surtout d'hommes d'un âge moyen de 25 ans. 70 % d'entre eux sont célibataires ; 28 % ont déclaré avoir des enfants.

● **Niveau social.** Les personnes arrivées à Sangatte sont « privilégiées » sur le plan de leur niveau de formation. Quasiment toutes les personnes interrogées ont été scolarisées dans leur pays d'origine. Le nombre moyen d'années d'école est de 10 ans. Près de 40 % ont achevé leur scolarité au bout de douze ans (terme du secondaire) et 40,9 % ont le niveau Bac ou au-delà. 23,6 % ont un diplôme équivalent à deux années d'études supérieures ou plus. Les quatre métiers le plus souvent exercés sont commerçant-artisan (30,6 %), ouvrier (13 %), profession intellectuelle et libérale (12 %) et employés (8,5 %).

● **Prix du voyage.** Le prix médian est de 6 000 dollars (6 350 euros) pour une personne, mais il varie selon le pays de départ ; pour les Irakiens, il est de 5 000 dollars (5 300 euros) tandis que pour les Afghans, il s'élève à 8 700 dollars (9 200 euros).

VERBATIM

« Parfois, on n'est plus un homme »

VOICI des extraits de témoignages recueillis par le sociologue Smaïn Laacher dans son rapport sur le centre d'hébergement et d'accueil d'urgence humanitaire de Sangatte.

« Un médecin syrien, 30 ans.

De la Syrie à Sangatte, le voyage nous a coûté 15 000 dollars (environ 15 900 euros). Pour moi et ma femme, chacun 6 000 dollars (6 350 euros) (...) et

pour notre enfant 3 000 dollars (3 180 euros). Le voyage a presque duré trois mois. On a toujours envie de renoncer, mais à cause de ma femme et de mon fils, je ne pouvais pas. Je ne pouvais plus retourner en arrière. Moi je suis musulman et ma femme est juive ; retourner en Syrie, c'est retourner en enfer (...). Il y avait un contrat entre le passeur et moi, passé en Syrie : la moitié dès le début et l'autre moitié à la fin. La « fin »,

c'est un pays sûr ; c'est le passeur qui doit me trouver un pays sûr, c'est conclu comme ça entre lui et moi. Le voyage, c'est la nuit noire parce que tu ne sais jamais où tu es, ni où on t'emmène, ni avec qui tu y vas, ni par où tu vas passer. Tu ne sais pas si c'est dangereux. Pour l'Angleterre, c'est un contrat avec un autre passeur.

Un Afghan de 26 ans, poète.

Mon voyage est incroyable. Après l'Afghanistan, je suis passé

par l'Iran, la Turquie, la Bulgarie, la Yougoslavie, la Hongrie, la Slovaquie, l'Autriche, l'Italie et la France. Le voyage a duré dix-sept mois et m'a coûté 7 500 dollars (environ 7 950 euros). Je suis allé quatre fois en prison : en Bulgarie, en Turquie, en Grèce et en Autriche ; on passait dans des zones militaires sans le savoir ; je me suis perdu dans la forêt trois jours. A Hérat (en Afghanistan, près de la frontière avec l'Iran), les passeurs ont un siège officiel, dans un bureau de change qui donne sur la rue. Tout le monde sait que ce sont des passeurs. Je suis allé les voir et j'ai fait un

contrat avec eux : 7 500 dollars pour trois mois de voyage. Le contrat, c'était de m'emmener en Europe, dans un pays où il y a de la sécurité. (...) Ce qui m'a frappé et le plus choqué, c'est la violence des policiers en particulier en Bulgarie, en Slovaquie et en Turquie. En Bulgarie, les policiers ont violé devant nous une femme qui était clandestine. Pour moi, ce voyage, c'est d'abord une expérience de la brutalité des pouvoirs et des policiers. **Un Kurde irakien de 29 ans, gérant de café-restaurant.**

J'ai été impressionné par le travail des passeurs, par la précision de leur organisation. Ils ont du matériel : des pinces, des voitures, des maisons, des téléphones portables, des ordinateurs. Je ne connaissais pas les pays que je traversais ; on peut identifier certains endroits, mais c'est très rare car il faut toujours se cacher. Quand on voit le jour, on peut repérer le pays dans lequel on est : par l'écriture et la langue. On nous cache

des choses : on fait semblant de réduire la durée du voyage, pour nous donner plus de courage. On a fait trente heures de camion : on nous a dit à chaque heure qu'il nous restait une demi-heure. Ils nous mentaient tout le temps.

Un ingénieur en télécommunications kurde de 36 ans, père de trois enfants, interrogé après l'envoi d'une cassette à sa famille.

Je dis dans la cassette que partir de chez soi c'est très difficile, que parfois on n'est plus un homme. Que quitter sa famille c'est douloureux. Pourquoi on fait ça ? Pour vivre mieux, pour une meilleure éducation pour nos enfants. Je leur dis que c'est très dur. Que tous les jours, le froid, la faim, la misère. Que tous les jours on marche sans savoir où on va ; il n'y a que les passeurs qui savent où on va. Les clandestins et les passeurs, c'est comme les moutons et le berger. Quand on n'a pas mangé pendant trois jours, on devient

fou. Tous les jours, on risque des contrôles et donc on peut aller en prison pendant des mois ou être renvoyé dans son pays. Ce que je leur dis encore ? La vérité : que l'immigration, c'est pas bien. Partir est une épreuve : la rupture, c'est pas la vie. Et je leur dis qu'on se reverra pour vivre ensemble. Je leur dis que je pense à eux tous les jours. Je leur dis, à ceux qui sont restés là-bas, qu'ils sont la raison de mon immigration. Je demande à mes parents de demander à Dieu de faire en sorte que je revienne auprès d'eux. Et moi, je demande à Dieu qu'il améliore les conditions de vie de ma famille.

Un jeune Afghan dont une jambe a été sectionnée par un train sur le site d'Eurotunnel.

Je voudrais téléphoner à mes parents. Ils ont tout vendu, des terres et du bétail ; ils se sont sacrifiés pour moi, pour que j'aie en Europe travailler. Maintenant je suis là, je ne sers plus à rien, je n'ai pas été au bout de ma

mission. Ma famille comptait sur moi. Je suis perdu. Je ne sais plus quoi faire ; est-ce qu'il faut continuer ? Est-ce qu'il faut retourner à la maison ? Il faut que je leur téléphone pour qu'ils me disent ce qu'il faut faire.

Un commerçant afghan de 26 ans.

Plusieurs fois, j'ai voulu renoncer lors du voyage, mais c'était pas possible. Je préfère mourir pour ma famille. Le monde est noir. Il faut s'oublier ; c'est inhumain ; tout est mauvais. Pendant tout le voyage, on est coupé de tout : du monde, de la famille, des autres personnes, de soi-même... L'envie de vivre augmente, mais mon égoïsme s'est développé ; la solidarité en prend un coup, elle se relâche. Tu n'es rien puisque tu n'as pas de papiers. Personne ne sait qui tu es. Pendant le voyage, j'avais le sentiment que j'étais traité pire qu'un chien, comme de la marchandise. ”

Russia and Iran

The New York Times

Washington and Moscow have found common ground on many issues that once divided them, with one notable exception. Russia still refuses to restrain its transfers of nuclear and weapons technology to Iran. Russian technology could help radical mullahs acquire nuclear weapons and delivery systems that could threaten the United States and Europe, including Russia itself. President Vladimir Putin should reconsider this relationship, and President George W. Bush needs to make clear that Russia's ties with Iran are a serious impediment to Moscow's international aspirations.

The technology transfers flow from Russia's lucrative contracts to supply Iran with a nuclear power reactor and advanced conventional weapons. The sales are an important revenue source for Russia's beleaguered arms and energy industries. Yet Russia stands to benefit far more from the improved trade relations now on offer from the West than from risky deals with Iran.

More than a thousand Russian engineers and technicians are helping Iran build a civilian power reactor at Bushehr on the Gulf. When completed in several years, the reactor will produce plutonium as a by-product of power generation. That plutonium could potentially be reprocessed into nuclear bomb fuel using technology learned from the Russians.

Last year Russia resumed sales of

conventional arms to Iran, including an advanced air defense system. U.S. intelligence agencies report that Moscow is secretly transferring ballistic missile technology to Tehran, including suspected transfers through front companies in the former Soviet republics of Moldova and Armenia. When Bush raised the nuclear and missile technology issues with Putin last month, he got only unconvincing verbal reassurances that Russian scientists would not transfer dangerous technologies.

Russia misleadingly argues that the United States is helping North Korea build similar nuclear power reactors. Washington's deal with North Korea is specifically linked to Pyongyang's commitment not to reprocess the reactor's plutonium. Although Iran has signed the Nuclear Nonproliferation Treaty and has agreed to allow the International Atomic Energy Agency to inspect the Bushehr facility, Washington has good reason to believe that Tehran is intent on secretly developing nuclear weapons and will use Russian technology to do so. Energy-starved North Korea has a legitimate need for nuclear-generated power, while Iran is one of the world's leading oil producers.

Moscow's dealings with Iran belong to a bygone era and run directly counter to Putin's goal of realigning Russia with the West. Instead of helping the weapons programs of rogue states, Moscow should be working with Washington to meet the threat the two countries face from the alarming spread of unconventional weapons.

International Herald Tribune
Friday, June 14, 2002

■ STRASBOURG Turkey violated rights with ban, court rules

The European Court of Human Rights ruled Tuesday that Turkey had violated a key democratic principle when it banned 13 members from Parliament after outlawing their party in 1994.

The Strasbourg-based court ruled unanimously that Turkey abused the deputies' right to hold parliamentary office and stand for election when it banned all Democracy Party members from political activities after the party's dissolution.

The pro-Kurdish party, created in 1993, was outlawed in 1994 because some of its members and a former chairman had made statements that Turkey said threatened the integrity of the state and the unity of the nation. (Reuters)

International Herald Tribune
Monday, June 17, 2002

Bush approved covert CIA program to topple Iraqi president

By Bob Woodward

The Washington Post

WASHINGTON: President George W. Bush signed an intelligence order early this year directing the CIA to undertake a comprehensive, covert program to topple Saddam Hussein, including authority to use lethal force to capture the Iraqi president, according to sources familiar with the matter.

The presidential order, an expansion of a previous presidential finding designed to topple Saddam, directs the CIA to use all available tools, including:

- Increased support to Iraqi opposition groups and forces inside and outside Iraq, including money, weapons, equipment, training and intelligence information.

- Expanded efforts to collect intelligence within the Iraqi government, military, security service and overall population, where pockets of intense anti-Saddam sentiment have been detected.

- Possible use of CIA and U.S. Special Forces teams, similar to those that have been successfully deployed in Afghanistan since the Sept. 11 attacks. Such forces would be authorized to kill Saddam if they were acting in self-defense.

The administration has already allocated tens of millions of dollars to the covert program. Nonetheless, the CIA director, George Tenet, has told Bush and his war cabinet that the CIA effort alone, without companion military action and economic and diplomatic pressure, probably has only about a 10 percent to 20 percent chance of succeeding, the sources said.

One source said the CIA covert action should be viewed largely as "preparatory" to a military strike so that the agency can identify targets, intensify intelligence gathering on the ground in Iraq and build relations with alternative future leaders and groups if Saddam is removed.

Another source said of the covert plan, "It is not a silver bullet, but the odds are high and we could get lucky."

A CIA spokesman declined to comment.

Bush's intelligence order shows that the administration has begun to put money and resources into a policy that publicly has consisted mostly of tough rhetoric. Sources said the CIA initiative was part of a broader Bush administration plan to remove Saddam that includes economic pressure, diplomacy and what officials believe will eventually include large-scale military action.

The president has made plain in speeches and interviews his desire to

remove Saddam, by military force if necessary, but has offered few details of how he plans to do that. The Pentagon is considering a range of options, including an invasion that would use 200,000 to 250,000 military personnel. Sources said such an operation probably could not be launched until next year.

In an April 4 interview with a British journalist, Trevor McDonald, that was later published by the White House, Bush was asked, "Have you made up your mind that Iraq must be attacked?"

"I made up my mind that Hussein needs to go," Bush responded. "That's about all I'm willing to share with you." Pressed, Bush said, "The policy of my government is that he goes."

Two weeks ago at the U.S. Military Academy, Bush then declared that he would take preemptive action against regimes deemed a threat to the United States. "If we wait for the threats to fully materialize, we will have waited too long," Bush said.

Officials said that although military confrontation with the Iraqi Army might be inevitable under Bush's policies, it was only prudent for the administration first to expand its efforts on all fronts, including the diplomatic, economic and covert.

Tenet has also argued forcefully that compared with Afghanistan, Iraq represents a much more difficult target for the CIA.

In Afghanistan, the warlords and tribes often could easily be bought off and were enticed to change sides and join up with the U.S.-backed Northern Alliance forces as they began to overrun the Taliban.

There is no such tradition in Iraq, officials said, and the standing Iraqi military is eight times the size of the military forces that the Taliban controlled before it fell last year.

On the other hand, some intelligence reports show that contempt for Saddam within the Iraqi leadership, military and among the population runs very high.

On Feb. 28, USA Today quoted a former top CIA official as having said that Bush had approved a covert plan against Saddam, but the article provided few details.

Vice President Dick Cheney has taken an active role in the administration's Iraq policy and a key briefing on the president's intelligence order took place in Cheney's office in the West Wing of the White House. Cheney, one source said, introduced the subject and then turned the briefing over to Tenet, who outlined the covert plan.

Another key official is General Wayne Downing, the deputy national

security adviser for combating terrorism, who has a large and expanding staff within the White House. Downing, who is a former commander of Special Operations forces, and the CIA are trying to identify individuals or groups that might fill a leadership vacuum if Saddam is toppled, sources said.

Over the years the CIA has had a contentious relationship with the Iraqi National Congress, a leading opposition group that has been financed by the United States. It is led by Ahmed Chalabi, who is based in London.

Last month, The Washington Post reported that Downing had been meeting with leaders of two Kurdish parties based in northern Iraq, an area protected by U.S. and British air patrols that try to enforce a "no-fight" zone against Saddam's aircraft.

For at least the last six years, the CIA also has supported another opposition group, the Iraqi National Accord.

The Iraqi operation comes at a time when CIA resources have been vastly expanded for the war on terrorism and the agency's operational capacity is already stretched.

The CIA is still operating in Afghanistan and Bush has authorized covert action to disrupt, capture or destroy terrorists in as many as 80 countries.

Several officials voiced concern that the CIA, which significantly cut back its covert actions and clandestine intelligence gathering in the 1990s, might be overextended.

Other sources said that the Iraq covert operations could be managed and run by a small nucleus working at CIA headquarters, various stations, bases and special facilities abroad.

In addition, a covert action necessarily results in a vast increase in the flow of information about the target country, what some CIA officers call "the ground truth." This not only comes from human sources but also from communications intelligence and satellite surveillance.

From this, sources said, the CIA will glean much more information about Saddam, his possible locations, his security and travel patterns, how he communicates with his inner circle, the command relationships with his military and security service, and his possible vulnerabilities.

Saddam has been in power since 1979, and in 1990 had his puppet legislature declare him president for life. He is notoriously suspicious, elusive and unpredictable.

According to intelligence reports, he often travels at night, moves among various residences, palaces and bunkers, and deploys decoy look-alikes. Those suspected of the slightest disloyalty are removed from his circle or killed.

Le Monde 15 JUIN 2002

RUMEURS DE GUERRE EN IRAK

Les Kurdes d'Irak, protégés par les Américains, vivent, depuis 1991, une parenthèse de prospérité. Voyage au cœur du Kurdistan



ZAGUNIAN

GÉRARD CHALIAND est spécialiste de géostratégie et, plus particulièrement, des conflits indirects (guérillas et terrorismes). Par ailleurs, il a publié deux ouvrages sur les Kurdes : *Les Kurdes et le Kurdistan* (dir.) (Maspero, 1977), *Le Malheur kurde* (Seuil, 1991) ; et, plus récemment, *L'Arme du terrorisme* (Audibert, 2002) et, avec Sophie Mousset, *L'Héritage occidental* (Odile Jacob, 2002).

S

OULEIMANIYA, Irak du Nord, capitale de la partie méridionale de la région kurde qui, depuis 1991, s'auto-administre, protégée du régime de Bagdad par l'aviation américai-

ne et anglaise. Plusieurs rafales d'armes automatiques sont tirées par trois individus en direction d'une voiture rangée dans l'allée de la demeure de Barham Salih, le remarquable « premier ministre » de l'Union patriotique du Kurdistan. Le chauffeur, deux gardes du corps et deux agents de sécurité sont tués avant que les trois assassins soient abattus. Un seul survit. Barham Salih échappe de peu à cet attentat suicidaire, exécuté le jour même où une délégation américaine de haut rang venait rencontrer l'état-major du mouvement dirigé par Jalal Talabani. Cela se passait le mardi 2 avril.

L'attentat est attribué aux islamistes radicaux, et tout porte à croire que ceux-ci cherchent à éliminer, comme ce fut le cas en septembre 2001 avec Ahmed Chah Massoud en

Afghanistan, les éléments jugés les plus dangereux parmi l'élite politique kurde.

Il y a un an, au printemps dernier, lors de mon précédent séjour, il n'y avait pas de journalistes. Certes, l'accès de cette région enclavée entre l'Iran, la Turquie et la Syrie n'est pas aisé. C'est à travers la Syrie qu'il faut transiter, après en avoir obtenu autorisation. On franchit les eaux tumultueuses du Tigre en canot à moteur pour se retrouver coté kurde, à Fishkhabur, où le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), dirigé par Massoud Barzani, reçoit dans des bâtiments récemment construits. Cette année, les rumeurs de guerre amènent vers le Kurdistan d'Irak de nombreux journalistes. Des articles ont paru dans la presse américaine, évoquant l'usage des gaz chimiques utilisés par l'armée irakienne en 1988 contre les Kurdes à Halabja, tuant quelque 5 000 personnes et dont l'écho, à l'époque, avait été plus discret. Les temps ont changé. L'Irak est redevenu centre d'intérêt ; par voie de conséquence, les Kurdes aussi.

Depuis 1991, les Kurdes d'Irak vivent une parenthèse de paix relative et de prospérité



SOPHIE MOUSSET

La citadelle d'Erbil, capitale du Kurdistan d'Irak.

inconnue jusqu'alors dans leur histoire, et qu'ils doivent, paradoxalement, à la survie d'un régime qui n'a cessé de les écraser. La guerre du Golfe s'est arrêtée sans provoquer la chute de Saddam Hussein. Le pouvoir restait aux mains de la minorité arabe sunnite (22 %), comme le souhaitait, entre autres, l'Arabie saoudite, qui s'inquiétait du poids qu'auraient pu prendre les 55 % de chiites irakiens, ce qui, à ses yeux, aurait profité à ses adversaires iraniens.

Les appels à l'insurrection prodigués à l'époque par les Américains conduisirent les Kurdes et les chiites au désastre. Bagdad lançait sa troupe d'élite, la garde républicaine, et provoquait par la rigueur de ses exactions un exode massif de Kurdes. Tandis que les télévisions occidentales montraient ces images pathétiques, la France, bientôt soutenue par la Grande-Bretagne, insistait pour que ces populations soient protégées et faisait adopter par l'ONU, au nom du devoir d'ingérence, la résolution 688. Les Etats-Unis se décidèrent à lancer l'opération « Provide Comfort » et à garantir l'inviolabilité du Kurdistan au nord du 36° parallèle.

La région kurde autonome compte approximativement 3,7 millions d'habitants pour quelque 42 000 km², soit les deux tiers environ du pays kurde. Le reste, avec des villes comme Kirkouk, est contrôlé par le régime de Bagdad. Les deux partis rivaux se partagent la région avec des administrations séparées : au nord, le Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani ; au sud, l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani. Après s'être affrontés en 1994 et en 1996, ils ont fini par comprendre qu'il leur faudra, ensemble, perdre ou gagner.

Plus riche, un peu plus peuplé, le Nord dispose de deux gouvernorats, Dohouk et Erbil, et emploie quelque 125 000 fonctionnaires, tandis que le Sud a un seul gouvernorat, situé à Souleimaniya, et emploie 97 000 fonctionnaires. Point tous indispensables, mais cela crée des emplois, car le problème majeur, en dehors de l'incertitude de

l'avenir, reste le chômage et le sous-emploi. Cependant la situation, comparée au reste de l'Irak, est remarquable.

Nasreen Mustapha Sadeh est la ministre de la reconstruction au Nord. Elle a 33 ans et a été formée à Harvard. Dans son bureau, on voit sur le mur quelques très beaux tapis kurdes : « *Entre 1975 et 1991, nous avons eu, au Kurdistan d'Irak, 4 000 villages détruits. Il a fallu reconstruire. Grâce aux Nations unies, la résolution 986 nous alloue 13 % des revenus du pétrole irakien. C'est le programme dit "Pétrole contre nourriture". Nous avons reçu, depuis 1996, quelque 3,5 milliards de dollars. Cet argent est utilisé par les agences de l'ONU pour l'éducation, la santé, le bâtiment. Environ 3 autres milliards de dollars restent bloqués, dont nous aurions bien besoin. Nous avons sérieusement fait baisser la mortalité infantile et les maladies endémiques, grâce au fait que, maintenant, la plupart des villages ont de l'eau potable. Nous avons des universités et aussi des campagnes d'alphabétisation, une presse libre, l'usage d'Internet, ni drogue ni crime organisé. Jugez par vous-même. Je crois que nous avons beaucoup travaillé et fait la preuve de notre maturité politique et de notre ouverture.* »

Sur le plan économique, le contraste est frappant entre la région gérée par les Kurdes, que protège l'aviation anglo-américaine, et le reste de l'Irak. D'une façon générale, le revenu de l'Irak est évalué au quart de ce qu'il était en 1980. Mais cela ne rend nullement compte des conditions de vie de la majorité de la population. En 1984, 1 dollar américain valait 8 dinars irakiens. Aujourd'hui, il en vaut plus de 1 800 ! Au Kurdistan d'Irak, où il n'y a pas de marché noir, le dinar local (imprimé en Suisse) a une parité fort différente : 1 dollar américain vaut 18,5 dinars, soit une différence de 1 à 100 avec le dollar de Bagdad.

Si les Kurdes peuvent se prévaloir d'avoir accompli de grands progrès en matière d'éducation, de santé, d'habitat et de routes, leur bilan le plus remarquable se situe

dans d'autres domaines. Le pouvoir judiciaire est indépendant. On peut former un parti politique, et il y a des droits qui concernent tant les travailleurs que les femmes. Le traitement des différentes minorités tranche fortement avec ce qui est pratiqué par les pays voisins. Outre les Kurdes, le Kurdistan d'Irak comprend des minorités religieuses ou ethniques. Des Chaldéens et des Assyriens, tenants de la doctrine de Nestorius, patriarche de Constantinople, dont les thèses furent rejetées au concile d'Ephèse (431). Ils sont quelques dizaines de milliers, les premiers rattachés à l'Eglise catholique, les seconds autocéphales. Ils ont, à présent, pleine liberté de culte, disposent de journaux, de magazines, de programmes de radio et de télévision, et surtout de représentation politique. A l'église chaldéenne Saint-Joseph, à Erbil, la messe de Pâques a été célébrée en grande pompe. A Amadya, l'archevêque Raban Qass, qui est francophone, est révérencé par ses fidèles et respecté de tous pour ses secours aux démunis.

LES yazidis, persécutés sous le régime de Saddam Hussein, improprement désignés comme les « adorateurs du diable », sont une secte dualiste fort ancienne. Ils disposent aujourd'hui d'un centre communautaire à Dohouk, regroupant les informations sur leur culte, avec musée, bibliothèque, cassettes de musique religieuse. Leur temple, en partie troglodyte, se trouve à Lalish. Il était bondé, mercredi 17 avril, premier jour de leur nouvelle année. Les Turkmènes, qui sont quelques dizaines de milliers, disposent de tous les droits et ont même été largement courtisés par l'UPK. Soutenu par la Turquie, le Front turkmène, qui a pignon sur rue, représente, aux yeux

d'Ankara, un éventuel moyen de pression sur le Kurdistan d'Irak.

Le traitement des minorités représente l'une des pierres de touche de la démocratie. A cet égard, le Kurdistan d'Irak est unique au Moyen-Orient. Par ailleurs, la Croix-Rouge peut librement visiter les prisons kurdes, selon les informations données par les représentants suisses du CICR.

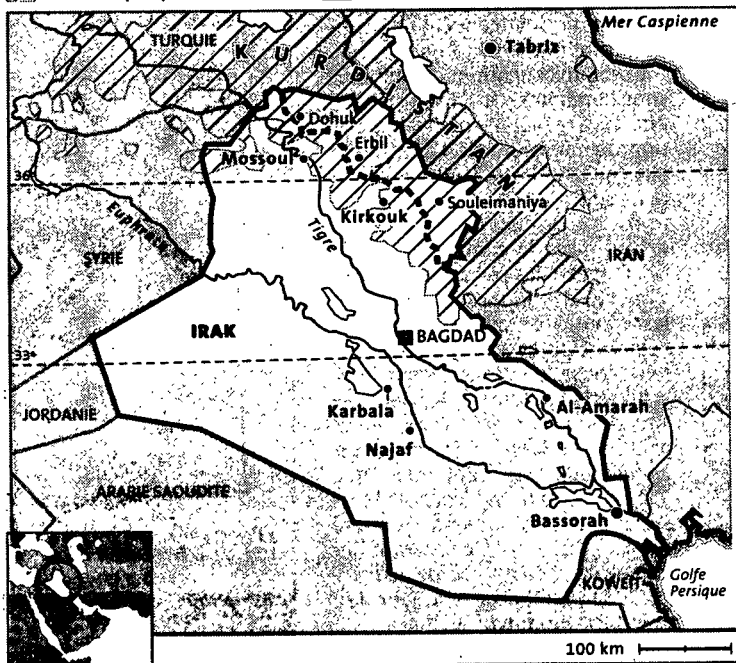
Les routes du Kurdistan d'Irak, souvent construites ou élargies au cours de la dernière décennie, sont en bon état et permettent de se déplacer rapidement. Le long des routes, abrités derrière des haies de peupliers, des villages, dont les maisons ont le toit plat. Souvent des mosquées se dressent au bord de la route, petites, toutes similaires, avec des minarets minces comme des crayons, construites avec de l'argent saoudien.

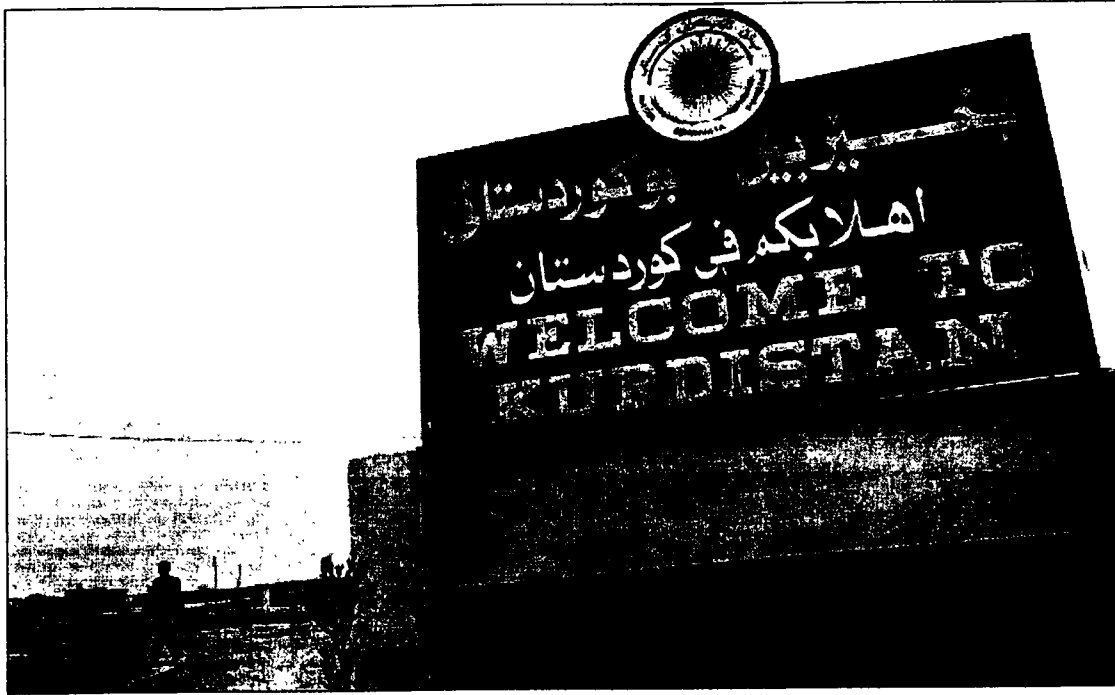
Si le costume traditionnel des hommes - fait du *chalwar*, le pantalon bouffant retenu par une longue étoffe de mousseline (de la ville de Mossoul) enserrant la taille, et d'une élégante chemise cintrée - n'a point varié, celui des femmes, par contre, s'est en vingt ans modifié. Elles portent toujours les robes vivement colorées aux longues manches, mais les recouvrent souvent d'amples manteaux noirs et de foulards. L'influence des islamistes est sensible, ici comme partout ailleurs dans le monde musulman.

Autrefois, lorsqu'on rendait visite aux Kurdes, il fallait marcher ou parfois cheminer à cheval. Aujourd'hui, tout est motorisé. Les randonnées éventuelles sont restreintes par

LE KURDISTAN, UNE RÉGION ENCLAVÉE ET DIVISÉE

Zone de peuplement kurde Zone d'exclusion aérienne en Irak





La frontière du Kurdistan sur les rives de l'Euphrate

crainte des mines enterrées en masse durant la guerre entre l'Irak et l'Iran. Chaque année, on compte plusieurs centaines de victimes. Aussi, dès le printemps, le vendredi, jour de congé, les familles partent en autocar ou en voiture pour pique-niquer sur l'herbe au bord des routes.

A Dohouk, le centre urbain d'importance le plus proche de la frontière turque, l'activité économique était effervescente l'an dernier. Des centaines de camions turcs venaient y vendre les produits les plus divers. Des centaines d'autres remontaient de Kirkouk chargés de pétrole que l'Irak, pour tourner l'embargo, vend à bas prix à la Turquie comme à la Jordanie. Cette année, le flot des camions turcs qui venaient vendre s'est arrêté net. Seuls ceux qui remontent du pétrole continuent leur noria. La Turquie ne veut pas d'un Irak dans lequel les Kurdes participeraient au pouvoir, elle qui n'accorde pas même des droits culturels aux 12 millions des siens. Aussi cherche-t-elle à rendre la situation économique plus difficile.

Soutenus par l'Iran, les combattants du PKK de Turquie, regroupés au sud du Kurdistan d'Irak, sont crédités de 3 000 à 5 000 hommes. Ils ont des rapports très hostiles avec les deux partis kurdes d'Irak. Depuis des années, les troupes terrestres turques leur donnent régulièrement la chasse, au cours de brèves incursions.

Au sud comme au nord, les administrations kurdes travaillent de façon efficace, et l'Irak du Nord est autogouverné aussi démocratiquement que possible, compte tenu du poids de l'histoire. Des lois en faveur des femmes ont été votées, quatre d'entre elles occupent des postes ministériels importants. Si, dans certains domaines, les mentalités changent lentement, les Kurdes ont, en revanche, rapidement pris goût à la liberté et à l'autogouvernement. Le test du sens de l'Etat et de l'intérêt collectif paraît avoir été passé avec succès. Que veulent-ils ? Nullement, comme le prétendent les autorités turques, un Etat indépendant. Les Kurdes d'Irak envisagent leur avenir dans le cadre d'un Irak aux frontières intangibles. Bref, ils

souhaitent, dans un cadre fédéral, participer au pouvoir à Bagdad, avec les Arabes sunnites et chiïtes, dans un Irak non despotique.

Le fait qu'ils soient eux-mêmes sunnites serait un élément de plus pour que le pays ait un équilibre sur le plan religieux, puisque les Arabes chiïtes, à eux seuls, représentent un peu plus de la moitié de la population. J'ai, dans le passé, toujours connu les Kurdes dans l'infortune. Ma première date de 1959. Je traversais la Turquie en stop, vers l'Iran, lorsque je fus embarqué par un groupe

de Kurdes, dans un camion, près d'Erzeroum. Le soir descendait, et l'on m'a proposé de m'héberger. C'est à cette occasion que j'appris qu'ils n'avaient aucun droit, pas même de se revendiquer comme Kurdes. C'étaient, officiellement, des « Turcs montagnards », et leur région, au sud-est de la Turquie, était interdite d'accès. Les péripéties de la guerre d'Algérie, où la libération des peuples était un des thèmes majeurs de l'époque, me menèrent à Berlin en 1960. J'y assistais au V^e congrès des étudiants kurdes en Europe, dont émergèrent nombre de cadres et de dirigeants kurdes d'Irak, tel Kamal Fouad (membre du bureau politique de l'UPK), ou d'Iran, comme A. R. Ghassemlou (secrétaire général du PDKI), qui m'accueillit vingt ans plus tard, lorsqu'il tenait militairement Mahabad et la région kurde contre les pasdarans de l'ayatollah Khomeiny. En automne 1961, dans le premier numéro de *Partisans*, fondé par François Maspero, je publiai « La question kurde », au moment même où éclatait en Irak l'insurrection du légendaire Mustapha Barzani. On ne peut comprendre les enjeux de demain sans un retour en arrière.

Au lendemain de la première guerre mondiale, Mustapha Kemal, grâce à sa pugnacité, sauva la Turquie de tous les périls et fonda, sur les décombres de l'Empire ottoman, un Etat-nation entériné par le traité de Lausanne (1923). L'année suivante, la minorité kurde, qui s'était loyalement comportée lors de la « guerre d'indépendance » contre les Grecs, se voyait dénier tout droit. La Turquie était le pays des seuls Turcs. L'Iran voi-

sin avait ses propres Kurdes, qui jouissaient d'un minimum de droits culturels, et assassinaient, parmi ceux-ci, les éléments dont les aspirations nationales étaient les plus ambitieuses. L'Irak, sous mandat britannique, qui ne comportait originellement que les vilayets de Bagdad et de Basra, au sud, se voyait adjoindre, au nord, le vilayet de Mossoul, peuplé de 58 % de Kurdes et qui recevait le pétrole. Le sort de ce dernier, revendiqué par la Turquie, n'était tranché par la Société des nations qu'en 1925, en faveur de l'Irak.

Les insurrections kurdes dans ces trois pays furent nombreuses et chaque fois écrasées, les trois Etats souvent rivaux se retrouvant à cet égard solidaires. Montagnards aux structures tribales, souvent portés aux luttes intestines, la société kurde et ses élites étaient attardées par rapport aux Ottomans et aux Persans, héritiers d'une longue tradition étatique.

Si les Kurdes ont toujours disposé en Irak d'un minimum de droits culturels, cela est dû aux règles imposées par le mandat britannique, qui prit fin en 1932. Dès que l'Irak devint indépendant, les Kurdes, sous la direction d'Ahmed Barzani, se révoltèrent contre un pouvoir exclusivement confié aux Arabes sunnites. En vain. Mais la révolte reprit en 1943, menée, cette fois, par son frère cadet, Mustapha Barzani.

Au lendemain immédiat de la seconde guerre mondiale, l'Iran n'ayant plus de souverain, Staline pousse à la création d'un grand Azerbaïdjan jusqu'à Tabriz et encourage les Kurdes d'Iran à instituer une « république » à Mahabad. Mustapha Barzani, passé en Iran, en devient le dirigeant militaire. Lorsque les troupes iraniennes écrasent la « république de Mahabad », Mustapha Barzani, à la tête d'un demi-millier d'hommes, refuse de se rendre et entame une retraite épique, à cheval, entre les frontières iraniennes et turques, jusqu'en Union soviétique. Il s'y réfugie jusqu'en 1958, date à laquelle le général Kassem renverse le régime hachémite et annonce que l'Irak est le pays de deux peuples : les Arabes et les Kurdes. Mustapha Barzani rentre d'exil.

Je me trouvais, en 1969, à Bagdad, dans le bureau de Saddam Hussein, beaucoup plus mince à l'époque, mais déjà considéré comme l'homme fort du parti Baas, au pouvoir depuis l'année précédente. La guerre avec les Kurdes de Barzani entravait dans sa huitième année. J'enquêtais, à l'époque, à la fois sur la résistance palestinienne et sur les Kurdes d'Irak. Le dialogue sur ces derniers fut bref : il n'y avait rien à négocier. Un an plus tard, cependant, de guerre lasse, Saddam entamait des négociations avec Mustapha Barzani. Celui-ci bénéficiait du soutien du Parti communiste irakien - à l'époque le plus puissant du Moyen-Orient -, de l'URSS et du chah d'Iran. Saddam et le Baas reconnaissaient le droit des Kurdes à disposer d'un statut d'autonomie et à participer au gouvernement central. Des divergences se faisaient jour au fil des longues négociations sur l'assiette territoriale de la région kurde, dont Kirkouk et son pétrole étaient exclus. En 1974, le Baas annonce qu'il est prêt à partager Kirkouk avec les Kurdes, mais Barzani, ayant échappé à un attentat, se méfie et n'accepte pas, à tort ou à raison, ce compromis. On marche, de nouveau, vers la reprise des hostilités.

CETTE fois, Mustapha Barzani se retrouvait seul sur le terrain. Saddam Hussein s'était rapproché des Soviétiques en 1972, les communistes rejoignaient Bagdad. Barzani comptait sur l'aide secrète de l'équipe Nixon-Kissinger qui, au moyen de la CIA, cherchait à affaiblir un Irak considéré comme prosoviétique, ce qui inquiétait, par ailleurs, Israël. Saddam, qui avait profité de la paix pour réorganiser ses forces armées, remportait d'importants succès militaires. Mieux : l'année suivante, au prix de concessions substantielles à l'Iran, il obtenait que le chah cesse d'aider les Kurdes. Abruptement, la rébellion kurde, qui dépendait étroitement de la logistique iranienne, s'effondrait.

« Quand nous nous sommes connus à Paris, fin 1975, me dit Sami Abdurahman, vice-premier ministre du PDK, tandis qu'il me reçoit au siège du gouvernement, nous étions en pleine débandade. Saddam Hussein a rasé les villages, regroupé les populations le long des routes dans des sortes de hameaux stratégiques, transféré plusieurs dizaines de milliers de gens vers le Sud. On a eu beaucoup de mal

à organiser les conditions d'une nouvelle lutte armée sans base arrière, avec juste ce qu'on avait réussi à cacher comme armes et munitions. Nous étions seuls. Et puis Saddam a atta-

qué l'Irak de Khomeiny en croyant l'emporter sans grand mal. C'est sa première erreur. Jusque-là, le pays se développait à vive allure, c'était l'époque des deux chocs pétroliers. Il a épuisé l'économie du pays en croyant doubler sa mise. Nous, on a profité de l'aide de l'Irak, et les Kurdes d'Irak de celle de l'Irak. Qu'est-ce qu'on pouvait faire d'autre ? Après la guerre, Saddam s'est vengé avec l'opération "Anfal" et en gazant Halabja. Tu vois, depuis, on a fait du chemin, avec des moments très durs. Peut-être qu'on est à la veille du dernier acte. »

De 1975 à 1991, la situation des Kurdes en Irak n'a cessé d'être dramatique. L'opération "Anfal", qui intervenait au lendemain de la guerre entre l'Irak et l'Iran, provoquait,

sommet de la ville, sur un promontoire aux vestiges millénaires, se dresse la citadelle bâtie sous les Ottomans.

Hormis la citadelle, Erbil n'a pas de charme. On y termine la construction, payée par un Kurde milliardaire, d'une réplique de la mosquée Bleue d'Istanbul, chef-d'œuvre de l'architecte Sinan. Seul le bazar vaut vraiment la peine d'être visité. Les marchands ne se plaignent pas. On vend particulièrement tout ce qui concerne le textile.

C'est à Erbil que j'ai rendu visite au ministre de l'éducation, Abdul Aziz Taïeb Anned, ancien peshmerga, qui fut gouverneur de Dohouk : « Nous avons, dans le Nord, 487 000 élèves cette année et 22 225 professeurs et instituteurs, 5 instituts techniques, 2 universités, l'une à Erbil, l'autre à Dohouk. A Dohouk, on a installé l'université dans les locaux autrefois réservés à la police politique

Les Kurdes d'Irak envisagent leur avenir dans le cadre d'un Irak aux frontières intangibles. Bref, ils souhaitent, dans un cadre fédéral, participer au pouvoir à Bagdad, avec les Arabes sunnites et chiites, dans un Irak non despotique

selon les estimations kurdes, 182 000 disparus. Le 16 mars 1988, des avions épandirent des gaz toxiques sur la petite ville de Halabja, tuant 5 000 personnes et laissant de nombreuses séquelles. Au lendemain de la guerre du Golfe, les gardes républicains se livraient à une répression féroce. Pour la première fois, en cet hiver 1991, l'existence et le sort des Kurdes étaient connus du public. C'est à cette date que la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU me demanda un rapport sur la situation des Kurdes dans la région. Rapport dont le simple énoncé des réalités m'a rendu persona non grata en Turquie et en Irak.

Nous sommes à Erbil, l'antique Arbèles, où les phalanges macédoniennes et la cavalerie d'Alexandre affrontèrent victorieusement, sur cette plaine accablée de soleil, les chars et l'infanterie disparate de Darius. Au

de Bagdad. Il y a 2 000 élèves et 200 professeurs. La plupart des élèves choisissent les sciences, même les filles. C'est aussi le cas à Erbil : beaucoup d'étudiants en ingénierie, en médecine, en sciences pures. Et 15 % en études islamiques. Nous manquons de matériel adéquat, l'information est insuffisante, mais on se débrouille. »

On passe de la zone tenue par l'un des partis kurdes à l'autre sans difficulté. Elles sont séparées par une solitude de 3 000 mètres. Simple, à la voiture ou à l'escorte du PDK se substitue une voiture de l'UPK. En chemin, je m'arrête une journée à Koya, où se trouve la direction du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI). Au printemps 1980, sous la direction d'A. R. Ghassemloou, le PDKI contrôlait le Kurdistan iranien et lut-tait victorieusement contre les pasdarans de Khomeiny. En 1989, A. R. Ghassemloou était assassiné à Vienne, au cours de négociations concernant l'autonomie, par des émissaires de l'ambassade iranienne. Aujourd'hui, les cadres du PDKI disposent d'un sanctuaire en Irak, à condition de ne mener aucune action militaire contre l'Iran.

Je n'ai pas, cette année, rencontré Mas-soud Barzani ni Jalal Talabani, que je connais de longue date. Tous deux se trouvaient en déplacement à l'étranger. Mais l'épouse de ce dernier, qui fut peshmerga pendant plus de dix ans, ainsi que photographe, me reçoit en son absence et résume assez bien la situation : « Les événements se précipitent. Bientôt, nous serons au centre de l'actualité. Espérons que le coût n'en sera pas trop élevé et que les Kurdes seront partie prenante à Bagdad. »

La ville de Souleimaniya est beaucoup plus vivante, plus dégagée d'allure qu'Erbil la puritaine. Cela est surtout sensible à l'université. On est dans un campus mixte, très détendu et vivant, fréquenté par quelque 5 000 étudiants et étudiantes. Il est difficile



Des élèves kurdes rentrent de l'école à Erbil

de dire laquelle des deux régions est la mieux gérée. Il est certain que l'émulation entre les deux partis concurrents oblige chacun à faire mieux.

Le 28 septembre 2001, quarante-trois peshmergas de l'Union patriotique du Kurdistan étaient abattus, près de Halabja, par des islamistes radicaux. S'il existe officiellement un Mouvement islamique du Kurdistan, crédité de 6 % des voix aux élections de 1992, ce mouvement est légal et non violent. Comme tant d'autres mouvements islamistes de même nature, il travaille dans l'action sociale en faveur des déshérités.

« Le 18 février, quatre ou cinq islamistes appartenant à un mouvement qui s'appelait Takwid ont assassiné mon père, dit Fawzi Hariri, responsable du bureau des relations publiques du PDK à Salahaddin, quartier général du parti. Mon père était gouverneur d'Erbil et membre du comité central. Il était assyrien, c'est pour cela qu'il a été abattu. Je vivais depuis longtemps en Grande-Bretagne, mais je suis revenu après ça pour travailler ici. Les islamistes, dont certains anciens d'Afghanistan, étaient actifs à Halabja depuis un an ou deux. Le 1^{er} septembre 2001, le Takwid s'est allié avec un autre mouvement, le Jund Al-Islam, dirigé par Abdallah Al-Shafi, un ancien d'Afghanistan. Ils ont attaqué les peshmergas de Talabani peu après. » Aujourd'hui, les islamistes radicaux, soutenus par l'Arabie saoudite et plus particulièrement par l'Iran, ont un nouveau nom : Ansar Al-Islam. Les islamistes religieux, crédités de 700 à 800 militants, tiennent les bourgades de Tawela, de Panjwin et de Behara, où les mosquées prêchent le salafisme. On a le sentiment que, pour ne pas aliéner l'Iran, ils sont tolérés.

EN fait, la situation de l'enclave kurde est fortement conditionnée par son environnement : Bagdad au premier chef, puisque l'Irak est leur pays ; l'Iran, qui pratique une diplomatie régionale subtile, et la Turquie. Cette dernière est la plus inquiétante, car elle ne veut pas voir les Kurdes partager le pouvoir à Bagdad. Forte de son appartenance à l'OTAN, de ses liens avec les Etats-Unis, de sa position géographique (base aérienne d'Incirlik), de l'appui qu'elle dispense à la minorité turkmène au Kurdistan d'Irak et de sa capacité d'intervention militaire, la Turquie veut avoir son mot à dire sur les conséquences qu'aura pour elle une opération américaine contre Bagdad. En tout état de cause, le paramètre kurde rend la situation régionale plus complexe.

Selon tous les témoins, la tension monte en Irak, et Saddam Hussein s'emploie, diplomatiquement, à s'assurer un maximum d'appuis possibles. Cette tension est d'ailleurs alimentée par les affrontements israélo-palestiniens. Contrairement aux autres dirigeants, Saddam Hussein est le seul, aux yeux de l'opinion publique arabe, qui ait pris des mesures concrètes : arrêt pour un mois de la production de pétrole, compensation finan-

cière offerte aux familles des *chahids*, les auteurs des attentats-suicides palestiniens. Par ailleurs, Saddam reste celui qui a défié les Etats-Unis et qui continue de leur tenir tête. Aujourd'hui, cependant, l'embargo, même s'il est quelque peu contourné, a produit ses effets. On sait que la liberté de manœuvre militaire du régime est bloquée, au nord comme au sud du pays, par l'aviation anglo-saxonne. Cependant, les troupes de Bagdad sont à quelques kilomètres des villes tenues par les Kurdes. A Kirkouk et dans d'autres villes du Kurdistan contrôlées par les troupes de Bagdad, le régime pratique une politique accélérée d'arabisation.

La détermination de ceux qui dirigent actuellement les Etats-Unis, c'est-à-dire des républicains parmi lesquels les faucons du Pentagone sont particulièrement influents, ne fait pas de doute. Selon toute vraisemblance, au début de 2003, l'opération contre Bagdad devrait avoir lieu. Paul Wolfowitz, le numéro deux du Pentagone, ne désignait-il pas l'Irak comme cible dès le 12 septembre 2001 ? Déjà, deux cents spécialistes allemands du chimique et du biologique sont, paraît-il, arrivés au Koweït. Compte tenu de leur situation géographique et de l'importance de leurs forces armées (de 50 000 à 70 000 hommes), à condition de disposer de l'armement adéquat, les Kurdes peuvent jouer un rôle important. L'opération projetée par les Américains requiert, quelle que soit leur volonté d'agir unilatéralement, quelques conditions préalables : une situation moins dramatique dans le conflit israélo-palestinien, où Washington paraît juge et partie, et dont les conséquences peuvent être non négligeables au Moyen-Orient ; une stratégie politique pour l'après-Saddam, qui est rien moins que simple, mais qu'il faut préparer pour éviter le vide ; enfin, une opération militaire d'importance contre un adversaire disposant d'armes chimiques et biologiques et de quelques vecteurs capables de les propulser dans un rayon de 650 kilomètres. Ils seront face à un adversaire qui n'aura plus rien à perdre et qui, sans doute, sera tenté de frapper le premier.

Pourquoi une partie de l'administration républicaine, notamment autour de Paul Wolfowitz, *deputy secretary* du Pentagone, veut-elle en finir avec le régime de Saddam Hussein ? Aux yeux des Arabes, en général, l'explication tient aux liens entre Washington et Israël. Pour ceux qui pensent mieux connaître les desseins stratégiques des faucons de l'administration, il s'agit de pousser l'avantage des Etats-Unis au Moyen-Orient en installant en Irak un régime favorable à Washington.

Ce changement permettrait d'isoler l'Iran et de disposer, grâce au pétrole irakien, des moyens de réduire l'importance de l'Arabie saoudite, avec laquelle les relations des Etats-Unis, depuis les attentats de septembre 2001, se sont considérablement refroidies.

Gérard Chaliand

© « Le Monde »/Gérard Chaliand

Wave of Arrests Against HAK-PAR Members in Diyarbakir / Turkey Press Statement IMK e.V.

(Interanational Association for Human of the Kurds)
13th June 2002 (Bonn)

At around midnight on June 12th 2002 numerous members of the pro-Kurdish „Party for Rights and freedom“ (HAK-PAR) were arrested in Diyarbakir in the south east of Turkey. According to information from HAK-PAR's party headquarters in Ankara amongst those arrested were the party's deputy leader Bayram BOZYEL, founding member Ümit TEKTAS, leading members of the regional HAK-PAR in Diyarbakir Mehmet Eren and Kemal Aras, party members Sait Bozyel, Pasa Akdogan, Suphi Ekinci, Ramazan Eren, Naci Eren, Haydar Karaaslan, Haydar Karaaslan, Zana Budak, Sergir Budak Ömer Baylav and Ms. Evin Sitki, plus a further 16 as yet unnamed persons.

Such a wave of repression and arbitrariness against HAK-PAR is a blatant violation of Article 9 (Freedom of thought, conscience and religion), Article 10 (Freedom of expression), Article 11 (Freedom of assembly and association) and Article 14 (Prohibition of discrimination) of the European Convention on Human Rights, a convention which has also been ratified by Turkey. This action against HAK-PAR members and officials unfortunately again puts into doubt Turkey's credibility and seriousness about becoming a member of the EU.

We call on the government in Ankara to immediately release those arrested and to put into practice human rights which conform to European norms.

We call on the EU Commission, the commissioner responsible for EU enlargement Dr. Günter Verheugen, the EU government and members of the EU parliament to put pressure on Turkey to end its anti-democratic and anti-European repressive measures, and to demand the release of those arrested.

Background on HAK-PAR

After a 3-year preparatory period, the Party for Rights and Freedom (HAK-PAR) was founded on February 11th 2002 in Ankara. According to its manifesto, it aims to establish a modern and constitutional Turkey in which its democracy and constitution comply with EU standards, and where rights and freedom are guaranteed. A public consensus is to be sought on the issues of multi-culturalism and multi-lingualism,. The Kurdish question, the central and fundamental question for Turkey, is to be approached as a public project in a pluralist, participatory and democratic Turkey. The existing conflict represents a threat to civil peace and leads to violations of rights and freedom. The Party therefore has the resolution of the Kurdish question as a central issue in its manifesto aim of establishing democracy in Turkey.

The Party places particular value on a new culture of party political activity. Accordingly the Party leadership is limited to a 3 year period. The Party considers itself to be a pluralistic, collective and democratic people's party which aims to work as transparently as possible.. The Party's head is Abdulmelik Firat, a well-known Kurd and a former, long-serving member of the Turkish parliament. (Source: Press Statement on Foundation of Party, 14.02.02)

* * * *

Iraqi oppositionists debate minority rights in Detroit

KurdishMedia.com By Jeff Klein 14 June 2002

On Saturday, June 1, 2002, I attended the Iraqi-American Conference for a Free and Democratic Iraq, which was organized by the Iraqi Democratic Union (IDU) and the Iraqi Forum for Democracy (IFD). Iraqis of all ethnic backgrounds were present at this event, as were representatives of the US government's Department of State and Congresswoman Lynn Rivers of Michigan. By any standards, this event was a success. Numerous topics were addressed, including the future Iraqi constitution, environmental issues, and the role of Iraqi-Americans in supporting the establishment of democracy in Iraq. The issue that prompted the most heated debate during the conference was that of minority rights in Iraq. The first section of the conference was specifically devoted to the issue of minority rights, and it fea-

tured short speeches by Mr. Nijyar Shemdin of the Kurdistan Democratic Party (KDP), Mr. Sheikhwan Rashid of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), Dr. Asad Khailani, representative and former president of the Kurdish National Congress of North America (KNC), Dr. Emanuel Kambar representing an Assyrian organization, and Mr. Orhan Ketene, USA representative of the Iraqi Turkmen Front (ITC). Later in the conference, many other speakers also addressed the issue of minority rights, which is indeed unavoidable owing to Iraq's incredible diversity. The last section of the conference was a panel discussion, which again addressed the contentious issue of minority rights within Iraq.

KDP representative Mr. Nijyar Shemdin spoke in support of the "federal solution", the idea that a liberated Iraqi should be a unified, multi-ethnic state composed of a number of individual federal units. He continued by saying, "Federalism and democracy are inseparable concepts." This was no surprise given that the KDP, and all other members of the Iraqi opposition umbrella group known as the Iraqi National Congress (INC), have accepted the federal solution as the ideal way to approach the issue of Iraq's national diversity.

Dr. Asad Khailani of the KNC praised the KDP-proposed constitution for a free Iraq as published in *al-Zaman*, and stated that free Iraq should include two federal regions, one Arab and the other Kurdish. Furthermore, he explained that the Kurdish region should include all of traditional Kurdistan, both areas under control of the Ba'athist regime and those presently governed by the Kurdistan Regional Government (KRG). He spoke of the need to eliminate the regime of Saddam Hussein, which he said has spent "\$3.5 trillion to kill Kurds", and delineated a plan for military action against the regime. He proposed liberating Kirkuk and Mosul after extending the northern no-fly zone and enforcing a ban on all military ground transport below the 36th parallel. He did not strongly endorse the federal solution, but rather stated that separation, federalization, confederation, and centralization are four options that the Iraqi Kurds had with respect to their standing in a free Iraq, and stated that the people themselves should be allowed to decide. "Boundaries created by the British and foreign powers are not sacrosanct," said Dr. Khailani, and speaking of change is not blasphemy. In his presentation, Dr. Khailani seemed relatively unconcerned with being diplomatic in his approach to the Kurdish question in Iraq.

On the other hand, PUK representative Mr. Sheikhwan Rashid made it a point to praise the federal solution even more so than his KDP counterpart, stating that "team effort is the only way to achieve goals" and that "the PUK believes in unity and trying to gather [Iraqis] in the frame of a unified front" to achieve liberation. Further stressing that the PUK is interested in the welfare of all Iraqis and not only PUK supporters or Iraqi Kurds, he said that even after the liberation of Kurdistan, the PUK continued to work hard to achieve a variety of democratic goals, including working to assure the participation of all Iraqis in the decision-making processes of their nation. He closed by endorsing federalism once again and stating, "The tragedy of the Iraqi people cannot be alleviated without a federal, democratic system."

Shortly after beginning his speech, Assyrian representative Dr. Emanuel Kambar stated, "Assyrians are the original inhabitants of today's Iraq." He attacked the constitution of present-day Iraq, which refers to Assyrians only as a Christian sect or Syriac-speaking people and not as an official ethnic group. According to Dr. Kambar, Assyrians deserve special attention because they are the most oppressed group of people in Iraq, for they share the suffering of other Iraqis and also face special oppression because they are Christian.

The final speaker in the "Minority Rights" section of the conference was Orhan Ketene, the USA representative of the ITC. Very well dressed and eloquent, Mr. Ketene began his speech by saying that the Turkmen people of Iraq have a history spanning more than a millennium. He stated to the multi-ethnic audience, "We are your partners ready to build a democratic Iraq," and attacked "false claims on [Turkmen] lands and cities." He closed with a series of short, powerful statements: "We are not a minority to be decided for. We are standing for our freedoms and for yours. We are standing for our lands. We are standing for our resources. And we will always be." While his organization has been critical of the KRG in the past, I noticed that there was no blatant criticism of the KRG in this particular speech.

Speakers later in the conference also had much to say on the issue of Iraq's minorities. Well-known Iraqi writer and social scientist Dr. Isam al-Khafaji was one such speaker. He stated that the Kurds should be considered equal partners with the Arabs in Iraq, because, "when you are talking about one quarter of your population, they are not a second nationality." He stated that the Kurds of Iraq should have the right to decide whether they prefer federalism or separation (i.e., independence from the rest of Iraq), saying, "This is their right in their homeland and it must be taken as an axiom" as opposed to a favor. Oil-rich Kirkuk, said Dr. al-Khafaji, should be included in the Kurdish federal region. He further explained that the government of a future free Iraq should feature a two chamber parliament so that Iraqi minorities not large enough to be considered second nationalities, such as the

Assyrians and Turkmens, could still be represented in the Iraqi government. Mr. Feisal al-Istrabadi, an Iraqi-American activist and founding board member of the IFD who has met with US policymakers and members of congress concerning Iraq, had a different approach to dealing with Iraq's diversity. He asserted that the concept of group rights is a "centrifugal force" which can pull a nation apart, while at the same time stating that each minority must be able to pass on their linguistic and cultural heritage and that Iraq's Kurds must be able to conduct their affairs, including official business, in the Kurdish language. Furthermore, Mr. al-Istrabadi argued that the military and government must be kept separate from one another, and that the model of the Republic of Turkey must be avoided in this respect. Again comparing a future Iraq to Turkey, he said that church and state must be separated but, unlike in present-day Turkey, secularism should not be the new state religion.

Mr. Kanan Makiya, internationally acclaimed author of *Republic of Fear and Cruelty and Silence*, also addressed the issue of federalism, speaking in favor of the federal solution and stating that it is a step toward a state system in which the rights of minorities are respected. He further explained that the principle of federalism should be geographically, not ethnically, defined, and stated, "The new state of Iraq should not be an Arab state", alluding to the fact that it will be a multi-ethnic state in which all Iraqis, and not only Arabs, will have a voice.

During the last segment of the conference, the panel discussion, I asked a question that had been on my mind for quite a long time. This question was directed to Dr. al-Khafaji, Mr. Makiya, and Mr. al-Istrabadi, all of whom touched on its topic matter in their presentations. The question was as follows: "Much has been said about the merits of federalism and democracy. Mr. al-Istrabadi has labeled the concept of group rights a centrifugal force that pulls a nation apart. Do you believe it is truly democratic to impose a federal solution upon the Kurds in the north without consulting the Kurdish masses, many of whom may indeed prefer separation, via referendum?" I expected to receive conflicting, emotional responses to this question, and I was not disappointed. Of course, I did not ask this question simply to cause trouble. Rather, I asked it because I believe that it is one of the most significant questions facing all of those who claim to be struggling for democracy in Iraq. I believe that if those working for change in Iraq choose not to ask and address such difficult issues right now, then they are only condemning themselves to immediate strife following the fall of the Ba'athist regime.

Mr. al-Istrabadi prefaced his reply by stating that it is the first time he has taken a public stance on the issue, and began by saying, "I don't believe that any nation can be expected to commit suicide," and continued, "A nation has a right to preserve itself, and Iraq has that right." He then used the example of the American Civil War to support his point, stated that the 1991 Gulf War was fought on the principle that international boundaries are sacrosanct, and asserted that a principle of a federal state is that once you are a member you are not entitled to separate from the state.

Mr. Makiya only answered by saying that the Kurdish political parties do not support separation, and did not elaborate any further. Indeed, I was aware of the official stances of the Kurdish political parties in Iraq, and that is the reason that I made it a point to mention the "Kurdish masses" in the question as a means of distinguishing them from their political leadership.

Dr. al-Khafaji was the final panelist to respond to this question. He disagreed with Mr. al-Istrabadi and stated that a historical comparison with the United States during the Civil War is "absent". He continued by saying that the 1991 Gulf War was not fought because borders are sacrosanct, but rather because forceful annexation is not a right of any nation. He then stated that the principle set forth by Mr. al-Istrabadi of "you can't come out once you are in" is fine only if a region or people came into the state by free will. He concluded by stating that Iraq will survive best only if no region or people are forced to remain part of the state. Dr. al-Khafaji endorsed the federal solution as ideal but stated that Iraq's minorities should have the right to decide whether or not they want to remain part of a free, federal state of Iraq. He stated that he hoped that all Iraqis, regardless of ethnic or religious background, would decide to stay within Iraq, but also affirmed that this should be their decision to make and it should not be made by outside parties or influenced by economic concerns, giving the example of oil in Iraq.

Mr. al-Istrabadi requested permission to respond to Dr. al-Khafaji but the moderator said that there was too little time left in the panel discussion to give him this chance. An Assyrian man in the audience later spoke, addressing his statement to the Kurdish faction present at the conference, and stated that people must remember that one reason that Kurds are the majority is because they massacred Assyrians in the past. Many Assyrians in the audience nodded in agreement. While all seemed eager to continue the heated debate on this topic, the moderator, again citing time concerns, made it a point to move on and took another question in Arabic from a man asking about the relationship between religion and state in a future Iraq.

The conference ended soon thereafter and I had private conversations with a few of those in attendance, including organizers from the IDU and IFD. Many people told me that they thought I had asked a great question, and I only replied that I thought it was an important issue that should be on the minds of all of those at the conference. There is no use in pretending such a question does not exist; doing so would inevitably be detrimental to the dreams of all those in attendance who one day dream of flying into the international airport in Baghdad to visit a democratic, multi-ethnic Iraq.

* * * *

What would you say if you were of Kurdish origin?

Turkish Daily News By Mehmet Ali Birand June 20, 2002

In the Southeast, the mood is quite different than what it was five or six years ago. In general, there has been a great relief. The tension is over. The clashes have become less and less frequent and limited to the rural areas. There is no risk of going out after darkness falls and one sees no roads closed off.

However, it would be wrong to conclude that the problem is now over. This is because a general mood of "expectations" prevail in the region. Now people's basic problems are how to get jobs and how to feed themselves. Unemployment is at an incredible scale. Due partly to the fact that terrorism ravaged the region for 15 years, people wade knee-deep in poverty.

The pressure exerted by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is over but now poverty is putting an even more dangerous strain on the people. Since the economic crisis is preventing the state from transferring resources into this region, the mood of desperation is intensifying.

People welcome the scrapping of the emergency rule (OHAL). However, officials are not happy with this at all. I heard with my own ears even some academics express displeasure over the fact that with the scrapping of the OHAL they will lose their special allowances. All the circles that received a share of the resources poured into the region during the terrorism years, are now calculating, trying to figure out how to fill the gap this will create.

Some of them long for the past. Those who yearn for the past include not only the PKK circles and the mafia but also the state forces or those powers that operate under the guise of helping the state. People's Democracy Party (HADEP) prevails over the region completely. In reality, the services HADEP mayors provide is so very inadequate due, in some cases, to a lack of adequate resources, and in other cases, to a lack of competent staff. However, no one raises his voice to complain. They react with a certain tolerance stemming from the fact that they are being served by people they feel close to.

Who is influencing HADEP?

When you look at the HADEP cadres, you generally meet with a lack of competence. Generally speaking, the mayors try not to differentiate along Turkish-Kurdish lines.

However, the situation is different at some municipalities. There are a lot of complaints about the way official projects get assigned through tenders and about personnel recruitment.

The most important development to be feared is that such a process may fuel Turkish nationalism in the region, triggering a clash in the future. Here is another significant issue. As a party, to what extent HADEP comes under the influence of KADEK? Ask this question to the officials and to the circles close to KADEK, the new name adopted by the PKK circles, and you always get the same answer. They all point out that KADEK exerts a strong influence on HADEP.

A nongovernmental organization (NGO) official, who is of Kurdish origin, said: "This is hardly surprising. Having brought the Kurdish problem to its present stage, the organization does not want to leave everything in the hands of HADEP. Just as there are hardliners and reconciliation-seekers in the ranks of the state officials, there is a split within KADEK too. Some of them are hardliners who want to 'Kurdify' the HADEP-held municipalities entirely, while others favor a reconciliation. The quarrel between these two movements is continuing. This would continue for a long time to come."

How does the Turkish Republic view HADEP?

State officials who have fought with terrorism for 15 years, still view the developments in the region with deep suspicion. Relations between the HADEP-held municipalities and the representatives of the state, are tense. Some of these state officials say that they cannot come to terms with HADEP, that the party in question is still engaging in "Kurdism." Some others adopt a more conciliatory tone, saying: "These too are our people. What happens if the county governor turns his back on the mayor, if the commander does not invite the mayor to official ceremonies, that is, if we keep leaving them out all the time? After a while we would have divided the country with our own hands."

The official in question said that mutual suspicions must be eliminated as soon as possible.

In the region, peace and stability cannot be built on a foundation of "pressure and fear." That era has come to an end. There may be those who want to bring back the past. However, our national interests require that both HADEP and the state determine long-term policies for themselves.

HADEP has to become a party of the population of the entire region, of Turkey, rather than a party of the people of Kurdish origin. The Turkish Republic must be conciliatory rather than giving the cold shoulder unless anybody's guilt, if any, gets proven. The anti-terrorism measures must be maintained. However, all Kurds must not be seen as terrorists.

* * * *

MALIK MUFTI ON TURKISH-SYRIAN RAPPROCHEMENT: CAUSES AND CONSEQUENCES

June 21, 2002 WASHINGTON INSTITUTE for NEAR EAST POLICY (WINEP)

On June 17, 2002, Malik Mufti, associate professor of political science at Tufts University and visiting fellow at The Washington Institute, addressed the Institute's Special Policy Forum. Dr. Mufti is the author of *Sovereign Creations: Pan-Arabism and Political Order in Syria and Iraq* (1996), and is currently working on a book analyzing Turkish strategic culture. The following is a rapporteur's summary of his remarks.

Since October 1998, Turkey has moved from the brink of war with Syria to the brink of signing a military cooperation agreement: Syrian chief of staff Gen. Hassan al-Turkomani will pay an official visit to Turkey on June 19, the first such visit by a Syrian chief of staff. The changes that have occurred in the Turkish-Syrian relationship are illustrative of the volatility of Turkey's general Middle East policy during the last decade.

Background

Turkish security strategy can be summarized in a slogan commonly attributed to Kemal Ataturk: "Peace at home, peace in the world." In the early 1990s, however, the two agendas implied by this formula seemed to be irreconcilable. "Peace at home" required a secular, republican regime to confront the challenges of Kurdish separatism (manifested in the Kurdistan Workers Party [PKK] insurgency of the 1990s) and Islamist radicalism. But confronting those challenges necessitated conflict with neighboring countries (particularly Syria and Iran) that have given refuge and support to the PKK and to Islamist radicals. In other words, maintaining "peace at home" made "peace in the world" increasingly difficult to sustain.

Turkey's conflict with Syria during the 1990s was largely a result of this phenomenon. Former Syrian president Hafiz al-Asad saw the PKK as a lever that could be used against a northern neighbor that had suddenly, at the turn of the decade, become a player in the Middle East after a virtual absence of more than three decades. Confronted with growing Turkish capabilities and engagement, Syria began to formulate counterstrategies, encouraging Greece and Iran to cooperate against the rising Turkish power. Support for the PKK was a prominent element in this strategy.

Turkish-Syrian Conflict and Rapprochement As a result of Syria's support for the PKK, the tensions between the two countries threatened to break out into overt conflict in the latter half of the decade. Several border skirmishes were reported in 1996, along with a series of bombings in Damascus and other Syrian cities, purportedly carried out by Turkish intelligence. In 1998, Turkey massed its forces on the Syrian border and threatened to attack unless Syria met its demands. Damascus acquiesced.

On October 20, 1998, Turkey and Syria signed the Adana Accord, which met all of Turkey's main demands, including a serious crackdown on PKK bases in Syria and the expulsion of PKK fighters and leaders. Within a year, full rapprochement was well underway. Turkish president Ahmet Necdet Sezer surprised everyone by leading his country's delegation to Hafiz al-Asad's funeral in June 2000; and in November of that year, Syrian president Bashar al-Asad sent Vice President Abd al-Halim Khaddam to Ankara with a letter pledging to "turn over a new leaf" in bilateral relations. Turkish-Syrian relations have further improved over the past few months. Land mines along the border have been cleared, and border restrictions were eased in February 2002. Bilateral trade has increased significantly. And, as mentioned previously, the security contacts that have taken place regularly since 1998 will soon culminate in al-Turkmani's historic visit to Ankara, where he is to sign a military training agreement first proposed by Turkey a year ago.

Despite this rapprochement, Turkish-Syrian relations have not simply reverted to what they had been prior to the 1996 and 1998 crises. Turkey's balance of power with Syria has changed dramatically; indeed, Syria's regional influence has generally decreased since Hafiz al-Asad's death. Moreover, the Turkish-Syrian rapprochement could be severely strained if the United States launches a military campaign against Iraq, particularly if Turkey participates substantially in that campaign. In such a case, the current convergence of Turkish and Syrian policies on Iraq -- based on a shared interest in maintaining the status quo there -- could quickly give way to divergence and conflict once again.

Alliances

A second aspect of Turkey's striking departure from its conventional, noninterventionist Middle East policy was its participation in what seemed to be an emerging network of rival alliances in the region. In late March 1996, Greek defense minister Yerasimos Arsenis declared that Greece and Syria had concluded a military-cooperation agreement, and called for the formation of an anti-Turkish coalition comprising Greece, Syria, Iran, Iraq, Armenia, Bulgaria, and Russia. Around the same time, however, reports surfaced of a proposal by Jordan's King Hussein for regime change in Iraq, to be followed by the creation of a regional alliance between Jordan, Israel, Turkey, and a reconstituted Iraq. Although not much came of that idea, Turkish-Israeli relations did blossom during this same period, with deeper ties formed in the economic, political, and security fields.

For both technical and geopolitical reasons, the Turkish Armed Forces are likely to continue security cooperation with Israel; indeed, joint military exercises, intelligence exchange, and strategic coordination continue on a regular basis.

A series of sour notes have been struck recently, however, particularly since the Israeli incursion into Palestinian areas at the end of March 2002. Turkish sentiments in favor of the Palestinians and against Israel -- not often heard in the past -- have been voiced not only by Turkish labor unions and bar associations, but also by government officials such as Foreign Minister Ismail Cem and Prime Minister Bulent Ecevit, who asserted in early April that a "genocide against the Palestinian people is being carried out before the eyes of the world." All these, coupled with the Turkish-Syrian rapprochement, suggest that Ankara -- having dealt with the PKK issue to its satisfaction -- once again views the Middle East through the conventional prism of disengagement and balance.

Conclusion

In a very real sense, Turkey has tied its national strategy -externally and ultimately even internally -- to maintaining the regional status quo. The question is whether that status quo can endure. If, for example, the United States launches a military campaign against Iraq, the prospects for Turkish intervention, Turkish conflict with Syria and other regional actors, and greater Turkish cooperation with Israel and Jordan -- in other words, a reversion to a Middle East characterized by rival alliances -- will become more likely.

If, however, the regional status quo is about to undergo fundamental change -- in particular, if the twentieth-century Arab political order, based on authoritarianism and chauvinism, gives way to a more inclusive and representative order -- then new popular forces (ethnic, sectarian, ideological, and so forth) will inevitably be unleashed. Such changes would have even more profound implications for Turkey and its "peace at home, peace in the world" paradigm than the Syrian crises of 1996 and 1998.

This Special Policy Forum Report was prepared by Mohamed Abdel Dayem.

* * * *

La Turquie malade de Bülent Ecevit

Incertitudes sur la capacité du Premier ministre à diriger le pays.

Ankara envoyé spécial

Le laconisme des rares communiqués officiels alimente toutes les rumeurs sur la santé physique et mentale du Premier ministre Bülent Ecevit. De quoi souffre exactement l'homme fort du gouvernement turc? Est-il encore lucide plus que quelques heures par jour? Les télévisions campent devant son domicile, un banal immeuble de la périphérie de la capitale que le vieux leader de la gauche nationaliste a toujours préféré à sa résidence officielle. Les diplomates évoquent «les derniers mois du second septennat de François Mitterrand» ou «l'interminable fin de règne d'Andréas Papandréou, gouvernant la Grèce depuis son lit d'hôpital». Agé de 77 ans, Bülent Ecevit, vétéran de tous les combats et de toutes les dérives d'une gauche turque jacobine et volontiers souverainiste, a cette même dimension de figure tutélaire. Et sa maladie fait peser de plus en plus d'incertitudes sur la capacité de la Turquie d'honorer ses prochains rendez-vous avec l'Union européenne...

«Monsieur Sheraton». «Nous sommes tous en clinique», titrait il y a quinze jours avec une ironie mêlée de déférence, le quotidien islamiste *Yeni Safar*, alors qu'Ecevit était hospitalisé pour la seconde fois en mai. Désormais en convalescence chez lui, Ecevit dit «travailler jour et nuit à son domicile» et «n'avoir ni l'intention ni le droit de démissionner». Officiellement, il a été soigné pour une côte cassée et des troubles circulatoires. Mais les images télévisées le montrant voûté et amaigri, arrivant à peine à marcher, inquiètent, car il montrait déjà des signes de décrépitude. Il a donné du «cher Premier ministre» au directeur de l'hôpital ou s'obstinait, dans une conférence de presse cet

«Le calendrier nécessite des décisions rapides et la Turquie ne peut se permettre de perdre du temps.»
Tuncay Ozilhan, président du patronat turc

automne avec Ariel Sharon, à appeler «Monsieur Sheraton» le dirigeant d'Israël. Or, le risque de «paralyse» de l'exécutif tombe à un moment crucial pour le pays.

Treizième pays candidat à l'Union européenne, la Turquie doit réaliser avant le Conseil de Copenhague, en décembre, une série de réformes fondamentales, dont l'abolition formelle de la peine de mort et une libéralisation de l'usage de la langue kurde. Ces quelques mois sont aussi la dernière chance de trouver un accord sur la question de Chypre, dont le Nord est occupé depuis 1974 par les forces d'Ankara, envoyées pour

protéger la minorité turque par le Premier ministre de l'époque... un certain Bülent Ecevit. Autant de questions qui divisent profondément l'hétéroclite coalition au pouvoir, regroupant le MHP, ultranationaliste et antieuropéen, de Devlet Bahçeli, l'Anap, droite libérale proeuropéenne, de Mesut Yilmaz, et le DSP, le parti d'Ecevit, récemment converti à l'Europe. En outre, le pays reste plongé dans une grave crise financière depuis février 2001. «Le calendrier nécessite des décisions rapides et la Turquie ne peut se permettre de perdre du temps», a averti le président du patronat,

Tuncay Ozilhan, conscient que les situations préélectorales sont rarement propices à des choix politiques courageux.

Le Premier ministre a manqué les dernières réunions du Conseil national de sécurité où, chaque mois, les dirigeants de l'armée fixent, avec l'exécutif, les orientations du pays. Il a raté le sommet entre les partis destiné à accélérer les réformes «européennes» et organisé par le chef de l'Etat, Ahmet Necdet Sezer, grand juriste et démocrate convaincu. Sans plus de pouvoir qu'un président de la IV^e République française, c'est lui qui ira cette semaine au



Bülent Ecevit et son épouse, Rahsan, le 19 mai à l'hôpital d'Ankara.

sommet des Quinze à Séville à la place du Premier ministre. La maladie d'Ecevit est devenue celle de tout un pays. «Sa stature internationale permet de faire oublier que le numéro deux de son gouvernement et son principal partenaire de coalition est le Le Pen local», souligne Ahmet Insel, professeur d'économie politique, engagé depuis des années dans la bataille pour la libéralisation des institutions et leur ouverture à la société civile.

Probité. Bülent Ecevit a ceci d'irremplaçable qu'il reste la dernière personnalité d'envergure de la politique turque. Parfait anglophone, il a entre autres traduit T. S. Eliot. La qualité de ses propres poésies comme la pérennité de ses engagements lui valent l'estime de nombreux intellectuels. Sa probité explique sa popularité dans une opinion écœurée par la corruption généralisée. Mais

son problème est d'être un homme seul. «Le DSP est moins un parti qu'une espèce de PME familiale qu'il tient d'une main de fer avec sa femme, qui en est la vice-présidente», ironise un ancien cadre, mis sur la touche comme beaucoup de militants trop brillants, pour avoir déplu à la toute-puissante Rahsan Ecevit, 79 ans, compagne de toujours du vieux leader.

Il n'ont pas d'enfants, ni véritablement d'amis. Le DSP ne devrait pas survivre à la retraite de son leader. La coalition gou-

vernementale non plus. «Les partis de la majorité sont tous téтанisés à l'idée d'élections anticipées car, à en croire les sondages, aucun d'entre eux n'arriverait même à franchir la barre minimum des 10%», souligne le politologue Rusen Cakir. En cas de scrutin, la plupart des estimations donnent grand vainqueur le Parti de la justice et du développement de Recep Tayyip Erdogan, l'ancien maire islamiste d'Istanbul. D'où l'acharnement à maintenir la fiction d'un Ecevit encore capable de gouverner ●

MARC SEMO



20 JUIN 2002

Les Quinze poursuivent leur rapprochement avec l'Iran en dépit des pressions américaines

BRUXELLES

de notre bureau européen

Les Européens persistent à suivre une démarche contraire à celle des Etats-Unis s'agissant des relations avec l'Iran. Ils l'ont affirmé nettement, lundi 17 juin, lorsque leurs ministres des affaires étrangères ont abouti à un accord politique pour lancer des négociations en vue d'aboutir - sous certaines conditions - à un accord de commerce et de coopération avec Téhéran. Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, l'a confirmé, mardi à Bruxelles, à Javad Zarif, ministre adjoint iranien des affaires étrangères.

En dépit d'une certaine coopération de l'Iran à la guerre menée par l'Amérique en Afghanistan, ce pays fait partie de l'« axe du Mal » (avec l'Irak et la Corée du Nord) dénoncé par le président George W. Bush. Les Etats-Unis ont repris une politique dite d'« endiguement » vis-à-vis de l'Iran, alors que les Européens poursuivent depuis 1995 une politique de « dialogue constructif », qui a évolué vers un « dialogue global » en 1998, lequel porte à la fois sur une coopération bilatérale (drogue,

réfugiés, énergie, commerce et investissements), des questions régionales (Proche-Orient, Irak) et générales (terrorisme, droit de l'homme, prolifération).

CONFORTER LES RÉFORMATEURS

Les Quinze restent persuadés qu'une coopération exigeante avec Téhéran est le meilleur moyen de conforter le camp des réformateurs en Iran, incarné par le président Khatami. Les Etats-Unis et Israël se sont livrés à des pressions insistantes pour que l'Union - premier partenaire commercial de l'Iran - renonce à franchir cette étape menant à un accord de commerce et de coopération.

La spécificité de ce mandat de négociation est qu'il établit un lien très clair entre son volet « commerce et coopération » et, d'une part, une déclaration sur le dialogue politique, d'autre part, un échange de lettres sur la lutte contre le terrorisme. Ces trois éléments sont « interdépendants, indissociables et ils se renforcent mutuellement », selon le texte. Cela signifie que des

progrès dans ces trois domaines doivent aller au même rythme pour que les négociations avancent. Pourquoi ne forment-ils pas un tout ? Il s'agirait alors d'un « accord mixte » lequel suppose une ratification par tous les Parlements nationaux.

« ACCORD COMMUNAUTAIRE »

Un tel processus aurait pris de trois à cinq ans. Avec le système choisi - un simple « accord communautaire » -, les choses devraient aller beaucoup plus vite. Le lobbying américain et israélien s'est fait pressant auprès des Etats membres en faveur d'un « accord mixte », dans l'espoir qu'un ou plusieurs Parlements nationaux refuseraient d'avaliser cette accélération de la coopération UE-Iran. Le Conseil (qui devra confirmer sa décision), demande à Téhéran d'encourager et de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales, de signer, ratifier et respecter les textes et conventions relatifs à la non-prolifération des armes de destruction massive, et à la lutte contre le terrorisme.

En outre, les Quinze demandent à Téhéran d'exercer son influence en faveur du processus de paix au Proche-Orient, et de contribuer à la stabilité en Afghanistan.

L. Z.

M. Perle et « les fesses des mollahs »

Richard Perle, l'un des principaux conseillers du secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, préconise que les Etats-Unis, une fois débarrassés du régime de Saddam Hussein en Irak, déstabilisent ensuite celui de l'Iran. Dans un entretien accordé le 16 février dernier au quotidien britannique *The Sun* (groupe Murdoch), M. Perle s'en prenait vivement à M. Patten, le commissaire européen chargé des relations extérieures, et au secrétaire au Foreign Office, Jack Straw, qui défendaient les mérites d'un dialogue entre l'Union européenne et l'Iran. Ils veulent aller à Téhéran « embrasser les fesses des mollahs », disait élégamment M. Perle, qui accusait M. Patten d'être « un mou », « qui n'a pas été élu à une fonction publique depuis 1987, n'est responsable devant personne » et dont « les vues inquiétantes [sur l'Iran, notamment] témoignent que le baromètre moral des Européens suit la même courbe que l'euro, celle de la baisse » [la devise européenne n'avait pas encore amorcé sa remontée vis-à-vis du dollar].

Destruction d'un village kurde et disparitions: la Turquie condamnée



STRASBOURG, 18 juin (AFP) - 19h43 - La Turquie a été condamnée mardi à Strasbourg par la Cour européenne des droits de l'Homme pour la destruction d'un village kurde par des soldats et pour la disparition de trois villageois.

Ankara devra verser plus de 150.000 euros de dédommagement matériel et moral à une famille kurde qui a perdu trois de ses membres et dont les maisons et certains biens ont été délibérément incendiés et détruits.

Le 6 mai 1994, des soldats rassemblèrent les habitants de Debovoyu (sud-est) en leur donnant une heure pour évacuer leurs maisons. Ils mirent ensuite le feu aux habitations.

Le lendemain, les villageois se rendirent dans la ville de Kulp pour se plaindre auprès du commandant de la gendarmerie du district. Ils reçurent l'autorisation de revenir au village pour faire les récoltes.

Le 24 mai, les soldats revinrent au village et emmenèrent trois hommes de la famille Ohran pour leur servir de guides. Ils ont été revus un peu plus tard dans un village voisin, puis ont disparu à jamais.

La Cour européenne a estimé que l'Etat turc avait violé le droit à la vie de la famille Ohran ainsi que l'interdiction de la torture et les droits à la liberté, au respect de la vie privée et familiale, à la propriété, au recours effectif et au recours individuel des requérants.

La Turquie n'a mené que des enquêtes superficielles et tardives sur la disparition des trois hommes, selon les juges. En outre, la destruction délibérée des biens de cette famille constituent des faits "particulièrement graves et injustifiés" pour les requérants, ont-ils dit.

Via les Balkans, les Iraniens fuient Téhéran

Gros plan sur un exemple d'immigration clandestine en Europe : les Iraniens. Ils gagnent notre pays via les Balkans ou les Etats baltes.

RÉCIT

ALAIN LALLEMAND

Ils représentent, depuis deux ans au moins, l'un des casse-tête auxquels sont confrontés l'ensemble des pays d'Europe : les illégaux iraniens, majoritairement kurdes.

Deux points de repères, le premier étant administratif : en Belgique, l'an dernier, les candidats réfugiés iraniens représentaient 1.164 personnes, soit près d'un candidat réfugié sur vingt (4,6%). En 2002, ils sont encore entre 50 et 60 à frapper chaque mois aux portes de la Belgique. En termes de volume, l'Iran est ainsi le quatrième pays d'origine des candidats, après l'Algérie, le Congo et la Russie et, lorsqu'ils entrent dans les statistiques nationales, c'est pour s'être présenté directement auprès de l'Office des Etrangers, non pas aux frontières. Leur origine n'est donc pas toujours claire.

L'autre repère est judiciaire : au parquet de Bruxelles, le substitut du Procureur du Roi spécialisé dans la traite des êtres humains, M. Eric Van der Sypt,

confirme le passage sur notre territoire de deux types d'illégaux iraniens : un premier lot vise à gagner la Grande-Bretagne, un autre se retrouve en Belgique dans des ateliers clandestins de confection textile, équivalents à ceux qui rassemblent la main d'œuvre asiatique. Dans certains ateliers, ce sont systématiquement des Iraniens qui ont été recrutés, en fonction de leur compétence, de leur expérience : ils travaillaient déjà dans l'habillement en Iran, et sont doués. Ils sont généralement objets de la traite, n'en sont pas les organisateurs, et viennent soit de la « filière balte » soit de la « filière des Balkans ».

De ce point de vue, la Belgique est le parfait reflet de ce que constate l'Europe entière : la filière la plus importante traverse effectivement les Balkans. Les Iraniens, de la même manière que les kurdes irakiens, gagnent d'abord la Turquie puis se mêlent à un flux d'êtres humains (dont des Turcs et des Afghans) pris en charge par les mafias d'Istanbul et du Kosovo. Coût du voyage, par tête : jusqu'à 5.000 dollars.

L'étape centrale de ce voyage a été, en 2000 surtout et moins

en 2001, la Bosnie et plus spécifiquement l'aéroport de Sarajevo : en 2000, sur près de 35.800 immigrants arrivés à cet aéroport, plus de 24.200 ont littéralement disparus dans la nature...

L'étape centrale de ce voyage a été, en 2000, l'aéroport de Sarajevo

dont 13.000 Iraniens. L'attrait de la Bosnie était dû au fait, outre la position centrale de ce pays, à la dispense de visa dont y bénéficiaient les Iraniens jusqu'en décembre 2000.

La seconde étape est italienne, la péninsule exerçant une telle attractivité que, dès janvier 2001, Téhéran et Rome ont institué un « comité de travail » pour tenter de juguler l'immigration clandestine. L'Italie venait, sur la seule année 2000, d'arrêter pas moins de 6.800 clandestins iraniens, dont la quasi-totalité seront refoulés. La Slovénie semble connaître un phénomène équivalent, pas moins de 6.000 candidats réfugiés iraniens s'étant inscrits dans la même période.

Autre route possible, plus rare mais documentée en Belgique : la « filière balte », connue des Nations Unies depuis octobre 1992 déjà. Cette route est spécifique aux réfugiés kurdes, qu'ils viennent d'Iran ou d'Irak, parfois accompagnés d'Afghans, de

Tamouls, de Bengalis : les migrants partent de Turquie, passent la mer Noire, traversent la Russie ou la Biélorussie, puis redescendent via la Lettonie, la Lituanie ou l'Estonie, et gagnent enfin les pays nordiques. C'est l'ultime étape du voyage, par voie de mer, qui est la plus périlleuse. Sur les dix dernières années, pas moins de 1.600 clandestins ont été interceptés sur cette route.

Par-delà le point de vue européen, la fuite des jeunes Iraniens est un problème majeur pour Téhéran. La presse iranienne parlait en 1999 d'une moyenne de « 56 licenciés » universitaires quittant le pays chaque jour ; en 2000, un hebdomadaire de Téhéran a lancé le chiffre de 1.500 exilés par jour. Dans ce pays, 60% de la population a moins de 30 ans ; et fuit le régime tant pour des raisons politiques qu'économiques. Ce qui donne lieu à des drames sans fin : Iraniens tués aux contrôles frontalières d'Europe de l'Est, noyés dans des embarcations pirates, etc. ●

Women's rights in Turkey

The New York Times

As a result of a change in the law this spring, school officials in Turkey are no longer authorized to test girls for virginity. In recent years Turkey has overturned the legal supremacy of men in marriage and allowed women threatened with violence to get orders of protection. These vital moves represent welcome progress, but the very need for them illustrates how far Turkey still has to go to protect women's rights.

Geographically divided between Europe and Asia, Turkey is a nation of contradictions. Equality for women in the public sphere was decreed by the founder of the modern nation, Mustafa Kemal Ataturk, in the 1920s and '30s. Abortion is legal, and the law mandates equal pay for equal work. By the standards of Muslim nations, Turkey is a

model of progressivism. Yet Islam and rural traditions still heavily influence the treatment of women. The law on student chastity, for example, burst back into public attention last year after Turkey's health minister announced that students in nursing and other health schools should be expelled if they were sexually active.

In the remote southeast and east, about 10 percent of women are in polygamous marriages, even though the practice is illegal. And women are still taken by their families for virginity tests or compelled to renounce their legal inheritance in favor of brothers. Women are forced to marry their rapists to salvage the reputation of their families, and some are killed by their families for flouting tradition, even for doing nothing more than going out at night with female friends.

The new laws are partly aimed at fa-

cilitating Turkey's effort to join the European Union. They are also the product of a unified campaign by dozens of women's groups, which warn that unless the state goes beyond the mere passage of laws, change will be very slow. There are few shelters for battered women or those threatened with honor killings. The national government does not push local governments to enforce women's rights.

One change that could help Turkey would come from extending girls' education. Far fewer girls are in school than boys. Especially in the rural east, women's scandalous dropout rates rob them of opportunities for jobs, leaving them dependent on their families and thus more susceptible to traditional pressures. A stay-in-school program could do more than any law to make women truly equal citizens of Turkey.

Istanbul, porte d'entrée du «paradis» occidental

De nombreux clandestins se tournent vers la route turque, moins dangereuse. Parmi eux, de plus en plus d'Africains.

Istanbul envoyé spécial

Casquette en arrière, pantalons tombants et démarche chaloupée, Abou (1) se la joue «total look» rappeur. Quand ce jeune Ghanéen passe dans les boîtes en sous-sol du quartier de Beyoglu, où les Africains d'Istanbul viennent danser chaque samedi soir, tous l'assaillent avec la même question: «A quand le prochain départ?». Bala, Gambien arrivé de Casamance avec un visa de tourisme de quinze jours acheté au noir 200 dollars (environ 210 euros), patiente depuis novembre alors qu'on lui avait assuré à Dakar que «le passage est un jeu d'enfant». «Istanbul c'est déjà presque l'Europe», renchérit Ali, Guinéen, venu par une filière similaire.

Depuis trois semaines il n'y a plus eu le moindre bateau et des milliers de clandestins – Kurdes irakiens, Afghans, Iraniens, Pakistanais mais aussi de plus en plus souvent Africains de l'Ouest – attendent, fondus dans la masse des quinze millions d'habitants de la grande métropole du Bosphore de pouvoir s'embarquer vers la Grèce ou l'Italie. «La voie maritime est la plus sûre. Une fois arrivé dans les eaux internationales, les chances de succès sont de 99 %», assure le jeune Ghanéen. Les 6808 kilomètres de côtes turques sont impossibles à verrouiller et il est tout aussi difficile de contrôler les 2800 kilomètres de frontières montagneuses avec l'Irak, l'Iran ou les anciennes républiques soviétiques. «C'est aussi facile d'entrer dans ce pays que d'en partir pour l'Europe», explique Ahmet Icduygu, professeur de sciences politiques qui étudie depuis des années les flux d'immigrés clandestins en Turquie.

Un million de clandestins

Quelque 92000 d'entre eux ont été arrêtés l'an dernier, soit près de dix fois plus qu'en 1995. «Nous sommes un pays de transit, mais le nombre croissant des arrestations montre que nous sommes aussi une barrière. Et nous attendons des Quinze une coopération majeure pour nous aider à affronter ce problème, qui est d'abord le leur», déclare un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, irrité des accusations récurrentes de l'Union européenne contre le «laxisme turc». Un million de clandestins vivraient en Turquie selon les estimations des autorités. Certains – Moldaves, Ukrainiens, Roumains ou Bulgares – travaillent «au noir» et rentrent chez eux. Mais beaucoup d'autres voient

«Nous attendons des Quinze une coopération majeure pour nous aider à affronter ce problème, qui est d'abord le leur.»
Un haut fonctionnaire turc



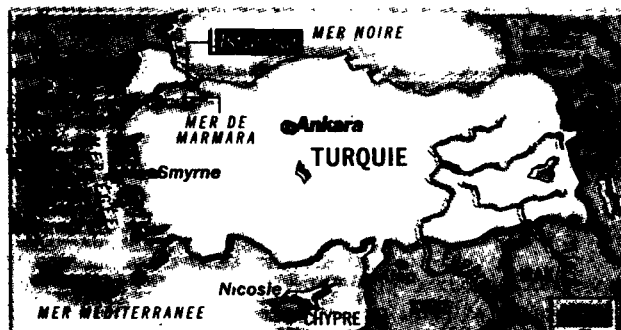
Des Pakistanais en attente d'un passage vers l'Europe, à Istanbul. Comme eux, des milliers de candidats (Kurdes irakiens, Afghans, Iraniens, Pakistanais ou Africains de l'Ouest) attendent une occasion.

dans ce pays la meilleure porte d'entrée du «paradis» occidental: la route par le Maroc et Gibraltar est de plus en plus difficile, trop souvent mortelle.

Depuis deux ans, Abou s'active dans le «business» comme «second rabatteur». «C'est moi qui fais tout le travail et prends tous les risques», résume-t-il avec un sourire. Il chasse le client et son numéro de portable passe de main en main parmi les Africains à peine arrivés. C'est lui, aussi, qui encaisse l'argent des passages. La veille du départ, il rassemble son groupe dans l'appartement d'où les clandestins se mettent en route pour arriver à la nuit tombée dans des criques discrètes, parfois sur la mer de Marmara, près d'Istanbul, plus volontiers sur la côte égéenne, au-delà des détroits, afin de quitter au plus vite les eaux turques.

Le voyage s'effectue généralement en minibus. Il y en a des milliers sur les routes: «Ils attirent beaucoup moins la suspicion qu'un camion», explique le jeune Ghanéen. Une voiture ●●●

●●● éCLAIREUR signale les barrières de police. Au cas où, le rabatteur a toujours en poche cinq ou six billets de 100 dollars: «Les salaires des policiers sont très bas. Les deux fois où nous avons eu des problèmes, ils ont accepté le bakchich.» Chaque groupe attend à son point d'embarquement la chaloupe qui l'emmènera vers le bateau, propriété de plusieurs passeurs. Chacun dispose d'un quota de places au prorata de



son investissement. Il sous-traite ensuite aux rabatteurs, chacun étant spécialisé dans une communauté. «C'est comme pour les dolmuş [taxis collectifs, ndr]. Il faut que tout soit vendu pour que le voyage commence», confie un Kurde, qui connaît bien ces filières dominées par de petites bandes kurdes et turques. «Les grandes mafias spécialisées dans la drogue ou les armes commencent à s'intéresser à ce trafic rentable et sans risque», note l'avocat Murat Cano, qui défend des familles de clandestins morts en mer.

Des prix pour les Africains

Le passage se négocie autour de 3000 dollars (environ 3100 euros). Les Africains payent moins cher: leur présence dans un groupe rend plus difficile l'identification de son point de départ. Avec un chargement de 300 à 500 personnes, cela fait au moins un million de dollars (1,05 million d'euros) de revenus par bateau, des épaves flottantes achetées dix fois moins cher. Les petites mains comme Abou ne gagnent pas grand-chose: à peine 300 dollars (310 euros) par groupe. Mais Abou est logé gratuitement dans l'appartement qui sert de base et ne paiera pas son passage quand il aura assez d'argent pour tenter l'aventure. «C'est un travail saisonnier car les voyages se font surtout l'été», reconnaît-il. Il n'aurait pas imaginé vivre de ce trafic quand, au village, sa famille l'a «désigné» pour rejoindre la France ou l'Angleterre.

Bala, lui, gagne «juste de quoi survivre» en vendant des copies de montres de marque. Tous les Africains d'Istanbul vivent dans les quartiers déglués de la vieille ville turque - Suleymanie, Fatih, Aksaray - avec leurs hôtels borgnes où s'entassent petits trafiquants russes ou ukrainiens et «Natachas», les prostituées slaves. Avec quinze autres, Bala partage un deux pièces jonché de matelas. En face, sur le même palier,

«Les grandes mafias spécialisées dans la drogue ou les armes commencent à s'intéresser à ce trafic rentable et sans risque.»
Un avocat turc

sont installés des Ethiopiens. Il n'a guère de relations avec eux: «Ils n'ont jamais été colonisés et ils ne parlent aucune langue.» De temps à autre, les policiers font une descente, puis repartent. «On leur fait pitié et ils ne savent pas quoi faire de nous», témoigne Ali, Guinéen, qui a déjà tenté trois fois le passage, y compris par la voie terrestre moitié moins chère, via la frontière grecque: «Je ne le referai plus. Chaque mois il y a des morts.»

Le voyage est d'abord une longue errance dans la nuit en évitant les champs de mines pour franchir le fleuve séparant les deux pays. Une fois en Grèce, rien n'est joué. Il faut à tout prix quitter la zone frontalière et la région de Salonique pour éviter d'être réexpédié en Turquie. Son groupe, raconte-t-il, était composé d'une centaine de personnes, surtout des Kurdes irakiens et des Afghans. «Pendant quinze jours, nous avons marché toutes les nuits, dormant le jour dans les bois. Notre guide, un Iranien, nous rapportait des villages de l'eau, du pain et du fromage.» Peu avant d'arriver au lieu où devait les attendre un camion pour Athènes, ils ont été arrêtés, interrogés et remis aux Turcs. Après une semaine de détention, les Kurdes irakiens ont été raccompagnés sous escorte à la frontière de leur pays. «Nous, les Africains, ils nous ont ramenés à la gare routière d'Istanbul et nous ont dit de nous débrouiller», raconte Ali. Les autorités turques n'ont ni les fonds pour créer des centres de rétention, ni les moyens de renvoyer chez eux les ressortissants qui ne viennent pas de pays limitrophes. Ali a ensuite récupéré l'avance versée au rabatteur. Quelques semaines plus tard, il s'embarquait avec une centaine d'autres dans un petit chalutier pour l'île grecque de Simi. Arrêtés dès leur arrivée, ils ont été aussitôt expulsés. Il était évident qu'ils arrivaient de la côte turque toute proche.

Barrière électronique

L'accord de réadmission passé il y a deux mois entre la Grèce et la Turquie a rendu le succès des passages beaucoup plus aléatoire. Le nombre des clandestins bloqués en Turquie augmente vertigineusement. «Tout a changé avec cet accord

et les autorités turques sont maintenant confrontées au problème des irréguliers qu'elles n'étaient pas préparées à affronter», explique Regina Boucault, représentante à Ankara de l'OMI (Office des migrations internationales, dépendant de l'ONU). Situation d'autant plus difficile qu'en même temps les Quinze accentuent la pression. «Depuis le sommet de Helsinki, la Turquie est un pays candidat à l'UE et les règles du jeu deviennent plus dures. Dans le cadre du partenariat d'adhésion, ce pays a maintenant des obligations en matière d'asile et d'immigration», souligne Luigi Narbone, conseiller à la représentation de l'UE à Ankara.

La Turquie n'a pas de législation spécifique sanctionnant l'immigration clandestine. Il y a deux ans, une filière fut en partie démantelée grâce aux plaintes de familles qui avaient perdu des proches dans un naufrage. Le passeur, Seyfettin Cil, tenancier d'un petit hôtel d'Istanbul, risque un à trois ans de prison... pour escroquerie. Il est en liberté provisoire. D'autres passeurs, inculpés pour «escroquerie en bande organisée», risquent, eux, jusqu'à huit ans de prison.

Nul ne se fait trop d'illusions sur les effets dissuasifs d'un durcissement des sanctions. Mais Ankara insiste surtout pour recevoir des fonds qui lui permettent de renforcer le contrôle des frontières terrestres, en premier lieu celles avec l'Iran et l'Irak. Un très coûteux projet - au moins un milliard d'euros pour commencer - qui prévoit une surveillance radar et, à terme, la construction d'une barrière électronique. Les autorités turques y voient une excellente occasion de sécuriser des zones très sensibles qui furent pendant des années les sanctuaires de la guérilla kurde... ●

MARC SEMO

(1) Pseudonyme

Droits de l'homme : la Turquie condamnée

STRASBOURG. La Cour européenne des droits de l'homme a condamné, mardi 11 juin, la Turquie pour avoir déchu de leur mandat parlementaire treize députés du Parti de la démocratie (DEP, pro-kurde) après la dissolution, en 1994, de cette formation politique. Saisie par les anciens députés, la Cour a estimé que les autorités turques avaient violé la Convention européenne des droits de l'homme, qui garantit le droit à des élections libres. Pour les juges de Strasbourg, «la dissolution immédiate et définitive du DEP ainsi que l'interdiction faite aux membres du parti d'exercer leur mandat et activités politiques» sont «incompatibles avec la substance même du droit d'être élu et d'exercer un mandat, et elle a porté atteinte au pouvoir souverain de l'électorat». La Cour européenne a condamné la Turquie à verser 50 000 euros à chacun des requérants au titre du préjudice matériel et moral subi. L'Etat turc devra également payer 10 500 euros pour frais et dépens aux sept des requérants à avoir été condamnés à des peines de prison, et la somme globale de 9 000 euros aux six autres ex-députés. - (AFP, Reuters.)

International Herald Tribune
Friday, June 21, 2002

■ BAGHDAD

Western warplanes kill 4 in south Iraq

Iraq said four people were killed Thursday when Western warplanes launched a raid in south Iraq that the U.S. military said had been prompted by Iraqi anti-aircraft fire at jets policing a "no-fly" zone.

A statement released by the U.S. military's Central Command headquarters in Tampa, Florida, said that the planes attacked an Iraqi military command-and-control center in a "no-fly" zone southeast of Baghdad.

It was the second day in a row that U.S. or British attack jets struck no-fly zones in northern or southern Iraq in an accelerating round of such exchanges in recent months.

(Reuters)

International
Herald Tribune
June 13, 2002

Profiling the candidates
How they compare with the EU

This chart offers a snapshot of some economic and social aspects of the European Union and the 13 applicant countries. It contains the latest figures available: from 2000 to the first quarter of 2002.*

	EUROPEAN UNION	CYPRUS	CZECH REPUBLIC	ESTONIA	HUNGARY	LATVIA	LITHUANIA	MALTA	POLAND	SLOVAKIA	SLOVENIA	BULGARIA	ROMANIA	TURKEY
Population	376,462,000	757,000	10,283,000	1,371,000	10,179,000	2,373,000	3,093,000	391,000	38,634,000	5,401,000	1,990,000	8,170,000	22,435,000	67,844,000
Life expectancy (years)														
Males	74.9	75.3	71.6	63.7	64.9	64.9	67.9	75.1	68.7	69.2	71.9	68.15	67.8	66.9
Females	78.2	80.4	78.3	76.1	75.6	76.0	77.9	78.3	78.8	77.2	79.1	75.34	74.2	71.5
Infant mortality (per 1,000 live births)	8.6	5.6	8.4	8.2	16.4	8.3	6.1	8.1	8.6	4.9	13.3	18.6	35.3	
GDP														
Total (euros)	8.2 billion	9.5 billion	5.5 billion	5.5 billion	7.7 billion	1.2 billion	1.9 billion	1.1 billion	20.9 billion	19.5 billion	13 billion	40 billion	217 billion	
Per capita (euros)	22,000	14,200	3,000	3,000	3,300	3,300	9,000	6,000	5,000	3,000	1,600	1,800	3,200	
Per capita as percent of EU average	63	17	17	15	15	15	44	27	22	17	7	8	14	
Growth rate (percent)	4.8	4.8	6.9	6.6	6.6	6.6	5.0	4.8	4.8	2.2	4.6	5.8	1.6	7.2
Inflation rate (percent)	2.7	2.4	4.4	4.4	3.4	3.4	4.7	3.5	4.2	8.1	7.6	28.6	73.1	
Unemployment rate (percent)	8.1	4.2	6.5	6.5	8.2	12.0	5.1	10.1	19.7	12.8	17.7	8.6	9.0	
Unionization (percent of labor force)	30	80	12	12	20	20	50	30	38	41	27	58	58	
Average wage (euros per hour, including social costs)	18.5	10.0	3.0	2.5	1.5	1.5	5.3	3.6	2.5	6.0	1.0	1.0	3.7	
Number of cars per 1,000 population	400	400	339	235	235	235	540	290	236	420	244	139	68	
University graduates (people aged 25-59)	28,382,000	81,000	195,000	214,000	1,720	2,140,000	273,000	102,000	743,000	990,000	2,105,000			
Internet users (percent of population)	32	20	30	7	25	10	12	30	7	4	4			

*Data from 1995 (excludes Finland, Netherlands and Portugal). SOURCES: OECD, International Telecommunications Union, Eurostat, MacGillivray Company, IYT. ON THE WEB: <http://www.europa.eu.int/comm/infogov/infocent/index.htm> RESEARCH: Daniel Rosen, Katrin Gruber-Debra and Heide Brink/IYT. MAP: Philippe Lemaire/IYT.

En Syrie, Riad Turk condamné à deux ans et demi de prison

Le plus ancien opposant est reconnu coupable d'avoir « porté atteinte à la Constitution »

AVEC L'APPLICATION et le sérieux d'un enfant convaincu de s'atteler à un chef-d'œuvre, le septuagénaire agence ses petites billes sur un drap blanc étalé devant lui. Riad Turk, le plus ancien, le plus célèbre et le plus intraitable opposant aux gouvernements syriens répète, pour les besoins d'un documentaire, les gestes que tout au long de sa détention de dix-sept ans sous le régime de Hafez Al-Assad, il faisait dans sa cellule pour « tuer le temps » et survivre à la solitude de la prison. A la fin du documentaire, scandé par des images de l'évolution de l'œuvre, celle-ci aura vaguement pris la forme d'un papillon au cœur de figures géométriques.

Riad Turk a été condamné, mercredi 26 juin, à deux ans et demi d'emprisonnement par la Cour de sûreté de l'Etat. Un verdict sans appel. M. Turk a été reconnu coupable d'avoir « porté atteinte à la Constitution ». Arrêté en septembre 2001, son « crime », comme celui qui est reproché à neuf autres opposants qui ont participé à des « salons » politico-culturels, est d'avoir critiqué « le despotisme » du régime, d'avoir réclamé une réhabilitation des institutions de la République hypothéquées, selon eux,

depuis des décennies par une caste d'oligarques, et demandé le respect des libertés publiques. Deux d'entre eux, les députés Maamoun Al-Homsi et Riad Seif, jugés par un tribunal ordinaire, ont déjà été condamnés à cinq ans de prison. Habib Saleh, un homme d'affaires, a été condamné, lundi, à trois de prison. Trois autres, l'avocat Habib Issa, le médecin Walid Bouni, l'économiste Aref Dalila ont été traduits devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les procès de trois autres, Kamal Labouani, Hassan Saadouné et Fawaz Tello n'ont pas commencé.

17 ANS EN CELLULE ISOLÉE

Des dix opposants arrêtés depuis fin août, M. Turk est non seulement le plus âgé, mais aussi le plus ancien militant - il a adhéré au Parti communiste en 1944 -, n'hésitant jamais à dire tout haut ce qu'il pense dans un pays dont le régime, depuis une bonne trentaine d'années, ne tolère aucune voix dissonante. Secrétaire général du Parti communiste-bureau politique, qui s'était scindé en 1973 du Parti communiste orthodoxe allié au pouvoir, hostile à l'intervention syrienne au Liban en 1976, dénonçant la répression sanglante, en 1981, de la confrérie des Frères

musulmans dont il n'en condamnait pas moins le recours à la violence, M. Turk a été, jusqu'à son incarcération en 1981, de tous les combats. Dix sept-années consécutives de prison (1981-1998), qui plus est, en cellule isolée, sans oublier plusieurs autres séjours plus courts en centre pénitentiaire, l'ont profondément imprégné.

« La prison est en moi. Elle est le symbole de l'esclavagisme qui est toujours en vigueur dans mon pays », confiait-il à Mohammad Ali Al-Atassi, le réalisateur du documentaire tourné à la faveur des trois années de liberté dont M. Turk a joui entre mai 1998 et septembre 2001. Quant à la politique, « elle fait partie de mon sang et de ma vie », ajoutait-il. De fait, ni l'âge (72 ans aujourd'hui), ni la privation de liberté, ni la torture à laquelle il avait été soumis lors de son incarcération, n'ont ébranlé ses convictions, ni ses idéaux de liberté et d'équité. A peine avait-il recouvré la liberté en 1998, qu'il reprenait son combat pour la transparence, le respect des droits et du droit puis pour dénoncer, à l'occasion de la succession d'Hafez Al-Assad, l'instauration d'une République héréditaire et la

monopolisation des pouvoirs.

En acceptant de se livrer au réalisateur du documentaire, l'avocat Riad Turk, entendait en faire un « document pour tous ceux qui prendront à leur tour le chemin de la prison ». « Oublier le monde extérieur, privé, politique et professionnel. Se dire que l'on est mort, déjà passé sous terre et que la seule chose qui reste à faire est de ne pas capituler », disait-il. Il ne faut donc, ajoutait-il, ne s'abandonner à aucune rêverie, pour ne pas inviter le monde extérieur ou susciter les pires cauchemars. D'où l'idée de s'adonner à la réalisation de son « œuvre », après avoir collecté les petites lentilles qui baignaient dans sa soupe. Quitte à remettre chaque jour la main à l'ouvrage.

Mouna Naim

Le Monde

28 JUIN 2002

Kurds report ethnicity cleansing by Iraq

June 22, 2002 By Joshua Kucera
THE WASHINGTON TIMES

BENASLAWA, Iraq - Iraqi police went to Mohammed Osman's home in Kirkuk, northern Iraq, in May 1996, and gave him a choice: Renounce his Kurdish ethnicity or leave town. Mr. Osman, who in the past managed to buy time with a \$60 bribe, could not afford it anymore and chose to leave.

Mr. Osman came to this refugee camp, where 100 families from Kirkuk have fled what they call the "Arabization" of the city. They are among tens of thousands of Kurds, Turkomans and Assyrians who have had to leave Kirkuk for one reason: They aren't Arabs. Kirkuk is a center of oil and agriculture and is of prime strategic importance for northern Iraq. Since the founding of the Iraqi state after World War I, Arab-controlled governments in Baghdad have been expelling non-Arabs in an effort to solidify control, say non-Arabs and international human rights groups.

In 1999, the government introduced a new policy of "nationality correction," under which non-Arabs are asked to change their ethnicity on identity cards and census documents or leave. Mr. Osman said he knows of only a handful of people in Kirkuk who have accepted the offer. "We are Kurds. We refuse to be Arabs," he said. Those who do change their ethnicity still face discrimination. They are not allowed to hold top jobs in the government or oil industry and may have to adopt Arabic names. In a perverse twist, some are punished for having "incorrectly" declared their Kurdishness in the first place, according to some Kurds who have left the area.

In Kirkuk, there is no education in Kurdish, and the only media source in Kurdish is a two-hour daily television program of propaganda from Saddam Hussein's Ba'ath party.

"When we were in Kirkuk, they forbade Kurds from owning houses or cars or marrying Arab girls. If we wanted to have a car, we had to register it in an Arab's name," said Azad Ali, who was kicked out of Kirkuk as a high school student in 1996 and is now a soldier living in the Benaslawa camp.

According to a report by two French human rights groups in 2001, Kurds in Kirkuk are subject to "harassment, intimidation, arrests, torture and expulsion." "As long as the Ba'ath party is in power in Baghdad, I don't want to go back [to Kirkuk]," Mr. Osman said. Since 1991, the three northernmost Iraqi provinces have been administered by the Kurdistan regional government, protected from Saddam Hussein's rule by U.S. and British enforcement of a no-fly zone. The Benaslawa camp lies in this area, just outside Kurdistan's capital, Erbil.

Two more largely Kurdish provinces are still controlled by Baghdad, including the province of Kirkuk. The Erbil-based Committee for Confronting Arabization in Kurdistan estimates that since the 1960s, 190,000 people have been expelled from Kirkuk province into Dohuk and Erbil provinces in the no-fly zone. The committee is preparing a census to get more accurate numbers on the people affected by Arabization. According to Iraqi census figures, from 1957 to 1977 Kirkuk's Kurdish population fell from 47 percent to 38 percent while the proportion of Arabs rose from 28 percent to 44 percent. Iraq has not published newer census figures.

Arabs moving to Kirkuk get incentives such as a modern house, a plot of land to farm or a good job, the Kurds say. They also get paid to rebury their relatives in Kirkuk to make it appear that the Arab presence has been a long one, the committee said.

* * * *

US clarifies its position vis-a-vis Kirkuk reports and KDP constitution

Turkish Daily News June 21, 2002 By SAADET ORUC

In response to the concerns in Ankara vis-a-vis the proposals of the Iraqi Kurds for the future of Iraq, a U.S. official said on Friday that the United States did not endorse the draft constitution of the Massoud Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP). The United States has encouraged all parties, including the Kurds, to develop and circulate their thoughts. "We did indeed receive a copy of the KDP's draft constitution, but we don't comment on it and we don't endorse it," said the official, emphasizing that all debates on the future of Iraq were being encouraged.

"The U.S. government thinks that the people of Iraq deserve a better future. The U.S. goals for Iraq are a broad-based, democratic government that respects the rights of all its people, operates by the rule of law, and obeys United Nations Security Council Resolutions, maintain the territorial integrity of Iraq, which is at peace with its neighbors and is a source of stability to the region," said the official, pointing out that all U.S. government decisions were being made within the context of these overall goals for Iraq.

Meanwhile, Iraqi Kurds close to the Massoud Barzani-led KDP comment that what the KDP put in the above-mentioned draft formula was an outline of where they stood. "Rather than to wait, in order to have a better vision, we wanted to outline where we stand," an Iraqi Kurdish official said. Iraqi Kurdish academics sponsored by the KDP prepared the draft, which was initially presented to the Jalal Talabani-led Patriotic Union Kurdistan (PUK). The draft constitution was also presented during the conference held in Washington.

The main point raising eye brows in Ankara was the reference to Kirkuk.

"The Kurdish region includes the Kirkuk, Sincar and Hanakin districts," the Kurdish official says. "The draft is for a federal solution of Iraq and a solution to the Kurdish problem," said the Kurdish source.

PUK official in Ankara

Barham Saleh of the PUK arrived in Ankara on his way back from Europe to consult with the Turkish authorities. Nechirvan Barzani of the KDP is also being awaited in Ankara.

* * * *

Iran gives permission to SCIRI to deal with Washington and participate in regime change

Al-Sharq al-Awsat June 23, 2002
by Ali Nuri Zadeh

A responsible Iranian source close to the Iraq file at the supreme council for national security, which is the highest body in charge of strategic decisions in Iran, disclosed that the council decided at last to allow the Iraqi Shiite factions that are opposed to the ruling regime in Baghdad to conduct dialogue with the United States.

As a result of this move, the current estrangement between Tehran and Washington will not impede cooperation between pro-Iran Iraqi opposition factions, led by the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, and the United States. The same Iranian source recently visited northern Iraq where he met with some Kurdish leaders in Al-Sulaymaniyah and Irbil, accompanied by representatives of Shiite factions belonging to SCIRI. He said: "Iranian Revolution Guide Ayatollah Ali Khamenei, to whom SCIRI Chairman Ayatollah Muhammad Bakir al-Hakim and all Iran-based Shiite leaders paid allegiance, was strongly opposed in the past to the idea of the SCIRI and other Shiite parties being open to the United States."

He added: "Khamenei's persistent opposition to that idea was the reason why SCIRI did not play an influential role in the Iraqi National Congress and did not participate in contacts held between Iraqi opposition parties in exile and Washington."

The source continued: "However, the serious developments that took place within the SCIRI in the past few years, mainly the breakaway of prominent religious and political figures and the formation of a new Islamic union comprising the Al-Dawah Party and the Islamic Action Organization, compelled the Iranian leadership to make a fast review of its calculations." Meanwhile, Al-Sharq al-Awsat learned that a wide dispute recently emerged between officials in the Guide's office who are concerned with the Iraqi opposition affairs and officials in charge of the Iraq file at the foreign ministry, the ministry of intelligence, and the supreme council for national security.

According to sources close to the Iranian Government, the sending of Brigadier General Sayfollah, adviser to the Guide and official in charge of the Iraqi opposition affairs, to Syria sometime ago for talks with Damascus-based Iraqi opposition figures without coordination with the government caused dissatisfaction and astonishment among officials in charge of the Iraq file at the ministry of intelligence, the foreign ministry, and the supreme coun-

cil for national security. The latter, the supreme council for national security, was supposed to be the sole body responsible for the Iraqi opposition files.

According to the same sources, following contacts that Iraqi opposition National Congress Chairman Ahmed Chalabi held with Ayatollah Al-Hakim and other Shiite leaders last month, the SCIRI leadership became convinced that the process of changing the regime in Iraq has entered the phase of implementation. Also, the SCIRI leadership became convinced that the council's failure to participate in the ongoing contacts and exchange of views outside of Iran will prevent it from playing the role to which it aspires.

The sources said that Ayatollah Al-Hakim held in-depth consultations with Iranian officials. On the other hand, Guide Ali Khamenei showed an unexpected understanding of the explanation provided by Al-Hakim and his colleagues for the motives behind their request to establish ties with the Americans.

After examining all aspects of the issue and receiving Khamenei's consent, the SCIRI decided to allow its representative in Britain, Dr. Hamid al-Bayati, to take part in the talks that were recently held in Washington between US officials in charge of the Iraq file and representatives of several Iraqi opposition factions and organizations.

An Iranian official who follows up on the Iraqi Shiite opposition affairs said that Al-Bayati's participation in the talks was successful because it will reinforce the SCIRI's position in any political or security move in the future to overthrow the ruling regime in Baghdad. The source refused to confirm or deny current rumors on a possible visit by Al-Hakim to Britain soon for talks with a high-level US official. However, he asserted that Iran will no longer block a comprehensive cooperation between the SCIRI and the US Administration.

* * * *

Turkey to send crowded trade mission to Iraq

Turkish Daily News June 26, 2002

Turkey will send a crowded trade team to Iraq at the end of this month, who will make business contacts on the sidelines of a joint economic commission in Baghdad, the Anatolia news agency reported yesterday.

Two planes carrying more than 200 businessmen will fly to Turkey's mid-east neighbor together with government officials who will attend the joint economic commission on June 29-July 4.

One of the planes will depart from Istanbul and the other from Ankara. The first plane carrying 160 passengers has already sold out and there are businessmen still signing up for the second plane. Together with those who will be traveling on land from eastern and southeastern Anatolia, the business delegation is expected to number some 300.

The Turkish delegation at the 14th round of the Turco-Iraqi joint economic commission will be headed by State Minister Edip Safer Gaydali. A crowded group of bureaucrats will be in the delegation, Anatolia said, citing officials from the Foreign Trade Undersecretariat.

The trade mission will aim at creating new deals between businessmen from the two countries and concluding pending contracts. Turkish businessmen will try to take a larger share in contracts awarded under UN administered sanctions.

Talks between government officials will concentrate on prospects of improving rail transport between the two countries. The plan entails an upgrade of the railways between Turkey and Iraq, so that transport of goods will become possible.

Turkey's exports to Iraq amounted to \$215 million in 1990, \$371 million in 2000 and \$709.6 million last year. Turkish firms have sealed contracts worth about \$1.5 billion under UN sanctions.

* * * *

Pas d'abolition de la peine de mort en vue

Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a annoncé hier que son gouvernement de coalition n'avait pas réussi à s'assurer du soutien de l'opposition au parlement pour faire abolir la peine de mort.

Candidate à l'UE depuis décembre 1999, la Turquie espère obtenir une date pour l'ouverture des négociations d'adhésion. Mais elle doit avant cela remplir les critères politiques sur le respect des droits de l'homme et de la démocratie.

Les réformes nécessaires — abolition complète de la peine de mort, octroi de droits culturels aux Kurdes notamment — achoppent sur les profondes divisions de la coalition gouvernementale, où les ultra-

nationalistes du MHP de Devlet Bahçeli, deuxième partenaire du gouvernement, s'y opposent. Faute de soutien de l'opposition parlementaire, ces réformes seront automatiquement reportées à après la rentrée parlementaire, le 1er octobre. Bulent Ecevit est cependant resté optimiste sur les chances de voir aboutir les discussions menées par le DSP à un résultat. (AFP)

metro
25 JUIN 2002

Deux millions et demi de Turcs réclament l'exécution d'Ocalan

ANKARA Les familles de soldats turcs tués par la rébellion kurde ont présenté hier au parlement une pétition pour réclamer l'exécution du leader kurde Abdullah Ocalan, comptant 2,5 millions de signatures. Cette initiative intervient au moment où la Turquie est soumise à forte pression pour abolir la peine de mort si elle veut intégrer à terme l'Union européenne. Ocalan a été condamné à mort en 1999 pour trahison et sé-

paratisme mais son exécution a été suspendue dans l'attente d'une décision de la Cour européenne des droits de l'homme, saisie par ses avocats. La Turquie observe un moratoire de facto sur les exécutions depuis 1984.

U. S. Considers Options for Overthrowing Saddam Hussein

By CHRISTOPHER MARQUIS

WASHINGTON — The Bush administration has concluded that options short of an all-out military assault against Iraq, including military support to opposition forces or fomenting a coup, should be tried over the next few months to dislodge President Saddam Hussein from power.

But many in the administration expect those attempts to fail, and there is disagreement over how to proceed with a more robust military strategy.

The more limited plan — using American Special Forces working with opposition forces on the ground, along the Afghanistan model — has strong proponents on the civilian side of the Pentagon and within the president's National Security Council, officials say.

The Joint Chiefs of Staff, however, say privately that the differences between Iraq and Afghanistan are vast and call that approach naive. If ordered to commit forces, they favor a decisive, overwhelming use of troops, the officials said.

The chiefs say an invasion would require at least 200,000 troops and have expressed concerns that Mr. Hussein might use biological or chemical weapons. They also worry about a prolonged occupation in a post-Hussein Iraq.

While Bush administration officials agree on the need to oust the Iraqi leader, they are providing the president with differing assessments of Mr. Hussein's strength and the ability of

the United States to force him out through limited means.

Three approaches to removing Mr. Hussein have been discussed, the officials said: providing logistical and intelligence help to his enemies in hopes of inciting a mutiny within his military circle; providing air and limited ground support for an assault by opposition groups; or an outright American invasion. Some say that the more limited options should be tried before resorting to an all-out invasion.

Gen. Tommy R. Franks, who as commander of the Central Command would oversee any military action against

Provoking a military coup may be the most desirable option, but the Central Intelligence Agency's efforts for more than a decade to weaken and sabotage Mr. Hussein have been thwarted by his control over his own security.

The last option, which officials say is most likely, would involve a full-scale invasion by American and possibly British troops. Some officials refer to this as "Persian Gulf War Lite," because it would involve fewer than half the 540,000 troops deployed in the 1991 conflict.

Everybody agrees that a plan is incomplete without an endgame. The



James Hill for The New York Times

The Bush administration says one of their primary goals is a change in Iraqi leadership. They are discussing several military options for toppling Saddam Hussein, whose statue dominates a park in Baghdad.

Iraq, presented Defense Department officials last week with a strategy paper that laid out his military requirements for toppling Mr. Hussein. Pentagon planners say they would need at least three to five months to position forces for an invasion.

Joint Chiefs emphasize the need to set a definition for victory in Iraq, to determine who or what would replace Mr. Hussein's government, and to assess the impact of such action on the complicated mix of Persian Gulf and Middle Eastern politics.

The New York Times
JUNE 23, and JUNE 24, 2002

ANCORA SULLA NUOVA DIASPORA DEI CURDI

di CARLO BOLDRINI*

Dal 1997 i clandestini curdi arrivano in Italia e in Europa ma il Governo italiano continua a far ben poco perché si affronti più seriamente la questione all'origine (c'è continuità col passato).

Ritenere di risolvere "la grana" attuale con un coordinamento di polizie mediterranee o con ipotetiche sanzioni economiche verso gli Stati che facilitano l'esodo vuol dire semplicemente tentare il mero tamponamento sottovalutando le possibili implicazioni, oltre che gli aspetti umanitari e politici della questione curda.

Questi movimenti migratori hanno infatti la loro radice nelle difficili condizioni umane delle popolazioni curde del nord Iraq e della Turchia orientale, soprattutto, dove risiedono storicamente e dove vengono sistematicamente emarginate e represses sul piano politico, culturale e su quello socio-economico (non sono gran che migliori le condizioni dei curdi residenti in Siria e in Iran da dove giungono ancora recenti notizie di condanne a morte emesse e/o eseguite contro attivisti politici curdi).

Dalla persecuzione degli anni '80 e '90, che ha toccato il genocidio in Iraq, nonché, un po' ovunque, la deportazione, il disconoscimento culturale e politico, la dura ed estesa repressione, l'emarginazione economica e la neo-colonizzazione dei territori, devastati, da loro abitati, si è giunti in quest'ultimo periodo ad una sorta di *status quo*. Una specie di limbo dal quale la questione nazionale curda rispunta tramite questa nuova diaspora vissuta tragicamente da povera gente che, riuscendo a pagare in vario modo fior di somme alle mafie dei "trafficienti di merce umana", s'avventura molto rischiosamente per mare oppure nei container dei Tir alla ricerca d'un barlume di fortuna.

Una pacifica, umile scommessa contro il destino avverso che spesso viene perduta di fronte all'indifferenza dei troppi. Basta considerare i com-

menti prevalenti fra i media, limitati alla mera descrizione degli sbarchi o all'identikit delle vittime e alla ottusa ed obsoleta identificazione dei Curdi in tribù.

Molte migliaia di essi sono giunte in Italia, molti sono stati rispediti nel silenzio all'origine, altri sono riusciti ad arrivare nel centro-nord Europa dove trovano migliore ospitalità, pochi sono rimasti.

La recente degenerazione terroristica islamica internazionale con i conseguenti "venti di guerra" e le minacciate loro estensioni nelle terre irachene hanno accentuato gli input di fuga dei Curdi.

A conferma di tutto ciò, in Turchia, la T.I.H.V. (organizzazione per i diritti umani) denuncia che nonostante il confronto politico sulle sollecitazioni dell'Unione Europea a democratizzare lo Stato, a riformare la legislazione penale e sociale, a rispettare le minoranze etniche ed i diritti umani, il 2001 è stato un altro anno di "forte repressione che ha colpito i diritti politici, socio-culturali" all'insegna della "difesa dell'unità, della sicurezza nazionale e della tradizione". Partiti d'opposizione, sindacati, associazioni mediche, giuridiche, umanitarie "hanno continuato ad essere nel mirino delle forze repressive". S'è continuata la pratica dell'omicidio eccellente, del "desaparecicismo", delle esecuzioni illegali, della tortura (nonostante le nuove leggi approvate per sollecitazione europea), della violenza personale, delle morti in carcere, della deportazione, dello sgombero di villaggi.

Chi ha tentato di ritornare ad abitare i villaggi d'origine (oltre cinquemila ne sono stati cancellati nel recente passato) è stato sottoposto a "violenza arbitraria da poliziotti" (i bambini non ne sarebbero risparmiati) perché si vuole "centralizzare i villaggi" cioè concentrare in uno la ricostruzione di più centri, sotto la supervisione della polizia.

La T.I.H.V. denuncia che ci sono più di quattro milioni di senza tetto costretti in "condizioni inumane" nelle regioni orientali. È bene evidenziare anche che di recente il Governo di Ankara ha deciso di posticipare al 2007 la possibile adesione all'Unione Europea.

Inoltre nelle province del sud è stato prorogato per la quarantacinquesima volta lo stato d'emergenza (in vigore dal 1987) perché l'esercito turco sostiene esservi ancora sacche di guerriglia.

In parallelo, in Iraq - dove "non è da considerarsi possibile una rivolta militare irachena contro il regime" (J. Talabani, segretario del P.U.K.) più probabilmente per i dispositivi di sicurezza a più mandate predisposti dal regime tali da precludere qualsiasi movimento autonomo di un reparto; né le organizzazioni curde locali "sono disposte ad essere forze di manovra per nessuno" (M. Barzani, segretario del P.D.K.) - crescono il timore di un'altra vampata bellica dall'esterno, la paura d'una degenerazione terroristica e segregazionista, lo sgomento prodotto dall'assenza di novità positive. I curdi iracheni si



Ciya e Chour, orfane in Halabja.

battono per una trasformazione democratica e federale dell'Iraq. Ma essi subiscono ancora una costante aggressività esterna, da parte di Saddam, un molteplice embargo economico (quello internazionale contro Baghdad e quello del regime contro di loro), vivono in mezzo ad un enorme disseminazione di campi minati (composti da circa 20 milioni d'ordigni prodotti per la maggior parte in Italia) che falchiano la popolazione, ostacolano le attività economiche. A ciò si aggiungano le effe-razze del regime nelle aree irache- ne. Fonti dell'opposizione denuncia- no oltre 4.000 esecuzioni sommarie e 130 decapitazioni pubbliche di donne accusate di prostituzione (dal 1998 ad oggi).

Ce n'è *ad abundantiam*, stante la non secondaria arretratezza socio-econo- mica, per ipotizzare continuità nei tentativi migratori ed una possibile accentuazione fenomenica in presen- za poi d'un eventuale aggravamento della situazione internazionale. Tutto ciò consiglia un approccio complesso alla questione, affrontando almeno al- cune delle motivazioni generatrici.

Già da tempo abbiamo indicato l'opportunità di un progetto europeo teso a favorire la rinascita socio-econ- omica ed urbana delle regioni abi- tate dai Curdi nell'oriente turco do- po le devastazioni provocate dalla guerra fra l'esercito turco ed i gruppi di guerriglieri di Ocalan che ha smembrato ancor più il tessuto so- ciale, il reticolo dei centri abitati, le già deboli attività primarie e secun- darie e provocato grande vastità di lutti, d'arresti, violenze d'ogni gene- re ai danni degli autoctoni. La pro- posta è di un progetto di sviluppo, contrattato con l'autorità statale tur- ca e con le istituzioni locali, finan- ziato in larga parte dall'Unione Eu- ropea teso ad ottenere riconoscimen- to pieno dei diritti politici e cul- turali dei Curdi (bilinguismo, asso- ciazionismo politico e culturale, au- tonomia locale con statuti speciali) in quanto etnia minoritaria (pari però ad un buon 20% del totale degli abi- tanti della Turchia). Tale progetto dovrebbe prevedere l'avvio della ri-



Layla Zana in carcere turco per le sue idee.

costruzione dei centri abitati con cri- teri conformi ai bisogni delle popo- lazioni e non dei vigilantes, nonché la ripresa e lo sviluppo d'attività eco- nomiche primarie e secondarie. Già da tempo abbiamo segnalato la pre- carietà della "no-fly zone" del nord Iraq dove risiede la maggior parte dei curdi iracheni per i quali il man- tenimento della protezione delle Na- zioni Unite è giudicato essenziale at- to per la sopravvivenza.

Orbene quest'embargo contro l'Iraq - per com'è congegnato - continua ad essere inefficace nel proposito politico avverso al regime oltre ad essere stremante per le popolazioni. La stessa formulazione del program- ma "oil for food" (vendita di petrolio iracheno in cambio di generi di ne- cessità primari) appare funzionale al recupero, da parte dell'alleanza che liberò il Kuwait, dei costi di guerra passati e alla condizionata sopravvi- venza dello *status quo*, nulla più.

Due misure andrebbero assunte rapi- damente.

Rafforzare, nonostante l'opposizione del regime, la bonifica dei territori do- ve vivono i Curdi in Iraq dagli ordigni colà disseminati. Sollecitare gli orga- nismi delle Nazioni Unite a spendere nella "no-fly zone" più rapidamente e bene i loro budget per sostenere pro- getti efficaci di sviluppo economico e non meramente assistenziali (risulte- rebbero "rilevanti cifre non spese"). Cosa che dalle testimonianze curde non pare accada con efficacia suffi-

ciente anche per gli ostacoli frapposti da Baghdad che si oppone a tutto ciò che può significare sviluppo autosuffi- ciente della regione.

In questo quadro si collocano le "certezze" dei media in lingua araba di una nuova guerra all'Iraq, entro la fine del 2002, da parte statunitense. Per questo Saddam avrebbe già ar- mato i missili con armi batteriologi- che e chimiche (quelle non usate nel '91 per le avverse condizioni clima- tiche e che costarono la vita agli alti ufficiali iracheni che disobbedirono); le esercitazioni di guerriglia urbana; nonché chiamato alle armi gli stu- denti. Quali i bersagli dei missili? Le eventuali truppe d'invasione, i civili, i curdi, gli sciiti del sud, Israele?

Per questo Saddam cerca d'imbonir- si la popolazione araba irachena con una serie d'incentivi economici (sconti sull'elettricità, l'acqua, le at- trezzature agricole) al fine di accre- scere la propria "sicurezza" interna. In questo contesto si colloca la ri- chiamata sottovalutazione di gover- no italiana ed europea della nuova diaspora curda che non si misura, al pari degli altri, con le cause struttu- rali che la generano pur dovendola re- gistrare perché i Curdi cercano di ve- nire qui; e la riduce a problema di migrazione clandestina risolvibile con le "note misure di pronto inter- vento" coordinate fra Stati del Medi- terraneo orientale.

Misure assai parziali che sembrano non considerare un interesse, più o meno diretto e dissimulato, di parte degli anatoliti a liberarsi di più curdi possibile, nonché l'incidenza delle connivenze e delle pressioni politi- che locali denunciate anche da alcu- ni noti magistrati italiani. Non risulta infatti ci siano importanti iniziative in campo europeo per promuovere un'efficace politica comune sui gran- di problemi irrisolti di questa parte del Medio Oriente. Ma la pace è legata anche ad essi.

Ci sembra ci sia molta materia di riflessione e d'iniziativa anche per i parlamentari nazionali ed europei. ■

(*) Presidente dell'Associazione cultu- rale Italia-Kurdistan.

FINANCIAL TIMES SURVEY

TURKEY

TUESDAY JUNE 25 2002

A country back at the crossroads

Reforms are in the balance, writes **Leyla Boulton**

Turkey once again stands at a perilous crossroads. This time, both its latest economic stabilisation programme and its bid to join the European Union hang in the balance.

"I have no doubt that Turkey has a brilliant future," says Mehmet Ali İrtemcelik, a Turkish parliamentarian and former minister for EU affairs. "The question is what price we will pay to get there."

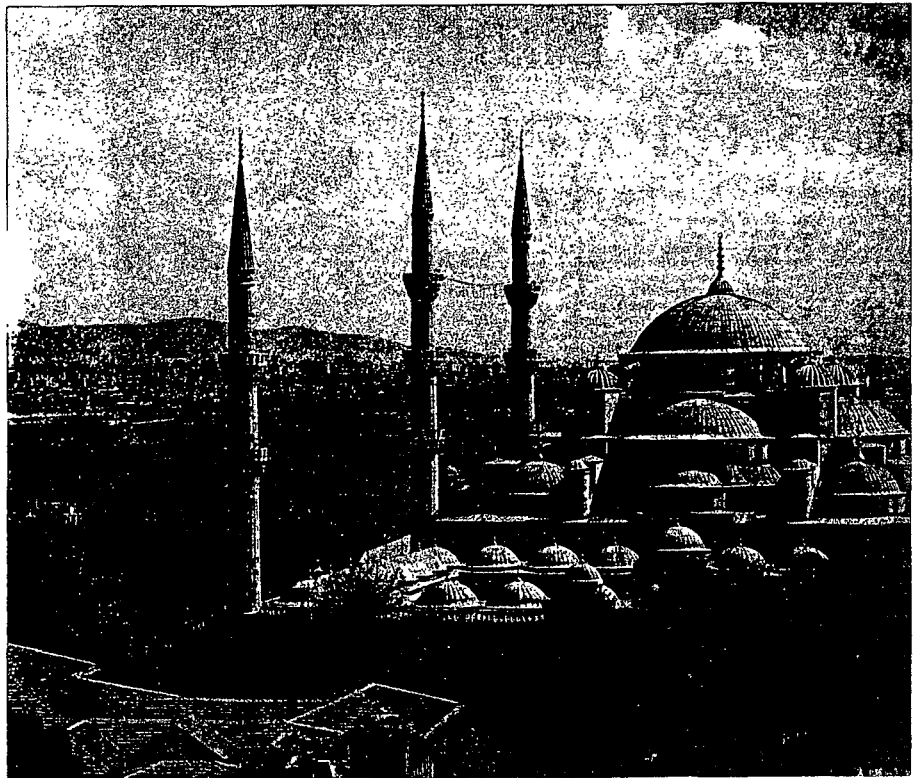
The challenges facing the geostrategically vital Nato member at home and abroad are magnified by political instability that impairs the country's decision-making abilities.

Turkish financial markets have fallen dramatically since the beginning of May, when Bulent Ecevit, the 77-year-old prime minister, was admitted to hospital for 10 days.

Since he began convalescence at home, disagreements within his three-party coalition over reforms needed to qualify for membership of the EU have fuelled fears that the government may collapse. Financial turmoil threatens to reverse the considerable successes of Turkey's latest economic rescue programme, backed by a \$16.3bn loan from the International Monetary Fund.

Mr Ecevit, who insists he is getting better, has rejected calls for his resignation on the grounds that his departure would cause chaos.

Kemal Dervis, the popular economy minister, has called for a clear date to be set for early elections, to reduce uncertainty. The business community has argued on the contrary that electioneering could hurt the fragile shoots of an incipient economic recovery.



The Blue Mosque in Istanbul: a potent symbol of Islam on the European continent

After a 10 per cent contraction in the economy last year, industrial production picked up dramatically in March and April. Inflation has also been falling steadily, from 68 per cent last December to 46 per cent in May. Until the recent turmoil, this had put inflation on course comfortably to meet the official year-end target of 35 per cent.

The biggest headache thrown up by the latest crisis is a rise in interest rates from 53 per cent since the beginning of May to about 73 per cent last week. Unless Ankara manages to reverse such sentiment, these unsustainable interest rates could raise concerns about Turkey's ability to service its public sector debt. The IMF, which has lent Turkey a

'No doubt Turkey has a brilliant future. The question is what price we will pay'

total of \$30bn since the present government embarked on a first failed stabilisation programme in January 2000, insists strict implementation of the economic programme

is the antidote to political uncertainty.

Turkey's 19th standby accord with the IMF is its most comprehensive. It combines tight fiscal and monetary policy with structural reforms to put Turkey's public finances on a sound long-term footing.

Structural reforms still to come range from privatisation and energy liberalisation to an overhaul of bureaucratic restrictions on foreign investment. Considerable progress has been achieved in restructuring the banking sector. An encouraging start has been made in agriculture with a switch to direct income support away from farm price subsidies.

Such reform is essential to make the economy more efficient and meet economic criteria for EU accession.

Yet Turkey's main problem with the EU has little to do with economics and everything to do with the twin political problems of human rights and Cyprus.

Ankara is trying to persuade the EU to set a date at its Copenhagen summit in December for formal accession talks to start.

Mesut Yilmaz, deputy prime minister responsible for the EU, claims Turkey needs the reassurance of a clear date to overcome anti-EU forces he argues are "as strong" as the country's

pro-EU majority.

In recent months, he has increasingly pointed the finger at the National Action Party (MHP), the second largest coalition partner, as blocking Turkey's path to accession.

In full-page newspaper advertisements, Tusiad, the business federation, last month demanded action by government and parliament to safeguard Turkey's "vital EU project".

Shortly afterwards, 180 non-governmental organisations gathered in Istanbul to show support for EU membership on behalf of the 15m people they claim to represent.

While the MHP opposes human rights reforms needed to advance Turkey's EU candidacy, the party has said it will not chance a government crisis if they are approved with opposition support.

This appeared to clear the way for a vote to abolish the death penalty and allow Kurdish-language education and broadcasting.

Devlet Bahçeli, MHP leader and deputy prime minister, also warned that his party would be prepared to leave the government if its coalition partners made a habit of agreeing with the opposition.

The opposition consists of two Islamist parties that claim they are all in favour

of the EU-related reforms, plus the centre-right True Path Party, led by Tansu Çiller.

As Turkey's first female prime minister, Ms Çiller negotiated Turkey's customs union with the EU in the 1990s. But she is now wavering over human rights reform in an attempt to grab some of hardline nationalist vote from the MHP.

The irony of such ambivalence is that opinion polls consistently show two-thirds of Turks support EU membership.

Much of the blame for an apparent disconnection between politicians and voters lies with an ailing political system in a democracy that is only 50 years old. Immaturity among politicians is exacerbated by three military coups since 1960.

Although Turkey's generals have indicated they will no longer intervene directly in politics, they are still seen as a source of stability in

times of trouble. They have made clear they disapprove of one of the leading potential contenders in a forthcoming election.

This helps to explain why public prosecutors, with the clear support of the military, are taking legal action to ban Recep Tayyip Erdogan, the charismatic Islamist leader who maintains he is no longer an Islamist. They cite his conviction for "inciting hatred" on religious grounds as the reason for a ban.

As a western diplomat explains: "The army is seen by many Turks as providing stability if everything else goes wrong. Yet at the same time, this detracts from the need for political reform. If the army steps back to allow reform, there's a risk of instability in the meantime."

The government's critics argue an election could create a stronger constituency for reform. Some fear an election could generate a

destructive reaction by voters. Not only could they punish the government after devastating devaluation in 2001 when an economic stabilisation programme collapsed. They may also reject any new faces who promise to do a better job with the same sort of reforms. This gives a powerful incentive for like minded reformists,

such as the popular Mr Davut Gul, who has yet to declare his political intentions, and Mehmet Ali Bayar, brother of the former privatisation chief, to unite.

Given a tendency among Turkish politicians to all want to be the boss, Mr Davut Gul has set an encouraging precedent by volunteering to take a number two slot in any party he might join.

The next elections, expected before they are due in 2004, will be a crucial test for Turkish democracy. They will determine whether politicians can meet the expectations of a nation hungry for

political leadership which is essential to realising their country's economic potential and EU aspirations.

FT file

- Area: 779,452 sq km
- Language: Turkish
- Currency: Turkish lira (TL)
- Exchange rate: 2001 av \$1 = TL1,227,252
June 17 2002 \$1 = TL1,605,000

Constitution

- Population: 68,500,000 (2001 est)
- Main cities and population (1997)
Ankara (capital) 3,100,000
Istanbul 8,600,000
Izmir 2,100,000

Economic summary

Economic summary

	2001	2002*	2003*
Total GDP (\$bn)	148.0	195.8	205.5
Real GDP growth (annual % change)	-7.4	2.0	4.8
GDP per head (\$)	2,230	2,910	3,000
Inflation (annual % change in CPI)	54.4	54.3	38.2
Industrial production (annual % change)	-10.0	2.5	4.5
Unemployment rate (% of labour force)	8.5	9.9	10.8
Money supply, M2 (annual % change)	89.0	36.2	42.0
Foreign exchange reserves (\$bn)	18.9	18.4	18.3
Government budget balance (% of GDP)	-15.7	-14.0	-13.8
Total foreign debt (% of GDP)	77.8	61.5	62.3
Current account balance (\$bn)	3.3	-1.8	-3.9
Merchandise exports (\$bn)	35.1	37.3	42.4
Merchandise imports (\$bn)	39.9	43.5	52.9
Trade balance (\$bn)	-4.8	-6.2	-10.5



Constitution

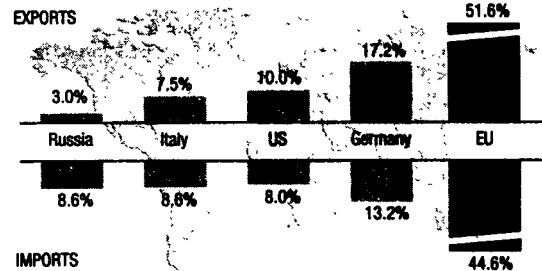
- Official name: Republic of Turkey
- Form of state: Parliamentary republic
- Legal system: Based on European models and constitution of 1982
- National legislature: Unicameral Meclis (parliament) of 550 members directly elected for a five-year term
- Electoral system: Universal direct suffrage over the age of 18. Only parties gaining more than 10 per cent of the national vote are eligible for seats in the parliament
- National elections: April 18 1999; next election due by April 2004
- Head of state: President, elected by an absolute



majority of the Meclis for a seven-year term. Current president: Ahmet Necdet Sezer, elected in May 2000. The next election is due in May 2007

- Prime minister: Bulent Ecevit (DSP)
- National government: On June 9 1999 parliament voted in a coalition government led by Bulent Ecevit, comprising the Democratic Left party, Nationalist Action party and Motherland party
- Main political parties: Islamist: Felicity Party (Saadet, SP) and Justice and Development Party (AKP); Centre-right: Motherland party (Anap), True Path party (DYP); Centre-left: Democratic Left party (DSP), Republican People's party (CHP); Nationalist right: Nationalist Action party (MHP); Independent pro-Kurdish: People's Democracy party (Hdp)

Main trading partners (share of total trade to world 2001)



Sovereign credit rating

Moody's B1 Standard and Poor's B- Fitch IBCA B

Source: Economist Intelligence Unit

* Forecast

EUROPEAN RELATIONS by Leyla Boulton

Critical issue that will define the nation's future

Debate on accession to the EU reveals weaknesses of fragmented political system

The recent hacking of the emails of the European Commission's ambassador to Ankara illustrates the paradox underlying Turkey's bid to join the European Union.

Opinion polls show at least two-thirds of the Turkish population supports EU membership. Yet even pro-EU ministers took days to condemn the publication by a fringe party that claimed the emails revealed a plot by Ambassador Karen Fogg to break up Turkey.

As Ismail Cem, the foreign minister, declared well after the event: "The EU is not our enemy. We are considering the EU in the most incorrect way."

Most Turks see EU accession as the surest means of completing the modernising process begun by Mustafa Kemal Ataturk, who salvaged the secular Turkish republic from the ruins of the Ottoman Empire.

Yet education from an early age in how European victors of the first world war tried to carve up remnants of the defeated empire makes Turks vulnerable to cries that their country is once more in danger. This is ruthlessly exploited by a vociferous anti-EU minority to resist human rights reforms. These are a precondition for starting accession talks, as are economic reforms mandated by the International Monetary Fund to repair Turkey's ailing economy.

Opponents of the EU claim that granting "mother tongue rights" for Kurds and

other ethnic groups in Turkey would lead to a separate Kurdish state. Such demands were also part of the agenda of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) whose 15-year guerrilla war in the south-east cost up to 30,000 lives.

"We are still going through normalisation of our life following the end of terrorism in Turkey," says one official.

Specifically, the National Action Party (MHP), the rightwing member of the unwieldy three-party coalition, announced this month it would never endorse the abolition of the death penalty even though Turkey has not carried out any execu-

'Fears are exploited by a vociferous anti-EU minority'

tions since 1984. This is because the MHP wants to retain the gallows as an option for Abdullah Ocalan, the imprisoned PKK leader sentenced to death by a Turkish court.

Nor could the MHP countenance the lifting of a ban on Kurdish-language broadcasting and education. Yet even the influential armed forces indicated they could live with such changes.

The MHP's declaration was brought on by the sudden prospect of early elections after the health of Bulent Ecevit, the ailing Turkish prime minister, sharply deteriorated last

month. The MHP, which signed up to Turkey's National Programme for EU membership as part of the government, has obviously decided electoral salvation lies with the hardline nationalist vote.

At the other end of the spectrum, Mesut Yilmaz, leader of the liberal Motherland party, is pinning his electoral hopes on emerging as sole champion of EU membership.

But the debate also reveals the weaknesses of a fragmented political system that seems incapable of pursuing reforms simply because they are good for the country.

Mr Yilmaz, deputy prime minister for EU affairs,

when Spain, Portugal, and Greece joined.

In addition, no other candidate country faces as serious a potential obstacle from an existing member as Turkey does with Greece, its historic rival. Athens lifted its veto on Turkey's full candidacy in December 1999 in the hope of paving the way for a settlement on the divided island of Cyprus. But such positive sentiment could be reversed if there is no Cyprus deal and the EU admits the Greek Cypriot south at its Copenhagen summit in December.

The remedy proposed by Ankara is for the EU in December to set a date for starting accession talks with Turkey.

The flaw in this is that the EU is being asked to provide all the impetus for reforms that should come from Turkey. To provide necessary momentum, many Turkish supporters of EU membership hope for early elections. "An election that would also carry the characteristic of a pro-EU referendum is now a must," wrote Cengiz Candar, an independent columnist for Yeni Safak, an Islamist newspaper, this month.

A recent UK parliamentary report on Turkey warned "EU member states for their part need to bear in mind the instability and animosity that it will almost certainly result if Turkey turns away from the EU".

"What is important is that the door to accession should remain open as long as it takes."

THE MILITARY by Gareth Jenkins

Soldiers stand for discipline and reform

Influence exerted through the National Security Council

Early last month a diplomatic row broke out between Turkey and France over a photograph in a Paris railway station. As part of a campaign to mark International Press Freedom Day on May 3, the Paris-based pressure group Reporters Sans Frontières had pasted a map on the floor of the Saint-Lazare station with photographs of 38 "predators of press freedom" mounted on their respective countries.

Most were heads of state. But for Turkey the RSF had used a photograph of the chief of the Turkish general staff, General Huseyin Kivrioglu.

The French faced a barrage of furious protests from Ankara demanding the map's immediate removal. The Turkish military threatened to suspend co-operation with France, which countered that the map did not violate any French laws. The map was removed soon afterwards, with RSF saying the decision had been taken by the station authorities.

The dispute demonstrated the continuing conceptual gulf between Ankara and the EU not only over freedom of expression but also over perceptions of the role of the military in Turkey. Foreign critics often portray Turkey as a *de facto* military dictatorship in which the generals control politics from behind a façade of parliamentary democracy. They point to the lack of civilian oversight over the general staff, and the military's record of toppling four civilian administrations in as many decades, most recently in 1997 when it forced the resignation of the country's first ever Islamist-led government.

Yet inside Turkey the military remains very popular, even revered, and regularly

tops any poll of the most respected institutions in the country. Even its domestic opponents, who gripe at the military's often imperious style and its attempts to influence a broad range of policies, still turn to it in times of crisis.

"The Turkish people still

'We cannot let Kurdish nationalists or Islamists make propaganda'

haven't learned how to make democracy work," said one retired general. "When things go wrong and there is a threat of chaos or anarchy, instead of doing something themselves they expect us to intervene and sort out the mess made by the politicians they have elected. Once everything is fine again, a few inevitably complain that we should stay out of politics - until the next time, of course."

The EU has made it clear that, if Turkey is serious about its candidacy, there can be no next time and that civilian control of the military is necessary for membership. However, in theory, the Turkish military is already under civilian control and has no political power. But in practice the general staff sets its own

budget and is solely responsible for decisions related to defence policy, such as taking over the command last month of the International Security and Assistance Force in Afghanistan.

Traditionally, it has also relied on a combination of its public prestige and

record of past interventions to shape government policy on non-defence issues.

This is usually by expressing an opinion in a public statement or private conversation with government officials or by tabling a recommendation at the monthly meetings of the National Security Council (NSC). In theory, the NSC is merely an advisory body. In practice, while governments may not always implement its recommendations they have never pursued policies that have contradicted them.

Ironically, this combination of authority and unaccountability means the general staff probably also represents the EU's best hope of Turkey's passing the numerous reforms required by the Copenhagen criteria, which sets out political preconditions for membership.

In recent years Turkish domestic politics has witnessed a marked shift to the nationalist right and the further splintering of an already fragmented political system. Given that Turkey is unlikely to be granted EU accession in the near future, any government that makes concessions on issues such as Cyprus, the Aegean, capital punishment or Kurdish cultural and language rights

will have little to show in return. It will probably be accused by opposition parties of betraying the nation. With elections expected this year or next, a few percentage points could make the difference between a party returning to power or even crossing the electoral threshold for representation.

The Turkish military demonstrated its ability to push through potentially sensitive changes in policy in late 2001. First the TGS bluntly ordered Turkish Cypriot leader Rauf Denktash to return to the negotiating table and remain there come what may because his intransigence was harming Turkey's international image. Then, in December 2001, after repeatedly rejecting a UK-US brokered compromise over the use of Nato assets for the planned European Strategic Defence Policy, the military suddenly performed an about-turn and accepted; only for the deal to be vetoed by Greece.

Nor is there any doubt that the general staff is fully supportive of Turkey's candidacy for EU membership. The only question is whether, like many Turks, it fully comprehends what membership means.



Soldiers of Turkey's special forces have taken over from the British in Afghanistan - and are the first Muslim troops to back the western operation

The military sees itself as the guardian of Kemalism, Turkey's quasi-religious state ideology named after Mustafa Kemal Ataturk who founded the Turkish Republic in 1923. Ataturk's goal was for Turkey to become a modern European state. But Kemalism was forged in the 1930s when Europe was dominated by authoritarian nation states.

"We would not object to the abolition of the death penalty or even some Kurdish language courses," said a source close to the military. "But... we cannot permit Kurdish nationalists or Islamists to make separatist or religious propaganda. Separatism and sharia are not what is meant by democracy. We have special conditions in Turkey. Europe must understand that."

BANKING AND FINANCE by Leyla Boulton

Audit of bad loans helps cash injection

System strengthened after past weaknesses helped trigger two financial crises

The Turkish banking industry has just emerged from the authorities' latest effort to strengthen a system whose weaknesses helped trigger the country's two recent financial crises.

The aim of a three-stage audit of all private sector banks was to determine which ones required an injection of government funds to meet statutory capital adequacy ratios. It was initiated to dispel suspicions in the financial community that banks' non-performing loans were higher than they cared to admit after the economy suffered the twin shock of a leap in interest rates in November 2000 and a devaluation in February 2001.

"To build up confidence and clear the air we needed to go through this process," says Yavuz Canevi, the chairman of medium-sized Turk Ekonomi Bankasi. He argues that "all the skeletons" of problem loans will "come out of the closet" following a "tough" audit.

The takeover last week of Pamukbank, the country's seventh largest bank, by the banking authorities provided the biggest skeleton. Cukurova, the conglomerate that owned it, proposed at the last minute to merge it with its healthier sister bank, Yapi Kredi. But the merger plan was rejected because Cukurova declined to come up with sufficient new funds after a capital gap was discovered at Pamukbank.

While many Turkish

banks this month also reported losses for last year under new inflation-adjusted accounting standards, the authorities announced the recapitalisation scheme would require just \$150m in state funds for a handful of undercapitalised banks. Bank owners agreed to inject another \$750m. Nevertheless, rating agencies still argue the system remains undercapitalised and unable fully to perform banking functions because it lacks free capital.

The picture of banks' health is distorted by Turkish accounting standards that allow inflated values to be attributed to fixed assets and investments in other businesses.

Few observers believe the scheme marks the end of restructuring. "After the audit, non-performing loans will go up and banks will have a more transparent loan book," says Ergun Ozen, chief executive of Garanti, the country's largest bank. "But the main problem will remain one of profitability. This is why, further down the line, more banks will be forced to merge."

In spite of such unfinished business, much has improved since Turkey became serious about banking reform with help from the IMF and the World Bank. Lax supervision of private sector banks and mismanagement by politicians of state banks were partly to blame in both Turkey's recent financial crises.

"Improper players have been decreased to a very low level," says Erol Sabanci, chairman of Akbank, the strongest Turkish bank with two-thirds of the industry's free capital. "A better supervision mechanism has been installed. One state bank has disappeared and the other two are now under good management."

A quasi-independent Bank Regulation and Supervision Agency has built up its credibility under a new chairman, Engin Akcakoca, who was appointed eight months after the institution took over the task of supervision from the government in August 2000. Following the devaluation, three badly managed state banks were placed, after decades of gross mismanagement by politicians, under the care of a professional management board staffed by bankers.

A total of 19 private banks were also taken over before Pamukbank joined their number. Surviving Turkish groups have moved to rationalise their operations through internal restructuring of the type pioneered by the Dogus group, when it merged Garanti with its Osmanli and Korfez banks last year. After years of talking about change, Isbank, a bank with non-financial interests that range from glassmaking to cellular telephony, last month announced it had given a mandate to Salomon Smith Barney to help it carry out extensive restructuring.

While pleased with such developments, Mr Akcakoca, the former private sector banker, concedes a thorough overhaul has not occurred as quickly as he had intended.

"We are behind on two fronts," he says. There is a continuing reluctance by Turkish banks to merge and the appetite of big international banks for emerging market risk declined markedly after September 11.

He says this increases the significance of the \$250m purchase by Unicredit, Italy's second largest bank, of a 50 per cent share in the well-run but small Koc bank.

Acquisitions by foreign institutions are likely to remain cautiously small for the foreseeable future, until Turkey's economic and political prospects clarify.

HSBC, the first significant international investor in the sector, bought some assets of failed Demirbank, for \$350m. Credit Agricole Indosuez is negotiating to buy Alternatifbank, which has just 0.5 per cent of the Turkish market.

Mr Ozen, whose Garanti was about to sell a strategic stake to Italy's Intesa banking group before the deal was derailed by the events of September 11, reckons "foreign banks interested in buying a big market share will only come in 2003, after [waiting to see if the government's IMF-backed economic] programme holds and Turkey has made further steps towards [joining] the European Union."

REFORMING THE BUREAUCRACY by David Barchard

Drive to modernise and serve a market economy

Civil service was designed to meet the needs of a rural country with a small population

One of the benefits of the February 2001 crash of the Turkish markets has been a drive to restructure economic and budgetary institutions to meet the needs of a modern free market economy.

Immediately after the crash, a government special ad hoc committee said the crisis "had deep roots in the institutions of collective decision making in government". The fact that all Turkish governments in recent years have been coalitions is only part of the explanation.

Turkey's civil service was mostly set up in the 19th century and designed to control a rural country with a population a fifth of today. It has grown into a "complex and convoluted" entity in the words of a World Bank report, in which there is too little co-ordination between agencies and ministries and - it is generally alleged - patronage, even at quite lowly levels, is rife. "What we see in many areas of Turkish society today is the phenomenon of cartelisation," says Omer Faruk Genckaya who teaches political science at Ankara's Bilkent University.

"Overall there are still many very able people in the bureaucracy, but I have the impression of a deterioration in recent decades. And there is a definite expectation of patronage."

Public employees - known in Turkey as memurlar - are traditionally one of the key groups in Turkish society. According to a report by the Istanbul-based think tank, TESEV, there were 2.7m in the late 1990s, of whom 634,000 worked in

state-owned industries. Most earn salaries which are paltry by local, let alone international, standards.

According to a World Bank report in 2001, a department head at the State Hydraulics Agency, DSI, is paid less than \$800 a month - less than the going rate for the first job for private sector graduates in Istanbul.

Skills in top jobs go unrewarded while the wage bill for public employees came to just under a quarter of central government spending in the late 1990s (double the OECD average) and more than 10 per cent of GNP.

Furthermore the ethos of many government departments is on the rigid application of internal rules laid down by senior figures

'I am astounded by the progress in creating a modern society'

rather than the co-ordinated pursuit of goal-directed policy directives.

As Turkey's economy grew, administrators and Turkish politicians, many of them still with their eyes mainly on rural voters, failed to realise that free markets impose iron disciplines.

Habits of patronage spiralled out of control in the late 1990s and led ultimately to "duty losses" of \$20bn by government-controlled Turkey in 2000-2001, engulfing Turkey in its biggest economic and social crisis for half a century.

Since then, the Turkish government, guided by the World Bank and IMF, has driven through a series of

legal and administrative reforms, intended to produce a permanent overhaul of budget management and governmental economic practices.

"What they have achieved up to now is pretty impressive," says Ajay Chhibber, the World Bank Representative in Ankara.

Apart from the crucial reforms giving the Turkish Central Bank its independence, Mr Chhibber lists the following changes.

- New debt management laws should improve the scrutinising of all entities connected with the state and help eliminate waste and corruption.

- A Procurement Law will tighten up government purchases and make it impossi-

ble for contractors to drive up costs after signing a contract.

- The public investment programme has been rationalised and 1,500 projects have been slashed.

- This year, 60,000 jobs will be pruned from state economic enterprises.

- Fiscal reforms last year enabled Turkey to run a surplus of more than 5 per cent despite the crisis, while protecting key services such as health, education, and social assistance.

- Reform of the pension system has cut its deficit from 3 per cent to 2 per cent of GNP.

This is of course the beginning rather than the end of the story. Fiscal disciplines

are tighter and management of public spending is better than before the crisis, but Turkey still needs to overhaul its governmental auditing accounts procedures and move to performance budgeting.

Most fundamental of all is the need to redesign the civil service, reallocating employees to meet real needs and change salary and incentive structures, curbing patronage and encouraging merit.

"I don't believe the civil service is too large," says Mr Chhibber, "But they need more teachers and hospital workers. It is a matter of rationalisation and restructuring."

Alfredo Witschi-Cestari, UNDP Representative in Turkey, believes the way to do this is by developing a much stronger vocational education and training system and making it easier for children of low income families to get access to relatively sophisticated training.

"However I should say that I am astounded by the progress achieved in creating a modern society here already," he says.

"You have remarkably good roads and communications for example, and Turkish university graduates can compare with any in Europe."

Perhaps most of all there should be more training for public employees.

At present routine internal training for public employees, particularly those in the lower and middle echelons, seems to be largely unknown.

A better trained civil service would probably also be a more adaptable and professional one.

Turkey business update

Banking ■ In recovery

Banks chart return to profitability

Change has swept through Turkey's financial sector in the past year. A troubled banking industry was held largely responsible for the financial crisis of February 2001. With the backing of the International Monetary Fund, the authorities have concentrated their efforts on restoring the ailing sector to health. As Engin Akcakoca, chairman of the Banking Regulation and Supervisory Agency (BDDK), said recently: "The year 2001 marks a break in the past in the banking sector and a transition to a new term in banking. Market discipline, competition and risk management will be leading values of this new term."

While it would be unrealistic to expect the problems to be solved quickly, given the many weaknesses that remain, the banking landscape has already changed dramatically. The number of banks has been reduced from 87 to 57.

In the process, branches were closed down and some 37,000 bank employees lost their jobs. Of the 19 banks seized by the state, some have been sold, some were merged and some had their licenses suspended. Pamukbank, Turkey's sixth-largest private bank, was recently added to the four establishments that are still in the hands of the Savings and Deposits Insurance Fund, after the BDDK ruled that its takeover by the Cukurova group sister company Yapi Kredi was not feasible. This decision, which affects one of Turkey's largest business conglomerates, is seen as a sign of the BDDK's determination to rehabilitate the sector.

Audit results

The much-awaited results of a three-tier audit of 26 private banks, conducted as part of a plan to recapitalize ailing banks, were recently announced. The BDDK had estimated at the end of last year that up to \$4 billion would need to be injected into the system. According to inflation-adjusted calculations, however, most banks were found to have successfully increased their capital to reach an 8 percent capital adequacy ratio, in line with international requirements — with the exception of Sekerbank, which still needed some fresh capital.

Analysts have expressed caution about this positive outcome, suggesting the banks are still undercapitalized, given that they

operate in a volatile environment. Question marks remain about the valuation of immobile assets and the provisioning of nonperforming loans. Nevertheless, these audits, conducted across the sector with the same inflation-accounting methods, reflect the assets and liabilities on the banks' balance sheets. "The new framework for the financial sector in Turkey should help restore confidence," says Rona Yircali, chairman of the board of Yapi Kredi.

Says Ersin Özince, chief executive officer of Isbank, "Real consolidation has only just started," adding that the significant reforms introduced in the past year are now irreversible and that

banking scandals are a thing of the past. "The state removed some incompetent players, but there are still some distortions," he says. "What is important now is the maturation process that is taking place in the open market."

Planned alliances

Marriages between local banks or with foreign partners have already taken place, and more similar deals could be forged in the future. HSBC acquired Demirbank last year, while Unicredito purchased 50 percent of Koç Finansal Hizmetler in May. Talks are said to be under way between Credit Agricole Indosuez and Alternatifbank.

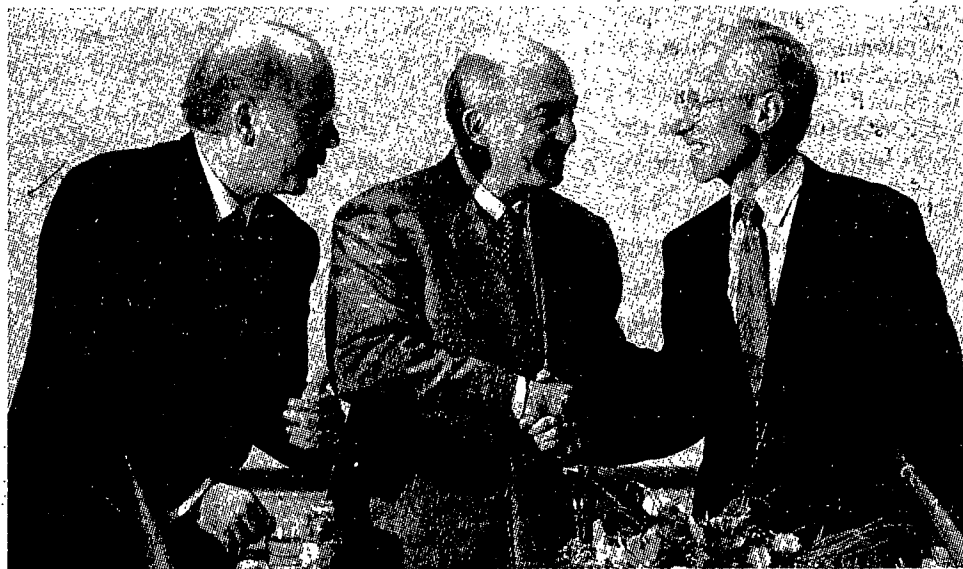
"Small or medium-sized banks will not be in a position to compete with the bigger establishments," says Zafer Kurtul, chief executive officer of Akbank. "Either they will merge or change their strategy, or they will have to liquidate." He foresees a market dominated by four or five large banks, with a number of niche players specializing in specific products.

The next step is a plan to restructure corporate nonperforming loans and rescue companies that still have strong assets but face liquidity problems. The World Bank earmarked \$500 million for the Istanbul approach, as the plan is known, and most banks have signed the agreement, but they warn that it is not a magic solution. "The reformed banking sector cannot bail out the real sector as a whole," says Özince of Isbank, "but it will help companies that perform well. In the real sector too, we will see consolidation." The

Istanbul approach will only apply to a limited number of companies. Other nonperforming loans may have to be taken over by an asset management company.

Having disclosed their losses of the past year on the stock exchange, the big banks are now focusing on ways to return to profitability. Isbank, for instance, announced recently it had commissioned Schroder Salomon Smith Barney to work on a scenario to separate group companies involved in different sectors. This could involve the sale or public offering of equity participations.

"An operation of this kind is not easy, because the regulatory



IMF backing has helped restore the banking sector. Stanley Fischer, first deputy minister of the IMF (right), shakes hands with Turkish Economy Minister Kemal Dervis as Sureyya Serdengeçti, president of the central bank, looks on.

environment is not quite settled yet," explains Özince. "But the IMF, the World Bank and the government all support this type of reform. It is based on the simple rule of focusing on your own activities." Özince says that Isbank, with its large infrastructure and strong brand image, is among the establishments that will benefit from the new banking environment.

Akbank, which emerged as the healthiest private bank, is also working on returning to growth and extending its market share. All

banks say that business is scarce at the moment. "We are less strict on loans than we were last year," says Kurtul of Akbank. "We are aggressive with good companies, but there is little demand on the market."

Banks and real sector companies alike have suffered from last year's financial turmoil. Economic recovery, say analysts, will depend largely on their ability to manage risk and on learning to trust each other and their environment again. ■

Interview ■ Tuncay Ozilhan, TUSIAD

'Turkey is doing its homework to attract FDI'



Tuncay Ozilhan, chairman of Turkey's Businessmen and Industrialists' Association.

TUSIAD

As chairman of TUSIAD, Turkey's Businessmen and Industrialists' Association, Tuncay Ozilhan is one of the most influential voices of the private sector and a strong supporter of economic and political reform. Here, he discusses Turkey's macroeconomic outlook as well as the challenges that remain for business and government.

Is Turkey on the way to economic recovery?

Economic recovery is unlikely to come fast. The business community had some doubts about year-end targets, but with sharp disinflation, appreciation of the Turkish lira against the U.S. dollar and the favorable March and April industrial production figures, the expectations of the business community have converged with those of the government. However, domestic demand is still weak. In an optimistic scenario, the 3 percent gross national product growth target may be reached, but the main contribution will come from the agricultural sector, which does not create jobs for the urban population.

A lot has been done to restructure the financial sector. What can be done to give the real economy a boost?

The twin crises started in the financial sector in late 2001, and their adverse effects later spread to the corporate sector. The economic program therefore was aimed initially at restructuring the financial sector. But the Banking Regulation and Supervisory Agency's attempts to strengthen the sector and increase transparency should be balanced with the intensive reform process happening throughout the economy. Setting international standards in the

banking sector helps make the economy more robust, but the strict requirements imposed on the banks may not suit the rest of the economy, given the poor conditions of risk management and credit rating in the corporate sector.

What do you think about the plan to restructure corporate debt, known as the Istanbul approach?

The implementation of the Istanbul approach is very important. Loosening the constraints on the banking and the real sectors will enhance production and employment levels. However, it took a long time to reach a consensus on this issue, and the delay has diminished some of the benefits.

'In an optimistic scenario, the 3 percent GNP growth target may be reached'

TUSIAD has been an active proponent of membership in the European Union. Why is EU candidacy so important for Turkey?

Turkey is at a crossroads in its process of accession to the European Union. The implications of key EU-related decisions taken in 2002 will be crucial for the country's future. Specifically, failure to obtain a date for the start of accession negotiations by the end of 2002 would inevitably leave the country in a state of uncertainty about its long-term prospects, and Turkey would lag behind other candidates. Moreover, this failure would undoubtedly hinder the implementation of economic reforms, and therefore exacerbate social inequalities and unemployment in this country.

What we want from the EU is a clearer and more committed confirmation of the road map drawn by the Accession Partnership document. The key element is the process of opening negotiations in line

with progress made by Turkey in meeting the Copenhagen political criteria.

Turkey is once again suffering from political instability. How do you see the immediate future?

Because of Mr. Ecevit's health problems, new scenarios may need to be implemented within his Democratic Left Party to secure political stability and

ensure the implementation of the IMF program. An election might jeopardize the positive financial indicators that are the results of the tight economic measures taken by the government. It is therefore important to continue with the current coalition government, which has been working in harmony for three years. However, we also believe that fulfilling the Copenhagen criteria is a must and we sometimes feel as if we are facing a minority government, because of the negative attitude of the Nationalist Action Party regarding political reforms.

Could Turkey withstand early elections at this delicate stage of its economic reform program?

One of the goals of the program was to cut the close links between the political and business circles, and to decrease the economy's vulnerability. To some extent, this has been achieved. The independence of the central bank and the creation of new regulatory authorities in key sectors play a buffer role. However, we should admit that financial markets would suffer some adverse effects.

How can Turkey attract more foreign investment?

If we change our growth policy, a switch is expected to take place from short-term capital inflow to long-term inflow, mainly foreign direct investment. TUSIAD works on improving the investment environment, not only for international capital but also for domestic investors. With the formation of the Coordination Committee for Enhancing the Invest-

ment Environment, which involves the public and private sectors, there is a focused effort in this direction. Furthermore, the Turkish government has launched an initiative to gather an Investment Advisory Council, whose inaugural meeting is scheduled for July 18, 2002. On the one hand, Turkey is trying hard to stabilize its macroeconomic environment, which is a prerequisite for significant inflow of foreign direct investment; on the other, legislative and bureaucratic procedures are being simplified. Turkey is doing its homework to attract FDI. Obtaining a date at the end of this year to start accession negotiations with the EU will be another crucial factor.

What do you see as the most important reforms still to be implemented?

Because of time constraints, fulfilling the Copenhagen criteria for EU membership should be the number-one priority for the government. But in addition, we believe that in order to strengthen the democratic institutions in Turkey, the government should also give high priority to a new law on political parties and a new election law. As an election system, TUSIAD suggests a combination of the proportional d'Hondt representation and a two-round single district system that enables political parties to form alliances in the second round. We believe that a combination of two systems would democratize the election process and strengthen the stability of political life. ■

Exports ■ Made in Turkey

Manufacturers carry the flag

To spur economic growth, Turkey relies heavily on exports. Performance in 2001 was good: Foreign sales reached \$31 billion, partly due to the Turkish lira depreciation. "This result was a miracle," says Birsu Turan of the Turkish Exporters' Assembly (TİM), an umbrella organization that gathers 55 associations from 20 exporting sectors. "Turkish exporters did not get much help from the government. It was their success alone. They pushed exports even when their profit margins were very small."

Sectors of Turkish industry that have shown export growth include electronics, electrical appliances, automotive and spare parts. Agreements were concluded by Turkish companies with television manufacturers Grundig and Philips to produce TV sets in large numbers for the European market.

Growth targets

This year, the government hopes to rack up \$32 billion in export revenues. A strong export performance is needed if the government is to reach its 3 percent growth target. Five-month figures show exports totaled \$13.4 billion between January and May, a rise of 6 percent compared with the previous year. But, explains Turan, "This increase is unlikely to continue at the same rate. Ready-to-wear sales usually reach their quotas around September."

To export, companies must first produce. Many are struggling to survive in an environment where credits are difficult and expensive to obtain. The World Bank's representative in Turkey, Ajay Chhibber, recently mentioned that high energy costs are affecting Turkey's competitiveness. Taxes are also a heavy burden and hinder growth.

In recent months, the sharp appreciation of the Turkish lira had led to concerns that it could make Turkish exports less attractive. This potential problem disappeared in recent weeks, however, as the lira lost ground against the dollar amid growing political uncertainty.

Turkey, a leading exporter of textiles, tried — with no success so far — to con-

Foreign sales reached \$31 billion in 2001

vince the U.S. government to raise quotas as part of an American drive to develop economic ties between the two countries. Turkish exporters say that customs union with the European Union should give them the same access to the U.S. market as European companies.

The U.S. administration is developing other schemes to support Turkish exports. During the first meeting of the U.S.-Turkey Economic Partnership Commission in February, it was agreed that Qualifying Industrial Zones (QIZ) would be set up in Turkey, whereby some goods could be exported duty free to the U.S. market.

"Negotiations on QIZs are quite advanced," says Rona Yircali, chairman of the executive board of the Foreign Economic Relations Board (DEİK). "A lot has happened in a short time. Both countries agreed that Turkey would determine where the zones would be located and what goods would be involved." One such QIZ could be set up in Turkey's underdeveloped southeast, another in the Aegean.

Regional agreement

Washington is hoping to convince Congress to include Turkey in an existing agreement with Israel, to which Egypt, Jordan and Gaza have already been added. Goods

produced in the QIZ would have to include a percentage of Israeli raw materials. But the issue had to be postponed until it can be submitted to Congress in the autumn.

Exporters would like the Turkish government to negotiate more favorable trade agreements on their behalf. Better promotion of Turkish goods would allow Turkey, which boasts high-quality standards, to develop its own trademark.

"The phrase 'Made in Italy' sells everything from shoes to electrical appliances," says Turan of TİM. "It is time to promote 'Made in Turkey' in the same way." ■

TURQUIE

Y a-t-il un successeur à Bülent Ecevit ?

Le Premier ministre turc, gravement malade, s'accroche toujours au pouvoir. Le pays ne compte pas de successeur crédible et des élections anticipées risquent d'aboutir à la victoire des islamistes.

THE ECONOMIST

Londres

Le puissant Conseil national de sécurité de la Turquie a eu une semaine très chargée : les chefs d'état-major de l'armée et les principaux responsables politiques ont débattu de questions aussi fondamentales que l'abolition de la peine de mort, l'allègement des mesures de censure contre la télévision qui émet en langue kurde et les solutions à envisager pour sortir de l'impasse à propos de la division de Chypre. Tous ces dossiers doivent être réglés si la Turquie veut être en mesure d'avancer sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne (UE). Or le Premier ministre, Bülent Ecevit, aujourd'hui âgé de 77 ans, est resté invisible. Souffrant de douleurs vertébrales, de la maladie de Parkinson, d'une côte fêlée et de problèmes intestinaux, on se demande s'il est réellement en état de diriger le pays plus longtemps.

Les commentateurs des principaux médias et les grands industriels souhaitent sa démission. Mais le choix d'un remplaçant est très risqué. D'aucuns suggèrent que le vice-Premier ministre, Husamettin Ozkan, qui appartient au Parti de la gauche démocratique (DSP) d'Ecevit, devrait prendre la relève et laisser le même gouvernement poursuivre les réformes économiques sous le contrôle du Fonds monétaire international (FMI) en échange d'un prêt de 16 milliards de dollars.

METTRE FIN AUX RELATIONS PRIVILÉGIÉES AVEC ISRAËL ?

Mais l'une des grandes figures de la coalition tripartite au pouvoir en Turquie, Devlet Bahçeli, a laissé entendre qu'il présenterait sa démission si Ecevit devait être remplacé (sauf par lui-même, de toute évidence). Bahçeli dirige un parti ultranationaliste [le MHP] (certains le disent néofasciste), dont l'ancêtre se livrait au pillage et au racket dans les années 70 et 80. Ecevit affirme que, s'il démissionnait, le président demanderait au parti le plus représenté au Parlement de former un nouveau gouvernement. Selon les derniers calculs, Ecevit dépassait Bahçeli d'un seul siège. Toutefois, ce dernier s'efforce d'amener les élus des autres partis de droite à rejoindre le sien, de manière à se placer en tête de la course.

Si Necdet Sezer, le président - qui, en Turquie, n'a aucun pouvoir exécutif -

demandait à Bahçeli de diriger une nouvelle coalition, le FMI et l'UE seraient atterrés. Bien qu'il soit beaucoup moins extrémiste que par le passé, ses positions en politique et en économie restent assez dures. Ainsi, il est fermement opposé à l'abolition de la peine de mort et continue de réclamer la pendaison d'Abdullah Öcalan, le dirigeant rebelle kurde aujourd'hui en prison. Il fulmine également contre l'idée d'alléger les mesures d'interdiction d'une télévision et d'un enseignement en kurde. Et il est enclin à faire des promesses populistes qui iraient à l'encontre des efforts du FMI pour assainir les finances publiques.

Si le Parlement ne parvient pas à constituer un nouveau gouvernement, le président pourrait organiser des élections législatives anticipées. Une telle décision déplairait cependant à un grand nombre de Turcs attachés

■ Etat de fait

Membre du Conseil de l'Europe,

la Turquie n'a pas signé le protocole adopté en 1983 par cette institution abolissant la peine capitale, qui était en vigueur jusqu'alors chez la plupart de ses adhérents.

Cependant, Ankara a notifié à cette époque au Conseil de l'Europe sa décision d'instaurer un moratoire sur les peines déjà prononcées.

"Nous avons établi un état de fait en n'appliquant pas les condamnations prononcées depuis 1984", soulignait le quotidien *Milliyet* au moment où le chef de l'organisation kurde du PKK, Abdullah Öcalan, était condamné à la peine capitale à la suite de son procès, en 1999.

à la laïcité, en particulier les puissants commandants militaires. Les sondages d'opinion indiquent en effet que Recep Tayyip Erdogan, l'ex-maire islamiste d'Istanbul, serait assuré de remporter la victoire à la tête de son Parti de la justice et du développement (AK). Les Etats-Unis verraient eux aussi d'un mauvais œil l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, qui, selon eux, éprouve des réticences à coopérer à leur lutte contre le terrorisme et qui pourrait mettre fin aux relations militaires privilégiées de la Turquie avec Israël. Qui plus est, Erdogan pourrait hésiter à appuyer les propositions du FMI.

Le favori de l'Occident est Kemal Dervis, qui a quitté l'an dernier la Banque mondiale pour tenter de juguler la tourmente financière qui secoue le pays. Jusqu'ici, il a fait un parcours sans fautes. Mais il a lui aussi des points faibles. D'une part, il n'a pas de parti et, d'autre part, il a une femme américaine et une mère allemande, ce qui pourrait amener les masses rurales conservatrices à le trouver trop étranger.

C'est pourquoi les diplomates occidentaux envisagent une deuxième option, dans laquelle ce serait l'actuel ministre des Affaires étrangères, le raffiné Ismail Cem, qui prendrait les commandes, tandis que Dervis continuerait à se charger de l'économie. Cette solution n'est pourtant pas idéale, elle non plus, car Cem aurait des difficultés à s'assurer le soutien de la majorité des élus. Et, si l'on organisait des élections, ni son parti ni les deux autres de la coalition ne parviendraient à franchir la barre des 10 % de suffrages nécessaire pour obtenir un siège au Parlement.

On voit difficilement comment Erdogan pourrait être tenu à l'écart du pouvoir à plus long terme (des législatives sont prévues pour le mois d'avril 2004 au plus tard), à moins que le Parlement ne vote une loi pour abaisser la barre de sorte que d'autres partis puissent être représentés. Mais, là encore, les militaires pourraient ne pas apprécier, car l'une de leurs bêtes noires, le Parti démocratique du peuple (HADEP), prokurde, aurait lui aussi des chances d'obtenir des sièges. Quelle que soit la perspective dans laquelle on se place, le résultat est loin d'être acquis. ■

DU 27 JUIN AU 3 JUILLET 2002

Courrier INTERNATIONAL

YILMAZ GUNAY



du 12 Juin au 9 Juillet

Paradoxal: les deux plus beaux films turcs qu'il nous ait été donné de voir en France ont été le fait d'un cinéaste d'origine Kurde: Yilmaz Guney.

Pas banal: il n'a pas pu les réaliser lui-même et, après en avoir écrit les scénarios en prison, il en a organisé et suivi la réalisation toujours depuis sa prison.

Que l'un des deux films ait obtenu dans ces conditions une palme d'Or au festival de Cannes (Yol, en 1982) est encore plus exceptionnel.

On regrette amèrement depuis longtemps de ne pouvoir nous procurer de copies de ces films. Il aura fallu les «Nuits atypiques» de Langon pour qu'on découvre que l'Institut Kurde de Paris recelait ce trésor. C'est une occasion rare qu'on ne saurait trop fortement vous inciter à saisir, et un bon prétexte pour reparler un peu de Yilmaz Guney... et du problème Kurde.

Né à Adana en 1937 d'une paysanne Kurde et d'un père dont la famille avait abandonné sa province d'origine pour fuir une sombre histoire de vendetta, Yilmaz fait tous les petits travaux possibles tout en allant à l'école, poussé par son père, qui en aurait bien fait un peseur de coton, ou tout autre chose qui l'élèverait au dessus de sa condition. Dès 1952, fort de son apprentissage et de ses études d'économie, Yilmaz commence à écrire dans des revues articles et nouvelles qui racontent tout naturellement ce qu'il connaît le mieux: la vie des pauvres, la lutte des paysans... Très vite il est repéré et, dès 1955, fait un premier séjour en prison pour «propagande communiste»: soit 18 mois pour avoir fait dire à un propriétaire féodal «un jour votre fin arrivera!» par une paysanne.

Sur les vingt ans qui suivront, il en passera plus de la moitié en prison pour avoir écrit des textes peu appréciés par le pouvoir, pour avoir donné refuge à des étudiants révolutionnaires... Libre, il fait l'acteur dans une multitude de films, se créant une notoriété qui lui permet peu à peu de choisir ses rôles, d'établir des relations avec d'autres écrivains ou réa-

lisateurs. Il devient en Turquie «le roi affreux», une figure de justicier, une sorte de Robin des bois prompt à lutter contre toute forme d'injustice et d'oppression. En 1974, il est condamné à 14 ans de prison pour le meurtre d'un magistrat. En prison, il ne reste pas inactif, écrit études, poèmes, scénarios, articles, lettres... qui lui valent de nouvelles condamnations. Il dirigera le magnifique Troupeau depuis sa prison en 1979, puis Yol qui recevra la Palme d'Or à Cannes en 1982.

Après le coup d'état militaire du 12 septembre 1980, estimant qu'il n'a plus la possibilité de travailler dans son pays où il cumule les condamnations (100 ans de prison ferme), il profite d'une permission pour s'enfuir et s'installe en France. Déchu de la nationalité turque, il est définitivement indésirable en Turquie où ses films, livres et affiches sont interdits. Le Mur, son dernier film, parle des conditions de détention dans les prisons pour enfants de Turquie.

Il mourra à Paris en 1984 à 47 ans, d'une longue maladie sans doute pas vraiment étrangère aux conditions de ses longues détentions. Plus de 2000 personnes vinrent lui rendre hommage, sans compter les pensées émues (dont les nôtres) qui vinrent du plus loin de France et d'ailleurs planer sur le cimetière du Père Lachaise, où Jack Lang ne fut pas le dernier à le célébrer, rappelant qu'il lui avait proposé l'hospitalité de la France en 1981 au nom du gouvernement français. Il a participé à 117 films comme comédien, scénariste, ou les deux à la fois, dont 19 en tant que réalisateur.

L'INSTITUT KURDE DE PARIS est le premier organisme culturel créé par des kurdes à l'étranger, pour la sauvegarde de leur patrimoine culturel. Il a été créé en 1983 par Yilmaz Guney avec d'autres intellectuels Kurdes en exil.

Pour en savoir plus: 106, rue Lafayette
75010 PARIS
Tél: 01.4824.64.64

**POUR LEUR 11ÈME ÉDITION, QUI AURA LIEU DU 1ER AU 5 AOÛT PROCHAINS
LES NUITS ATYPIQUES INVITENT UN GROUPE KURDE
ALANDAN & MIÇO KENDES**

composé de musiciens et chanteurs nés en Syrie,
Irak et Iran, vivant aujourd'hui en exil en Europe.

Le groupe donne vie à «Memê Alan», une épopée
populaire ancienne transmise oralement au
Kurdistan de génération en génération.

CONCERT À LANGON, DIMANCHE 4 AOÛT À 16 HEURES.

SOIREE - DEBAT SUR LE KURDISTAN JEUDI 27 JUIN à 20h30
PROJECTION DU FILM LE TROUPEAU SUIVIE D'UN DÉBAT AVEC
KENDAL NEZAN, PRÉSIDENT DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS
Soirée organisée avec «LES NUITS ATYPIQUES DE LANGON»
(achetez vos places à l'avance, à partir du Lundi 17 Juin)
Le Troupeau et Yol sont programmés pendant deux semaines

LE TROUPEAU

Zeki ÖKTEN

Écrit et dirigé depuis sa prison par **Yilmaz GÜNEY**
Turquie 1979 2h05 V.O
avec Mlike Demirag, Tarik Akan, Tuncel Kurtiz...

Dans une tribu nomade de la Turquie orientale... Hano, un patriarche, sec comme un coup de trique, règne en despote sur sa famille, s'acharnant tout particulièrement contre son fils et sa jeune épouse Bérivan, belle femme aux grands yeux résignés, dont tout le malheur est d'être née du clan voisin, ennemi de toujours de Hano. Bérivan est malade. Mère maudite d'enfants morts nés, elle s'est enfermée dans un mutisme total. Le clan des Hano était jadis prospère, son troupeau était le plus beau. Mais les temps changent et dans la Turquie en évolution, Hano et son despotisme deviennent anachroniques. Pour survivre une année de plus, il lui faudra vendre 370 bêtes. Conduire le troupeau jusqu'à la ville, malgré la corruption, les

embûches multiples qui vont décimer peu à peu le troupeau, va prendre des allures d'épopée, d'aventure invraisemblable. Et plus les malheurs pleuvent, et plus le regard que pose Hano sur Bérivan devient sombre: le malheur vient fatalement de cette femme haïe, le «mauvais œil», la sorcière, trop belle pour n'être pas coupable...

Le film est magnifique, et on s'extasiait à l'époque sur la beauté des images, petit miracle malgré le manque de moyens et les circonstances du tournage du *Troupeau*. Vingt ans après, on s'en étonne encore.



YOL

Serif GÖREN

Écrit et dirigé depuis sa prison par **Yilmaz GÜNEY**
Turquie 1982 1h51 V.O
avec Tarik Azan, Serif Sezer, Halil Ergün...

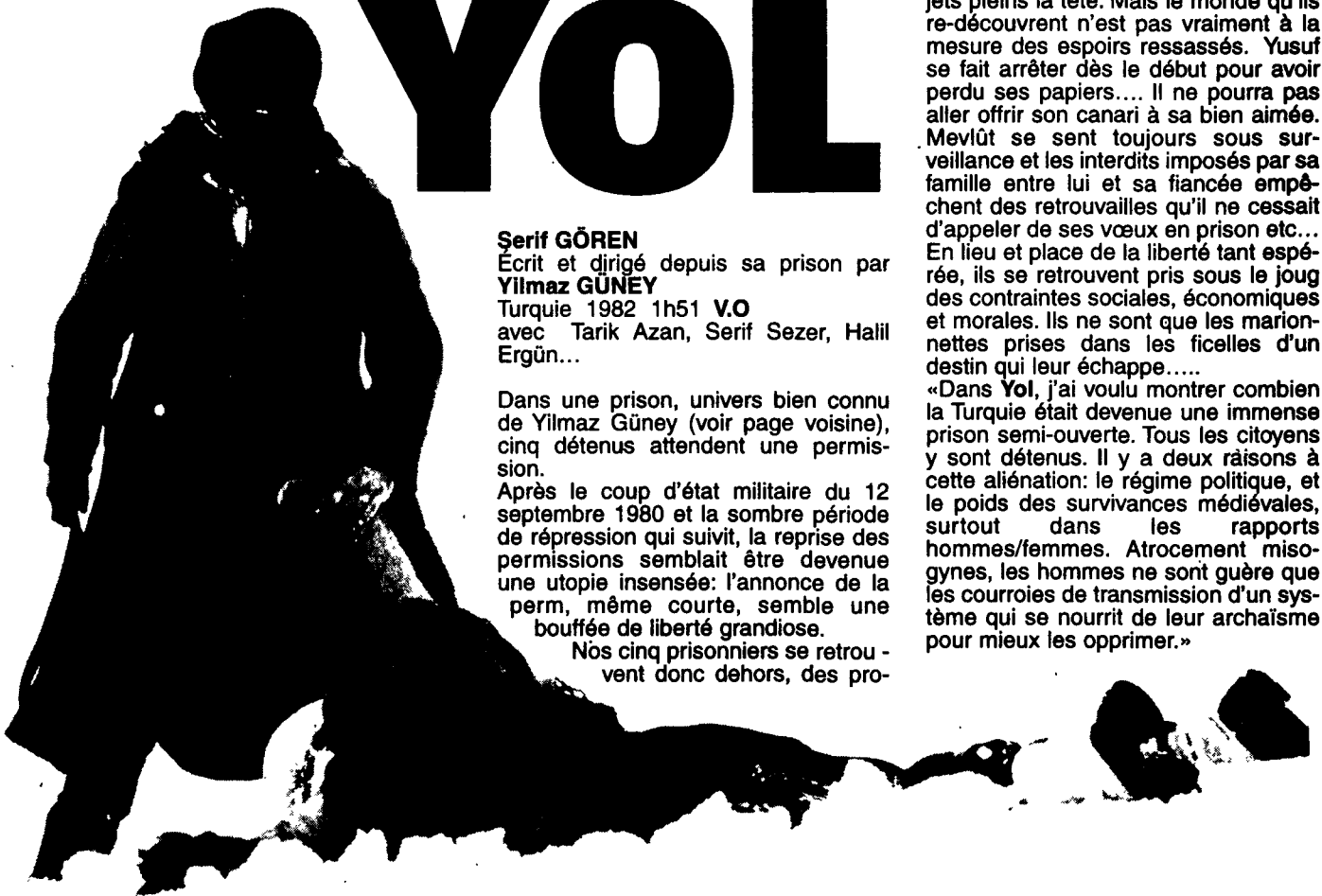
Dans une prison, univers bien connu de Yilmaz Güney (voir page voisine), cinq détenus attendent une permission.

Après le coup d'état militaire du 12 septembre 1980 et la sombre période de répression qui suivit, la reprise des permissions semblait être devenue une utopie insensée: l'annonce de la perm, même courte, semble une bouffée de liberté grandiose.

Nos cinq prisonniers se retrouvent donc dehors, des pro-

jets pleins la tête. Mais le monde qu'ils re-découvrent n'est pas vraiment à la mesure des espoirs ressassés. Yusuf se fait arrêter dès le début pour avoir perdu ses papiers.... Il ne pourra pas aller offrir son canari à sa bien aimée. Mevlüt se sent toujours sous surveillance et les interdits imposés par sa famille entre lui et sa fiancée empêchent des retrouvailles qu'il ne cessait d'appeler de ses vœux en prison etc... En lieu et place de la liberté tant espérée, ils se retrouvent pris sous le joug des contraintes sociales, économiques et morales. Ils ne sont que les marionnettes prises dans les ficelles d'un destin qui leur échappe.....

«Dans *Yol*, j'ai voulu montrer combien la Turquie était devenue une immense prison semi-ouverte. Tous les citoyens y sont détenus. Il y a deux raisons à cette aliénation: le régime politique, et le poids des survivances médiévales, surtout dans les rapports hommes/femmes. Atrocement misogynes, les hommes ne sont guère que les courroies de transmission d'un système qui se nourrit de leur archaïsme pour mieux les opprimer.»



événement festival de Cannes

Ararat la pièce manquante au puzzle d'Egoyan

Témoignage exceptionnel sur la diaspora, *Ararat* est le premier film à parler à la fois du génocide de 1915 et de sa mémoire.

Un film audacieux, à voir et revoir.

Huit films qui traitent de perte d'identité, de souvenirs encombrants auxquels la mémoire ne sait quelle place accorder, de traumatismes à peine nommés mais qui conduisent les personnages comme des marionnettes.... Huit films, et *Ararat*, enfin.

Dans l'œuvre d'Atom Egoyan -qui construit ses films comme des puzzles- *Ararat* sera une pièce maîtresse. Certes, l'enfant chéri de Toronto venu au cinéma à 24 ans a déjà envoyé des clins d'œil explicites à ses origines. Son premier long métrage, *Next of Kin* (1984), raconte l'histoire d'un jeune Canadien qui se fait adopter par un couple de réfugiés Arméniens après avoir appris, grâce à une vidéo enregistrée lors d'une psychothérapie, que ce couple a perdu un enfant. Dans *Calendar* (1992) le réalisateur s'est même explicitement penché sur la quête amoureuse d'un homme, qui prend la forme d'une quête des origines. Un photographe canadien (interprété par Atom Egoyan lui-même) et sa femme arménophone (interprétée par Arsinée Khanjian) sillonnent l'Arménie en compagnie d'un guide local pour en ramener douze belles photos d'églises qui devront illustrer un calendrier. Le couple ne résistera pas à l'épreuve de ce huit clos entre trois niveaux de conscience identitaire. Mais avant le fiasco, alors qu'il foule le sol de ses ancêtres, le photographe éprouve un trouble qu'il exprime ainsi : "nous sommes tous les deux d'ici, mais d'être venu ici m'a fait quelqu'un d'ailleurs". *Ararat* se passe dans cet ailleurs : la diaspora. Et cette fois-ci, Atom Egoyan résout l'énigme. Il nomme la cause de la perte d'identité, de la difficulté à transmettre les souvenirs, à créer : le génocide arménien de 1915.

Ecartons d'emblée un malentendu possible. *Ararat* n'est pas un film sur le génocide arménien, mais la mémoire du génocide parmi les membres de la diaspora, aujourd'hui. C'est là ce qui fait toute sa force. Tous les personnages sont héritiers -le plus souvent à leur insu- des séquelles causées à la fois par les souvenirs transmis de 1915, mais aussi le déni de cet événement par la Turquie actuelle. Ne réussissant pas à démêler les fils du passé, leur présent se dérobe, faisant d'eux des êtres perdus, des éternelles victimes, voire de véritables petits tyrans.

Exit le cliché des gentilles victimes et méchants bourreaux. Pour cela, parmi les nombreux fils qui constituent la trame du film, Atom Egoyan

en privilégie deux. *Ararat* peut d'abord être vu comme l'histoire d'un réalisateur -Edward Saroyan (interprété par Charles Aznavour)- qui tourne un film sur le génocide arménien. Or, les libertés que prend Saroyan avec les scènes de reconstitutions historique -les petits Arméniens de Van sont habillés comme des lords, les scènes de viol versent dans le mélodramatique et le voyeurisme, le mont *Ararat* est visible de Van- indiquent que ce réalisateur est probablement en train de tourner un mauvais film. Ce film dans le film pose d'emblée la question de la représentation de ce qui, par nature, est impossible à représenter, et du danger qu'il y a à vouloir établir la vérité historique par le cinéma.

Ani (Arsinée Khanjian) historienne de l'art, est ainsi appelée à la rescousse par Saroyan pour servir de caution morale et valider quelques distorsions par rapport à la réalité. Epouse d'un "combattant pour la liberté" mort après avoir tenté de tuer un diplomate canadien, elle accepte cette mission "pour la bonne cause". Pour autant, elle ne veut pas entendre parler de son deuxième mari, mort lui aussi. Un accident d'après Ani, un suicide d'après la fille de celui-ci, qui tente de réhabiliter la mémoire de son père. Réponse d'Ani "je ne me souviens pas de ce qui s'est passé ce jour-là. Je ne peux pas. Et même si je pouvais, je ne le ferais pas. Je n'en ai pas besoin". Joli exemple de déni individuel, contrepoint exact du déni collectif imposé par la Turquie, et contre lequel elle lutte par ailleurs.

Mais *Ararat* peut aussi être vu comme l'histoire d'un jeune homme -Raffi, le fils d'Ani- qui en tentant de comprendre qui était son père (l'activiste arménien), va enfin prendre la pleine mesure de son identité. Engagé comme petite main sur le film de Saroyan, il l'accompagne chez lui un acteur d'origine turque, traité avec mépris par le réalisateur. Face à face bouleversant de deux Canadiens dans le couloir d'un immeuble quelconque. Répétition du négationnisme turc par l'acteur turc, le sourire aux lèvres, la sueur au front. C'est finalement dans un autre huis clos -allégorie du transfert psychanalytique- que Raffi va réussir à raconter son histoire et celle des siens, et à se trouver. Son interlocuteur : un fonction-



ARA

naire canadien de la douane sur le point de partir à la retraite, dont le fils -homosexuel- est le petit ami de l'acteur turc....

La touche Egoyan est là : des personnages dont le mystère s'épaissit au fur et à mesure qu'ils se dévoilent et que les liens entre eux se révèlent. Certains regretteront que le style du réalisateur, léché jusqu'à l'excès, soit trop parfait, huilé comme une mécanique froide. Le refus de condamner le parti pris artistique d'Edward Saroyan est pour beaucoup dans cette relative paralysie de l'émotion : en refusant de présenter le film dans le film comme une dérive artistique, une partie de la souffrance -qui seule peut mener à une telle dérive- est occultée. *Ararat*, est néanmoins ce film tant espéré et attendu par les Arméniens du monde entier, qui réussit à présenter l'histoire arménienne contemporaine comme partie intégrante d'un patrimoine universel dont nous aurions tous -Arméniens ou pas- la responsabilité et le souci de mémoire. "Je suis fier d'avoir fait ce film" a dit le réalisateur de 41 ans à Cannes. Les spectateurs arméniens peuvent être fiers de "leur" Atom.

● L. T.

Sortie en France d'*Ararat* le 4 septembre



Le réalisateur Saroyan (Charles Aznavour) à la 1^{re} de son film *Ararat*



Un film dans la tourmente

Pressions sur la maison de production, campagne de dénigrement sur Internet, politisation du film dans les médias canadiens rien n'aura été épargné pour tenter de diminuer la portée et l'audience d'Ararat.

presse canadienne sur Ararat parlent du génocide arménien mais font aussi état de la position turque, qui admet tout juste que "300 à 600 000 Arméniens sont morts -essentiellement de faim, de maladie ou des attaques de bandits- pendant qu'ils étaient déplacés parce qu'ils aidaient les Russes contre leur propre gouvernement".

Atom Egoyan reste optimiste "je pense que lorsque la communauté turque verra le film, il le trouvera très honnête" explique-t-il à plusieurs reprises dans les journaux canadiens

Arméniens d'Arménie- voisins avec les Turcs ?" Atom répond : "Ce film n'amointrit pas la Turquie aujourd'hui, il veut amener à faire réfléchir sur la notion de traumatisme". Arsinée intervient : "Vous insinuez que les Arméniens de diaspora se foutent des relations avec la Turquie. C'est faux. Nous nous souvenons que la Turquie était le pays de nos ancêtres. Nous espérons que ce film fera réfléchir la Turquie". Le journaliste promet alors qu'il fera tout ce qui est en son pouvoir pour qu'Ararat soit montré en Turquie à l'occasion du Festival du film d'Istanbul. Applaudissements d'Atom Egoyan et de la salle. La conférence se poursuit avec quelques questions plus artistiques. Elle n'aura duré qu'une demi-heure. Electrique.

Janvier 2002. Le tournage d'Ararat n'est pas encore terminé à Toronto que les pressions s'exercent déjà. Le quotidien turc Hürriyet a livré à ses lecteurs l'adresse d'Atom Egoyan et de la maison de production, malgré la recommandation pressante du ministère des Affaires étrangères de Turquie : "Ne faites pas de pub pour ce film en lui accordant les manchettes de vos journaux. Ne créez pas une seconde affaire Midnight Express". Sur Internet par contre, la campagne fait rage. Plusieurs sites web créés par des associations turques permettent de télécharger une lettre type en anglais à envoyer à Miramax Films et son propriétaire la société Walt Disney, afin de les dissuader de distribuer le film aux Etats-Unis. "Les événements de 1915 ne peuvent être qualifiés de génocide" dit la lettre qui menace "Votre soutien à ce film risque de me motiver -ainsi que de nombreux autres Turcs- à ne plus regarder que des films produits ou distribués par d'autres sociétés que Miramax Films et Walt Disney". Une promesse de boycott en bonne et due forme.

15 mai 2002 : A moins d'une semaine de la projection à Cannes, Ray Conlogue, critique littéraire au grand quotidien The Globe and Mail, attaque frontalement. "Le réalisateur canadien dit qu'il ne veut pas politiser le film. Mais il dit aussi qu'un génocide arménien a bien eu lieu". Lui-même se dit "agnostique" sur la question, mais rappelle que "un historien américain comme Bernard Lewis -au départ pro Arménien -affirme aujourd'hui qu'il n'y a aucune preuve de génocide planifié". Premier article à oser mettre en cause la réalité du génocide -dans un pays qui l'a pourtant officiellement reconnu-, il suscite une réponse brève d'Atom Egoyan "le déni d'un génocide est l'étape ultime de cet acte atroce. Votre article montre combien il est facile de diaboliser une victime et de réhabiliter le bourreau. Je suis attristé qu'un journaliste professionnel puisse questionner la réalité d'un génocide que les spécialistes de l'Holocauste -incluant Elie Wiesel- présentent comme "un fait incontestable".

19h30, le 20 mai : Montée des marches pour la projection officielle du film. Seul incident à peine perceptible : un groupe de jeunes Turcs danse près des caméras de télévision, sorte de rictus à la face du film. Pendant la projection du film, sur la Croisette, vers 21h00, la voiture de location de l'Ambassadeur d'Arménie prend feu à l'arrière de l'habitacle, blessant légèrement le conducteur (l'Ambassadeur est déjà déposé). L'enquête de la police n'a toujours pas déterminé les causes -accidentelles ou criminelles- de cet incendie.

22h00, le 20 mai : Dans la grande salle du Palais du Festival, les lumières se rallument. Le film est accueilli par une ovation de 10 minutes.

Février : Le Monde révèle que "la très influente Association des industriels et hommes d'affaires de Turquie (Tüstad) -le patronat turc- a entrepris de mener des actions de lobbying en Europe et aux Etats-Unis". Le ministère des Affaires étrangères a mis en place "un plan de riposte international. Deux documentaires sont en cours de production, l'un consacré à l'histoire de l'Empire ottoman, l'autre aux Arméniens". Enfin, le gouvernement turc n'entend ni plus ni moins que "déclencher un procès dès la première projection du film afin de demander son interdiction immédiate, pour le motif qu'il véhicule une "propagande de haine" et de nature "diffamatoire". Tollé au Canada. Erhan Ogut, ambassadeur de Turquie dément "Bien sûr que les artistes sont libres de créer, la liberté d'expression existe. Nous en sommes aussi respectueux que n'importe qui d'autre" dit-il, tout en soutenant "l'action justifiée" des particuliers et des associations.

11h00, le 20 mai : Conférence de presse à Cannes. Après la projection presse du film à 8h30, l'équipe d'Ararat (Atom Egoyan, Arsinée Khanjian, Charles Aznavour, Robert Lantos (le producteur) et les acteurs Elias Koteas, David Alpay, Marie Josée Croze, Simon Abkarian) répondent aux journalistes présents. Toronto Sun ouvre le bal "votre film offre un voyage intense. Mais cette histoire de génocide est-elle prouvée ?" Réponse d'Arsinée "le film repose sur un point de départ : le génocide a bien eu lieu. Les archives existent, qui le prouvent. Quiconque veut mener des recherches peut voir que nous avons tous aujourd'hui la responsabilité de transmettre cette mémoire".

Une journaliste -manifestement d'origine turque- de la BBC enchaîne : "ce film présente un point de vue arménien et fait des Turcs des méchants. Qu'avez-vous à dire sur le génocide commis actuellement par les Arméniens sur les Azéris ?". Fin de non recevoir "ce n'est pas le sujet du film".

Prend enfin la parole un représentant de la presse turque, le seul qui s'exprimera pendant la conférence. "Pensez-vous que ce film contribue à de meilleures relations entre Turcs et Arméniens -notamment

21 mai : La presse -dont les représentants se sont tenus à carreau pendant la conférence de presse- se déchaîne en Turquie. Le journal Cumhuriyet (la République) qualifie le film de "tromperie" visant à "salir en bloc une nation entière" et "puant la haine". Le quotidien Sabah (le matin) considère que "Ararat montre les Turcs comme des oppresseurs assoiffés de sang". En contenant des scènes d'une "horreur inimaginable", il est au service de "l'hostilité anti-turque à travers le monde" dit-il. Pire que tout, Agos, seul journal arménien de Turquie, interpelle le cinéaste "comment avez-vous pu faire un tel film ? Ce langage ne peut être notre langage à nous, ni dans la littérature, ni dans le cinéma. Parler de paix et de dialogue d'un côté et jeter de l'huile sur le feu de l'autre n'est pas possible".

Premier film à traiter de la mémoire du génocide Arménien, Ararat bénéficiera malgré tout d'une distribution mondiale. Le film sort au Canada à la rentrée, aux Etats-Unis à l'automne. En France, il sera sur les écrans le 4 septembre. ● L. T.

Mars-avril : Le processus de politisation autour du film est enclenché. Les articles de la

Nazim Hikmet n'a jamais existé

mémoire du peuple turc comme il détruit la poésie de Nazim Hikmet, la poésie populaire du peuple turc. La Turquie moderne continue son automutilation comme l'Empire ottoman l'avait commencée, comme il s'était auto-mutilé en détruisant ses sujets arméniens. Selon le journal l'Humanité, le 15 mars 2002, Nazim Hikmet a été rayé des fichiers de l'état civil turc : il n'a jamais existé en Turquie ! Alors, pourquoi ce CD produit par l'Etat turc ? Pour la façade, pour l'Europe.

● MIHRAN AMTABLIAN

Que le génocide des Arméniens imprègne une partie de la littérature arménienne contemporaine, cela n'étonnera personne. Mais, qu'il affleure aussi dans la littérature turque, voilà un fait qui nous est nouveau. "Info-turk", revue dissidente éditée à Bruxelles, vient de braquer le projecteur sur Nazim Hikmet, le plus grand poète turc du XX^{ème} siècle, internationalement connu, ou plutôt attire-t-elle l'attention sur les tribulations récentes qui concernent un passage de son poème "Promenade du Soir". Dans ce texte, on peut lire les vers suivants :

Les lampes de l'épicier Karabet sont allumées,
Le citoyen arménien n'a jamais pardonné
Que l'on ait égorgé son père
Sur la montagne kurde
Mais il t'aime,
Parce que toi non plus tu n'as pas pardonné
A ceux qui ont marqué de cette tache noire
Le front du peuple turc.

Dans le cadre de la célébration du 100^{ème} anniversaire de la naissance du poète, le ministère turc de la Culture vient de publier un CD

consacré à Nazim Hikmet. Ses textes sont lus par Genco Erkal, célèbre acteur en Turquie, sur une musique interprétée par le pianiste Fazil Say, avec l'orchestre symphonique de la Présidence de la République et le Chœur Polyphonique de l'Etat.

Mais, hélas, du texte précité, il ne reste que le premier vers :

"Les lampes de l'épicier Karabet sont allumées".

Le reste a été amputé, mutilé par la censure d'Etat, pour la vérité d'Etat : la famille de Karabet vit, et a toujours vécu, normalement ; il ne s'est rien passé "sur la montagne kurde". Pour la Turquie, le génocide des Arméniens n'a jamais existé, ce qui justifie à ses yeux toutes les violations, y compris et surtout, la violation de toutes les créations artistiques et intellectuelles, signe des Etats totalitaires et criminels. Les conditions de production de ce CD montrent une fois de plus que les fondements de la Turquie moderne sont criminels. Ce CD et sa brochure sont à verser au dossier des éléments de preuves. Voilà une production qui détruit la mémoire du génocide de 1915. Il détruit la

Nazim Hikmet

L'écrivain est né à Salonique en 1902. Fils d'un haut fonctionnaire turc, il part pour Moscou en 1921. Il y rencontre Maïakovski et les futuristes russes qui exerceront une influence considérable. Ecrivain d'avant garde de la littérature turque, mais écrivain "rouge", il est arrêté en 1938 à son retour en Turquie et condamné à vingt huit ans de prison. Il est libéré au terme d'une grève de la faim et de l'action d'un comité de soutien où l'on compte Jean-Paul Sartre et Pablo Picasso. Il reçoit le prix mondial de la paix en 1950. Persécuté en Turquie, échappant à deux attentats, il fuit en Union Soviétique. Privé de sa nationalité turque, devenu citoyen polonais, il meurt à Moscou en 1963. ● M. A.

France arménienne - numéro 223 - juin 2002

Juin - 2002

PARLEMENT EUROPEEN

Le Point de la session

Syrie

Doc.: B5-0374/2002
Procédure : urgence
Débat : 13.06.2002
Vote : 13.06.2002

En adoptant une résolution commune déposée au nom des groupes PPE/DE, PSE, ELDR, Verts/ALE, GUE/NGL et UEN sur la situation des droits de l'homme en Syrie, en particulier le cas de Riad Turk, le Parlement européen exprime sa vive inquiétude à l'égard des restrictions et des condamnations prononcées récemment contre plusieurs intellectuels et opposants, parmi lesquels deux députés, qui avaient participé à des débats et des réunions publics.

Il invite les autorités syriennes à tenir compte sérieusement des préoccupations émises à

l'égard de la vie de l'avocat M. Rizd Turk et demande sa libération immédiate.

Il demande aux autorités syriennes :

- a) de veiller à ce que les détenus soient bien traités et ne soient pas soumis à la torture et/ou à d'autres mauvais traitements ;
- b) de ratifier sans réserve la Convention contre la torture et d'autres traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants et d'en mettre en oeuvre les dispositions ;
- c) de veiller à ce que les personnes détenues ou emprisonnées aient un accès rapide, régulier et illimité à leurs familles et avocats ainsi qu'aux médecins ;

1/2002

CENTRE to CENTRE

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN

Fikret Baskaya photo: Eugene Shougin



International PEN Campaigns Against Suppression of Turkish Writers

During four weeks in March and April, PEN members world-wide staged a campaign on behalf of their colleagues in Turkey. While there is only one writer currently detained specifically for his writing, **Fikret Baskaya**, there are at the same time over 100 writers, editors, journalists and publishers before the courts, a figure that is likely to be higher given that not all cases are reported to PEN. Writers who attempt to push the boundaries find themselves embroiled in lengthy trials, often lasting months, and which are a financial and emotional drain. The majority of cases do not end in imprisonment, and acquittal is not uncommon. Yet the aim is to suppress those who criticise while at the same time avoid the scrutiny of the outside world, most notably within the European Union to which Turkey is seeking membership.

Trial observations were central to PEN's Campaign. Members from the Norwegian, Swedish, Danish and English PEN Centres were present at the trials of two writers in April. **Mehmut Uzun**, a Kurdish writer

who faced imprisonment for his book on Kurdish literature and language was acquitted in April. **Asiye Güzel Zeybek** a journalist held for over five years on charges of belonging to an 'illegal' organisation and who is yet to be convicted, sat through two further hearings in March and April. Her sentence is expected to be pronounced on 5 June. PEN members have been moved by Zeybek's claims to have been raped by police while under interrogation. The charges against the officers were dropped, leading to accusations that Zeybek's allegations were not taken serious.

The 'Mini-Democracy Package'

Given that Turkey wishes to join the European Union and that it has been instructed to improve its human rights record as one of the conditions of entry, there were high expectations of the 'mini-democracy package' (Law 4744) adopted by the Turkish government on 6 February 2002. Yet these hopes proved to be over-optimistic. Aimed at meeting the conditions set by the European Union, Law 4744 makes adaptations Turkish law to meet Constitutional amendments adopted in October 2001. Yet the limited nature of the amendments, and indeed expansion of some articles to widen the types of cases that can be penalised, leads to the question of how real is the Turkish government's alleged commitment to human rights.

Article 8 - The Anti-Terror Law

Article 8 of the Anti-Terror Law has been used to penalise those who speak out in defence of the Kurdish community, in effect branding them as supporters of terrorism. Providing a maximum of three years in prison for 'separatist propaganda', many writers who wrote of human rights abuses found themselves before the courts or even in prison. International condemnation of the this law has led it to be used less widely than it has been in the past, in favour of laws on insult and incitement. Also, the 'mini-democracy' package, rather than abolishing Article 8, had in fact extended it to include visual 'propaganda'. **Fikret Baskaya** is currently serving a 16-month sentence for his book *A Question of History?*, under this law.

Article 312/2

Aimed at penalising 'incitement to hatred on the basis of class, religion or race' Article 312/2 of the Penal Code has been applied as a means of penalising writers who support minority issues. There are a number of writers, editors, publishers and journalists on PEN's records facing trial under this article. Some are being tried for their views on Islam: in late 2001, writer **Emine**

Senlikoglu was on tried for her opposition to the ban on girls wearing headscarves in school - she is appealing a 20-month prison term. Those who write on Turkey's numerous minorities also find themselves on the wrong side of this law. Among them is the author of the widely acclaimed *Culture of the Pontus*, **Omer Asan**, is awaiting the next stage of judicial proceedings for his widely acclaimed anthropological study of a small community in the Northeast of Turkey with Hellenic roots.

The 'mini-democracy package' has narrowed down the law to include only 'incitement . . . done in a form that could endanger public order', but the wording is still broad and is open to wide interpretation. Worryingly, the law added another category 'insulting a segment of the population or people's honour' as a new offence.

Article 159

Also widely used against writers is Article 159 of the Penal Code relating to 'insult'. The scope of the law is extraordinary. Writers who dare to criticise the Turkish institutions, ranging from the military, the judiciary, government officers or even the Turkish State itself find themselves in the dock. Prison sentences are rarely the result of these trials, but emotional and financial cost can be heavy. This article has led to those writing about human rights abuses by the army, specifically against the Kurds, before the courts. For example, recently freed after a lengthy trial is **Celal Baslangic** for his book *Temple of Fear* on the activities of the army against Kurds in the 80s and 90s. Criticising the judiciary is also hazardous. Journalist **Burak Bekdil**, whose satirical article on the state of the judicial system could earn him a prison term, is awaiting his trial outcome.

The 'mini-democracy package' has conceded that the penalties for 'insult' had been too heavy, and reduced the maximum penalty from six years to three. However, given that fines rather than prison sentences are the usual penalties under this article, this is change will have no real impact.

International PEN is deeply disappointed by the limited changes to laws that are used to penalise freedom of expression in Turkey. The continued detention of and trials against writers, editors, publishers and journalists under these laws is of ongoing concern. PEN urges that all those currently imprisoned solely for their writings be freed, and an end to trials against writers whose only act has been to exercise their right to freedom of expression.

الوضع القائم في العراق من انه في حالة حرب مستمرة منذ سنة 1991، فالحكومة العراقية تطرح ان الحرب على العراق مستمرة ولم تتوقف، فاذا كانت الحرب مستمرة فإن الإدارة الأميركية تستطيع ان تدعي ان الحرب بدأت استناداً الى الشرعية والقرارات الدولية، وبما ان الحرب مستمرة فإن ديمومة القرارات ما زالت قائمة.

ان هذه التفسيرات القانونية تتلقى التأييد او المعارضة من قبل فقهاء القانون، وفي حالة القيام بالحملة العسكرية فإن المسألة او المساندة سوف تزداد شدة وايضا سوف تطرح مفاهيم جديدة في القانون الدولي.

ومن المفيد القول في هذا المجال، ان سياسة الرئيس الأميركي تخضع لاعتبارات داخلية وليس فقط للمسائل القانونية الدولية. وفي الوقت الحاضر يستطيع الرئيس ان يستند الى دعم واسع من الرأي العام الأميركي في مواجهة حكومة صدام، والأكثر أهمية هو الدعم المشترك للحزبين الجمهوري والديمقراطي لسياسة الرئيس بوش تجاه الأزمة العراقية.

* مدير مكتب الشرق الأوسط للدراسات والأبحاث في هولندا

الارهابية. والقرار هذا يخضع ايضا للفصل السابع من الميثاق، ولذا فإن مجلس الأمن يتخذ «كل الخطوات الضرورية» لتطبيقه. والمبدأ القانوني الآخر والذي من الممكن ان نتخذه الإدارة الأميركية سبيلاً لدعم حججها في الهجوم هو مبدأ الدفاع عن النفس الوقائي. فالرئيس الأميركي جورج بوش الابن، اشار في أحد خطبه، الى ان «امننا يتطلب من جميع الأميركيين التحلي بالعزم وأن يكونوا مستعدين للقيام بعمل وقائي عندما يتطلب الأمر»، وأضاف قائلاً: «والحرب على الارهاب لن نربحها اذا بقينا في حالة الدفاع عن النفس. علينا نقل المعركة الى مواقع العدو، تفكيك خطته ومواجهته التهديدات الأكثر رعباً قبل ان تتحقق»، وهذا المبدأ الذي يوجد بين الفقهاء والقانونيين خلاف حول مفهومه وتطبيقه يعني في ما يعني ان المبادرة بالهجوم هي افضل وسائل الدفاع، ولكن هذه المبادرة، ولكي تاخذ مجراها

الشرعي، يجب ان تستند الى وقائع ملموسة من ان الجانب المقابل اكمل خطط واستعدادات الهجوم والتصدي. واخيراً يمكن القيام بالهجوم على العراق، وعلى اساس تفسير

بالعلاقات الكويتية. العراقية، وهذه لم تحل، ولكن الفقرة الأهم، والتي في الامكان ابرازها في الفترة القادمة هي الفقرة (32) من القرار المذكور والتي تؤكد ان المطلوب من الحكومة العراقية هو اعلام مجلس الأمن انها سوف لا تؤيد اي عمل ارهابي دولي ولا تسمح لأي تنظيم ارهابي بالنشاط ضمن حدودها، واستنكار أي عمل او وسيلة ارهابية.

ان ربط حكومة بغداد بالعمليات الارهابية في 11 ايلول، او بعملية الهجوم الأول على مركز التجارة العالمي في نيويورك سنة 1993، او حتى بالتخطيمات الارهابية مثل انصار الإسلام في كردستان العراق حيث ان لهذه المجموعات علاقات مع منظمة القاعدة، سوف يضع الحكومة العراقية في قصص الاتهام وربطه

بالارهاب العالمي، وكل ذلك يكون مخالفاً للفقرة المذكورة من قرار مجلس الأمن.

كما في الامكان اتخاذ القرار المرقم (1373) والمتخذ من قبل مجلس الأمن في 28 ايلول 2001 سبباً قانونياً آخر ضد العراق فهذا القرار الذي يخص الارهاب العالمي، لا يخص دولة بعينها وانما يؤكد على انه يجب على «جميع الدول» ان لا تساند او تدعم او تؤوي المنظمات

قرار مجلس الأمن. والدخول هو بداية العملية، لأن خلق الية دائمة للرقابة على انتاج وتطوير الصناعات الحربية العراقية هو احدى الغايات الأساسية لهذه المجموعة. هذه الية يجب ان تولد بعد التاكيد من تنظيف الساحة العراقية من اسلحة الدمار الشامل. فاذا رفضت الحكومة العراقية دخول اللجنة، او اذا وضعت العراقيل امام عملها بعد الدخول، فإن هذا قد يؤدي الى التصادم بين اللجنة وحكومة بغداد وبالتالي الى القطيعة. وبافتراض حدوث ذلك، وهذا غير مستبعد فإن تلك الحالة سوف تعطي نريجة قانونية للحكومة الأميركية للرد العنيف على الحكومة العراقية، واستناداً الى قرار مجلس الأمن الإنف الذكر، باعتباره قراراً خاضعاً للفصل السابع من الميثاق، والذي يسمح باستعمال العنف. ولكن الافتراض ان الحكومة العراقية تتعاون مع اللجنة المذكورة وتطبق القرارات الواردة حول مسألة اسلحة الدمار الشامل، فهل في الامكان القول ان القرار المذكور قد دخل حيز التطبيق؟

الجواب على هذا السؤال هو النفي، لأن قرار 687 يتضمن الكثير من الامور التي تتعلق بقضايا اخرى. فهناك نقاط تتعلق

1/2002

CENTRE to CENTRE

Newsletter of the Writers in Prison Committee of International PEN



In Memoriam: Ayse Nur Zarakolu

Five months after her death, Ayse Nur Zarakolu is still being dragged through the courts – a situation described by her husband, Ragip Zarakolu, as being "something out of the pages of Kafka".

Ayse Nur Zarakolu, publisher and one of Turkey's most well known campaigners for the right to free speech, died in hospital in Istanbul on 28 January, aged 56. She had been suffering from cancer. Yet, just two weeks after her funeral, Zarakolu's bereaved husband, Ragip, received a notice, addressed to his wife, ordering her to appear in the court on 21 March threatening that if she did not appear she would be 'arrested in absentia'. Her crime? To publish a book by the Syrian author

Huseyin Turhali, *The Song of Liberty*. Soon after a second summons arrived, this time for the publication of Omer Assan's study *The Culture of Pontus* on Pontiac language of this community in north-east Turkey.

Ragip Zarakolu and his sons duly turned up at the court on 21 March, only to hear that the case would be postponed to 4 June while the court awaits formal registration of Ayse Nur's death. For Zarakolu's family, this is just another stage – be it the most surreal – of Ayse Nur's 25-year struggle for the right of the voices of the Kurdish and other minorities in Turkey to be heard. In 1977 she set up the Belge Publishing House which aims to "strike down taboos" and "investigate the rights of minorities". It published books tackling such controversial subjects as attacks against the Kurdish minority, a history of anti-Semitism in Turkey and the tense relations between Turkey and Greece. One

of the books that led to a two-year prison term for Zarakolu in 1994 was a study of whether the 1915 Armenian massacre was a planned genocide. Zarakolu served several prison terms – in 1982, 1984, 1994 and 1996. In 1994, on hearing of the two-year sentence against her, Zarakolu told the court "So, today in Turkey, this is what 'democratisation' amounts to! ... After me, there are at least 10 other publishers who will soon be put behind iron bars. But they must go on doing their job – even if the government impedes them. That is, giving writers all the opportunities they need to express their thoughts. And if the cost of doing this is imprisonment, then so be it."

Throughout the late 90s to date, the Belge Publishing House continued publishing controversial titles, many of which led to Zarakolu being brought before the courts. In 1997 she had over 20 court cases pending against her. Mostly the trials ended in acquittals or fines, although the threat of imprisonment was ever present.

Ayse Nur Zarakolu's strength and resilience under the greatest of pressure gained her significant respect among the world community of writers.

جیاوازی نه‌نستیتۆکان

به‌لام له نه‌نجامدانی به‌زناوه‌كان هه‌چ پارمه‌تیه‌ك نادات، ئێمه‌ یه‌كێكێن له‌ ناوه‌ندانیه‌ كه‌ به‌پێمان ده‌لێن NGO نیش و كاری ئێمه‌ فه‌ره‌ه‌نگیه‌یه‌. كاره‌كه‌ی ئێمه‌ هه‌ندێ تابه‌ه‌تمه‌ندی خۆی هه‌یه‌ به‌ كۆمه‌ڵه‌یه‌كی تابه‌ه‌ت به‌ستراوه‌، كه‌ نه‌ویش كۆمه‌له‌ی فه‌ره‌ه‌نگی كوردیه‌. واته‌ كاری فه‌ره‌ه‌نگی ده‌كه‌ین بۆ هاتنی رۆشنسیران له‌ ده‌ره‌وه‌ی ولات و بۆ په‌یوه‌ندی فه‌ره‌ه‌نگی و تێكه‌لاوی به‌ تابه‌ه‌تی له‌گه‌ڵ كوردستانی عێراق، هه‌روه‌ها كۆمه‌ڵه‌یه‌كی چاپ ده‌كه‌ین و هاوكاری قوتابییانی كورد ده‌كه‌ین.

كوردستان ده‌كه‌ین، راسته‌ وازوو و له‌گه‌ڵمان ناده‌نوه‌ به‌لام دواتر ده‌بینێ زانیاریه‌كانی ئێمه‌ بپه‌وه‌ته‌ سه‌رچاوه‌ی كاركردنیان. به‌لام ده‌بین نه‌وش بزانیین كه‌ نه‌وان به‌پێتی به‌رژه‌وه‌ندییه‌كانی خۆیان كارده‌كه‌ن.

هه‌روه‌ها به‌رام و لمه‌د به‌گی ده‌لێن: ده‌مه‌وێ له‌ سه‌ره‌تاوه‌ پێناسه‌یه‌كی تابه‌ه‌تی بۆ نه‌نستیتۆی كوردستان له‌ تاران به‌كم، چونكه‌ جیاوازی هه‌یه‌ له‌گه‌ڵ نه‌نستیتۆ كوردیه‌كانی دیکه‌ له‌ ئه‌مریكا و نه‌وروپادا. له‌ ئێران حكومه‌ت خه‌رجیه‌كه‌ی بۆ ده‌دات،

ده‌ریاره‌ی راسته‌سه‌پارده‌ و یاداشته‌كانی نه‌نستیتۆی كورد له‌ واشتۆن بۆ حكومه‌تی ئه‌مریكا، د. نه‌جمه‌دین ده‌لێن: ئێمه‌ جیاوازیان هه‌یه‌ له‌گه‌ڵ نه‌وانه‌ی له‌ نه‌وروپان. لیتره‌ ده‌ولت پارمه‌تی نه‌نستیتۆ نادات، به‌لكو نه‌وه‌ی هه‌یه‌ هه‌مووی به‌پارمه‌تی دۆست و براده‌ران و نه‌و كه‌سانه‌یه‌ كه‌دۆستی نه‌نستیتۆن. كاری ئێمه‌ په‌یوه‌ندی كرده‌ به‌ ئیسه‌داری ده‌ولت بۆ نه‌وه‌ی ره‌وشی كوردستانیان پێن رایگه‌یه‌نین. هه‌میشه‌ له‌ كۆپونه‌وه‌كاندا له‌ گه‌لیاندا باس له‌مه‌سه‌له‌كانی په‌یوه‌ست به‌

چالاکیه‌كانی ئێمان له‌ كاری سیاسی و رێزمانی كوردی و كۆنفرانس و هه‌تد به‌رجه‌سته‌ ده‌بین. ره‌وشی ئێمه‌ له‌ نه‌سته‌مه‌سبۆلی به‌ زه‌نگه‌كی فه‌رمی نه‌یه‌، له‌لایه‌ن ویلایه‌تا نه‌سته‌مه‌سبۆلی باره‌گه‌كه‌ی هاته‌گرتن و مۆركردن.

به‌رنامه‌ی نه‌نستیتۆ كوردیه‌كان

كوردی به‌كه‌ین له‌ رێگه‌ی فراكسیۆنی نوێنه‌رانی كوردیه‌وه‌، بیه‌دیه‌ن به‌ نه‌نجومه‌نی بالایی شۆرش كه‌ بۆ مه‌سه‌له‌ی زمانی كوردی هه‌نگاو هه‌لگرێ. ئه‌گه‌ر حكومه‌ت رێگه‌ی نه‌وه‌ی دا خۆیتندن به‌ زمانی كوردی بێت، ئێمه‌ قۆلی ئه‌ هه‌لده‌مه‌لێن و به‌رنامه‌یه‌تی بۆ ده‌كه‌ین و له‌ ده‌ره‌وه‌ی ولات كۆمه‌ك ده‌خوازین. ئێستا كێشه‌كه‌مان خستۆته‌ ئاستی حكومه‌ت، كه‌ ده‌بین جاری حكومه‌ت هه‌نگاوه‌كه‌ی خۆی هه‌لگرێ. ئه‌وه‌ خه‌سه‌ له‌ سه‌ر به‌رژه‌ی دوومه‌ قسه‌ ده‌كه‌ین.

به‌رام و لمه‌د به‌گی ده‌لێن: یه‌كێك له‌ كاره‌كانی ئێمه‌ زمانی كوردی خۆی ده‌برایه‌ ئێستا وانه‌ی كوردی به‌خۆیتندرایه‌، به‌لام به‌داخه‌وه‌ تا ئێستا ئیجازه‌یان نه‌داوه‌. دوو ساڵ به‌ر له‌ ئێستا له‌سه‌ن بۆ سالتیک ئه‌م كاره‌مان كرد. به‌لام دواتر دایانخست. ئێمه‌ له‌ ماوه‌یه‌كی تردا یه‌كه‌مین كۆنفرانسی زمانی كوردی له‌ تاران ده‌به‌ستین، به‌به‌شداری هه‌موو رۆشنسیرانی كورد له‌ ئێران و میوانێشمان له‌ كوردستانی عێراق بانگه‌شیت کردوو. به‌رژه‌شمان ئه‌وه‌یه‌ كه‌ ته‌رحی مه‌سه‌له‌ی زمانی

خه‌مه‌تی گه‌له‌كه‌مانی پێن به‌كه‌ن. به‌شداربوونه‌كه‌شیان له‌وه‌یه‌ كه‌ ناگادار بن چ له‌م ولاته‌ رووه‌دات و فێتری سیاسه‌ت پێن كه‌ چۆن هه‌لبه‌سژاردن ده‌كسێ و به‌واری ته‌ندروستی لیتره‌ به‌ چ شیناوتیک كارده‌كات هه‌روه‌ها رۆژنامه‌گه‌ری چۆن كار ده‌كات. چونكه‌ ئه‌گه‌ر به‌م كارانه‌ هه‌لسن، ئه‌وه‌ زۆر به‌ ئاسانی به‌و كه‌سانه‌ ده‌گه‌ن كه‌ چ له‌ ئیسه‌داری ولات یا له‌ناو كۆنگرێس دان.

ده‌ناره‌ی خۆیتندن به‌ زمانی كوردی له‌ قوتابه‌خانه‌كانی ئێراندا،

ده‌ریاره‌ی به‌رنامه‌ی نه‌نستیتۆ كوردیه‌كان دگتۆر نه‌جمه‌دین گه‌رم ده‌لێن: وه‌ك ده‌زانن بوونی كورد به‌و ژماره‌ زۆره‌ له‌ ئه‌مریكا تازه‌یه‌ و خۆ ئه‌گه‌ر به‌راوردی به‌كه‌ین به‌ گه‌وره‌یی و فراوانی ئه‌مریكا ده‌لێین زۆر به‌جوكیشه‌، بۆیه‌ له‌ میانیه‌ ئه‌و كۆنفرانسه‌نه‌ی به‌ستومه‌مانه‌ زیاتر جه‌خت له‌سه‌ر ئه‌وه‌ ده‌كه‌ینه‌وه‌ كه‌ مه‌سه‌له‌ی كه‌لتوری كوردیه‌واریان له‌ ناودا به‌یتیه‌ته‌وه‌، هه‌روه‌ها هانیان ده‌ده‌ین كه‌ به‌شداری له‌ پڕۆسه‌ی سیاسی ولاته‌كه‌ دا به‌كه‌ن، چونكه‌ باشترین رێگه‌یه‌ بۆ نه‌وه‌ی به‌ هۆیه‌وه‌

التشرق الأوسط

ASHARQ AL-AWSAT

الأحد 2002/6/23 Sunday. العدد 8608 Issue

قانونية الحملة العسكرية الأميركية المرتقبة على العراق

فؤاد حسين *

قرارات الامم المتحدة وخاصة قرار رقم 687 والمتخذ من قبل مجلس الامن في نيسان عام 1991. فعودة المفتشين النوويين وتدمير الاسلحة والتأكد من مصداقية الحكومة العراقية حول عدم انتاج هذه الاسلحة، هو عمل يستند الى القرار المذكور وبالتالي له مرجعية قانونية دولية. فمدحول اللجنة الجديدة (انموفيك)، برئاسة مديرها التنفيذي هانز بليكس، الى العراق من اجل المراقبة والتحقق، هو فرض على الحكومة العراقية، وای رفض ذلك يعني رفض العراق لتطبيق

الرجوع الى المنظمة الدولية غير وارد، باعتبار، وحسب تفسير هؤلاء، ان القرارات السابقة لمجلس الامن تكفل التغطية القانونية لأي عملية عسكرية، وان منبع المرجعية يعود الى هذه القرارات، واذا كانت هذه القناعات راسخة في اذهان المسؤولين في واشنطن، لأبد من طرح يتناول التفسير.

ان الاهداف المعلنة للحكومة الأميركية في تعاملها مع النظام العراقي تتلخص بازالة اسلحة الدمار الشامل وتغيير النظام في بغداد. النقطة الاولى تدخل ضمن

ومن شأن الحملة ان تطرح سؤالاً حول قانونيتها، فالطرح القانوني حول احقية الضربة، او بطلان شرعيتها يدخل ضمن الصراع الشامل بين الاطراف المتجاذبة.

والسؤال المطروح هو: هل يجب على الحكومة الأميركية الرجوع الى مجلس الامن، لاتخاذ قرار جديد من المنظمة الدولية، للسماح بالقيام بحملة عسكرية على العراق، أم انها لا تحتاج الى هذه المراجعة، باعتبار ان هناك قرارات سابقة بهذا الخصوص.

من المعلوم ان العديد من القادة الأميركيين أكدوا ان

يتناول الاعلام العالمي هذه الايام، وبكثافة أكثر، قضية الحملة العسكرية المحتملة على العراق، من قبل الولايات المتحدة الأميركية. ويتعلق جزء من هذا التناول بتعبئة الرأي العام، والجزء الآخر يدخل ضمن التحليلات والاستفسارات. فمن المعلوم ان أي حملة عسكرية على دولة ما، من قبل دولة أخرى يفترض ان تكون مستندة الى الشرعية الدولية وقرارات مجلس الامن بهذا الخصوص.

لهذا السبب بدأ النقاش بين المهتمين والمختصين بهذه المسألة،

